Sustainable Mining
SUDMINE
Development

DEMANDE DE
PERMIS **E**XCLUSIF DE **R**ECHERCHES de **M**INE
(**PERM**)
POUR OR ET SUBSTANCES CONNEXES,
DIT DE "LOPEREC 2"

au titre du Code Minier

DOSSIER COMPLET

TOME I

DOCUMENT ADMINISTRATIF

COMMUNES DE LOPEREC ET DE PLEYBEN (29)

Août 2014

SUDMINE SAS
SAS au capital de 227 000 euros - RCS Orléans 790 856 850 - Code APE 0990Z
2, Chemin du Château 45 530 SEICHEBRIERES FRANCE
Tél : (00 33) (0)6 88 16 76 78 Fax : (00 33) (0)2 38 24 85 66
Site Internet : www.sudmine.org e-mail : sudmine@sudmine.com

PREAMBULE

Le présent dossier de **SUDMINE** constitue une **Demande** de Permis Exclusif de Recherche de Mine (**PERM)** dit de **"Lopérec 2",** dans le Finistère (29), **pour or** et substances connexes**, pour une durée de 3 ans**, sur une surface de **3,5 km²**.

L'objectif de SUDMINE, sur ce site de Lopérec, est de mener à bien une **étude de pré-faisabilité** préalable à l'éventuelle mise en exploitation du **gisement aurifère reconnu par le BRGM** entre les années 1980 et 2000.

Pendant ces 3 ans du PERM, SUDMINE mènera toutes les actions nécessaires à la mise en œuvre de l'étude de pré-faisabilité, qui constituera donc la conclusion de cette période de 3 ans :

Dans une première Phase de 2 ans :

- **Compilation et réinterprétation** de l'ensemble des données existantes (BRGM, etc…),
- **Etude minéralogique fine,**
- **Etude minéralurgique**,
- **Tests comparatifs de traitement du minerai** (gravitaire Vs physico-chimique)**,**
- **Modélisation comparative d'extraction à ciel ouvert et en souterrain**,
- **Etude économique** de chaque étape de l'exploitation et de chaque scénario,
- **Etude d'impact sur l'environnement**,
- **Concertation locale** (dont mise en place d'un **projet participatif),**

Et, dans une deuxième Phase d'1 an :

- **Eventuelle** phase d'**exploration complémentaire** (géologie, géochimie, sondages),
- **Conclusion sur la pré-faisabilité** de la mise en exploitation de tout ou partie de ce gisement.

Cette demande de PERM répond aux références réglementaires suivantes :

- Code Minier,
- Décret n°2006-648 du 2 juin 2006 portant sur les titres miniers,
- Décrets n°2001-205 et 2001-209 du 6 mars 2001,
- Arrêté du 28 juillet 1995 fixant les modalités selon lesquelles sont établies les demandes portant sur les titres miniers et leurs annexes.

Ce tome I constitue la partie administrative de cette demande.
Il expose les grandes lignes du projet et présente le demandeur, SUDMINE, ses capacités techniques et financières, ses engagements et les annexes réglementaires.

SOMMAIRE

PREAMBULE **2**

1 DEMANDE ADMINISTRATIVE **5**
1.1 Lettre de demande de PERM 5
1.2 Surface demandée, localisation et accès 8
1.3 Cartes réglementaires 8
1.4 Engagements de SUDMINE 13

2 PRESENTATION SYNTHETIQUE DU PROJET DE PERM DE LOPEREC **16**
2.1 Pourquoi SUDMINE demande un PERM sur ce projet de Lopérec ? 18
2.2 Pourquoi ce périmètre ? 20
2.3 Pourquoi cette durée ? 21
2.4 Programme et coûts prévisionnels des travaux envisagés 21

3 PRESENTATION DE SUDMINE **24**
3.1 Généralités & Statuts SUDMINE 24
3.2 Les représentants de SUDMINE 25
3.3 Associés et partenaires de SUDMINE 26
3.4 Valeurs défendues par SUDMINE 27
3.5 Titres miniers détenus par SUDMINE 28

4 CAPACITES TECHNIQUES DE SUDMINE **29**
4.1 Les compétences internes à SUDMINE 29
4.2 Le Comité Scientifique et Technique de SUDMINE (CSTS) 33
4.3 Les compétences externes à mobiliser 34

5 CAPACITES FINANCIERES DE SUDMINE **35**
5.1 Capacités financières actuelles 35
5.2 Programme d'augmentation des capacités financières de SUDMINE 36
5.2.1 Financement participatif local et régional, principe et intérêt 36
5.2.2 Recherche d'un partenaire technico- économique en cas de poursuite du projet minier au-delà de la durée de ce PERM 37

6 ENGAGEMENT FINANCIER DE SUDMINE **38**

CONCLUSION

FIGURES

Figure 1 : Carte de localisation du PERM "Lopérec 2" à l'échelle nationale 9
Figure 2 : Carte de localisation du PERM "Lopérec 2" à l'échelle 1/ 100 000 10
Figure 3 : Carte de localisation du PERM "Lopérec 2 à l'échelle 1/ 25 000 11
Figure 4: Carte de localisation du PERM "Lopérec 2 à l'échelle 1/ 20 000 12

TABLEAUX

Tableau 1 : Coordonnées du périmètre du PERM visé par SUDMINE. 8
Tableau 2 : Programme et Budget des travaux envisagés. 22

ANNEXES

Annexe 1 : Extrait K-Bis et Statuts de SUDMINE
Annexe 2 : Documents de présentation de SUDMINE
Annexe 3 : Liste des associés de SUDMINE - CV des membres du CoDir et de quelques associés de SUDMINE
Annexe 4 : CV des membres du Comité Scientifique et Technique de SUDMINE (CSTS)
Annexe 5 : Bilan 2013 des actions menées par SUDMINE
Annexe 6 : Présentation et références de GéoPlusEnvironnement dans le domaine des mines
Annexe 7 : Charte Ethique et de Développement Durable de SUDMINE
Annexe 8 : Eléments justifiant des capacités financières de SUDMINE
Annexe 9 : Eléments justifiant des capacités financières de GéoPlusEnvironnement
Annexe 10 : Hypothèse d'évolution de SUDMINE en structure de Holding
Annexe 11 : Documents de préparation à la mise en place du Financement participatif et de la Concertation locale

1 DEMANDE ADMINISTRATIVE

1.1 Lettre de demande de PERM

Ci-après, est présentée la lettre de demande d'attribution à SUDMINE du Permis Exclusif de Recherche Minière (PERM) de Lopérec 2, pour une durée de 3 ans, sur une surface de 3,5 km², à l'attention du Ministre en charge des Mines.

Monsieur le Ministre en charge des Mines,
Ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement,
Direction Générale de l'aménagement, du logement et de la nature,
Direction de l'Eau et de la Biodiversité,
Sous-Direction de l'Action Territoriale, de la Législation de l'Eau et des Matières Premières,
Bureau de la Législation des Mines et des Matières Premières,
La Grande Arche – Paroi Sud
92055 PARIS LA DÉFENSE cedex

Seichebrières, le 22/08//2014

Monsieur le Ministre,

Je soussigné, Christian VALLIER, agissant en ma qualité de Président de la Société SUDMINE, SAS au capital de 227 000 €, dont le siège social est au 2 chemin du Château, 45530 Seichebrières,

ai l'honneur de solliciter, au nom et pour le compte de ladite Société, l'octroi d'un Permis Exclusif de Recherches de Mine (**PERM**) portant sur partie de **3,5 km²** du département du Finistère, appartenant à la région Bretagne.

Les substances faisant l'objet de la demande sont : **Or et substances connexes**.

Le permis de recherches en cause est sollicité pour une durée de **3 (trois) années** renouvelables, et prendra le nom de "Permis Lopérec 2".

Ce permis se situe à l'intérieur d'un bloc délimité par les lignes joignant successivement les sommets **A, B, C et D** définis ci-après par leurs coordonnées géographiques (RGF 93 Lambert 93 métrique) :

Titre	Sommet	X (RGF93)	Y (RGF93)
PERM "Lopérec 2"	A	178 563	6 821 408
	B	180 203	6 821 408
	C	180 203	6 819 392
	D	178 563	6 819 392

Les communes concernées par le périmètre sollicité sont **Lopérec et Pleyben (29)**.

A notre connaissance, le périmètre sollicité est libre de tout titre minier existant en rapport avec celui qui est sollicité.

Néanmoins, la galerie d'exploration creusée par le BRGM dans le cadre de son PERM entre 1991 et 1993 n'a pas encore fait l'objet d'une procédure complète d'arrêt définitif de travaux miniers. En effet, un arrêté de premier donné acte a bien été prononcé mais l'arrêté de second donné reste conditionné au remplacement l'installation pilote actuelle de traitement des eaux d'exhaure de la galerie par une installation hydraulique de sécurité pérenne.

SUDMINE SAS
SAS au capital de 227 000 euros - RCS Orléans 790 856 850 - Code APE 0990Z
2, Chemin du Château 45 530 SEICHEBRIERES FRANCE
Tél : (00 33) (0)6 88 16 76 78 Fax : (00 33) (0)2 38 24 85 66
Site Internet : www.sudmine.org e-mail : sudmine@sudmine.com

SUDMINE se rapprochera donc du BRGM afin d'établir un relevé de décisions qui établira éventuellement des "prescriptions" nécessaires pour la préservation, lors de la mise en oeuvre des travaux prévus par cette demande de PERM, de l'installation hydraulique de sécurité qui sera construite par le BRGM.

A l'appui de notre requête, je vous prie de trouver ci-joints les documents suivants, conformément à **l'Arrêté du 28 juillet 1995, au Décret n° 2006-648 du 2 juin 2006, et à l'ordonnance du 27 janvier 2011** :

- Un exemplaire de la **carte** à 1/100 000 et 5 exemplaires des cartes à 1/25 000 et 1/20 000 sur lesquels sont précisés le périmètre de la demande et les points géographiques servant à le définir ;
- Les renseignements et pièces nécessaires à l'identification de SUDMINE SAS. Un extrait Kbis de la société SUDMINE SAS en **Annexe 1** ;
- Les **engagements** de respecter les obligations conformes aux articles 43 (5°) du décret 2006-648 du 2 juin 2006, à l'Article 5(e) de l'Arrêté du 28 juillet 1995 et à l'Article 3 de l'arrêté du 28 juillet 1995 ;
- Les documents de nature à justifier des **capacités techniques et financières** de la société demanderesse ;
- Un **Mémoire Technique justifiant** les limites de ce périmètre, compte tenu notamment de la constitution géologique de la région ;
- La stratégie de SUDMINE sur ce projet ;
- Le **Programme des Travaux** envisagés ;
- L'**effort financier minimum** que la société SUDMINE s'engage à consacrer à l'exécution de ces travaux.
- Une "notice" d'impact sur l'environnement.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Fait à Seichebrières,
Le 22/08/2014
Christian VALLIER,
Président de SUDMINE SAS

SUDMINE SAS
SAS au capital de 227 000 euros - RCS Orléans 790 856 850 - Code APE 0990Z
2, Chemin du Château 45 530 SEICHEBRIERES FRANCE
Tél : (00 33) (0)6 88 16 76 78 Fax : (00 33) (0)2 38 24 85 66
Site Internet : www.sudmine.org e-mail : sudmine@sudmine.com

1.2 Surface demandée, localisation et accès

Le permis sollicité se situe sur le territoire des communes de **Lopérec** et de **Pleyben** (Cf. Figure 1).

Le périmètre du projet représente une superficie de **3,5 km²**.

Les points nodaux du périmètre présentent les coordonnées suivantes :

Tableau 1 : Coordonnées du périmètre du PERM visé par SUDMINE.

	Sommet	X (Lambert93)	Y (Lambert 93)
PERM "Lopérec 2"	A	178576.22	6821422.81
	B	180206.80	6821376.51
	C	178566.38	6819279.68
	D	180200.18	6819325.99

Le PERM de "Lopérec 2" visé par SUDMINE est à cheval sur la commune de Lopérec et la commune de Pleyben. Il est en majeure partie compris sur la commune de Lopérec, à environ 600 m à l'Est de la ville.

La zone occupée par le PERM appartient au bassin versant de la Douffine, affluent de l'Aulne.

Cette zone est **entièrement rurale**. **Aucun bourg** n'est englobé au sein de son périmètre.

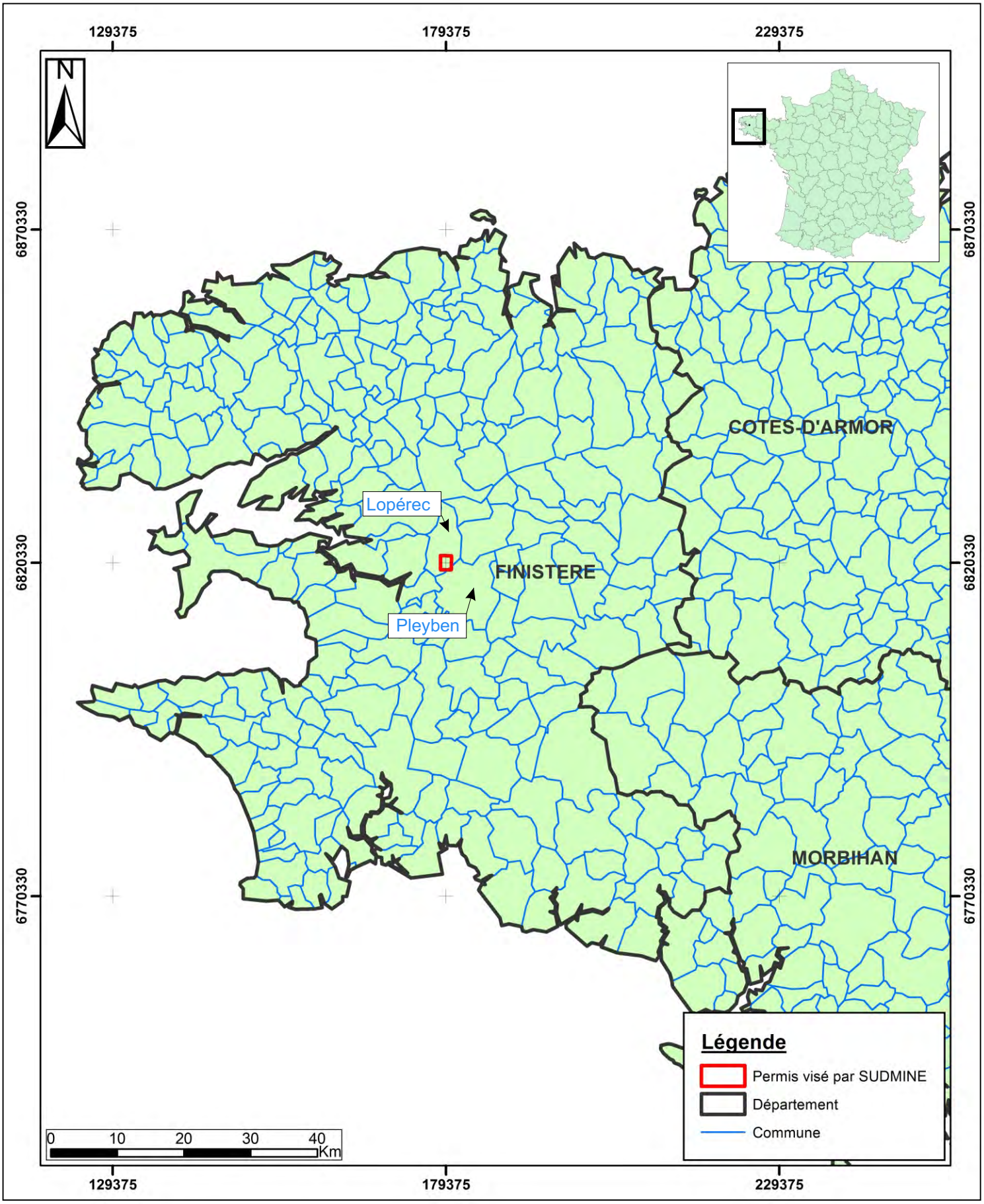
Les rares habitations présentes dans le périmètre sont pour la plupart des installations agricoles.

Les accès à la zone se font par voie routière, le projet étant **bien desservi** par les routes départementales (RD 121) et communales.

1.3 Cartes réglementaires

Ci-après sont présentées les cartes réglementaires suivantes :

- La carte de localisation du PERM de Lopérec 2 à l'échelle 1/ 100 000 (**Figure 2**),
- La carte de localisation du PERM de Lopérec 2 à l'échelle 1/ 25 000 (**Figure 3**),
- La carte de localisation du PERM de Lopérec 2 à l'échelle 1/ 25 000 (**Figure 4**).

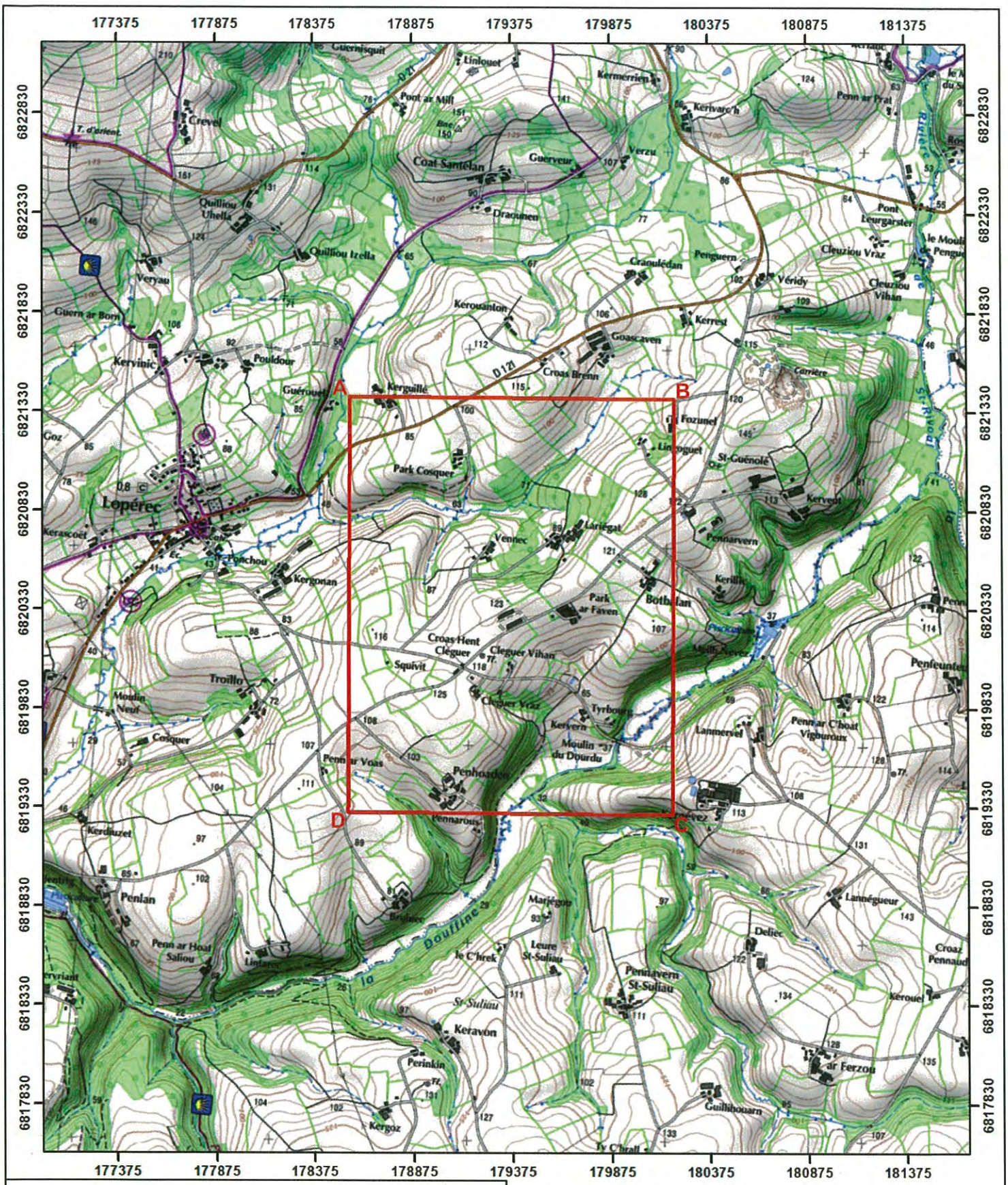


Demande de PERM, dit de “Lopérec”
Document Administratif

Carte de localisation du PERM à l'échelle nationale
Sources : GEOFLA, SUDMINE

Figure 1

174375
179375
184375
6825330
6820330
6815330
6810330
A
B
C
D
Lopérec
Pleyben
Brasparts
St-Rivoal
St-Ségal
Pont-de-Buis-lès-Quimerch
Châteaulin
Port-Launay
Hanvec
Gouézec
Lennon
Lothey
St-Coulitz
Pont Coblant
Parc Animalier Menez-Meur
Forêt Dom. du Cranou
Aire de Repos de Pont-de-Buis-lès-Quimerch
Ferme Ecole de Kergadalen
Ecole d'Agriculture du Nivot
Ossuaire de Quimerch
Enclos paroissial
Menez Kador
Menez Mikel
Menhir
Bodenna
St-Michel de Brasparts
Alignement de Lann an Eureg
Chât. du Bot
Rumengol
Pennahoat ar Gorré
Roquinarc'h
Roudouderc'h
Botcador
St-Eloy
St-Cadou
Kermarquer
Lohennec
Kergoarem
Lanton
Botfranc
Lesvénez
Kerguan
Mescam
Goulaouren
Roudouhir
Kernellac'h
Boudouguen
Bodellec
Pennavern ar Gorré
Kervézennec
Toulaboudou
Kervinou
Toulboën
Kerancuru
Kervel
Kergaër
Kernévez
Keranna
Glujau Astarch
Glujau Vihan
Bodingar Penn ar Goër
Lann ar Marrou
Manet Glujau
Leure Vihan
Quilli Vihan
Tromarc'h
Traon Huel
Castel Du Langle
Koad Kompez
Pennarous
le Moënnec
le Favot
Pennahoat
Sternéfars
Doulven Vihan
le Squiriou
Poul ar Gurun
Kervarc'h
Botbern
le Moustor
Quillen
Pennavern
Pont Keryau
Trévoën
Cleuz Coat
Restavidan
Lein ar Forn
Quinquis Ivin
Lézalain
Lanvorien
Penn an Néac'h
Keryann
Déliec
Cosquinquis
Penfeunteun
Penneuo
Kerlann
Lannélec
Lanvézennec
Kerouron
Grannec
Quiliévénec
Trémorgat
Kerforc'h Vraz
an Iliz Venn
la Garenne
Kerviadec
Trobarec
Kerflouz
Kerguénaouët
Stêr ar Golven
Keraprat
Penquer Bourgell
Néonec
Cosquinquis
Kerborneul
Marroz Cozien
Lezcuz
Stéréon
Stergourtay
Pennoc'h
Garzabic
Linlouet
Coat Pont
Buhors
Rossivin
Kerandan
Prat Yen
Kerregant
Kerlosquer
Kergonniou
Kervel
Stéraon
Kerouré
Kerlok
Tréguron
Kroaz Toull
Kergoël
Raouennic
Kerréac'h
Lanvéguen
Cabaret
Kerhoas
Ale Kerguiou
Poulscaven
Lannurgat
Kerveatous
Poulmarc'h
Kerroué
Trévoallec
Penbis
Kerbolé
Kergonquis
le Quinquis
Buzit
Pennarpont
Poulhazec
Prat Hir
la Pointe
Cité de l'Aulne
Ty Carré
Kertanguy
Gouesnarc'h
Ty Anglais
Pen ar Yeun
Pencran
Vougéret
le Chap
Pennarun
Ty Bianel
Kerricard
Gouspagn
Yeun Concily
Ty Coat Planguen
Guily Glaz
Roz Lezabannec
Ty Radenn
St-Sébastien
Kerdreux
Guénily
Kerossant
Kerlesquin
Ty Guen
Lannélec
Kerasquer
Croaz Nu
Killiegou
Penguilly
Trémélézec
Poul ar Vran
Créac'h Criben
Penn an Néac'h
Keryann
Penn ar Néac'h
Déliec
Penhoaden
Kernévez Marjégou
Bruluec
Keravon
Perinkin
Pennavern St-Sulau
Lanvélé
Logonna-Quimerch
Boutanic
Logodec
Roscoat
Perros
Roscongec
Croas ar Rodoc
Keronna
Quillaradec
Ty Beuz
le Squiriou
Kerhuel
Kerouzarc'h
Penn ar Vern
Penn ar Reun
Kerguélen
Nonnat
Lambezégou
Penn ar Rouzic
Trolla
Kervarc
Kerguellen
Quimerc'h
Vieux Quimerc'h
Quillinou
Coat Sanéian
Crevel
Tourquélennec
Kervez
Breul Braz
Sperneger
Quinquis Cranou
Traon Rivin
Kostalan
Coatiscou
le Stum
le Cosquer
Kergaradec
Kérazéas
Calvaire
le Labou
Goaquer
Keranna
Kervel
Kernévez
Kerancuru
Toulboën
Kervézennec
Kervinou
Kergaër
Kernellac'h
Roudouhir
Kerguan
Botfranc
Lesvénez
Kéréré
Kerjean
le Roz
Bodénès
Bourezal
Lanton
Lann ar Marrou
Bodingar
Penn ar Goër
Glujau Vihan
Manet Glujau
Roquinarc'h
Roudouderc'h
Botcador
Menez Kador
Menez Mikel
Menhir
Bodenna
St-Michel de Brasparts
Alignement de Lann an Eureg
Brasparts
Lopérec
Pleyben
St-Ségal
Pont-de-Buis-lès-Quimerch
Châteaulin
Port-Launay
Hanvec
Gouézec
Lennon
Lothey
St-Coulitz
Pont Coblant
Parc Animalier Menez-Meur
Forêt Dom. du Cranou
Aire de Repos de Pont-de-Buis-lès-Quimerch
Ferme Ecole de Kergadalen
Ecole d'Agriculture du Nivot
Ossuaire de Quimerch
Enclos paroissial
Menez Kador
Menez Mikel
Menhir
Bodenna
St-Michel de Brasparts
Alignement de Lann an Eureg
Chât. du Bot
Rumengol
Pennahoat ar Gorré
Roquinarc'h
Roudouderc'h
Botcador
St-Eloy
St-Cadou
Kermarquer
Lohennec
Kergoarem
Lanton
Botfranc
Lesvénez
Kerjean
le Roz
Bodénès
Bourezal
Kerguan
Mescam
Goulaouren
Roudouhir
Kernellac'h
Boudouguen
Bodellec
Pennavern ar Gorré
Kervézennec
Toulaboudou
Kervinou
Toulboën
Kerancuru
Kervel
Kergaër
Kernévez
Keranna
Glujau Astarch
Glujau Vihan
Bodingar
Penn ar Goër
Lann ar Marrou
Manet Glujau
Leure Vihan
Quilli Vihan
Tromarc'h
Traon Huel
Castel Du Langle
Koad Kompez
Pennarous
le Moënnec
le Favot
Pennahoat
Sternéfars
Doulven Vihan
le Squiriou
Poul ar Gurun
Kervarc'h
Botbern
le Moustor
Quillen
Pennavern
Pont Keryau
Trévoën
Cleuz Coat
Restavidan
Lein ar Forn
Quinquis Ivin
Lézalain
Lanvorien
Penn an Néac'h
Keryann
Déliec
Cosquinquis
Penfeunteun
Penneuo
Kerlann
Lannélec
Lanvézennec
Kerouron
Grannec
Quiliévénec
Trémorgat
Kerforc'h Vraz
an Iliz Venn
la Garenne
Kerviadec
Trobarec
Kerflouz
Kerguénaouët
Stêr ar Golven
Keraprat
Penquer Bourgell
Néonec
Cosquinquis
Kerborneul
Marroz Cozien
Lezcuz
Stéréon
Stergourtay
Pennoc'h
Garzabic
Linlouet
Coat Pont
Buhors
Rossivin
Kerandan
Prat Yen
Kerregant
Kerlosquer
Kergonniou
Kervel
Stéraon
Kerouré
Kerlok
Tréguron
Kroaz Toull
Kergoël
Raouennic
Kerréac'h
Lanvéguen
Cabaret
Kerhoas
Ale Kerguiou
Poulscaven
Lannurgat
Kerveatous
Poulmarc'h
Kerroué
Trévoallec
Penbis
Kerbolé
Kergonquis
le Quinquis
Buzit
Pennarpont
Poulhazec
Prat Hir
la Pointe
Cité de l'Aulne
Ty Carré
Kertanguy
Gouesnarc'h
Ty Anglais
Pen ar Yeun
Pencran
Vougéret
le Chap
Pennarun
Ty Bianel
Kerricard
Gouspagn
Yeun Concily
Ty Coat Planguen
Guily Glaz
Roz Lezabannec
Ty Radenn
St-Sébastien
Kerdreux
Guénily
Kerossant
Kerlesquin
Ty Guen
Lannélec
Kerasquer
Croaz Nu
Killiegou
Penguilly
Trémélézec
Poul ar Vran
Créac'h Criben
Penn an Néac'h
Keryann



SUDMINE SAS
2, chemin du Château
45530 Seichebrières - FRANCE
Tél : 06 88 16 76 78 - Fax : 02 38 24 85 66
RCS Orléans 790 856 850 - Code NAF 0990Z

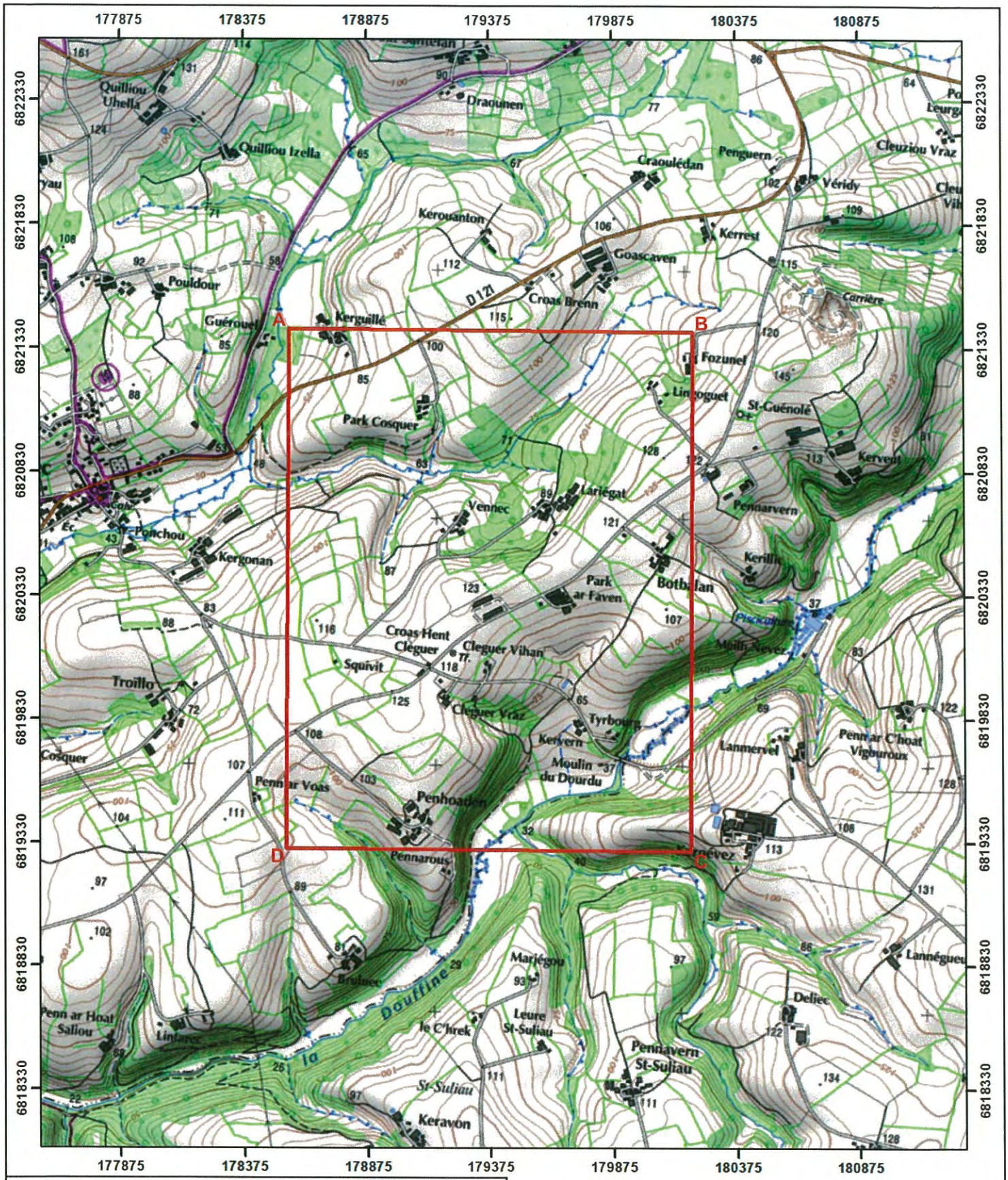
Sommet	X (RGF93)	Y (RGF93)
A	178 563	6 821 408
B	180 203	6 821 408
C	180 203	6 819 392
D	178 563	6 819 392

Sustainable Mining
SUDMINE
Development

Demande de PERM, dit de "Lopérec"
Documents Cartographiques

Périmètre du PERM, dit de "Lopérec 2"
Sources : IGN, SUDMINE

N
0 m 250 m 1km
Echelle au 1 / 25 000



SUDMINE SAS
2, chemin du Château
45530 Seichebrières - FRANCE
Tél : 06 88 16 76 78 - Fax : 02 38 24 85 66
RCS Orléans 790 856 850 - Code NAF 0990Z

Sommet	X (RGF93)	Y (RGF93)
A	178 563	6 821 408
B	180 203	6 821 408
C	180 203	6 819 392
D	178 563	6 819 392

Sustainable Mining SUDMINE Development

Demande de PERM, dit de "Lopérec"
Documents Cartographiques

Périmètre du PERM, dit de "Lopérec 2"
Sources : IGN, SUDMINE

N
0 m 200 m 800 m
Echelle au 1 / 20 000

1.4 Engagements de SUDMINE

Ci-après sont présentés les engagements de SUDMINE :

- Au titre des dispositions des articles 43 et 44 du Décret n°2006-648,
- en application de l'article 5 de l'Arrêté du 28 juillet 1995.

Sustainable Mining
SUDMINE
Development

Engagement souscrit au titre des dispositions des Articles 43 et 44
du Décret n°2006-648 du 2 juin 2006.

Demande de PERM, dit "de Lopérec 2"

Je soussigné, Christian VALLIER, Président de SUDMINE SAS, agissant au nom et pour le compte de la dite Société, m'engage à présenter :

- Au titre de l'article 43 du Décret n°2006-648 du 2 juin 2006 portant sur les titres miniers à informer le Ministre chargé des mines :

  - de toute modification substantielle, d'une part, des statuts de la Société dans les trois mois de leur entrée en vigueur en apportant le texte certifié conforme des modifications apportées et une copie certifiée conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui les a décidées, et d'autre part, des capacités techniques et financières sur le fondement desquelles le titre a été accordé ;
  - de tout projet de nature à modifier par une nouvelle répartition des parts sociales ou par tout autre moyen, d'apporter une modification du contrôle de l'entreprise ou de transférer à un tiers tout ou partie des droits découlant de la possession du titre notamment celui de dispose de tout ou partie de la production présente ou à venir en apportant tous les documents appropriés ;
  - de ne pas donner suite aux projets de modifications citées à l'alinéa précédant avant l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la réception du dossier complet s'y rapportant.

- Au titre de l'Article 44 du décret n°2006-648 du 2 juin 2006 portant sur les titres miniers :

  - à présenter à l'administration dans le mois qui suit l'octroi du permis, le programme de travaux du reste de l'année en cours, avant le 31 décembre de chaque année, le programme de travaux de l'année suivante et au début de chaque année, le compte rendu des travaux effectués au cours de l'année écoulée ;
  - à respecter l'engagement financier souscrit lors de la demande et d'en tenir une comptabilité.

Fait à Seichebrières,
le 22/08/2014
Christian VALLIER,
Président de SUDMINE SAS.

SUDMINE SAS
2, chemin du Château
45530 Seichebrières - FRANCE
Tél : 06 88 16 76 78 - Fax : 02 38 24 85 66
RCS Orléans 790 856 850 - Code NAF 0990Z

SUDMINE SAS
SAS au capital de 227 000 euros - RCS Orléans 790 856 850 - Code APE 0990Z
2, Chemin du Château 45 530 SEICHEBRIERES FRANCE
Tél : (00 33) (0)6 88 16 76 78 Fax : (00 33) (0)2 38 24 85 66
Site Internet : www.sudmine.org e-mail : sudmine@sudmine.com

Sustainable Mining
SUDMINE
Development

Engagement souscrit en application de l'Article 5 de l'Arrêté du 28 juillet 1995.

Demande de PERM, dit "de Lopérec 2"

Je soussigné, Christian VALLIER, Président de SUDMINE SAS, agissant au nom et pour le compte de la dite Société, prends l'engagement :

- de présenter au Directeur Régional de l'Écologie, de l'Aménagement et du Logement :
  - dans le mois qui suivra l'octroi du permis, le programme de travaux du reste de l'année en cours, avant le 31 décembre de chaque année, le programme de travaux de l'année suivante ;
  - et au début de chaque année, le compte-rendu des travaux effectués au cours de l'année écoulée.
- à n'extraire du sol ou du sous-sol que les échantillons nécessaires à l'étude du gisement, sans compromettre l'application ultérieure des méthodes d'exploitation propres au gisement.

Fait à Seichebrières,
le 22/08/2014,
Christian VALLIER,
Président de SUDMINE SAS.

SUDMINE SAS
2, chemin du Château
45530 Seichebrières - FRANCE
Tél : 06 88 16 76 78 - Fax : 02 38 24 85 66
RCS Orléans 790 856 850 - Code NAF 0990Z

SUDMINE SAS
SAS au capital de 227 000 euros - RCS Orléans 790 856 850 - Code APE 0990Z
2, Chemin du Château 45 530 SEICHEBRIERES FRANCE
Tél : (00 33) (0)6 88 16 76 78 Fax : (00 33) (0)2 38 24 85 66
Site Internet : www.sudmine.org e-mail : sudmine@sudmine.com

2 PRESENTATION SYNTHETIQUE DU PROJET DE PERM DE LOPEREC 2

Pour plus de détails techniques sur ce projet, voir le Tome 2.

Le gîte aurifère de Lopérec, objet de la présente demande de PERM, se situe en bordure Nord du **bassin sédimentaire de Châteaulin** dans le Finistère. Il a été mis en évidence par des travaux de prospection alluvionnaires, géochimie et géophysique tactique menés par le BRGM entre 1985 et 1986 dans le cadre de l'inventaire minier. Il a ensuite fait l'objet d'une reconnaissance plus détaillée par sondages percutant et carottés ayant abouti à la découverte d'une importante structure aurifère de plus d'1 km de long, montrant des traversées en sondages percutants de 2,40 m à or visible abondant, et en sondages carottés de 1 m à 20,8 ppm Au et 2 m à 12 ppm Au.

Cette structure aurifère a ensuite fait l'objet de travaux miniers souterrains par galerie en 1991 dans le cadre d'un **PERM accordé au BRGM le 28 juillet 1989** pour une durée de 3 ans, et prolongé jusqu'au 5 août 1995. Ces travaux complémentaires ont abouti à une étude d'orientation économique et 1990 qui concluait à des ressources (réserves géologiques) de 496 000 t de minerai à 7,83 ppm Au en moyenne, soit environ 3,9 t d'or.

L'absence d'extensions suffisantes de la minéralisation dans le contexte économique de l'époque a conduit à l'abandon des travaux et au remblayage de la descenderie en 1992. La déclaration d'arrêt définitif des travaux a été transmise aux services de l'Etat (DRIRE) en septembre 2000.

Les minéralisations aurifères de Lopérec sont associées à des formations volcano-sédimentaires silicifiées et bréchifiées de la base du Carbonifère. Elles se trouvent au contact Carbonifère-Dévonien, entre une série volcanique acide (tufs) et une série détritique (pélite, schistes noirs) plus ou moins carbonatée, contenant des épisodes volcaniques discrets. D'après la description de l'Inventaire Minier de la France, 4 types de minéralisations aurifères ont été rencontrés à Lopérec :

- une minéralisation aurifère discrète, liée à certains niveaux de schistes noirs ;
- une minéralisation située dans un niveau de chert discontinu ou l'or est très fin, en inclusion dans les sulfures ;
- une minéralisation associée à un faisceau de veines quartzeuses plurimétriques à quartz, chlorite, carbonates, sulfures où l'or est libre et inclus dans l'arsénopyrite ou la pyrite ;
- une minéralisation encore mal caractérisée, recoupant des tufs hydrothermalisés.

Afin de reprendre et poursuivre la mise en valeur du potentiel aurifère du PERM sollicité, L'objectif de SUDMINE, sur ce site de Lopérec, est de mener à bien une **<u>étude de pré-faisabilité</u>** préalable à l'éventuelle mise en exploitation du **<u>gisement aurifère reconnu par le BRGM</u>** entre les années 1980 et 2000.

Pendant ces 3 ans du PERM, SUDMINE mènera toutes les actions nécessaires à la mise en œuvre de l'étude de pré-faisabilité, qui constituera donc la conclusion de cette période de 3 ans :

<u>Dans une première Phase de 2 ans</u> :

- **Compilation et réinterprétation** de l'ensemble des données existantes (BRGM, etc…),
- **Etude minéralogique fine,**
- **Etude minéralurgique**,
- **Tests comparatifs de traitement du minerai** (gravitaire Vs physico-chimique)**,**
- **Modélisation comparative d'extraction à ciel ouvert et en souterrain**,

- **Etude économique** de chaque étape de l'exploitation et de chaque scénario,
- **Etude d'impact sur l'environnement**,
- **Concertation locale** (dont mise en place d'un **projet participatif),**

Et, dans une éventuelle deuxième Phase d'1 an :

- **Eventuelle** phase d'**exploration complémentaire** (géologie, géochimie, sondages),
- **Conclusion sur la pré-faisabilité** de la mise en exploitation de tout ou partie de ce gisement.

L'essentiel des travaux projetés sera donc de type intellectuel, menés en Phase 1 (ferme) avec une reprise des données existantes, ré-examen des carottes de sondages et du minerai extrait des galeries de reconnaissance, des compléments au montage technique du projet (méthode d'extraction en 3D, moyens de transports du tout-venant, process de traitement du minerai), étude économique à jour (coûts prévisionnels, estimation du cours de l'or pour les années 2020,…), étude d'impact sur l'environnement, etc…

Seules, des **campagnes éventuelles de ré-échantillonnage** (par picking, rainurage, ou sondages carottés) seront éventuellement menées en Phase 2 conditionnelle, si les premières étapes (Phase 1 ferme) en font apparaître la nécessité.

La période de validité demandée pour ce PERM de Lopérec 2 sera donc découpée en **2 Phases successives**, la Phase 2 étant conditionnée par les résultats de la Phase 1 (ferme).

En effet, l**a Phase 1 (ferme) pourra se conclure par 3 issues possibles** :

- **Nécessité de procéder à la Phase 2**, car les données existantes sont insuffisantes pour conclure à la pré-faisabilité,
- **Inutilité de procéder à la Phase 2**, car les données existantes sont suffisantes pour passer à l'étude de faisabilité ou à la mise en exploitation du gisement,
- **Abandon du projet minier (et donc non réalisation de la Phase 2)**, car apparition d'un phénomène rédhibitoire (contrainte d'interdiction, levée de boucliers incontournable, non rentabilité prévisionnelle, process de récupération de l'or impossible ou à trop faible taux de récupération, etc…).

Si les conclusions de cette étude de pré-faisabilité le permettent, SUDMINE souhaitera un renouvellement de son PERM ou qu'une partie de son PERM de Lopérec 2 soit converti en concession minière.

De plus, si des extensions latérales de la minéralisation aurifère sont mises en évidence, SUDMINE pourrait solliciter une extension de son PERM de Lopérec 2.

Cette demande de PERM vise donc à sécuriser SUDMINE afin de mener à bien cette **étude de pré-faisabilité** sur le gisement d'or de Lopérec.

2.1 Pourquoi SUDMINE demande un PERM sur ce projet de Lopérec ?

Pour plus de détails stratégiques sur ce projet, voir le Tome 2.

1°) Existence déjà prouvée d'un gisement d'or

Les minéralisations aurifères de Lopérec se trouvent sur la bordure Nord-Ouest du bassin de Châteaulin, bordure affectée par une tectonique cassante directionnelle et des fracturations transverses susceptibles de correspondre à des accidents cisaillants de type *shear-zone* aurifère.

Dans ces minéralisations, **l'or est** :

- **Libre, associé à arsénopyrite ou galène, ou en plages isolées dans le quartz** ;
- **pratiquement pur,** légèrement plus riche en argent dans le filon (13-15% Ag) par rapport à l'or du chert (10% Ag) ;
- **potentiellement récupérable en grande partie par des procédés mécaniques**.

2°) Possibilité de bénéficier d'importants travaux pré-existants

De très nombreux rapports, études, notes techniques, rendus **publics** suite à l'abandon par le BRGM de son titre minier en 2000, sont disponibles au BRGM.

De plus, des carottes de sondages, voire des échantillons en masse issus des travaux miniers de reconnaissance, seront probablement aussi disponibles auprès du BRGM pour pratiquer des analyses et tests complémentaires, tout en limitant les impacts potentiels sur le terrain.

3°) Secteur libre de tout titre minier

A mi-août 2014, ce secteur de Lopérec est libre de tout titre minier.
Et, au printemps 2014, aucune demande de titre minier n'est officiellement connue sur ce secteur.

4°) Associés de SUDMINE ayant déjà travaillé sur le sujet

Certains associés de SUDMINE (notamment **Yann ITARD**, ancien géologue du BRGM) ont déjà participé aux travaux de reconnaissance de ce gisement ou aux travaux de réduction des impacts dus aux rejets aqueux dans le milieu naturel, chargés en arsenic et fer, et qui perdurent encore à présent.

5°) Conditions économiques (cours de l'or) plus favorables

Le cours de l'or semble durablement et très nettement plus élevé depuis plusieurs années qu'à la fin des années 90 et qu'au début des années 2000.
Ceci va permettre de ré-examiner ce projet avec des hypothèses beaucoup plus favorables, tant en termes de **rentabilité économique**, qu'en termes de réserves (grâce à une **teneur de coupure probablement plus basse**).

6°) MTD (Meilleures Techniques Disponibles) plus favorables, notamment pour le traitement

De nouvelles méthodes d'exploitation (extraction, transport, traitement) peuvent aujourd'hui être examinées.
Notamment en matière de traitement de minerai aurifère, il existe aujourd'hui des possibilités de **lixiviation au thyosulfate**, des unités mobiles éprouvées de cyanuration en toute sécurité (ex : l'**UMTMA ou « UMCO » du fournisseur canadien SSMGold**), de nouveaux organes améliorant le traitement gravitaire (ex : **Knelson**), etc…
De plus, SUDMINE bénéficie, **parmi ses associés, des compétences de plusieurs exploitants de carrières** (MINIER Holding, Emmanuel GAUTIER, Hugues BERBEY, Christian VALLIER), qui vont mettre à disposition de ce projet leurs compétences en maîtrise des techniques et des coûts d'extraction à ciel ouvert et de transport du tout-venant, afin d'améliorer la rentabilité de ce projet.
Enfin, en matière de Maîtrise des pollutions, de nouveaux dispositifs de traitement des cyanures existent.

7°) Opportunité de développement rapide d'un projet minier

L'état de connaissance déjà avancé de ce gisement de Lopérec permet à SUDMINE d'envisager de développer assez rapidement un projet minier sur le territoire métropolitain à l'échelle semi-industrielle, voire industrielle.
Ceci correspond parfaitement aux ambitions de SUDMINE.

8°) Projet de courte durée

Les connaissances déjà existantes sur ce gisement permettent d'envisager un projet minier de relativement courte durée :

- pour l'étude de faisabilité (3 à 5 ans maximum)
- pour une MCO (5 ans selon les conclusions du BRGM, à ré-étudier).

Cette relative **modestie dans la taille du projet est en parfaite adéquation avec la jeunesse de la structure SUDMINE**, créée en 2013, combinée avec sa forte ambition nationale et internationale.

9°) Possibilités d'extensions pour l'avenir

Malgré cette relative modestie dans la taille connue du projet, plusieurs possibilités d'extension à ce projet initial existent.

10°) Contexte naturel et humain sans contraintes rédhibitoires

Une première approche des contraintes, servitudes et sensibilités, menée par GéoPlusEnvironnement, bureau d'études spécialisé en environnement minier, associé de SUDMINE, a permis de confirmer l'absence de contraintes rédhibitoires au développement de ce projet.

11°) Volonté locale de développement d'activités économiques

Un projet minier d'envergure raisonnable, avec prise en compte de l'environnement et des populations, permettra d'envisager une nouvelle dynamique économique pour la commune.

12°) Volonté locale et régionale de valorisation du patrimoine naturel et industriel

Le maire de Lopérec a évoqué à SUDMINE l'idée de créer un « **Musée de l'or** » sur la commune, si la mine de Lopérec était exploitée un jour.

Par ailleurs, l'association bretonne **Dre Ar Metaloù Kozh** organise des Démonstrations Spectacles sur le thème « **Une histoire armoricaine du métal** ».

Pour sa part, le **Pays du Centre Ouest Bretagne** agit en faveur de la valorisation et de la diffusion des patrimoines spécifiques au secteur, dont le patrimoine naturel et industriel. Un de ses axes d'action est « **Valoriser les ressources du territoire** – Structurer les filières économiques et développer l'expérimentation de nouvelles pratiques en s'appuyant sur les spécificités locales ».
Autre exemple : Crozon , à quelques km de Lopérec, abrite une **Maison des Minéraux**, qui organise régulièrement des sorties géologiques et minéralogiques dans ce secteur.

13°) Possibilité de financement participatif local et régional

Nos missions de reconnaissance sur le terrain en 2013 et 2014 et nos rencontres avec certains habitants ou riverains nous ont permis d'identifier la possibilité, voire le **souhait d'un financement participatif local et régional**, afin que la population puisse être partie prenante de ce projet minier.
En effet, il semble qu'un attachement local à ce gisement de Lopérec soit né durant la période des travaux du BRGM, et plus largement, les bretons sont attachés à participer à tout développement des ressources locales ou régionales.

2.2 Pourquoi ce périmètre ?

Pour plus de détails techniques sur ce projet, voir le Tome 2.

Le PERM sollicité par SUDMINE a été **délimité de façon à englober les 5 corps minéralisés reconnus par le BRGM** entre 1985 et 1993 par tranchées, sondages destructifs, sondages carottés et par travaux miniers souterrains.
D'après la synthèse 1993 des travaux d'exploration du BRGM sur le gîte aurifère de Lopérec, ces 5 corps minéralisés totalisent une **ressource de 496 000 t de minerai à 7,8 ppm d'or en moyenne, soit 3,9 t d'or**.

Par contre, afin de faciliter l'obtention de ce PERM, SUDMINE a décidé de rester très centré sur ces 5 corps minéralisés déjà reconnus et de ne pas élargir le périmètre de recherche aux autres indices et anomalies du secteur ; et donc de **ne pas « geler » des surfaces**.
En effet, ce périmètre est suffisant pour mener à bien une étude de pré-faisabilité pertinente. A l'issue de la durée de 3 ans demandée pour ce PERM, et si l'étude de pré-faisabilité s'est révélée positive, alors il sera alors judicieux de se poser la question d'un éventuel deuxième PERM pour englober les extensions potentielles à ces 5 corps minéralisés.

2.3 Pourquoi cette durée ?

SUDMINE a opté pour une durée de 3 ans pour cette demande de PERM, qui constitue un bon **compromis** pour, à la fois :

- permettre de mener à bien l'étude de pré-faisabilité envisagée,
- et faciliter l'obtention de ce PERM, en limitant ainsi la durée de l'exclusivité accordée à SUDMINE.

De plus, cette durée de 3 ans sera suffisante pour assoir durablement un plan de financement adéquat.
En effet, le **manque de sécurité administrative actuel (pas d'exclusivité)** empêche SUDMINE de rechercher sereinement ses futurs partenaires financiers (privés, industriels, ou institutionnels).
Ainsi, la mise en place du financement de ce projet fait partie intégrante de l'étude de pré-faisabilité prévue.
Cela correspond, de plus, à la philosophie générale de SUDMINE, compagnie minière indépendante, qui **recherche des partenaires techniques et financiers spécifiquement pour assurer le développement de chaque projet minier, au fur et à mesure de la démonstration de l'intérêt de chaque projet.**
SUDMINE a vocation à devenir progressivement une **Holding**, qui restera **indépendante, de droit français, avec des capitaux essentiellement français**, et dont les futures filiales auront des partenaires technico-économiques spécifiques Cf Annexe 10.

Cette demande de PERM sollicitée par SUDMINE se justifie donc essentiellement par :

- ✓ l'existence d'un **potentiel aurifère avéré et reconnu** par de nombreux travaux d'exploration (tranchées, sondages, galerie) et estimé à 3,9 t d'or ;
- ✓ la volonté de SUDMINE de valoriser et compléter les données existantes et de réviser les estimations de ressources et réserves avec les critères économiques actuels (**étude de pré-faisabilité**) pour **arriver au plus vite à la phase d'exploitation**, d'où une surface et une durée volontairement réduites et ciblées.

2.4 Programme et coûts prévisionnels des travaux envisagés

Pour plus de détails techniques sur ce projet, voir le Tome 2.

Le Tableau suivant synthétise le Programme des Travaux envisagés par SUDMINE et leurs coûts prévisionnels.

Tableau 2 : Programme et Budget des travaux envisagés.

Phase	Etape	Acteur	Durée (mois homme)	Coût unitaire (€/mois)	Coût matériel ou sous-traitant	Coût salaires	Année	Total dépenses	Total Phase
1	Acquisition, compilation et réinterprétation des données existantes	1 Géologue SUDMINE	1	8 000	5 000 €	8 000 €	1	28 000 €	145 000 €
		1 Technicien géologue SUDMINE	3	5 000		15 000 €			
	Etude minéralogique	1 Géologue SUDMINE Labos	0,5	8 000	5 000 -€	4 000 €	1	9 000 €	
	Etude minéralurgique	Minéralurgiste SUDMINE Prestataires spécialisés	2	8 000	20 000 €	16 000 €	2	36 000 €	
	Modélisations 3D	1 Géologue SUDMINE	2	8 000	0 €	16 000 €	2	16 000 €	
	Etude économique	Divers SUDMINE	3	8 000	0 €	24 000 €	2	24 000 €	
	Etat initial environnemental	1 environnementaliste SUDMINE ou GEO+	2	8 000	0 €	16 000 €	2	16 000 €	
	Concertation locale	Concertation : Directeur	1	8 000	0 €	8 000€	1, 2 et 3	16 000 €	
		Financement participatif : Président	1	8 000		8 000€			
2	Eventuelle campagne de sondages complémentaires	1 géologue 1 entreprise de sondages	2	8 000	144 000 €	16 000 €	3	160 000 €	213 000 €
	Etude de pré-faisabilité	Divers SUDMINE	3	8 000	0 €	24 000 €		24 000 €	
	Etude d'impact	1 environnementaliste SUDMINE ou GEO+	3	8 000	5 000 €	24 000 €		29 000 €	
				Total	**179 000 €**	**179 000 €**			**358 000 €**

La Phase 1 (ferme), qui correspond aux 2 premières années de ce futur PERM, verra SUDMINE engager un programme de reconnaissance de ce gisement pour un montant de dépenses de **145 000 euros**.

La Phase 2 (conditionnelle), qui correspond à la 3ème année de ce futur PERM, verra SUDMINE engager un programme de reconnaissance de ce gisement pour un montant de dépenses de **213 000 euros**.

Globalement, sur ces 3 années, le montant total des travaux sera de **358 000 euros**, partagé globalement à 50 % en dépenses internes à SUDMINE et 50 % en dépenses de sous-traitance diverse.

Le montant de **145 000 euros**, qui correspond à la Phase 1, seule phase ferme de travaux, représentera donc l'**engagement formel de dépenses de SUDMINE** pour cette demande de PERM de Lopérec 2. Cf. Chapitre 6.

3 PRESENTATION DE SUDMINE

3.1 Généralités & Statuts SUDMINE

Compagnie minière de droit français, créée en janvier 2013, SUDMINE regroupe actuellement 36 professionnels réunis autour du même engagement éthique : **un développement raisonné de la mine.**

Plus d'informations sont disponibles sur le site Internet : www.sudmine.com et en Annexes 1 et 2.

Les **ambitions** de SUDMINE sont :

- Exploration et prospection.
- Reconnaissance de gisements.
- Achat, développement et gestion de Titres Miniers.
- Négociation et maîtrise foncière de gisements potentiels.
- Mettre en avant le bon sens géologique et métallogénique pour valoriser des prospects innovants dans le respect de l'éthique, de l'environnement et des populations.
- Selon les cas (taille des gisements et contexte environnemental), développer des projets miniers à l'échelle artisanale, semi-industrielle et industrielle.
- Exploitation.

Les régions du monde dans lesquelles nous développons nos actions (et où nous pouvons bénéficier d'un réseau de connaissances développé) sont :

- **France**
- Guyane Française
- Maroc
- Guinée Conakry
- Cameroun
- Gabon
- RDC
- Madagascar
- Argentine.

Les substances recherchées, de manière préférentielle, sont : **Or**, Terres Rares, Uranium, diamant, gemmes, métaux de base.

SUDMINE est une SAS de droit français, constituée de **36 associés privés, dont quatre sociétés** (Cf Annexe 3 pour la liste complète et les CV des associés) :

- GéoPlus Environnement
- Minier Holding
- Méridion
- Pierre Chevalier Géologue.

L'extrait **K-bis** et les Statuts certifiés conformes de SUDMINE sont donnés en Annexe 1.

Les documents de présentation de SUDMINE sont donnés en Annexe 2.

SUDMINE a vocation à devenir une "holding" avec des filiales dédiées :

- à chaque pays,
- à certains projets,
- à certaines thématiques transversales.

Cette structure de holding permet de trouver des partenaires miniers et financiers spécifiques à chaque pays, projet ou thématique. Cf Annexe 10.

SUDMINE dispose d'une structure de décision composée de :

- un Président,
- un Directeur,
- un Comité de Direction (constitué d'associés),
- un Coordinateur par pays d'intérêt,
- un Comité Scientifique et Technique (CSTS - constitué d'experts internationaux reconnus).

3.2 Les représentants de SUDMINE

Le Président :

Christian VALLIER (né en 1961), ingénieur géologue minier et environnementaliste, diplômé de l'École Supérieure de l'Énergie et des Matériaux (Polytech'Orléans), option Ressources Naturelles.
Par ailleurs directeur et fondateur du Bureau d'études "GéoPlusEnvironnement" depuis 2001, il affiche 30 ans d'expérience dans l'industrie minérale. Ses compétences couvrent aussi bien les domaines de la prospection, du développement de projets, du dimensionnement de l'exploitation, du suivi technique, de la réhabilitation des sites, du respect de la réglementation, de l'environnement et de la sécurité, que de la gestion et du management d'entreprises.

Le Directeur :

Michael LALOUA (né en 1986), ingénieur géologue minier de l'École Nationale Supérieure de Géologie de Nancy, en Métallogénie / Minéralurgie. Major de sa promotion, lauréat du prix Jeunes de la Société de l'Industrie Minérale (SIM) en 2009, il réalise des synthèses métallogéniques à l'international, participe à des prospections métalliques ou de divers matériaux, monte des études de faisabilité, rédige les dossiers réglementaires et environnementaux de ces projets.

Les CV des dirigeants de SUDMINE sont présentés en Annexe 3.

Ils sont aidés par une équipe d'associés géologues, prospecteurs, métallogénistes, environnementalistes miniers, métallurgistes et minéralurgistes, ingénieurs en travaux publics, spécialistes en mécanique, exploitants de carrières, informaticiens, financiers. Cf Annexe 3.

Le Comité Scientifique et Technique de SUDMINE (CSTS) :

Constitué d'experts internationalement reconnus, le CSTS intervient pour aider, orienter et valider les choix effectués par le CODIR de SUDMINE.

Parmi eux, figurent :

- Michel CUNEY, français, un des tous meilleurs experts mondiaux de la métallogénie de l'uranium,
- Olle OSTENSSON, suédois, économiste minier international,
- Alain CHEILLETZ, français, expert métallogéniste,
- Olivier FABBRI, français, professeur de géologie structurale à Besançon,
- Jean-François MOYEN, français, professeur de géologie minière à St Etienne,
- Luc BARBANSON, français, professeur d'exploration minière à Orléans.

Les CV des membres du CSTS sont présentés en Annexe 4.

3.3 Associés et partenaires de SUDMINE

Le groupe de 36 associés de la SAS SUDMINE compte 32 personnes physiques présentant des **profils** multiples et **complémentaires** :

- Managers de projets,
- Géologues,
- Prospecteurs,
- Métallogénistes,
- Environnementalistes miniers,
- Métallurgistes et minéralurgistes,
- Ingénieurs en travaux publics,
- Exploitants de carrières,
- Spécialistes en mécanique (montage d'installations, d'usines, etc.),
- Informaticiens,
- Financiers,
- Etc.

De plus, 4 sociétés se comptent parmi les associés de SUDMINE :

- GéoPlusEnvironnement,
- MINIER Holding,
- MERIDION,
- Pierre Chevalier Géologue.

Associé particulièrement remarquable et proche de SUDMINE, le Bureau d'Etudes **GéoPlusEnvironnement (GEO+)**, est détenu majoritairement et dirigé par Christian VALLIER, Président de SUDMINE.
GEO+ est le 2ème bureau d'études français spécialiste de l'environnement pour l'industrie minérale, intervenant sur l'ensemble du territoire métropolitain, dans les DOM-TOM, en Afrique et en Amérique du Sud.

Voir la Plaquette de présentation et références de GEO+ en Annexe 6.

MINIER Holding est une holding spécialiste de l'industrie minérale (carrières, béton, etc…), notamment en Région Centre.

MERIDION est un bureau d'études en géologie et géotechnique, intervenant principalement dans le Sud-Est de la France, sur le reste du territoire national et en Afrique.

Pierre Chevalier Géologue est une société de Consultant en exploration minière dans le monde.

3.4 Valeurs défendues par SUDMINE

Un milieu qui souffre parfois d'une mauvaise image

Le rôle d'une compagnie minière junior est traditionnellement de faire des paris osés, avec des moyens réduits, sur la base d'idées, d'opportunités diverses.

Ensuite, il s'agit de passer au stade supérieur. C'est là que le bât blesse pour un certain nombre d'acteurs. Cette activité étant spéculative, on a pu assister à des dérives spéculatives, au détriment de l'aspect industriel. Ceci a eu des conséquences très néfastes.

Des outils de contrôle très stricts et formels ont été mis en place (NI43-101, JORC) pour tenter de juguler ces dérives.

Malgré tout, force est de reconnaître que des pratiques douteuses restent encore d'actualité, contournant les dispositifs en place.

Notre différence

Nous tenons à nous démarquer clairement de ce type de comportement : nous privilégions l'esprit "entrepreneur" et "industriel" plutôt que l'esprit financier à court terme, « spéculateur ».

De même, nous avons pleinement conscience de l'image de marque dégradée de l'industrie minière dans certains pays ; nous mettons un point d'honneur à un respect le plus strict possible des conséquences environnementales et sociales de nos projets.

Ceci implique des exploitations raisonnées, en accord, voire avec la participation des acteurs locaux, avec une notion de pérennité, et une vision sur le long terme.

Tout ceci est exprimé de manière synthétique dans notre **« Charte Ethique et de Développement Durable »**, présentée en Annexe 7.

Pour mettre en application cette Politique, SUDMINE s'appuie sur les compétences reconnues du Bureau d'études en géologie, eaux, environnement et réglementation, GéoPlusEnvironnement, spécialisé dans l'industrie minérale depuis 2001.

Voir le détail de présentation de GéoPlusEnvironnement et le lien (étroit) avec SUDMINE en Annexe 6 et dans le chapitre suivant.

Christian VALLIER a été le fondateur de GéoPlusEnvironnement en 2001 et de SUDMINE en 2012.

3.5 Titres miniers détenus par SUDMINE

A ce jour, SUDMINE ne détient encore aucun titre minier en nom propre, en France et dans le monde.

Cependant, SUDMINE a déposé :

- **2 demandes de PER** pour or et substances connexes de 100 km² chacun, en mai 2013, en Guinée Conakry, en cours d'instruction.
- **3 demandes de PER** pour or et substances connexes de 100 km² chacun, en septembre 2013, en Guinée Conakry, en cours d'instruction.

De plus, SUDMINE bénéficie d'un accord de **Joint Venture** avec la société Sand Ressources pour partager le **PER dit de Ratamina en Guyane Française, de 32,5 km²**, en date du 23/04/14.

Par ailleurs, SUDMINE étudie actuellement d'autres possibilités d'accords de Joint Venture avec d'autres sociétés détentrices de titres miniers. C'est notamment le cas en Guinée Conakry, pour 2 PER pour or et un PER pour Fer, au Gabon et en Guyane.

Enfin, SUDMINE prépare actuellement d'autres demandes de titres miniers en France métropolitaine et dans d'autres pays.

4 CAPACITES TECHNIQUES DE SUDMINE

Les capacités techniques de SUDMINE sont présentées ci-dessus et dans la plaquette en Annexe 2.

Elles reposent en grande partie sur

- les compétences techniques de ses associés,
- et des membres du Comité Scientifique et Technique de SUDMINE (CSTS),

dont les CV et références sont fournis en Annexes 3 & 4.

4.1 Les compétences internes à SUDMINE

Christian VALLIER, Président, combine les compétences techniques de manager, de géologue d'exploration et d'exploitation, avec celles d'environnementaliste, depuis 30 ans :
conception, concrétisation, constitution de société, management, développement, biblio, conception de programmes d'exploration, réalisation d'exploration stratégique, d'exploration tactique, travaux souterrains de reconnaissance, géologie, métallogénie, cubature, modélisation, étude de pré-faisabilité, étude de faisabilité, conception et suivi d'exploitation, à ciel ouvert, souterraine, traitement, étude d'impact, établissement de coûts, travail à l'étranger, en forêt équatoriale, en semi-désert, en région urbanisée, réglementation, demande de titres, demandes d'autorisation d'exploiter, défense de demandes d'autorisation, montage de groupements, établissements de contrats divers et variés, négociations avec les administrations, concertation avec les populations, astuces et stratégies adaptées à chaque cas qui se présente, résolution de problèmes, maîtrise des coûts, satisfaction des partenaires, comptabilité, gestion, embauche.
Il a notamment travaillé :

- Au Maroc pendant 2 ans, pour l'ONA (MANAGEM), sur de la prospection pour or, argent et métaux de base (mines de Bleida et Bou Skour) ;
- Au Gabon, pendant 2 ans, pour le BRGM, sur de la prospection pour or (Etéké), de la stratégique en forêt, et de la recherche de roches ornementales, et pendant 6 ans à distance ;
- En Guyane, pendant 2 ans sur place et 6 ans à distance, pour les mines d'or d'Espérance, St Elie, Dieu Merci, Dorlin, Yaou, Paul Isnard, et le prospect diamantifère de Dachine ;
- En Argentine, pour la co-existence des mines, du tourisme durable et de la protection de la nature,
- En RDC et au Gabon, pour le Code Minier,
- En Guinée Conakry, en 2012, pour une meilleure compréhension du secteur minier guinéen,
- En France, pour de la prospection d'or, de tungstène, de terres rares, de plomb-zinc, de matériaux de carrières, etc…, pour le suivi d'exploitation et de traitement d'or (Mine de Rouez), pour l'ouverture de mines de fluorine et de carrières et pour la bonne gestion environnementale de plusieurs dizaines de sites d'extraction.

Michael LALOUA : Directeur, ingénieur géologue minier, a notamment travaillé :

- Au Gabon sur la mine d'or de Bakoudou (MANAGEM) pour la cyanuration du minerai, sur la mine de manganèse de Moanda (COMILOG – ERAMET), sur la mine de manganèse de N'jolé (CICMHZ) pour l'étude de faisabilité, etc…

- Au Maroc sur les phophates ;
- Sur de très nombreuses monographies bibliographiques et métallogéniques de pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud ;
- En France, sur des projets d'ouverture de sites d'extraction minérale et de traitement.

Yann ITARD : Associé.
Géologue minier et environnementaliste, 49 ans, Yann est un ancien du BRGM, aujourd(hui à son compte comme Consultant. Il a participé à de très nombreuses campagnes d'exploration minière à travers le monde.
Il a aussi développé une compétence en environnement spécifiquement minier. A ce titre, il a travaillé sur le projet de Lopérec pour le BRGM, afin de mieux comprendre et traiter les rejets aqueux trop minéralisés.

Pierre CHEVALIER : Associé.
Pierre CHEVALIER (né en 1967), géologue diplômé en 1992 de l'Institut Géologique Albert-de-Lapparent.
Géologue senior en exploration minière, il a travaillé à COGEMA, a fait partie du BRGM pendant 10 ans, à COMINOR, et comme indépendant.
Il a sillonné l'Afrique, l'Europe, la Russie, le Chili et le Canada pour y chercher de l'or, des métaux de base, de l'uranium, etc.... :
Projet Bondoukou, Côte d'Ivoire, pour Cominor-CI: missions d'expertises avec des conseils concrets aux équipes opérationnelles, application sur le terrain, ayant amené à des résultats tangibles. Intervention à des niveaux assez amont de l'exploration: premiers pas sur une zone, interprétation des premiers résultats de géochimie, géophysique et relevés de terrain. Mise en place de grilles de géochimie sol tactiques en remettant en cause des hypothèses préalables.
Mine d'or d'Ity, Côte d'Ivoire, pour SMI: missions d'expertises et opérationnelles, comprenant la mise en œuvre complète de campagnes d'exploration, depuis des stades tactiques amont, des révisions critiques des campagnes passées, la remise en cause de modèles métallogéniques, jusqu'à la découverte de minéralisations.
Il est l'expert en exploration de SUDMINE.

Emmanuel GAUTIER : Membre du Comité de Direction.
Géologue d'exploration minière pendant 10 ans, notamment en Guyane, il est aujourd'hui Responsable du Pôle Carrières de l'entreprise de TP indépendante GUINTOLI.
Il combine donc une double expérience, d'une vingtaine d'années, en exploration aurifère et en prospection et exploitation de carrières.

MERIDION - Laurent DUPARC : Membre du Comité de Direction.
Ingénieur Géologue/Géotechnicien diplômé de Polytech Grenoble, Laurent possèdent de solides compétences en gros œuvre du bâtiment et en génie civil. Dans le cadre de ses expertises professionnelles, il a beaucoup voyagé à travers le monde, notamment depuis 1999 pour le compte de la société MERIDION, associée de SUDMINE.

MINIER Holding est une holding de plus d'une quinzaine d'entreprises essentiellement spécialisées dans l'industrie minérale (carrières, béton, etc…), notamment en Région Centre. Elle est dirigée par Francis MINIER, qui représente la Holding au sein de SUDMINE. Il possède une longue expérience de l'industrie minérale en tant qu'exploitant et développeur de projets, ainsi que de nombreux contacts professionnels dans plusieurs pays africains.

Hughes BERBEY : Membre du Comité de Direction.
Hugues BERBEY est géologue, Directeur du développement de l'activité matériaux pour un groupe international du BTP dans le Sud-Ouest. Il possède aujourd'hui 25 ans d'expérience dans l'industrie minérale et plus particulièrement dans le développement de projets, en environnement et en prévention.

Laetitia BARRIER : Membre du Comité de Direction.
Née en 1969, diplômée de l'IUP de Génie de l'Environnement de Lyon, Laetitia est environnementaliste pour l'industrie minérale.
Elle a notamment travaillé sur la fermeture de la mine d'or de Salsigne et sur des projets d'ouverture de mines en Guyane.

Rodolphe METAYER : Associé.
Né en 1980, géologue environnementaliste diplômé de l'EGID Bordeaux, Rodolphe est Directeur du Bureau d'études TEREA au Gabon, spécialisé en environnement, forêt et industrie minérale.

Aline MAGRA : Associée.
Née en 1981, environnementaliste diplomée de l'EGID Bordeaux et de l'Université de Perpignan, Aline est responsable du Pôle Environnement de SEURECA au Gabon, filiale de VEOLIA, depuis 7 ans. Elle est spécialisée dans l'analyse des risques et les systèmes de management de la sécurité et de l'environnement.

Justo TORRES : Membre du Comité de Direction.
Né en 1960, Justo est Responsable Technique d'un laboratoire de recherche du CNRS à Orléans. Il fait profiter SUDMINE de ses compétences en mécanique, construction et en bâtiment.

Nadine CANALI : Associée.
Née en 1962, Nadine cumule les compétences de Responsable Logistique pour des compagnies minières et d'Associée Responsable Administratif et Comptabilité pour GéoPlusEnvironnement, associée de SUDMINE.

Benoît GIROUSSE, Membre du Comité de Direction.
Né en 1959, Benoît est ingénieur géologue et informaticien.
Il a notamment travaillé sur des synthèses minières de certains pays d'Afrique.
Il est le coordonnateur des activités de SUDMINE sur le Cameroun.

François KIRRMANN : Associé.
Né en 1960, François est Ingénieur géologue diplômé de l'Ecole Supérieure de l'Energie et des Matériaux d'Orléans.
Il a notamment prospecté en Bretagne, au Maroc et à Madagascar.
Il dispose aussi d'une forte expérience en gestion de patrimoine immobilier.

Gilles VALLIER : Associé.
Il mettra à disposition de SUDMINE ses compétences en maîtrise de l'énergie.

Alexandre FEVRE : Associé.
Il dispose de compétences en financement de projets, basé à Bruxelles pour une banque internationale.

Didier LACROIX : Associé. Ancien géologue minier pour le BRGM au Soudan, il est aujourd'hui Directeur chez Cofiroute, après avoir été Gérant d'entreprise du BTP.

XX (confidentiel) : Associé. Minéralurgiste et métallurgiste avec près de 30 ans d'expérience.

Jean-Laurent BERNARD : Associé. Spécialiste de la sécurité et du nucléaire.

Didier BEZIAT : Associé. Professeur de géologie à l'université de Toulouse.

Stefano SALVI : Associé. Professeur de géologie à l'université de Toulouse.

Luc SIEBENALLER : Associé. Géologue minier avec 10 ans d'expérience, notamment en Afrique.

Et 12 autres associés (informaticiens, étudiants, 2 conseillers fiscaux, cultivateur, éleveur).

En plus de cette équipe, de **jeunes ingénieurs et géologues dynamiques travaillent pour SUDMINE, tels que :**

- Gérald BIHAN (IGAL-IPLB), Bastien BOISDE (ENAG-OSUC), Fanny BOURGEOIS (ENSG), Fanny DISSARD (OSUC) en 2014,
- Laure GUELLAFF (OSUC), Annie ANDRIMIFIDISON (Université Besançon), Jonas L'HARIDON (ENSG) en 2013.

GéoPlusEnvironnement (GEO+) :
Un associé essentiel de SUDMINE est le Bureau d'Etudes **GéoPlusEnvironnement (GEO+)**, détenu et dirigé par Christian VALLIER, Président de SUDMINE.
Voir la Plaquette de présentation de GEO+ en Annexe n° 6.

Il faut donc associer à ces compétences techniques propres à SUDMINE celles de GEO+.
Elles reposent sur une équipe de 45 salariés, dont :

- 12 géologues
- 5 hydrogéologues
- 15 environnementalistes
- 4 hydrauliciens
- 4 écologues
- 4 géomaticiens
- Etc…

qui pourront être mobilisés, à tout moment, par SUDMINE, en fonction des besoins.
Voir la plaquette GEO+ en Annexe n° 6.

Christian VALLIER a aussi été à l'origine du **Réseau AURISPHERE**, qui regroupe des compétences complémentaires dans le domaine de l'industrie minérale (géotechniciens, spécialistes de la fermeture de mines, informaticiens du sous-sol, etc.).

Une rapide présentation des membres du Réseau AURISPHERE (dont GEO+ et MERIDION, associés de SUDMINE) est disponible sur l'onglet « Partenaires » du site Internet de SUDMINE (www.sudmine.com) et en dernière page de la plaquette de GéoPlusEnvironnement en Annexe 6.

SUDMINE pourra donc compter aussi, à ce titre, sur les compétences affirmées de GEO+, à chaque fois que cela sera nécessaire (géologues, hydrogéologues, environnementalistes, etc.) et de MERIDION, tous deux à la fois associés de SUDMINE et membres fondateurs du Réseau AURISPHERE, et sur des relations privilégiées avec les autres membres du Réseau AURISPHERE (CORALIS, MINELIS, CERA, CIUPA, ARKOGEOS, REM, TEREA et GEME).

4.2 Le Comité Scientifique et Technique de SUDMINE (CSTS)

Le **Comité Scientifique et Technique**, constitué d'experts internationalement reconnus, intervient pour aider, orienter et valider les choix effectués. Il est composé de (Cf Annexe 4 pour les CV plus détaillés) :

Michel CUNEY : Gîtologue de l'uranium et des métaux.
Directeur de recherche CNRS au laboratoire GeoRessources à Nancy, Michel Cuney est distingué par la médaille d'or SGA-Newmont. Ce prix international récompense quarante années de recherches originales sur l'uranium, un métal radioactif fascinant et pourtant tant redouté. A 65 ans, il a également reçu le prix Barbier de la Société géologique de France en juin 2013, témoignant d'un excellent travail de recherche scientifique en relation avec l'industrie.
Il est un des plus grands spécialistes mondiaux de la gîtologie de l'uranium.

Ölle OSTENSSON : Economiste minier international.
Né en 1949, suédois de nationalité, vivant en France, il est diplômé de géographie économique et de philosophie des Université d'Uppsala et de Stockholm, après son master d'économie à Stockholm. Actuellement, professeur invité à l'Université de Genève, Olle OSTENSSON a un profil d'expert minier et chef d'équipe, qu'il mettra en pratique au sein du CSTS.

Olivier FABBRI : Professeur de géologie structurale.
Né en 1961, Olivier Fabbri est diplômé de l'Ecole Supérieure de l'Energie et des Matériaux puis d'un doctorat de l'Université d'Orléans. Actuellement professeur de géologie structurale à l'Université de Franche-Comté, à Besançon, il a longtemps travaillé comme géologue en bureau d'étude.

Jean-François MOYEN : Professeur de pétrologie/Géochimie à St Etienne.
Né en 1974, agrégé des Sciences de la Vie et de la Terre de l'ENS Lyon, il est depuis 2009 professeur post-doctorat à Saint Etienne, où il encadre 7 thèses. Chercheur confirmé en pétrologie/chimie, il est également membre de l'Institut Universitaire de France. Jean-François a

une grande expérience de terrain, en particulier en Afrique du Sud, en Inde et dans le Massif Central Français.

Alain CHEILLETZ : Professeur de métallogénie en retraite.
Professeur de l'ENSG de Nancy à la retraite, il est un spécialiste de la métallogénie des métaux de base et de l'or.

Luc BARBANSON : Professeur de métallogénie à Orléans.
Professeur à l'Université d'Orléans, il est spécialisé en Métallogénie, plus précisément études texturales et minéralogiques multi-échelles de gîtes minéraux et relations avec l'histoire géologique locale. Dernièrement: utilisation des fonctions hétérogénéités de P. Gy pour caractériser les textures des solides cohérents, construction de cartes de prédictivité pour les ressources minérales, traçabilité des minerais métalliques modélisation des processus minéralurgiques, évaluation de la maille de libération.

En résumé, les capacités techniques de SUDMINE, de ses associés et de son Comité Scientifique et Technique couvrent la quasi-totalité des domaines nécessaires au bon déroulement de cette phase de pré-faisabilité, mais aussi, à l'avenir, pour aboutir à un projet d'exploitation raisonnée d'une mine d'or sur ce secteur de Lopérec.

4.3 Les compétences externes à mobiliser

SUDMINE s'adjoindra, malgré tout, les services et les compétences de **partenaires spécialisés**, dont :

- Des laboratoires universitaires en minéralogie et métallogénie (ENSG, OSUC, St Etienne, Besançon, Beauvais,…),
- Des laboratoires universitaires en minéralurgie (ENSG, Polytech'Orléans,…),
- Des usines pilotes universitaires (ENSG, Polytech'Orléans,…),
- Des sous-traitants spécialisés en minéralurgie,
- Une entreprise de sondages,
- Et, peut-être, en fonction des premiers résultats de l'exploration, un partenaire minier « major ».

5 CAPACITES FINANCIERES DE SUDMINE

5.1 Capacités financières actuelles

Les capacités financières actuelles de SUDMINE, jeune compagnie minière junior, reposent sur plusieurs socles :

- Les fonds propres (capital social) de SUDMINE, qui est actuellement de **227 000 euros**. Cf Annexes 1 et 8.
- Les fonds propres de GEO+ (détenu et dirigé par le Président de SUDMINE), qui s'élèvent actuellement à environ **427 604 euros**. Cf Annexe 9.
- Auxquels s'ajoutent les comptes associés, à hauteur de **42 000 euros** environ.

Pour information, l'évolution positive du **chiffre d'affaires** de GEO+ sur ces 3 dernières années illustre parfaitement la bonne santé économique de GEO+, associé partenaire de SUDMINE, et détenu et dirigé par le Président de SUDMINE. Depuis 2 ans, le chiffre d'affaires dépasse **les 2 millions d'euros**.

La Phase 1, dont le budget est estimé à 145 000 €, sera donc assurée par les fonds propres de SUDMINE, qui s'élèvent à **227 000** €, avant l'arrivée des nouveaux actionnaires.

Pour l'éventuelle Phase 2, en plus de l'élargissement de ses fonds propres, SUDMINE mettra en place son Plan Local d'Investissement Participatif.

Enfin, pour une éventuelle poursuite industrielle du projet de Lopérec, faisant suite à la présentation des résultats, SUDMINE acceptera **l'arrivée d'un investisseur industriel ou financier majeur**.

La lettre de banque (voir en Annexe 8) atteste du bon fonctionnement du compte bancaire de SUDMINE.

L'Annexe 8 présente aussi :

- le Bilan 2013 de SUDMINE (très peu dépensière, par principe de base pour la période de démarrage, impliquant essentiellement un travail de ses associés, et très de salariés.
- Les extraits 2014 et 2015 du Business Plan initial, qui montre la « montée en puissance » de SUDMINE.

L'Annexe 9 présente :

- Le bilan 2013 de GéoPlusEnvironnement,
- Un tableau récapitulant les fonds propres de GéoPlusEnvironnement sur ces 3 dernières années.

Ces éléments financiers fournis à l'appui de cette demande de Permis de Recherche illustrent bien les capacités économiques de SUDMINE et de ses associés partenaires à mener à bien ce projet d'exploration, dans les meilleures conditions techniques, environnementales et sociétales.

5.2 Programme d'augmentation des capacités financières de SUDMINE

L'évolution du projet d'exploration sur l'Est du Simandou incitera fort probablement SUDMINE à rechercher des **partenaires financiers supplémentaires**, afin de pouvoir développer à terme un projet d'exploration plus lourde et/ou un projet d'exploitation aurifère.
Plusieurs contacts ont d'ores et déjà été initiés en ce sens, afin de pouvoir pallier rapidement à des besoins financiers plus importants que l'engagement minimal indiqué dans le présent rapport, notamment en cas de pré-faisabilité positive ou de découverte rapide d'un indice prometteur supplémentaire.

Dès l'obtention de son PERM de Lopérec 2, SUDMINE créera une filiale dédiée au projet de Lopérec : « SUDMINE Bretagne » et cherchera à lever des fonds via sa filiale pour augmenter ses capacités financières et poursuivre son programme d'exploration.

SUDMINE recherchera un financement local qui pourra faire intervenir deux leviers :

1) **Un financement participatif local** : SUDMINE Bretagne ouvrira son capital à la population locale via la prise de participation en action (« crowdfunding ») ;

2) **Prise de participation par un ou plusieurs fonds d'investissement régionaux,** tels que Bretagne participations, BJE développement, ….

5.2.1 Financement participatif local et régional, principe et intérêt

L'investissement participatif est un mécanisme de financement innovant qui permet de récolter des fonds auprès d'un large public en vue de financer un projet créatif ou entrepreneurial. Il a été décrit le 14 février 2014 par Fleur Pellerin, Ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, comme un moyen permettant aux citoyens de devenir "acteurs de notre économie et de financer les projets auxquels ils croient" (Sources : *http://www.redressement-productif.gouv.fr/france-pionnier-financement-participatif*).

Suite à plusieurs souhaits émis localement, et conformément à l'éthique de SUDMINE, SUDMINE mettra en place, dès la Phase 1, un dispositif de **financement participatif** (ou « **crowdfunding** »).
L'objectif de ce dispositif sera d'ouvrir le capital de la future société d'exploitation aux particuliers, industriels et organismes locaux et régionaux (étendu à la Bretagne).

L'idée fondatrice de ce principe est basée sur le **principe Gagnant/Gagnant** :

- Les différentes composantes de la société locale et régionale retireront directement les bénéfices de l'exploitation d'une ressource régionale,
- Le projet minier ne s'imposera ainsi pas aux habitants, mais ils le partageront et auront voie aux décisions,
- L'exploitation d'une mine d'or reste encore de nos jours un événement mythique, qui fait rêver de nombreux humains. Ceux qui le souhaiteront pourront ainsi vivre cette aventure avec SUDMINE,
- SUDMINE bénéficiera de conseils locaux avisés et pertinents,
- SUDMINE bénéficiera d'une seconde étape de financement, qui permettra de **subvenir aux besoins de la Phase 2** de ce PERM, voire même probablement au-delà.

Ce Plan Local d'Investissement Participatif (PLIP), à l'initiative de SUDMINE, offrira ainsi la possibilité aux personnes vivant à proximité du permis de participer à son développement. Cela présentera de nombreux avantages dont :

- La possibilité pour SUDMINE d'avoir une nouvelle source d'investissement pour la Phase 2, voire au-delà,
- la sensibilisation positive du projet auprès des riverains et des locaux,
- le développement des idées inscrites dans la charte éthique et de développement durable SUDMINE (Annexe 7), à savoir la prise en compte des responsabilités économiques et sociétales par l'intégration économique de SUDMINE dans le paysage local de Lopérec.

5.2.2 Recherche d'un partenaire technico- économique en cas de poursuite du projet minier au-delà de la durée de ce PERM

Sans vouloir préjuger de l'ampleur du projet résultant de ces études, si le projet de Lopérec progresse favorablement aux différents stades d'étude (pré-faisabilité, faisabilité), on peut penser que l'investissement nécessaire au lancement du projet semi-industriel d'exploitation sera relativement élevé (de quelques millions à quelques dizaines de millions d'euros).

Il sera alors nécessaire pour SUDMINE de rechercher un partenaire technico-économique :

- Une banque,
- Une compagnie minière major,
- Un fond d'investissement,
- …

Ceci est parfaitement classique et habituel pour tout projet minier dans le monde. Cette recherche sera alors mise en œuvre par SUDMINE.

Bien évidemment, des contacts seront déjà pris pendant la durée de 3 ans de ce PERM.

6 ENGAGEMENT FINANCIER DE SUDMINE

La Phase 1 (ferme), qui correspond aux 2 premières années de ce futur PERM, verra SUDMINE engager un programme de reconnaissance de ce gisement pour un montant de dépenses de **145 000 euros** (Cf Tableau en Chapitre 2.4.).

La Phase 2 (conditionnelle), qui correspond à la 3ème année de ce futur PERM, verra SUDMINE engager un programme de reconnaissance de ce gisement pour un montant de dépenses de **213 000 euros**.

Globalement, sur ces 3 années, le montant total des travaux sera de **358 000 euros**, partagé globalement à 50 % en dépenses internes à SUDMINE et 50 % en dépenses de sous-traitance diverse.

Le montant de **145 000 euros**, qui correspond à la Phase 1 (Année 1 + Année 2), seule phase ferme de travaux, représente donc l'**engagement formel de dépenses de SUDMINE** pour cette demande de PERM de Lopérec 2, qui s'étalera de la manière suivante :

- **Année 1 : 37 000 euros**
- **Année 2 : 108 000 euros.**

NB : le chapitre précédent prouve l'**adéquation des capacités financières propres de SUDMINE et de ses principaux associés avec le montant de ces travaux envisagés** en Phase 1.

Fait à Seichebrières,
le 22/08/2014,
Christian VALLIER,
Président de SUDMINE SAS.

SUDMINE SAS
2, chemin du Château
45530 Seichebrières - FRANCE
Tél : 06 88 16 76 78 - Fax : 02 38 24 85 66
RCS Orléans 790 856 850 - Code NAF 0990Z

CONCLUSION

Le Permis Exclusif de Recherche Minière sollicité (**PERM dit de Lopérec 2,** pour **3 ans,** sur **3,5 km²,** pour **or** et substances connexes) recouvre l'extension possible de 5 structures géologiques aurifères déjà bien étudiées, dont le potentiel associé est en **parfaite adéquation avec la philosophie de SUDMINE** : gisement de taille moyenne, mise en exploitation à moyen, voire court terme, réelles possibilités de concertation et de participation locale et régionale, renouveau de l'industrie minière métropolitaine, projet semi-industriel, indépendance.

Afin de développer la connaissance et le potentiel de ce permis, SUDMINE propose un programme technique d'étude de **pré-faisabilité, à la fois ambitieux et raisonnable, structuré, réfléchi, logique et progressif**, étalé sur 3 ans, avec un budget total indicatif de 358 000 €.

SUDMINE s'engage sur des dépenses à hauteur de 145 000 euros, qui s'étaleront sur les 2 premières années de ce PERM, les travaux prévus lors de la 3ème année restant conditionnés aux bons résultats de la première phase.

Plus globalement, et comme la plupart des projets miniers dans le monde, le financement total du projet, s'il évolue positivement, sera élaboré par étapes, grâce aux résultats progressifs qui permettront d'intéresser et de rassurer au fur et à mesures les investisseurs privés, industriels ou institutionnels.

SUDMINE et ses actionnaires mettront en œuvre tout leur savoir-faire et leur bon sens géologique, métallogénique, minéralurgique et économique pour aboutir à des résultats dans le respect d'un budget raisonnable.

Enfin, SUDMINE travaillera dans le respect de la réglementation, de l'environnement, des populations et, plus largement, des intérêts de la France.

Annexes

Annexe 1

Extrait K-Bis et Statuts de SUDMINE

Source : SUDMINE

Greffe du Tribunal de Commerce d'Orléans
44 RUE DE LA BRETONNERIE
BP 92015
45010 ORLEANS CEDEX 1

N° de gestion 2013B00160

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 23 juillet 2015

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	790 856 850 R.C.S. Orléans
Date d'immatriculation	01/02/2013
Dénomination ou raison sociale	**SUDMINE**
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Capital social	227 000,00 Euros
Adresse du siège	2 chemin du chateau 45530 Seichebrières
Durée de la personne morale	Jusqu'au 31/01/2112
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre
Date de clôture du 1er exercice social	31/12/2013

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Président

Nom, prénoms	VALLIER Christian
Date et lieu de naissance	Le 05/04/1961 à BELLEGARDE (45)
Nationalité	Française
Domicile personnel	2 chemin du chateau 45530 Seichebrières

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	2 chemin du chateau 45530 Seichebrières
Activité(s) exercée(s)	Prospection, exploration et exploitation de gisements de matières premières minérales et toutes les activités s'y rattachant
Date de commencement d'activité	30/01/2013
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Le Greffier

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

FIN DE L'EXTRAIT

SUDMINE

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
AU CAPITAL DE 227 000 €

Siège social : 2 Chemin du Château - 45530 Seichebrières
R.C.S. Orléans 790 856 850 (2013 B 160)

STATUTS

Modifications des statuts effectuées :

Le 29/04/2014 : Article 7 – CAPITAL SOCIAL : Augmentation du capital de 115 000 € à 227 000 €

CONSTITUTION D'UNE SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

PREAMBULE

Les soussignés se sont réunis ce jour, 27 janvier deux mille treize (27/01/2013). à Seichebrières (45), pour exprimer leur volonté de s'associer.
Ils déclarent que tous ont la capacité juridique, sont majeurs, n'ont encouru aucune condamnation, et que l'objet de leur Société est certain et la cause licite.
Ils décident de formaliser dans les statuts qui suivent les éléments qui régiront leur pacte social.

Etaient présents lors de la constitution :

- BARRIER Laetitia,
- CANALI Nadine,
- CANTENEUR Annie,
- CHEVALIER Pierre,
- FEVRE Alexandre,
- FEVRE Benjamin,
- FEVRE Eléonore,
- FEVRE Thierry,
- GIROUSSE Benoît,
- GIROUSSE Christiane,
- KIRRMANN François,
- LACOUR Patrice,
- LALOUA Michael,
- LALOUA Pascal,
- MAGRA Aline,
- METAYER Rodolphe,
- TORRES Justo,
- TORRES Mathieu,
- VALLIER Christian,
- VALLIER Gilles.

STATUTS

TITRE I

FORME JURIDIQUE - DUREE - DENOMINATION SOCIALE - OBJET - SIEGE SOCIAL

ARTICLE 1 - FORME :

Les associés décident de constituer une Société par Actions Simplifiée (S.A.S.) régie par la loi N°94-1 du 3 Janvier 1994, et ses décrets d'application, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DUREE :

La Société, sauf prorogation ou dissolution anticipée, a une durée de 99 années qui commencera à courir à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.
Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

ARTICLE 3 - DENOMINATION :

Les associés décident de retenir la dénomination suivante :

« SUDMINE»

Avec pour sigle :

« SUDMINE» .

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL :

Le siège de la Société est fixé au : 2, chemin du Château 45530 Seichebrières.
L'adresse postale de la société sera : 2, chemin du Château 45530 Seichebrières.
Il peut être transféré en tout autre endroit par décision du Comité de Direction, qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.
Toutefois, la décision devra être ratifiée par décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - OBJET :

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

- Toutes les activités d'une compagnie minière, dans le domaine des minerais de base, des métaux, des métaux précieux, des terres rares, des pierres précieuses, des minerais stratégiques, des minerais énergétiques, des minéraux industriels et des matériaux de carrière.
- L'achat et/ou le développement de titres miniers.
- La gestion de titres miniers (incluant la vente, les partenariats et les joint ventures avec d'autres opérateurs miniers).
- Toutes les activités d'exploration et de prospection centrées notamment sur la Géologie et la Métallogénie.
- La reconnaissance de gisements, pouvant inclure notamment des campagnes de sondages et d'échantillonnages divers.

- La négociation et la maîtrise foncières de gisements potentiels.
- La prestation de services en matière d'exploration de gisements potentiels.
- L'exploitation de gisements.
- La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achats de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.
- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS EN NUMERAIRE :

Au 27 Janvier 2013, les sous-signés indiquent qu'ils ont fait les apports suivants à la société :

- M et Mme BARRIER-MEROUR Laetitia et Hervé : une somme en numéraire de mille Euros, ci **1 000 €**
- Mme CANALI Nadine : une somme en numéraire de mille Euros, ci **1 000 €**
- Mme CANTENEUR Annie : une somme en numéraire de cinq mille Euros, ci **5 000 €**
- M. CHEVALIER Pierre : une somme en numéraire de dix mille Euros, ci **10 000 €**
- M. FEVRE Alexandre : une somme en numéraire de trois mille Euros, ci **3 000 €**
- M. FEVRE Benjamin : une somme en numéraire de mille Euros, ci **1 000 €**
- Mme FEVRE Eléonore : une somme en numéraire de mille Euros, ci **1 000 €**
- M. et Mme FEVRE Thierry et Patricia : une somme en numéraire de dix mille Euros, ci **10 000 €**
- M. GIROUSSE Benoît : une somme en numéraire de cinq cents Euros, ci **500 €**,
- Mme GIROUSSE Christianet : une somme en numéraire de cinq cents Euros, ci **500 €**,
- M. KIRRMANN François : une somme en numéraire de dix mille Euros, ci **10 000 €**
- M. et Mme LACOUR-MACHET Patrice et Florence : une somme en numéraire de dix mille Euros, ci **10 000 €**
- M. LALOUA Michael : une somme en numéraire de dix mille Euros, ci **10 000 €**
- M. LALOUA Pascal : une somme en numéraire de dix mille Euros, ci **10 000 €**
- Mme. MAGRA Aline : une somme en numéraire de dix mille Euros, ci **10 000 €**
- M. METAYER Rodolphe : une somme en numéraire de dix mille Euros, ci **10 000 €**
- M. TORRES Justo : une somme en numéraire de dix mille Euros, ci **10 000 €**
- M. TORRES Mathieu : une somme en numéraire de mille Euros, ci **1 000 €**
- M. VALLIER Christian : une somme en numéraire de dix mille Euros, ci **10 000 €**
- M. VALLIER Gilles : une somme en numéraire de mille Euros, ci **1 000 €**.

Soit au total la somme de 115 000 € (cent quinze mille Euros), correspondant à 1 150 (mille cents cinquante) actions de 100 (cent) €, souscrites en totalité et intégralement libérées ainsi que

l'atteste le certificat du dépositaire établi le janvier 2013 par la Banque CIC Ouest de Chateauneuf sur Loire.
Cette somme de 115 000 Euros a été déposée le /01/13 à ladite banque pour le compte de la Société en formation.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL :

Au 27 Janvier 2013, le capital social de la société est fixé à la somme de 115 000 (cent quinze mille) Euros.
Il est divisé en 1 150 actions de 100 € chacune, de même catégorie, numérotées de 1 à 1 150, attribuées aux associés en proportion de leurs apports, à savoir :

- M et Mme BARRIER-MEROUR Laetitia et Hervé : à concurrence de 10 actions, numérotées de 1 à 10, en rémunération de ses apports
- Mme CANALI Nadine : à concurrence de 10 actions, numérotées de 11 à 20, en rémunération de ses apports
- Mme CANTENEUR Annie : à concurrence de 50 actions, numérotées de 21 à 70, en rémunération de ses apports
- M. CHEVALIER Pierre : à concurrence de 100 actions, numérotées de 71 à 170, en rémunération de ses apports
- M. FEVRE Alexandre : à concurrence de 30 actions, numérotées de 171 à 200, en rémunération de ses apports
- M. FEVRE Benjamin : à concurrence de 10 actions, numérotées de 201 à 210, en rémunération de ses apports
- Mme FEVRE Eléonore : à concurrence de 10 actions, numérotées de 211 à 220, en rémunération de ses apports
- M. et Mme FEVRE Thierry et Patricia : à concurrence de 100 actions, numérotées de 221 à 320, en rémunération de ses apports
- M. GIROUSSE Benoît : à concurrence de 5 actions, numérotées de 321 à 325, en rémunération de ses apports
- Mme GIROUSSE Christiane : à concurrence de 5 actions, numérotées de 326 à 330, en rémunération de ses apports
- M. KIRRMANN François : à concurrence de 100 actions, numérotées de 331 à 430, en rémunération de ses apports
- M. et Mme LACOUR-MACHET Patrice et Florence : à concurrence de 100 actions, numérotées de 431 à 530, en rémunération de ses apports
- M. LALOUA Michael : à concurrence de 100 actions, numérotées de 531 à 630, en rémunération de ses apports
- M. LALOUA Pascal : à concurrence de 100 actions, numérotées de 631 à 730, en rémunération de ses apports
- Mme. MAGRA Aline : à concurrence de 100 actions, numérotées de 731 à 830, en rémunération de ses apports
- M. METAYER Rodolphe : à concurrence de 100 actions, numérotées de 831 à 930, en rémunération de ses apports
- M. TORRES Justo : à concurrence de 100 actions, numérotées de 931 à 1 030, en rémunération de ses apports
- M. TORRES Mathieu : à concurrence de 10 actions, numérotées de 1 031 à 1 040, en rémunération de ses apports
- M. VALLIER Christian : à concurrence de 100 actions, numérotées de 1 041 à 1 140, en rémunération de ses apports
- M. VALLIER Gilles : à concurrence de 10 actions, numérotées de 1 141 à 1 150, en rémunération de ses apports.

Les associés déclarent que ces actions sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles sont toutes souscrites et libérées intégralement.

Les associés précisent que le dépôt de cette somme a été fait concomitamment à la signature des statuts dans un compte courant ouvert au nom de la Société, à la Banque CIC Ouest à Chateauneuf-sur-Loire

Modification des statuts au 29 Avril 2014 :
Une augmentation de capital est intervenue, le nouveau capital social de la société est alors fixé à la somme de 227 000 € (deux cent vingt sept mille Euros).
Il est divisé en 2270 actions de 100 € chacune, de même catégorie, numérotées de 1 à 2270.
Les 1120 nouvelles actions sont attribuées aux associés en proportion de leurs apports, à savoir :

- M et Mme BARRIER-MEROUR Laetitia et Hervé : à concurrence de 20 actions, numérotées de 1151 à 1170, en rémunération de ses apports en numéraire de deux mille Euros, ci **2 000 €**
- Mr BERBEY Hugues : à concurrence de 100 actions, numérotées de 1171 à 1270, en rémunération de ses apports en numéraire de dix mille Euros, ci **10 000 €**
- Mr BERNARD Jean-Laurent : à concurrence de 100 actions, numérotées de 1271 à 1370, en rémunération de ses apports en numéraire de dix mille Euros, ci **10 000 €**
- Mr BEZIAT Didier : à concurrence de 10 actions, numérotées de 1371 à 1380, en rémunération de ses apports en numéraire de mille Euros, ci **1 000 €**
- Mme CANALI Nadine : à concurrence de 40 actions, numérotées de 1381 à 1420, en rémunération de ses apports en numéraire de quatre mille Euros, ci **4 000 €**
- Mme FEVRE Patricia : à concurrence de 50 actions, numérotées de 1421 à 1470, en rémunération de ses apports en numéraire de cinq mille Euros, ci **5 000 €**
- Mr GAUTIER Emmanuel : à concurrence de 100 actions, numérotées de 1471 à 1570, en rémunération de ses apports en numéraire de dix mille Euros, ci **10 000 €**
- Mr GIBERT Pierre : à concurrence de 50 actions, numérotées de 1571 à 1620, en rémunération de ses apports en numéraire de cinq mille Euros, ci **5 000 €**
- Mr GRELIER Christophe : à concurrence de 15 actions, numérotées de 1621 à 1635, en rémunération de ses apports en numéraire de mille cinq cents Euros, ci **1 500 €**
- Mr ITARD Yann : à concurrence de 100 actions, numérotées de 1636 à 1735, en rémunération de ses apports en numéraire de dix mille Euros, ci **10 000 €**
- Mr LACROIX Didier : à concurrence de 20 actions, numérotées de 1736 à 1755, en rémunération de ses apports en numéraire de deux mille Euros, ci **2 000 €**
- Mr LALOUA Pascal : à concurrence de 70 actions, numérotées de 1756 à 1825, en rémunération de ses apports en numéraire de sept mille Euros, ci **7 000 €**
- Mme MAGRA Aline : à concurrence de 30 actions, numérotées de 1826 à 1855, en rémunération de ses apports en numéraire de trois mille Euros, ci **3 000 €**
- Mr METAYER Rodolphe : à concurrence de 25 actions, numérotées de 1856 à 1880, en rémunération de ses apports en numéraire de deux mille cinq cents Euros, ci **2500 €**
- Mr ROMEDENNE Guy : à concurrence de 40 actions, numérotées de 1881 à 1920, en rémunération de ses apports en numéraire de quatre mille Euros, ci **4 000 €**
- Mme SALAS Corinne : à concurrence de 30 actions, numérotées de 1921 à 1950, en rémunération de ses apports en numéraire de trois mille Euros, ci **3 000 €**
- Mr SALVI Stéfano : à concurrence de 10 actions, numérotées de 1951 à 1960, en rémunération de ses apports en numéraire de mille Euros, ci **1 000 €**
- Mr SIEBENALLER Luc : à concurrence de 50 actions, numérotées de 1961 à 2010, en rémunération de ses apports en numéraire de cinq mille Euros, ci **5 000 €**
- Mr TORRES Justo : à concurrence de 25 actions, numérotées de 2011 à 2035, en rémunération de ses apports en numéraire de deux mille cinq cents Euros, ci **2 500 €**
- Mr VALLIER Christian : à concurrence de 50 actions, numérotées de 2036 à 2085, en rémunération de ses apports en numéraire de cinq mille Euros, ci **5 000 €**

- La Société GEOPLUSENVIRONNEMENT : à concurrence de 100 actions, numérotées de 2086 à 2185, en rémunération de ses apports en numéraire de dix mille Euros, ci **10 000 €**
- La Société MERIDION : à concurrence de 35 actions, numérotées de 2186 à 2220, en rémunération de ses apports en numéraire de trois mille cinq cents Euros, ci **3 500 €**
- La Société MINIER HOLDING à concurrence de 50 actions, numérotées de 2221 à 2270, en rémunération de ses apports en numéraire de cinq mille Euros, ci **5 000 €** ;

ARTICLE 8 – MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL :

Le capital peut être augmenté ou réduit par une décision collective des actionnaires statuant sur le rapport du Comité de Direction.

Les associés délèguent au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement à leur participation dans le capital social, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire nouvellement émises. Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

ARTICLE 9 – FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 10 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.
2. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.
3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.
4. En cas de démembrement de propriété, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

5. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ce droit qu'à la condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

TITRE III
TRANSMISSION DES ACTIONS - EXCLUSION D'ACTIONNAIRES

ARTICLE 11 – MODALITES DE TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement négociables.

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 12 – INALIENABILITE DES ACTIONS

Pendant une durée de 1 (une) année à compter de la date de la souscription des actions, les associés ne pourront céder leurs actions, ainsi que tout droit de souscription, d'attribution ou autre ayant pour objet ou pour effet de conférer directement ou indirectement un droit quelconque sur tout ou partie du capital et/ou des droits de vote de la Société.

Par exception à l'inaliénabilité ci-dessus, le Comité de Direction doit lever l'interdiction de cession des actions en cas d'exclusion, dans les conditions prévues à l'article 16 des statuts, d'un actionnaire dont le contrôle serait modifié, ainsi qu'en cas de révocation d'un dirigeant actionnaire.

ARTICLE 13 – DROIT DE PREEMPTION

A l'expiration de la période d'inaliénabilité visée à l'article 12 ci-dessus, toute cession d'actions, même entre actionnaires, mais à l'exception d'une succession d'un associé, est soumise au respect du droit de préemption conféré aux actionnaires dans les conditions définies ci-après :

1. L'actionnaire cédant notifie au Comité de Direction par lettre recommandée avec demande d'avis de réception son projet de cession en indiquant :

   - le nombre d'actions concernées ;

   - les informations concernant le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité, s'il s'agit d'une personne physique ; dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité des dirigeants, s'il s'agit d'une personne morale ;

- le prix et les conditions de la cession envisagée.

La date de réception de cette notification fait courir un délai de 1,5 mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés en totalité sur les actions dont la cession est projetée, le cédant pourra réaliser librement ladite cession.

2. Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption sur les actions dont la cession est envisagée. Ce droit de préemption est exercé par notification adressée au Comité de Direction dans un délai de un (1) mois à compter de la réception de la notification du projet de cession visée au 1 ci-dessus. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant le nombre d'actions que l'associé souhaite acquérir.

3. A l'expiration du délai de deux mois prévu au 2 ci-dessus et avant celle du délai de 1,5 mois fixé au 1 ci-dessus, le Comité de Direction notifie à l'associé cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la procédure de préemption.

   Lorsque les droits de préemption exercés sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les actions concernées sont réparties par le Comité de Direction entre les associés intéressés au prorata de leur participation au capital de la Société et dans la limite de leurs demandes.

   Lorsque les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les droits de préemption s'appliquent sur le nombre d'actions concernées et l'associé cédant est libre de réaliser la cession des actions non concernées par les droits de préemption au profit du cessionnaire et dans les conditions mentionnées dans la notification.

   4. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession des actions doit intervenir dans un délai de 45 jours après la date de notification des résultats de la procédure de préemption au prix mentionné dans la notification de l'actionnaire cédant.

ARTICLE 14 – NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles 12 à 13 des présents statuts sont nulles. Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

ARTICLE 15 – MODIFICATIONS DANS LE CONTROLE D'UNE SOCIETE ASSOCIEE

1. En cas de modification du contrôle (actionnaire majoritaire) d'une société associée, celle-ci doit en informer le Président de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de 45 jours à compter du changement du contrôle. Cette

notification doit indiquer la date du changement du contrôle et toutes informations concernant les nouvelles personnes exerçant le contrôle.
Si cette procédure n'est pas respectée, la société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'article 16 des statuts.

2. Dans le délai de 45 jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la société associé dont le contrôle a été modifié, dans les conditions prévues à l'article 16 des statuts. Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle est réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la société associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission ou d'une dissolution.

ARTICLE 16 – EXCLUSION D'UN ASSOCIE

Exclusion de plein droit
Tout associé faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire est exclu de plein droit.
Par ailleurs, l'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :
- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société et non validé par la Société ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la Société, notamment condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé. ;
- changement de contrôle (actionnaire majoritaire) d'une société associée.

Modalités de la décision d'exclusion
L'exclusion d'un associé est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, étant précisé que l'associé objet de la procédure d'exclusion ne participe pas au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Formalités de la décision d'exclusion
La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes :
- notification à l'associé concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée 15 jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des associés, de la mesure d'exclusion envisagée, des motifs de cette mesure et de la date de la réunion devant statuer sur l'exclusion ;
- notification des mêmes informations à tous les autres associés ;
- lors de la réunion de la collectivité des associés statuant sur l'exclusion, l' associé concerné peut se faire assister ou représenter par un conseil et requérir, à ses frais, la présence d'un huissier de justice.

Effets de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement en application des clauses de préemption prévues aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Comité de Direction.

L'exclusion a pour effet de suspendre les droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

L'associé exclu doit céder la totalité de ses actions dans un délai de 45 jours à compter de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est fixé d'un commun accord entre les parties ; à défaut d'accord, il est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. Il doit être payé dans un délai de 45 jours à compter de la décision de fixation du prix.

ARTICLE 17 – LOCATION D'ACTIONS

La location des actions est interdite.

TITRE IV
ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - COMMISSAIRES AUX COMPTES - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

ARTICLE 18 – COMITE DE DIRECTION :

1. Membres du Comité de Direction

Désignation - Durée des fonctions :

La Société est dirigée et administrée par un Comité de Direction composé de 6 membres au moins et de 15 membres au plus, personnes physiques ou morales, actionnaires ou non, nommés pour une durée de 1 an aux termes des présents statuts.

En cours de vie sociale, ils sont désignés par décision collective des actionnaires.

Les membres personnes physiques du Comité de Direction peuvent bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

Les membres personnes morales du Comité de Direction sont représentés par leurs représentants légaux ou par toutes personnes physiques dûment mandatées.

Révocation :

Les membres du Comité de Direction peuvent être révoqués à tout moment et sans qu'il soit besoin d'un juste motif, à l'initiative d'un ou de plusieurs associés réunissant au moins 25 % du capital et des droits de vote de la Société. La décision de révocation est prise par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des actionnaires disposant du droit de vote.

Rémunération :

La rémunération des membres du Comité de Direction est fixée par la décision de nomination ou par décision à la majorité de l'Assemblée des Actionnaires.

2. Président et Vice-Président du Comité de Direction

Désignation - Durée des fonctions :

Le Président et le Vice-Président sont nommés par le Comité de Direction pour une durée de 1 an.

Représentation de la Société :

Le Président du Comité de Direction, ou éventuellement toute autre personne désignée par ledit Comité, représente la Société dans ses rapports avec les tiers à l'égard desquels il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et des domaines expressément réservés par les dispositions légales et les présents statuts à la collectivité des actionnaires. Les pouvoirs du Président sont limités par le point 6 du présent article..

Révocation :

La révocation du Président et du Vice-Président peut être prononcée, ensemble ou séparément, à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés prise à l'initiative d'un ou de plusieurs associés réunissant au moins 25 % du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

3. Réunions du Comité de Direction

Le Comité de Direction se réunit sur convocation du Président, du Vice-Président ou d'un groupe représentant au moins 25 % des actionnaires. La convocation doit intervenir au moins 15 jours à l'avance, sauf en cas d'urgence ou si tous les membres du Comité renoncent à ce délai.

Les réunions se tiennent en tout lieu indiqué dans la convocation. Toutefois, la présence physique des membres du Comité n'est pas obligatoire et leur participation à la réunion peut intervenir par tout moyen de communication approprié.

Les réunions du Comité de Direction sont présidées par le Président ou, en son absence, par le Vice-Président. En l'absence du Président et du Vice-Président, le Comité de Direction désigne la personne appelée à présider la réunion.

4. Décisions du Comité de Direction

Le Comité de Direction ne délibère valablement que si plus de la moitié de ses membres sont présents ou représentés, et si au moins 2 membres participent effectivement (c'est-à-dire physiquement ou par un moyen de communication adapté) à la réunion.

Les décisions du Comité de Direction sont prises à la majorité des 2/3.
Tout membre du Comité de Direction peut donner une procuration à un autre membre aux fins de le représenter. Un même membre du Comité de Direction peut détenir plusieurs pouvoirs.

5. Procès-verbaux

Les décisions du Comité de Direction sont constatées dans des procès-verbaux signés par les membres présents. Les procès-verbaux sont consignés dans un registre spécial coté et paraphé par le Président et conservé au siège social.

6. Pouvoirs du Comité de Direction

Le Comité de Direction peut prendre les décisions suivantes sans autorisation préalable de la collectivité des actionnaires :

- Dépenses supérieures à 500 euros ;
- Acquisition ou cession d'un titre minier ;
- Demande de titre minier ;
- Engagement d'actions de prospection ;

mais pas :

- Dépenses supérieures à 10 000 euros ;
- Acquisition et cession de participations ;
- Octroi de garanties sur l'actif social ;
- Abandon de créances ;
- Acquisition ou cession d'un fonds de commerce ;
- Augmentation du capital ;
- Emprunt supérieur à 10 000 euros ;
- Création de joint ventures ;
- Et toutes actions précisées dans l'article 22 des présents statuts.

ARTICLE 19 – DIRECTEUR GENERAL

Désignation :

Le Président peut donner mandat (après acceptation nominative du Comité de Direction) à une personne morale ou à une personne physique afin de l'assister en qualité de Directeur Général.
Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.
Le Directeur Général, personne physique, peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions :

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.
Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président par démission, empêchement ou décès, le Directeur Général conserve ses fonctions, sauf décision contraire du Comité de Direction, jusqu'à la nomination d'un nouveau Président.

Révocation :

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président.
En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :
- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

Rémunération :

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination ou par décision à la majorité de l'Assemblée des Actionnaires, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

Pouvoirs :

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.
Le Directeur Général ne dispose pas du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers, sauf en cas de délégation spéciale et écrite du Président.

ARTICLE 20 – Comité Scientifique et Technique

Un Comité Scientifique et Technique sera créé et fonctionnera selon un règlement établi par le Comité de Direction.

ARTICLE 21 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

Hormis les cas imposés par la loi, la désignation d'un Commissaires aux comptes n'est pas obligatoire.

TITRE V
DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 22 – DECISIONS DEVANT ETRE PRISES COLLECTIVEMENT PAR LES ASSOCIES :

Il s'agit des décisions relatives à l'adoption ou la modification en cours de vie sociale des clauses statutaires suivantes :

- l'inaliénabilité des actions,
- l'agrément des cessions d'actions,
- l'exclusion d'un associé, et la suspension de son droit de vote,
- l'obligation pour un associé de céder ses actions dans les conditions prévues aux statuts,
- l'exclusion d'une société associée, dont le contrôle est modifié
- l'augmentation de l'engagement des associés,
- la transformation de la SAS en une autre forme de société,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social ;
- fusion, scission, dissolution, apport partiel d'actifs ;
- l'approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- nomination, rémunération, révocation et rémunération des membres du Comité de Direction ;
- l'approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- l'approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou actionnaires ;
- le transfert du siège social ;
- toute modification des statuts,
- la nomination d'un liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation.

ARTICLE 23 – REGLES DE MAJORITE

Les décisions collectives doivent être adoptées à la majorité des associés disposant du droit de vote, et prises à la majorité des 2/3 des voix des associés disposant du droit de vote, présents physiquement, ou par le truchement d'un moyen de communication adapté ou représentés.

ARTICLE 24 – MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président, du Comité de Direction ou de tout groupe d'associés représentant 25 % du collectif des associés.

Les décisions collectives peuvent résulter de la réunion d'une assemblée ou d'une consultation écrite. Elles peuvent notamment être prises par tous moyens de communication adéquats.

En cas de consultation écrite, un défaut de réponse dans un délai de 15 jours peut être considéré comme une abstention.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du liquidateur.

Quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement, par mandataire ou à distance dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur et les présents statuts.

Pour participer aux décisions collectives, l'associé doit être en mesure de justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 25 – ASSEMBLEES

Les actionnaires se réunissent en assemblée sur convocation du Président (ou du Comité de Direction) au siège social ou en tout autre lieu.
Cependant, tout associé ou groupe d'associés disposant de plus de 25 % du capital peut demander la convocation d'une assemblée.
La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite 15 jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour, la date, l'heure et le lieu de la réunion. Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les actionnaires y consentent.
L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un actionnaire désigné par l'assemblée.
Les actionnaires peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre actionnaire ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.
Le Président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article 26 ci-après.

ARTICLE 26 – PROCES VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial. Les procès-verbaux doivent être signés par le Président et les associés présents.
Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les noms, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.
En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial visé ci-dessus.
En cas de consultation écrite, un procès-verbal est également rédigé, faisant état du mode de convocation, des dates de réception des réponses et des réponses elles-mêmes, les décisions prises en conséquence de ces réponses et leur majorité.

ARTICLE 27 – INFORMATION PREALABLE DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, en assemblée ou par écrit, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.
Lorsque les décisions collectives doivent être prises, en application de la loi, sur le ou les rapports du Président ou du Comité de Direction, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés au moins 15 jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des actionnaires.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social et, le cas échéant, prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président ou du Comité de Direction.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE VI
EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 28 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31/12/2013.

ARTICLE 29 – ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

Le Président établit les comptes annuels et les soumet, dans le délai de six mois à compter de la date de clôture de l'exercice, à l'approbation de la collectivité des associés.

ARTICLE 30 – AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

1. Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.
   Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :
   - 5 % au moins pour constituer la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ;
   - toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

   Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

2. Toute action donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

3. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les actionnaires décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

4. La décision collective des actionnaires peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des actionnaires ou, à défaut, le Comité de Direction, fixe les modalités de paiement des dividendes.

ARTICLE 31 - PAIEMENT DES DIVIDENDES – ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 32 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

TITRE VII

TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 33 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La société peut se transformer en société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, sur le rapport du Commissaire aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés.

La transformation en société en commandite simple est décidée avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée (SARL) ou en société par actions (SA) est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

TITRE VIII

DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 34 – DISSOLUTION – LIQUIDATION DE LA SOCIETE

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des actionnaires.

La décision collective des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les actionnaires.

Le bonus de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions détenues par chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

TITRE IX

CONTESTATIONS

ARTICLE 35 – CONTESTATIONS

Clause compromissoire

Les contestations relatives aux affaires sociales, qui peuvent s'élever pendant la durée de la Société ou de sa liquidation soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes sont soumises à arbitrage.

A défaut d'accord sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties désignera un arbitre, dans les quinze jours de la constatation de leur désaccord sur ce choix, et notifiera cette désignation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'autre partie.

Les deux arbitres ainsi désignés sont chargés de choisir un troisième arbitre.

A défaut d'accord sur le choix du troisième arbitre, celui-ci sera désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

Les arbitres ainsi désignés statuent comme amiables compositeurs et en dernier ressort.

Les frais d'arbitrage sont partagés entre les parties.

TITRE X

CONSTITUTION DE LA SOCIETE

ARTICLE 36 – NOMINATION DES DIRIGEANTS

Sont nommés premiers membres du Comité de Direction pour une durée de 1 an :

- BARRIER Laetitia,
- CHEVALIER Pierre,
- FEVRE Thierry,
- GIROUSSE Benoît,
- KIRRMANN François,
- LALOUA Michael,
- TORRES Justo,
- VALLIER Christian.

Lesquels déclarent accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

Les années suivantes, les membres du Comité de Direction seront nommés par décision de l'Assemblée des Associés.

ARTICLE 37- FORMALITES DE PUBLICITE - IMMATRICULATION

Les formalités de publicité étant accomplies, un avis sera inséré dans un journal d'annonces légales paraissant dans le département du siège social. A cet effet, tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 38- ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Un état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la Société, a été présenté aux actionnaires avant la signature des statuts. Cet état est annexé aux présents statuts.

Fait à Seichebrières,
l'an deux mille treize,
et le vingt-sept janvier,
en **cinq** originaux,

Signature de tous les actionnaires (précédée de la mention manuscrite "lu et approuvé") :

Certifié conforme par le représentant légal de SUDMINE, à savoir le Président, Christian VALLIER.
Le 29 avril 2014

Liste des actionnaires ou des associés connus qui détiennent plus de 3% du capital :

CIVILITE	NOM	PRENOM	Nombre d'actions	Pourcentage	Nationalité	Statut / Qualité
M.	BERBEY	Hugues	100	4.4	Française	Associé
M.	BERNARD	Jean-Laurent	100	4.4	Française	Associé
M.	FEVRE	Thierry	100	4.4	Française	Associé
M.	GAUTHIER	Emmanuel	100	4.4	Française	Associé
M.	ITARD	Yann	100	4.4	Française	Associé
M.	KIRRMANN	François	100	4.4	Française	Associé
M. et Mme	LACOUR /MACHET	Florence Patrice	100	4.4	Française	Associé
M.	LALOUA	Michael	100	4.4	Française	Directeur SUDMINE
M.	LALOUA	Pascal	170	7.5	Française	Associé
Mme	MAGRA	Aline	130	5.7	Française	Associé
M.	METAYER	Rodolphe	125	5.5	Française	Associé
M.	TORRES	Justo	125	5.5	Française	Associé
M.	VALLIER	Christian	150	6.6	Française	Président SUDMINE
Société	Pierre CHEVALIER Géologue		100	4.4	Française	Associé
Société	GéoPlusEnvironnement		100	4.4	Française	Associé
La signature sociale est détenue par Christian VALLIER, Président, de nationalité Française.						
3 % du capital de SUDMINE = 68,1 actions. Sont dans ce tableau les détenteurs d'au moins 69 actions.						

Annexe 2

Documents de présentation de SUDMINE

Source : SUDMINE

Sustainable Mining

SUD MINE

Development

COMPAGNIE MINIÈRE JUNIOR FRANÇAISE ET INDÉPENDANTE D'EXPLORATION ET D'EXPLOITATION

Le développement raisonné de la Mine

Objectifs et ambitions

- Exploration et prospection
- Reconnaissance de gisements
- Achat, développement et gestion de Titres Miniers
- Négociation et maîtrise foncière de gisements potentiels
- Mettre en avant le bon sens géologique et métallogénique pour valoriser des prospects innovants dans le respect de l'éthique, de l'environnement et des populations
- Selon les cas (taille des gisements et contexte environnemental), développer des projets miniers à l'échelle artisanale, semi-industrielle et industrielle en association avec des investisseurs
- Exploitation

Les pays et régions visés

- France
- Guyane Française
- Maroc
- Guinée Conakry
- Cameroun
- Gabon
- RDC
- Madagascar
- Argentine,....

Les substances visées

- Or
- Métaux de base (Cu, Pb, Zn, Co, Ni…)
- Terres rares
- Uranium
- Diamant et gemmes
- Granulats

Démarche

- **Exploration « amont »** :
  - Bibliographie géologique, métallogénique et minière
  - Sélection d'objectifs d'exploration
  - Synthèse bibliographique interprétative sur ces objectifs sélectionnés
  - Géologie de terrain
  - **Demandes de Titres Miniers exclusifs d'Exploration**, sur les objectifs sélectionnés

- **Exploration « légère »**
  - Géologie de terrain (cartographie, structurale, minéralogie, …)
  - Géochimie sol, sédiments de rivières
  - Prélèvement et analyse d'affleurements géologiques
  - Sondages à la tarière, tranchées
  - Géophysique au sol

➔ Synthèse et dossiers de présentation pour rechercher des investisseurs

Démarche

- Exploration « lourde »
  - Géophysique aéroportée,
  - Sondages destructifs, carottés
  - Programme d'échantillonnage et d'analyse
  - Estimation des ressources et réserves
  - Essais de traitement,
  - Etude de faisabilité,
  - Etc…

Nb: le financement de l'Investisseur permet d'engager des équipes compétentes pour mener à bien ces travaux.

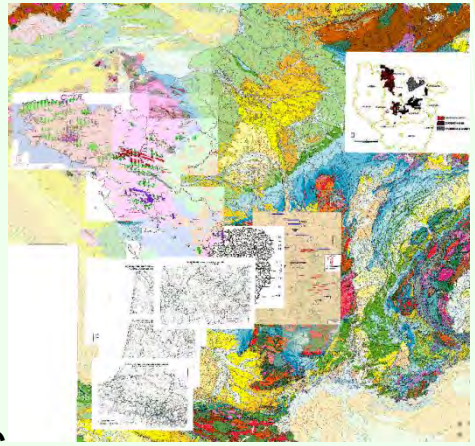
Actions en cours

- La réalisation de la carte à jour du Cadastre Minier français (qui n'existe pas officiellement !)
- Demande de Permis de Recherche pour de l'Or en Guinée Conakry …
- L'exploration amont sur un Permis Exclusif de Recherche pour Or en Guyane Française
- L'exploration amont de gisements d'or en France
- L'exploration amont d'un gisement de calcaire dur en Région Centre (France)

❑ Carte du cadastre minier en France:

- **Démarche** au près des DREAL et du ministère du redressement productif

  obtenir -la nature du titre
  -le nom du titulaire
  -le n et nom du titre
  -la duré de validité
  -la surface
  -les coordonnées des coins
  -un extrait de carte



- **Résultat** : Compilation des données dans un SIG

- **Prochaine étape** :
  -transformer les images des périmètres en polygones
  - rentrer la table attributaire associée aux polygones
  -obtenir d'avantage d'informations sur les titres échus

❑Demande de permis de recherche en or et substance connexe en Guinée Conakry

- Compilation de toutes les données géologiques, métallogénique et minière sur la Guinée et particulièrement sur la zone des permis sollicités.
- Dépôt d'une demande officielle de permis de recherche en or et substance connexes auprès de l'Etat Guinéen, en Juin 2012.
- Montage d'un dossier contenant le programme d'exploration, les garanties financières et la notice d'impact environnemental en appui à la demande de permis.

❑Exploration amont sur un permis exclusif de recherche en Guyane Française

- Compilation des données géologiques, métallogéniques et minière sur la Guyane Française.
- Recherche de donnée sur la géologie, la métallogénie d'un secteur avec un permis de recherche « Ratamina » déjà existant.

Prochaine étape :

- Constitution d'une joint-venture avec le détenteur du permis Ratamina.
- Lettre pour demande de renouvellement du permis Ratamina au nom du détenteur ou nouvelle demande de permis de recherche au nom de SUDMINE.

❑ Exploration amont de gisement d'or en France

- 2 sujets : Lopérec et Cambo-les-Bains

Lopérec :

- ✓ *Localisation* : Finistère
- ✓ *Zone d'étude* : district de Lopérec-Huelgoat (~30 km d'extension E-O)
- ✓ Gisement d'or alluvionnaire
- ✓ Réserves estimé entre 3 et 3.9 t d'or

District aurifère mis en évidence en 1986 par l'inventaire minier

De nombreux travaux (de reconnaissances stratégique, tactique …) ont été réalisés par le BRGM.
Il avait obtenu un PER pendant 3 ans puis ensuite une concession, mais aujourd'hui, il n'y a plus d'exploitation

Travaux réalisés par SUDMINE :

- Recherche bibliographique : compilation de données géologiques, métallogénique et minière

- Mission de Terrain (5 j) :

  -vérification de la présence ou non de l'or dans les rivières (bâtées avec prélèvement du fond)

  -première approche de la géologie du district

- Observation des échantillons macroscopique et des fond de bâtée

  → Identification des minéraux lourds à la loupe binoculaire

Prévision d'un deuxième camps

- **Cambo-les-Bains**
  - ✓ *Localisation* : Pays-Basque
  - ✓ *Zone d'étude* : ~10 km d'extension E-O
  - ✓ Gisement d'or alluvionnaire

- **Point de départ** : Article sur l'exploitation des gisements aurifères de la Gaule dans l'antiquité (Béatrice CAUUET)

Le massif du Labourd est reconnu dans l'inventaire minier

3 sujets situé à proximité du district aurifère antique.

Travaux réalisés par SUDMINE :

- Recherche bibliographique : compilation de données géologiques, métallogénique et minière

- Mission de reconnaissance du terrain (7 j) :

  -campagne de bâtée pour déterminer les cours d'eau contenant de l'or

  -première approche de la géologie du district

❑ L'exploration amont d'un gisement de calcaire dur en Région Centre

Calcaire de Beauce :

- ✓ s'étale sur l'Eure-et-Loir, le Loir-et-Cher, le Loiret, l'Essonne et les Yvelines
- ✓ constitue un réservoir aquifère
- ✓ longtemps exploité dans le Loiret pour les constructions
- ✓ Aujourd'hui, carrières les plus proches >30 km

Objectif : déterminer de nouvelles cibles pour l'exploitation de calcaire dur afin de limiter le transport et renouer avec la tradition des villages du Loiret

Critères de sélection: présence de calcaire dur avérée

-le moins de recouvrement possible

-pas de contraintes fortes visibles

-volume >1, 5 Mm^3

-surface >30 ha,

-accès routier facile,

Communes concernées : Donnery et Fay-aux-Loges

Sustainable Mining SUD MINE Development

❑ L'exploration amont d'un gisement de calcaire dur en Région Centre (suite)

Etat d'avancé du projet :

- ✓ Recherche bibliographique
- ✓ Coupes permettant d'estimer la profondeur du gisement grâce au forage récupérer dans la BSS
- ✓ Détermination de 6 cibles
- ✓ Début d'étude des contraintes
- ✓ Etude cadastrale des cibles

Suite du projet :

-entrer en contact avec les propriétaires des terrains ciblés

-campagne de forage

-vente du projet à un carrier de la région

Merci pour votre attention

http://sudmine.fr/

Sustainable Mining SUDMINE Development

Annexe 3

Liste des associés de SUDMINE et CV des membres du Comité de Direction (CoDir)

NB : La liste des associés de SUDMINE est confidentielle et sera fournie sous pli séparé.

Source : SUDMINE

GéoPlusEnvironnement

La gestion de l'environnement, la reconnaissance du sous-sol et l'application de la réglementation au service de votre projet.

Sustainable Mining SUDMINE Development

Christian VALLIER

Ingénieur géologue minier senior
Président de SUDMINE
Directeur de GéoPlusEnvironnement

Nationalité :	Française
Année de naissance :	1961
Expérience :	28 ans
Langues :	Anglais, espagnol
E-mail :	vallierchristian@orange.fr

1. Parcours professionnel

Président Fondateur de **SUDMINE** (depuis janvier 2013), compagnie minière junior, et de "**GéoPlusEnvironnement**" (depuis avril 2001), bureau d'études spécialisé dans les Mines et les Carrières en France et à l'étranger	Depuis le 1er mars 2001
ANTEA : ingénieur d'affaires en géologie et environnement pour les régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon (Mines et Carrières : action commerciale, montage d'offres, chef de projet, contrôle qualité et communication, dans les domaines de la conformité réglementaire, du management environnemental, des déchets, de l'énergie, de l'aménagement, de l'environnement industriel, de la sécurité, de l'assainissement).	**1999/2001**
GUYANOR Ressources : Géologue senior, adjoint au Directeur Général de la filiale française (en Guyane) du groupe minier canadien Golden Star. Etudes de pré-faisabilité, demandes d'autorisations, contrôle des résultats de prospection Or et diamants, organisation générale des missions de prospection pour Or et diamants, responsable Environnement, relations avec l'Administration, Plan Environnement Entreprise, audits, suivi comptable.	**1997/1999**
Sablières et Entreprises MORILLON CORVOL : responsable du Service Géologie, Environnement et Foncier de la Zone Centre : Prospection (cartographie, échantillonnages, sondages, cubatures 3D, laboratoire), application de la réglementation ICPE, phasage des exploitations, mesure et gestion des impacts, Plan Environnement entreprise, audits HSE, participation aux CHSCT, relations extérieures, développement foncier, réaménagements, développement, etc….	**1989/1997**
ELF AQUITAINE France : ingénieur d'exploitation - Mine d'Or de Rouez (France-72), cartographie, échantillonnage des fronts de taille, préparation et suivi de la production jusqu'au lingot de doré.	**1989**
O.N.A. (Omnium Nord Africain - Maroc) : chef de projet Exploration sur 2 mines (Bleida et Bou Skour) pour Cu, Ag, Pb, Zn, Au et Cr : géologie, gîtologie, sondages, cubatures,…	**1987/1988**
B.R.G.M. Gabon : géologue prospecteur pour Or sur Etéké (stream sédiments, cartographie, moto tarières, sondages carottés)	**1986/1987**

2. Compétences et principales références

- **Mines** :
  - ELF AQUITAINE : prospection de tungstène par Mag aéroporté et au sol, cartographie, prospection terrain, sondages (France - 66)
  - BRGM : étude gîtologique d'un gisement à Zn-Pb-Ge (France - 30)
  - BRGM GABON : prospection pour or et roches ornementales (Etéké – Gabon)
  - ELF AQUITAINE : suivi exploitation or de la mine à ciel ouvert jusqu'au lingot de doré (France – Mine de Rouez – 72),
  - OMNIUM NORD AFRICAIN (ONA – Maroc) : chef de projet prospection Or, Ag, Pb, Zn, Au – Bou Skour
  - OMNIUM NORD AFRICAIN (ONA – Maroc) : chef de projet prospection Cu, Au, Cr – Bleida
  - Confidentiel : Etudes métallogéniques bibliographiques de synthèse sur différents pays (Afrique, Amérique du Sud, Asie) préalables à la détermination de cibles de prospection.
  - GUYANOR RESSOURCES : géologue senior et responsable environnement pour or et diamant – Etudes de faisabilité - Demandes de Concessions, de Permis de Recherches, etc…(France – Guyane)
  - GOLDEN STAR RESOURCES : étude environnementale de la mine d'or d'Omaï (Guyana)
  - Ambassade de France au Gabon / Ministère de la Coopération Française / Ministère des Mines au Gabon / Direction Générale des Mines et de la Géologie du Gabon : Mission d'expertise en environnement minier au Gabon : Analyse de la réglementation actuelle. Constats et propositions.
  - Ambassade de France au Gabon / Ministère de la Coopération Française / Ministère des Mines au Gabon / Direction Générale des Mines et de la Géologie du Gabon : Rédaction du Guide Sectoriel des opérations minières au Gabon
  - BRGM / AMBASSADE DE FRANCE en ARGENTINE : missions de coordination des activités minières avec le développement touristique et la protection de l'environnement (Argentine – NOA)
  - RIO TINTO Talc du Luzenac : Déclaration des modifications des conditions d'exploitation, calcul des garanties financières, Closure Plan, Elaboration de la fosse maximale et du plan de phasage
  - MINES D'OR DE SALSIGNE (MOS) : dossier de Cessation définitive et complète des Installations Classées du site minier et industriel de Salsigne (France – 11)
  - MINES D'OR DE SALSIGNE (MOS) : demande d'autorisation Installation Classée avec étude d'impact, étude de dangers, etc…pour le projet de Russec (France – 11)
  - SOGEREM (Groupe PECHNINEY/ALCAN) : demande d'ouverture de travaux miniers avec études d'impact, études de dangers, etc… sur les projets de mines à ciel ouvert du Burg et de Capeline (France – 81)
  - GAUDRIOT / CAMBIOR : participation aux dossiers de demande d'ouverture de travaux miniers et demande d'autorisation ICPE (Etude d'impact, étude de dangers) - Projet de mine à ciel ouvert de Camp Caïman, Guyane Française (973)
  - SOLVAY : dossier de demande d'ouverture de travaux miniers au titre du Code Minier (étude d'impact, de danger,…) - Renouvellement et extension de l'exploitation de sel "par sondages" sur la concession de Cerville-Buissoncourt (54)
  - Compagnie Minière Espérance (CME) : Dossier de demande d'autorisation d'exploiter des installations minières – Mine d'or d'Espérance (973)
  - Compagnie Minière Espérance (CME) : Dossier de demande d'autorisation d'ouverture de travaux miniers – Mine d'or d'Espérance (973)
  - Société des Mines de Saint-Élie (SMSE) : Dossier de demande d'autorisation d'exploiter des installations minières - Mines d'or de Saint-Elie (973)
  - Société Minière Yaou-Dorlin (SMYD) : Dossier de demande d'autorisation d'exploiter des installations minières – Mine d'or de Yaou (973)
  - AUPLATA : Dossier de demande d'autorisation d'exploiter des installations minières – Mine d'or d'Elysée (973)
  - AUPLATA : Dossier de demande d'autorisation d'ouverture de travaux miniers – Mine d'or de Dieu-Merci (973)
  - SOMIRAL : Mémoire Technique pour la régularisation de travaux miniers alluvionnaires – Mine d'or de Crique Benoit Aval (973)
  - TEREA / MANAGEM / REMINEX : Projet de cyanuration d'une partie des concentrés gravimétriques de la future mine d'or de Bakoudou (Gabon)
  - TEREA : Etude de faisabilité et participation à la réalisation de l'étude d'impact d'un projet d'ouverture de mine – Projet de mine de manganèse CICMH des Monts M'Bembélé – Province de N'Djolé (Gabon)
  - TEREA : Participation à la réalisation de l'étude d'impact d'un projet d'ouverture de mine– Projet de mine d'or de Bakoudou pour MANAGEM (Gabon)

- TEREA / COMILOG : Participation à la réalisation d'une étude d'impact pour régularisation – Port minéralier d'Owendo (Gabon)
- TEREA / COMILOG : Participation à la constitution de l'étude d'impact pour un projet de crémation d'huiles usées – Commune de Moanda (Gabon)
- Très nombreuses visites techniques de sites miniers (Guinée, Guyane, Guyana, Gabon, Maroc, Tunisie, France, Argentine, Espagne, Surinam).

➢ **Géologie – Hydrogéologie – Caractérisation de masses d'eau** :

- Multiples prospections minières (BRGM, ONA, SNEAP,…)
- Multiples prospections géologiques pour carrières et décharges par analyses bibliographique, géologie de terrain, cartographie, échantillonnages, sondages (MORILLON CORVOL, SYDOM , ….)
- Etudes géologiques et structurales de massifs pour optimiser et sécuriser la méthode d'exploitation de carrières à ciel ouvert de roches massives.
- Nombreuses cubatures 3D, avec CORALIS ou GDM, de gisements de mines et de carrières.
- Nombreuses études d'impact hydrogéologique (MORILLON CORVOL, CEMEX, ARLAUD, SOGEREM, SIBELCO…)
- Bathymétrie, mesures de débits, bilans hydriques, pose de piézomètres, surveillances piézométriques, métrologie, prélèvements, analyses in-situ, analyses et interprétations, études de terrain.

➢ **Pollution** :

➢ TEREA : Expertise relative à l'Etude d'Impact Environnemental du projet d'implantation d'un centre de valorisation des Déchets – CVD – à Libreville par la société SOVOG (Gabon)

- MINES D'OR DE SALSIGNE (MOS) : Diagnostics initiaux et Evaluations Simplifiées des Risques pour les ICPE. Préconisations de dépollution, de servitudes et de suivi, (France – 11)
- TUNET : Diagnostic initial et Evaluation Simplifiée des Risques pour l'usine de fabrication de cartouches de chasse de Mondouzil. Etude historique, diagnostic pollution des sols, diagnostic pollution de la nappe, ESR, (France, 31)
- SCI La Méridienne : Diagnostic pollution – Terrain « Leclerc », projet de Lotissement – Commune de Blagnac (31)
- SICTDM : Diagnostic initial – Décharge de « Dominique » (11)
- SYDOM 11 : Centres de transit de déchets ménagers (11)
- SANITRA FOURNIER – Groupe SITA : Centres de transit de Déchets Industriels Spéciaux de Migné Auxances et d'Angoulème (16, 86)
- RECYCARBO : Centre de traitement de Déchets Industriels Spéciaux aqueux (09)
- SCI La Méridienne : Diagnostic Pollution (31)
- Charly PAULIN : Diagnostic Pollution (24)

➢ **Aménagement** :

- SYDOM 11, Centres de transit de déchets ménagers
- METEORITE DE CHAMPAGNAC (87), Préservation de zones d'observation pour Réserve naturelle
- MORILLON CORVOL (45), Reposoir à oiseaux migrateurs – Observatoire pédagogique d'une zone humide
- SICOVAL (31), Etude d'impact pour l'implantation d'un « village de marques » dans une ZAD
- Circuit de découverte du VTT – Agos Vidalos (65)
- CACG, Aménagement d'une base de loisirs nautique à partir d'une carrière alluvionnaire (68)

➢ **Conseil en environnement – Suivi environnemental (bruit, poussières, eaux,...) – Audits divers** :

- EHTP (13), DME (46) : conseil en organisation de chantiers et plates-formes de tri/recyclage de déchets du BTP
- GUINTOLI (13), Lourdes Initiatives (65) : conseil en organisation et gestion de chantiers de remblais inertes
- LAFARGE Plâtres (64), LAFARGE Granulats (86), MORILLON CORVOL Sud Ouest : conseil en organisation d'exploitation
- ASF (17, 79, 44) : bilans environnementaux des autoroutes Niort/Nantes et Saintes/Rochefort
- FORTECH (09), SEPIPROD (81), Verrerie d'Albi, TUNET (31), Mines d'Or de Salsigne (11) : Evaluations Simplifiées des Risques environnementaux
- CACG (32, 65, 46, 47, 68) : conseil en réglementation applicable aux chantiers et projets d'aménagement

- **Management de l'Environnement** - (**PEE** ou **SME**) :
  - TARMAC France-Belgique (60 sites répartis sur le territoire national - béton, produits béton, carrières) : Accompagnement pour la mise en place d'un SME sur toute la France en vue de la certification ISO 14001. Système global « multi-sites » dimensionné pour intégrer tout nouveau site, usine, carrière, projet ou chantier
  - SOCLI (Groupe Italcementi - 65 - carrière et usine à chaux) : Accompagnement ISO 14001 2001/2003 (certification obtenue en mars 2004)
  - CM Quartz (46 - carrière) : Accompagnement ISO 14001 2001/2004 (certification obtenue en septembre 2004) et audits « internes » annuels
  - SOCARL (Groupe Toujas et Coll - 65 - carrière, béton) : Accompagnement ISO 14001 2002/2005 (certification obtenue en février 2005)
  - AUBERT et DUVAL (Groupe ERAMET - 09 - métallurgie, 850 personnes) : Accompagnement ISO 14001 2005/2006
  - Carrières PLO (81) : Accompagnement ISO 14001 2002/2004
  - Carrières de Condat (87) : Accompagnement ISO 14001 2004/2005 – (certification ISO 14001 obtenue en 2006)
  - MORILLON CORVOL (groupe CEMEX - Régions Centre, Poitou Charentes, Ile de France) : Participation à la mise en place et au suivi du PEE et audits internes
  - GUYANOR RESSOURCES S.A. (Groupe Golden Star) : Application du SME International aux chantiers en forêt et audits internes

3. Diplômes et formation

Ingénieur diplômé de l'Ecole Supérieure de l'Energie et des Matériaux d'Orléans (E.S.E.M.) en 1985

Formation Professionnelle en management, communication, environnement, législation, négociation et informatique.

Formation Professionnelle à l'ISO 14001 (AFNOR – 2001) et PEE 2000 (APAVE 2001)

Certificat de Préposé aux Tirs de mines

3. Associations

Membre de la Société de l'Industrie Minérale (SIM)	depuis 1989
Membre de l'Union Française des Géologues (UFG)	depuis 1989
Membre de l'AFITE *(Association Française des Ingénieurs et Techniciens de l'Environnement)*	depuis 2001
Membre du Club Afrique de la CCI de Toulouse	depuis 2010
Membre des Eco Entreprises de Midi-Pyrénées	depuis 2009
Fondateur et membre du Réseau AURISPHERE	depuis 2002

Un exemple de diagnostic régional : gestion durable de l'activité minière, développement touristique et préservation des milieux naturels dans le Nord-Ouest Argentin

Christian Vallier[1].

Généralités

Dans le cadre d'un accord de Coopération avec les quatre provinces du Nord-Ouest argentin (*Noroeste Argentino*, NOA), l'ambassade de France a décidé de mettre en place une mission d'expertise destinée à proposer les bases d'une gestion durable de l'activité minière en relation avec le développement touristique (raisonné ou durable) de la région et la préservation de ses milieux naturels (patrimoine naturel, paysager, culturel et humain). Cette mission s'est déroulée en deux temps (2002 et 2003). Elle avait pour objectif de proposer des solutions concrètes issues notamment de la réglementation française ou européenne, de l'expérience française et internationale de ce type de coordination d'intérêts *a priori* contradictoires. La mission s'est faite avec le soutien du BRGM, sous forme de mise à disposition d'outils et d'exemples de référence.

La Puna est un vaste territoire d'environ 450 km de long par 200 km de large. Des chaînes volcaniques le subdivisent en sous-ensembles différents et indépendants du point de vue des paysages qui sont très variés et imposants. La faune sauvage est relativement présente (nombreuses vigognes, quelques « suris » (autruches), plus rares renards, canards, flamants roses, oies, rapaces ...) et plutôt facile à observer en l'absence d'obstacles dans ces paysages très ouverts. La Puna, très peu peuplée dans ses parties *catamarquena* et *saltena*, un peu plus dans sa partie *jujena*, connaît une très faible pluviométrie (jusqu'à 5 à 10 mm/an dans les secteurs les plus arides). Son altitude varie entre 3 000 m pour les parties les plus basses et 6 500 m pour les sommets ; les plateaux se situent en général entre 3 500 et 4 000 m.

Ce territoire est parsemé d'anciennes exploitations minières (mines métalliques, roches ornementales et évaporites essentiellement), de très petite taille en général. Certains secteurs montrent de nombreuses traces de prospection récente (depuis 1990) et quelques mines en activité.

Au total, il s'agit d'un territoire d'altiplano très vaste, compartimenté et varié, constitué de nombreux sous-ensembles de caractéristiques très distinctes des points de vue paysage, faune, occupation humaine et intérêt minier.

Travail effectué et propositions

Afin de mieux cerner les enjeux, les attentes et la situation actuelle, beaucoup de contacts ont été pris et de nombreuses visites de sites réalisées : sites d'intérêt géologique spectaculaires, anciennes mines métalliques, carrières d'onyx, salars, volcans, sites archéologiques, sources thermales, villages de mineurs abandonnés et très rares villages existants (Photos 1 et 2).

Les rencontres et contacts ont eu lieu avec des élus locaux, des compagnies minières, le syndicat minier, des acteurs du tourisme, des défenseurs de la nature, des administrations, des experts de l'UNESCO, la Chambre des Députés, etc. (Photo 3).

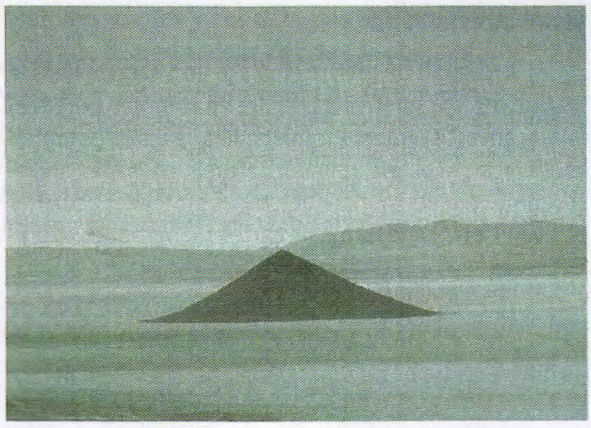


Photo 1. Volcan au milieu d'un salar (cliché Christian Vallier).

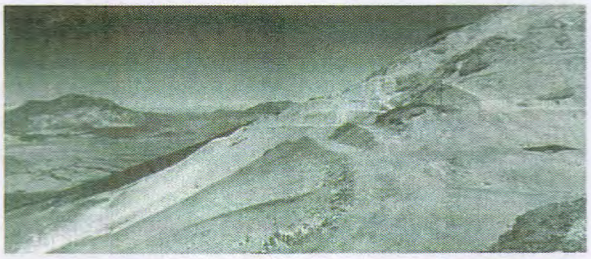


Photo 2. Mine Julia de soufre à 5 500 m (cliché Christian Vallier).

1. *GéoPlusEnvironnement. Le Château 31290 Gardouch. Tél. 05 34 66 43 42. Expert environnementaliste de l'industrie minérale.*

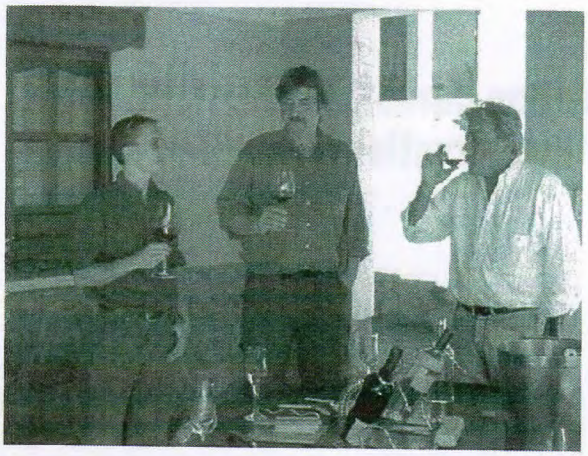


Photo 3. « Discussion acharnée » entre le Sénateur et le Responsable argentin du projet (cliché Christian Vallier).

Suite à ces démarches et visites, des propositions ont été formulées afin de concilier :

- un développement minier très prometteur ;
- la préservation d'un environnement particulièrement remarquable ;
- la naissance d'un tourisme « raisonné ».

Propositions d'ordre réglementaire

Schéma Interprovincial de gestion durable des Mines dans la Puna

Il s'agirait de mettre en place un SIG compilant la totalité des paramètres à prendre en compte : potentiel minier, investissements miniers déjà réalisés, potentiel aquifère, archéologie, milieux naturels, paysages, socio-économie, projets touristiques, zones protégées actuelles et à venir, etc., sous forme de cartes thématiques géoréférencées.

La compilation de ces cartes de ressources et de contraintes aboutirait à une carte de synthèse montrant les différents types de zones géographiques suivants :

- zones sans aucun intérêt minier : zone « blanche » ;
- zones à intérêt minier et sans contrainte forte : zone ouverte à la mine, « verte » ;
- zones avec au moins une contrainte majeure : zone interdite à la mine, « rouge » ;
- zones à intérêt minier et avec des contraintes (non majeures) : zone éventuellement ouverte à la mine après étude d'impact approfondie et ciblée, voire des mesures compensatoires : zone « orange ».

L'objectif, pour les opérateurs miniers, est de pouvoir connaître à l'avance les zones où des investissements peuvent être menés en prospection, sans la menace de se voir interdire par la suite l'ouverture d'une mine pour cause environnementale. Les schémas départementaux des carrières, en France, ont exactement la même finalité.

Commission interprovinciale des mines

Une commission, regroupant les différentes parties, pourrait jouer le rôle de caution morale, scientifique et économique à l'élaboration du SIG ci-dessus, ainsi qu'à son application et au respect de ses conclusions. Elle aurait à se prononcer sur :

- le cahier des charges de réalisation du SIG de gestion durable des mines ;
- les acteurs en charge de cette réalisation ;
- la recherche des budgets nécessaires ;
- la validité du SIG de gestion durable des mines ;
- chaque nouvelle demande de permis de recherche ou d'exploitation minière.

Intégration du SIG de gestion durable des mines dans le projet de classement de la Puna au Patrimoine Mondial de l'Humanité

Le dossier de demande de classement UNESCO inclut un chapitre « Gestion du Territoire », qui pourrait tout à fait inclure le système de management durable de l'activité minière.

Par ailleurs, ceci pourrait faciliter la recherche d'un financement international pour la réalisation de ce projet.

Mise en place d'un système de garanties financières pour les mines en activité

Un système de garanties financières pourrait définitivement résoudre le risque d'abandon en l'état de sites miniers.

Propositions d'ordre technique

Modélisation en 3D de la Puna

Il pourrait être judicieux et utile de procéder, à partir des photos satellites et des cartes topographiques de la Puna, à la réalisation d'une maquette virtuelle de la Puna en 3D. Ainsi, des blocs diagrammes réalistes en 3D pourraient être produits à partir de points de vue choisis judicieusement. Cette maquette virtuelle en 3D pourrait servir de base à l'analyse des paysages de la Puna et à l'étude d'impact paysagère d'un projet minier dans ce territoire.

En effet, on peut très facilement intégrer un projet d'exploitation minière dans un paysage virtuel en

3D, et en déduire plus facilement les impacts que ce projet aura sur le paysage de la Puna.

Ce type d'analyse en 3D pourrait être exigée pour les projets en « zone orange » du SIG.

Étude du potentiel d'alimentation en eau de la Puna

Une telle étude répondrait à une inconnue actuelle, à l'inquiétude générale des administrations, des élus et des populations, ainsi qu'à un besoin technique des compagnies minières.

Étude de l'impact socioéconomique des mines actuelles

Il s'agirait d'établir un état des lieux objectif des retombées socio-économiques (positives et négatives) de l'activité minière du passé et actuelle sur les populations locales.

Trop d'avis, divergents et non fondés, circulent à ce sujet.

Évaluation simplifiée des risques environnementaux sur les mines abandonnées (« ESR »)

Il serait pertinent de pouvoir disposer de diagnostics environnementaux sur les mines abandonnées – par exemple, selon le Guide français « Gestion des Sites (potentiellement) pollués » –, afin de déterminer les risques de contamination du milieu et les utilisations possibles de ces sites à l'avenir (circuits touristiques, visites ponctuelles, hébergement...).

Proposition de désarsénification du Rio San Antonio

On ne peut qu'encourager la réflexion sur la potabilisation du Rio San Antonio, qui draine la mine de Concordia et ses parcs à résidus avant d'alimenter le bourg de San Antonio de los Cobres, le seul bourg important de la Puna.

Thèse universitaire avec le CESMAT ou le CESEV

Un établissement français pourrait proposer d'accueillir un étudiant argentin (ou français) dans le cadre d'une thèse en liaison avec le CESMAT ou le CESEV.

Propositions d'activités « mixtes »

Création d'un circuit touristique pédagogique

L'idée est de proposer un circuit touristique pédagogique sur le thème de l'environnement minier. On pourrait y présenter des sites abandonnés en l'état par les opérateurs miniers du passé afin de montrer du doigt les erreurs commises. Ceci permettrait de transformer un éventuel passif environnemental en un avantage pédagogique et, fort probablement, d'inciter les opérateurs miniers actuels à ne pas reproduire ce type d'erreur pour ne pas être, eux aussi, montrés du doigt. Ces sites abandonnés pourraient être progressivement réhabilités, sous le regard des touristes, dans un esprit de transparence, de pédagogie et de motivation des opérateurs miniers. Le suivi ou l'observation de ces réhabilitations deviendraient un vrai enjeu touristique, un thème, un but de visite.

Circuit touristique géologique

Un circuit incluant la Puna et les Vallées Calchaquis réunirait un nombre très important de points d'intérêt pour des visiteurs amateurs de géologie, de minéralogie, d'exploitations anciennes, ou plus simplement passionnés par la Terre qui nous supporte. Il s'agit d'un thème majeur de tourisme raisonné.

Propositions d'ordre « incitatif »

Appel volontariste à investisseurs miniers

À partir de la carte de synthèse du SIG, il pourrait être procédé à un appel d'offres international à projets miniers sur les « zones vertes », s'appuyant sur une somme d'informations de base disponibles sous forme de descriptifs ou de fiches par projet, et une sécurité d'investissement. Cela permettrait de sélectionner les opérateurs miniers, par exemple en fonction de leur politique environnementale et sociale et relancerait la prise en compte de l'environnement dans toutes les opérations minières de la Puna.

Charte des mineurs

Les Chambres des mines *(Camaras de Mineria)* pourraient être incitées à élaborer une charte de bonne conduite de la mine dans la Puna afin de dynamiser la prise en compte volontaire de l'environnement et du social dans la profession minière.

La poursuite de l'activité minière et son développement, en Argentine comme partout dans le monde aujourd'hui, passe par la prise en compte, en amont et de la façon la plus exhaustive et volontariste possible, de l'environnement des nouveaux projets miniers.

GéoPlusEnvironnement

La gestion de l'environnement, la reconnaissance du sous-sol et l'application de la réglementation au service de votre projet.

Michael LALOUA

Sustainable Mining SUDMINE Development

Ingénieur géologue minier
Directeur de SUDMINE

Nationalité :	Française
Année de naissance :	1986
Langues :	Anglais (Cambridge Certificate of advanced english – CAE)
Expérience :	3 ans

1. Parcours professionnel

Depuis octobre 2009 :	Ingénieur géologue minier GéoPlusEnvironnement
Depuis janvier 2013 :	Directeur de SUDMINE

2. Compétences et Principales Références

Mines / métallogénie /minéralurgie / géologie :

- Etude de faisabilité pour l'exploitation d'une mine de manganèse (2010, CICMHZ, Gabon) : *compréhension et évaluation d'un projet minier* ;
- Evaluation du potentiel de ressources d'un pays en Asie pour un métal donné (2011) : *démarche de prospection, identification de cibles de prospection, connaissances en géologie, métallogénie, exploitation et procédés de traitement, qualité rédactionnelle, esprit de synthèse ;*
- Evaluation du potentiel de ressources d'un pays en Afrique pour un métal donné (2010, 2011) : *démarche de prospection, identification de cibles de prospection, connaissances en géologie, métallogénie, exploitation et procédés de traitement, qualité rédactionnelle, esprit de synthèse ;*
- Evaluation du potentiel de ressources d'un pays en Amérique du Sud pour un métal donné (2012) : *démarche de prospection, identification de cibles de prospection, connaissances en géologie, métallogénie, exploitation et procédés de traitement, qualité rédactionnelle, esprit de synthèse ;*
- Caractérisation des propriétés superficielles des amphiboles en relation avec leur structure et application à la flottation différentielle des minerais de fer de type BIF (Laboratoire Environnement et Minéralurgie, Vandoeuvre-lès-Nancy, 2009) : *élaboration d'un procédé de traitement à l'échelle du laboratoire ;*
- Exploitation des sables manganésifères de la rivière Moulili (2010, COMILOG, ERAMET, Gabon) : *modélisation 3D d'un projet d'exploitation ;*
- Projet de flottation et de cyanuration du minerai aurifère de Bakoudou (2011, MANAGEM, Gabon) : *mise en place d'une ligne de flottation/cyanuration, étude technique, étude de dangers, volet santé ;*

Carrières :

- Entreprise Monier : *prospection d'argile en vue de l'ouverture d'une carrière, 2008 (Echantillonnage sur le terrain ; Essais de laboratoires pour qualités céramiques et composition des argiles, synthèse bibliographique sur le contexte géologique)*

- Entreprise Monier (anciennement Lafarge Couverture) : *étude de la faisabilité d'un projet d'ouverture de carrière d'argile, 2009 (mise en place d'une démarche de prospection : objectifs, moyens mis en œuvre, plan d'action ; Cartographie, étude d'affleurements sur le terrain ; Préfaisabilité réglementaire et étude foncière ; Modélisation géologique et estimation de réserves sous Surpac).*

- Prospection d'argiles kaoliniques et étude de faisabilité d'un projet d'ouverture de carrière (2011 MONIER - tuilerie de Limoux Massia) : *mise en place d'un programme de prospection, étude géologique d'un département, identification de cibles, étude géologique et échantillonnage de chaque cible, tests céramiques des argiles échantillonnées, synthèse des données et identification de 3 cibles prioritaires* ;

- Dossiers réglementaires de demande d'autorisation d'exploiter une carrière (2009, 2010, 2011 – IIBRBS, NOVACARB, GUINTOLI)

Environnement :

- Suivis environnementaux en mines et carrières ;

- Modélisations aérodispersives : port minéralier d'Owendo (2011, COMILOG, Gabon), Complexe Industriel de Moanda (2011, COMILOG, Gabon)

3. Diplômes et formation

2006-2009 : **Ecole d'ingénieur : Ecole Nationale Supérieure de Géologie de Nancy** (ENSG)

5e année : Option GGMPM (Génie et Gestion des Matières Premières Minérales)

Stage en laboratoire, effectué au LEM (laboratoire environnement et minéralurgie) de Nancy : caractérisation des propriétés superficielles des amphiboles en relation avec leur structure et application à la flottation différentielle des minerais de fer de type BIF. *Février-Mai 2009*

4e année : Parcours GGMPM (Génie et Gestion des Matières Premières Minérales).

3e année : Tronc commun

2001-2003 : Classes **préparatoires** BCPST (Biologie, Chimie, Physique, Sciences de la Terre) au lycée Clémenceau (Reims).

2000-2001 : **Baccalauréat :** Obtention du baccalauréat Série S, Mention très bien.

CURRICULUM VITAE, YANN ITARD

1. **Poste** : Géochimiste environnemental et minier

2. Nom du consultant : Yann ITARD

3. Date de naissance : 14 novembre 1965 **Nationalité :** Française

4. Education

1995 : Polytech Orléans – Suivi de la formation Ingénieur en Génie de l'Environnement.

1985 – 1988 : Ecole Nationale Supérieure de Géologie de Nancy (Ingénieur Géologue, option exploration minière) ;

1988 : DEA de Géochimie et Pétrographie à l'Université de Nancy I.

5. Pays où l'employé a travaillé :
Algérie, Bolivie, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, France, Gabon, Guinée, Inde, Mali, Maroc, Mexique, Niger, Pérou, Portugal, Russie

6. Langues :

Langue	Lue	Parlée	Ecrite
Français	Langue maternelle		
Anglais	Bien	Bien	Bien
Espagnol	Bien	Bien	Bien

7. Expérience professionnelle :

- 2009 - 2014 : Consultant indépendant en Environnement et Géochimie minière
- De 2007 à 2008 :

Employeur : BRGM, détaché au Ministère Français des Affaires Etrangères
Poste : Assistant technique « secteur minier et SIG » auprès de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), Burkina Faso.

- De 1999 à 2007 :

Employeur : BRGM
Poste : Chef de Projet en environnement minier au Service des Ressources Minérales

- De 1994 à 1999 :

Employeur : BRGM
Poste : Géologue – Géochimiste, Service des Ressources Minérales

- 1993 :

Employeur : SEREM BOLIVIE
Poste : Géologue minier

- 1992 :

Employeur : SEREM PORTUGAL
Poste : Géologue géomaticien

8. Détail des tâches exécutées	9. Expérience de l'employé qui illustre le mieux sa compétence
- Cartographie géologique et minière ; - Prospection géochimique - Encadrement des équipes camerounaises ; - Relations avec les autorités locales	• Nom du projet : **Exploration minière au Cameroun** • Années : 2014 • Lieu : Cameroun, Région Nord • Principales caractéristiques du projet : Cartographie géologique et exploration géochimique pour or dans la région de Garoua. • Poste : Expert Géologue • Activités : Responsable des travaux de prospection.
- étude comparative régionale des obligations environnementales des codes miniers; - Constitution de bases de données Aires protégées et titres miniers ; - synthèse des impacts miniers en Afrique de l'ouest ; - 4 sessions de formation des cadres miniers et conservateurs ouest et centre africain.	• Nom du projet : **Evolution du secteur minier en Afrique de l'ouest : impacts sur le secteur de la conservation** • Années : 2011 – 2013 • Lieu : Afrique de l'ouest • Principales caractéristiques du projet : Etude pour le compte de l'UICN sur les pressions minières sur les aires protégées en Afrique de l'ouest. • Poste : consultant • Activités : réalisation de l'étude régionale, mission dans 4 états, participation à quatre sessions de formation (burkina Faso, Sénégal, RDC et Cameroun).
- Analyse de la législation en vigueur (mine, pétrole, environnement, forêts, eaux) ; - Comparaison avec les codes des pays de l'UEMOA et CEDEAO ; - Proposition des nouveaux codes miniers et pétroliers ; - Atelier de restitution auprès des différents ministères.	• Nom du projet : ***Révision de la législation minière et pétrolière de Guinée-Bissau*** • Années : 2010 • Lieu : Bissau • Principales caractéristiques du projet : Actualisation du code minier et du code pétrolier de Guinée-Bissau, sur financement du PNUD. • Poste : Consultant • Activités : Ré-écriture des codes miniers et pétroliers en partenariat avec un juriste local.
- Développement d'un site WEB pour la mise en ligne des données géologiques et minières ;	• Nom du projet : ***Assistance technique à la Commission de l'UEMOA*** • Années : 2007 – 2008 • Lieu : BURKINA FASO • Principales caractéristiques du projet : Appui à

- Continuation du réseau géologique panafricain SIG-Afrique ; - Conception d'une base de données pour la création d'un observatoire minier régional ; - formation des experts des Etats membres de l'UEMOA à Access et ArcGIS ; - Réalisation d'une étude régionale sur les mines à petite échelle.	la Commission de l'UEMOA pour la mise en œuvre de la Politique Minière Commune. • Poste : Assistant technique • Activités : Gestion des données géologiques et minières des huit pays de l'Union, mise en ligne des données, formation Access et ArcGIS des cadres des services géologiques nationaux.
- analyse historique de l'activité minière ; - Caractérisation géochimique des eaux minières, des stériles et des résidus - implantation du réseau de monitoring - interprétation des données environnementale - bilan environnemental après exploitation.	• Nom du projet : **Approche Régionale de la Déprise des Industries Extractives** • Années : 2004 - 2006 • Lieu : FRANCE • Principales caractéristiques du projet : Etude des impacts environnementaux régionaux après la cessation des activités minières. • Poste : Chef de projet et Géochimiste environnemental. Activités : Conduite du projet, suivi environnemental et interprétations des données géochimiques à l'échelle de 3 bassins versants miniers.
- Conception et développement de l'application environnementale - Formation des cadres de la DNGM à l'utilisation de l'application et à la sélection des données environnementales pertinentes	• Nom du projet : **Amélioration de la surveillance environnementale** • Années : 2009 • Lieu : MALI • Principales caractéristiques du projet : mise en place des outils nécessaires à la gestion environnementale des projets miniers à la Direction Nationale de la Géologie et des Mines du Mali (DNGM). • Poste : Responsable de la base environnementale. • Activités : Conception et développement d'une application de suivi environnemental sous Access.
- Conception des bases de données du projet ; - Interprétation des données géochimiques en termes d'impacts environnementaux ; - Gestion des données du	• Nom du projet : ***Gestion environnementale de sites miniers*** • Années : 1998 – 1999 • Lieu : INDE • Principales caractéristiques du projet : études environnementales des secteurs miniers de Gao et Sukinda (Fer et Chrome), pour le compte de

réseau de surveillance de la qualité des eaux de surface et souterraine, des sols et sédiments ;	l'Indian Bureau of Mine. • Poste : Responsable bases de données et SIG • Activités : Gestion et cartographie de l'ensemble des données du projet.
- Conception, développement et mise en oeuvre d'une base de données environnementales intégrant les aspects gîtologiques, minéralogiques et minéralurgiques ; - Développement SIG pour les aspects environnementaux ; - Rédaction de publications scientifiques.	• Nom du projet : ***SIG-EUROPE*** • Années : 2002 – 2005 • Lieu : FRANCE • Principales caractéristiques du projet : Synthèse métallogénique de l'Europe et implications environnementales. • Poste : Responsable du volet Environnement • Activités : Développement d'une « boite à outils » environnementale liant gîtologie, métallurgie et environnement.
- Formation à Access et ArcGIS ; - Appui au traitement statistique des données ; - Définition des cartes d'aide à la gestion pour le domaine des mines ; - Mise en place des bases de données et des bases de données du projet	• Nom du projet : ***Burkina Faso, Géo-ressources et Société*** • Années : 2007 – 2008 • Lieu : BURKINA FASO • Principales caractéristiques du projet : Elaboration de méthodologie pour la réalisation de cartes d'aide à la gestion des géoressources orientées utilisateurs. • Poste : Responsable SIG • Activités : Formation et encadrement des agents du Service Géologique Burkinabé.
- Définition des campagnes d'échantillonnage pour les études environnementales. - Conception et développement des applications Access pour la gestion des données géologiques, minières et environnementales.	• Nom du projet : ***MinUrals (5°PCRD)*** • Années : 1999 – 2002 • Lieu : FRANCE - RUSSIE • Principales caractéristiques du projet : étude scientifique sur la métallogénie du sud de l'Oural et les impacts environnementaux des industries extractives. • Poste : Responsable du module « environnement ». • Activités : Collecte, gestion et cartographie des données environnementales,
- Expert thématique pour la conception des bases de données indiennes (géologie, géochimie,	• Nom de la mission : ***Appui institutionnel au Geological Survey of India*** • Années : 1996 - 1998 • Lieu : INDE • Principales caractéristiques du projet : Mise en place d'un SIG et d'un cadastre Minier pour le

sondages miniers, cadastre minier). - Formation des équipes indiennes à l'utilisation des applications de bases de données. - Conception détaillée de la base de données du Ministère des Mines pour la gestion des obligations environnementales des détenteurs de titres miniers. - Analyse critique des lois minières et environnementales	Service Géologique Indien. • Poste : Expert géologue • Activités : Conception des bases de données géologiques et minières • Nom du projet : ***Appui institutionnel au Ministère des mines du Pérou.*** • Années : 1997 - 1998 • Lieu : PEROU • Principales caractéristiques du projet : Mise en place de bases de données pour la gestion environnementale des activités minières. • Poste : Concepteur Base de données • Activités : Conception de l'architecture de la base de données du Ministère des Mines.

10 Attestation :

Je, soussigné, certifie, en toute conscience, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience. J'accepte que toute déclaration volontairement erronée peut entraîner mon exclusion, ou mon renvoi si j'ai été engagé.

_____ Date : _____

[Signature de l'employé et du représentant habilité du consultant] *Jour/mois/année*

Pierre Chevalier

Né le 9 mars 1967 à Port-Etienne (Mauritanie) Nationalité française Marié, quatre enfants Permis de conduire: A, B, international Mobile, indépendant, techniquement autonome	Adresse: Tél: émail: skype: site: icq#:

COMPÉTENCES

- **Géologie**
  Expérience dans des contextes et âges géologiques variés, de l'Archéen au Quaternaire, des batholites aux bassins sédimentaires en passant par les terrains métamorphiques et volcaniques.
  - Géologie de terrain
  - Cartographie géologique
  - Exploration minière
    *Notamment, participation active à la **découverte** de Kenyasi (devenu depuis Ahafo), **important gisement d'or ghanéen** dans un contexte de zone de cisaillement, district comptant environ 20 millions d'onces d'or de réserves.*
    *Également, participation active à la **redécouverte** de **gisements importants d'amas sulfurés** dans le district d'Ariab, au Soudan, avec un important potentiel en or et métaux de base (cuivre, zinc) , notamment **Hadal Awatib** et **Hassaï Sud** ; ces gisements contribuent aujourd'hui à la pérennité de l'exploitation du district.*
  - Suivi de sondages
  - Géologie structurale

- **Informatique**
  Compétence en informatique, système, développement, maintenance, administration, réseau, SIG, bases de données.
  - Informatique appliquée:
    applications générales et spécifiques à la géologie, Systèmes d'Information Géographique, conception et maintenance de bases de données
  - Développement, programmation
  - Gestion de fichiers, gestion de serveur, maintenance matériel
  - Fondation de GeolLLibre, suite logicielle libre dédiée aux géosciences
  - Compétence sur systèmes unix, particulièrement systèmes GNU/Linux

---

EMPLOIS

Dix-huit ans d'expérience professionnelle, principalement en **géologie de terrain** (**cartographie**, **tectonique**) et en **géologie appliquée** à **l'exploration minière**, à l'**international**. **Création d'entreprise** individuelle de prestations de services en géologie.

- 2008 – 2011: **Géologue Indépendant**, contrats en exploration minière, en bases de données, enseignement, géologie générale
- 2007 – 2008: **Géologue d'exploration**, responsable de la section géologie-exploration de la **mine d'or d'Hassaï**, au Soudan
- Depuis 2006: **Géologue Indépendant**, contrats en géologie appliquée, en enseignement de géologie, interventions en informatique
- 2000 – 2005: **BRGM**, **Service Géologique Régional** de La Réunion
- 1995 – 2000: **BRGM**, **Département Exploration** du Service Minier National (SMN/DEX), Ressources Minérales (REM). **Expatriations** au Chili, Ghana, Mauritanie, missions en Russie, Côte d'Ivoire.
- 1994: Bureau d'études **SITEE** (SIT Eau et Environnement), région parisienne.
- 1993 – 1994: **SNEAP** (Elf-Aquitaine), Pau
- 1990 et 1992 – 1993: **COGEMA** Espagne (CISA) et **COGEMA** Resources Inc., Canada
- 1992: **CPSL** (Centre Polytechnique St-Louis)

FORMATION (BACCALAURÉAT+5 ANS): GÉOLOGIE

Formation de base

- 1989 – 1992: Cycle supérieur (technologie) de l'**IGAL**: Institut Géologique Albert de Lapparent, école d'ingénieur à préparation intégrée reconnue par l'État, faisant partie de la FESIC (Fédération d'Écoles Supérieures d'Ingénieurs et de Cadres)
- 1986 – 1989: Cycle général de l'IGAL (3 ans)
- 1985 – 1986: Biologie Mathématiques Supérieures, lycée Montaigne, Bordeaux
- 1984 – 1985: Terminale C, école Saint-Jean (Lectoure, Gers)

Stages de formation

- 2007: formation aux bonnes pratiques de développement logiciel
- 2003: formation à la gestion et conduite de projets
- 2001: formation base de données topographiques (BD Topo) par l'IGN
- 1996 – 2005: stages de formation BRGM: logiciels SIG (Mapinfo, Arcview, ArcGIS), écrits scientifiques, géophysique
- 1997: Canada, visite de la province d'Abitibi, visite de mines
- 1994: stage d'interprétation de diagraphies différées
- 1984: BRGM Orléans: stage d'été à la lithothèque.

Diplômes

- 1994: **Mémoire de Géologue IGAL**, de fin de cinquième année - *Contexte tectono-sédimentaire de mise en place du front des nappes subbétiques sur le Prébétique de la région de Nerpio*.
- 1991: Certificat de fin de cycle supérieur de l'IGAL
- 1989: Certificat de fin de cycle général de l'IGAL. Soutenance du Mémoire d'Aptitude à la Géologie (IGAL)
- 1985: Baccalauréat C (mathématiques-sciences physiques)

LANGUES

- Français: langue maternelle
- Anglais: courant
- Espagnol: bonnes connaissances pratiques (termes techniques et géologiques)
- Allemand: niveau baccalauréat
- Arabe: notions pratiques rudimentaires

ENSEIGNEMENT/ACTIVITÉ DE FORMATION PROFESSIONNELLE

- 2010: enseignement à l'Université Jean Monnet - Faculté des Sciences et Techniques de Saint-Etienne, Département de Géologie: vacataire, UE Géologie numérique: cours en licence concernant les bases de données, et leur application en géologie.
- 2010-2011: encadrement d'élèves du secondaire, dans le cadre du club informatique du collège N-D de Piétat à Condom
- 2006: encadrement d'élèves de l'IGAL lors d'un camp de terrain (camp de Montbrun), puis lors d'une campagne de terrain (Lherzolites du Col d'Urdach, dans les Pyrénées)
- 2000 – 2005: encadrement et compagnonnage de stagiaires (VSN)
- 1996: compagnonnage sur le logiciel GDM
- 1995 – 2010: encadrement, formation et transferts de compétence aux personnels locaux en géologie, exploration, informatique
- 1992 – 1994: enseignement de Travaux Pratiques de géologie structurale à l'IGAL

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Participations à des **projets** et **conduite de projets**, **expertises** dans les pays suivants: Espagne, Canada, Chili, Ghana, Russie, Côte d'Ivoire, Mauritanie, France, Soudan.

PChGeol, pour la Société des Mines d'Ity, Côte d'Ivoire

Février 2011: assistance à la SMI, production avec **GDM** de **documents techniques** (**plans, coupes, logs**) pour le rapport d'exploration des campagnes de sondages d'exploration 2008-2009. Travail basé sur la base de données précédemment constituée.
Septembre 2010: assistance à la SMI pour la **synthèse de bases de données**, afin que SGS puisse effectuer l'estimation de deux gisements mis en évidence par des campagnes d'exploration menées en 2008-2009.
Mars 2010: mission sur le site de la mine d'Ity.

- **Diagnostic** concernant une zone indurée non prévue dans l'exploitation **Mont-Ity - Flat**. Mise en évidence de **minéralisations primaires** liées aux phénomènes de **skarn** et aux **zones de failles**. **Démonstration** que les minéralisations **aurifères argileuses exploitées** ne correspondent **pas uniquement** à reconcentrations par des phénomènes **supergènes**.
  Conséquemment, mis en évidence d'un **potentiel** en **extension en profondeur** des corps connus et exploités en surface, minéralisés en **or** mais aussi en d'autres métaux comme cuivre, tungstène, molybdène, zinc.
- **Assistance** au personnel de SMI, Cominor-CI et SODEMI pour la **préparation du modèle** des corps minéralisés de Gbeitouo et Walter, mis en évidence par la précédente campagne de sondages d'exploration.

PChGeol, pour Ariab Mining Company, mine d'or de Hassaï, Soudan: Kamoeb, Ganaet

2010: **réparation** de la **base de données d'exploration** d'AMC; puis **entretien** et **maintenance** temporaire de la base: mises à jour, imports de données, vérifications, exports, validations de jeux de données, confrontations de jeux de données, résolution de conflits.

Mars 2009: mission en tant que consultant en **géologie structurale et en exploration minière** pour Ariab Mining Company: étude des gisements de Kamoeb et de Ganaet, d'un point de vue structural. Travaux de terrain, levés structuraux, cartographie structurale, étude microstructurale.

Juin 2009: rapide **audit** de la **base de données d'exploration** d'AMC.

PChGeol, pour Brinsley Enterprises, projet Aberkatieb, Soudan

Mars 2009: mission d'appui sur le terrain dans le secteur d'Aberkatieb, dans les Red Sea Hills, au Nord-Est du Soudan. Projet d'exploration pour or, objectifs en sulfures massifs oxydés et en veines de quartz aurifères. Différents sujets à des stades divers d'exploration, depuis du grass-root jusqu'à une première phase de sondages. Reconnaissances et évaluations d'indices, géologie structurale, métallogénie. Évaluation du permis, recommandations en matière d'**exploration minière**, en particulier pour des objectifs **or** en contexte de **zone de cisaillement,** d'**amas sulfurés oxydés** et pour des objectifs en **métaux de base** en **amas sulfurés**.

PChGeol, pour GéolVin, domaine Chiroulet, Gascogne: étude géologique d'un terroir viticole

Février 2009: lancement d'un projet de compréhension géologique d'un terroir viticole en Gascogne, cartographie géologique, géologie appliquée, travail avec pédologues, viticulteurs et œnologues. Applications industrielles dans un but de production qualitative, et diffusion d'information à destination du grand public. Le 6 juin 2009, animation d'une sortie dans le cadre de l'association GéolVal sur le domaine de Chiroulet, dans le cadre de l'AIPT (Année Internationale de la Planète Terre).

PChGeol, pour le BRGM, service Aménagements et Risques Naturels, Orléans: base de données cavités souterraines

Décembre 2008: mission d'appui à la gestion de la **base de données** cavités souterraines. audit de diagnostic. Il s'agit d'une base de données à l'échelle nationale, hébergée sur un serveur oracle, diffusée sur Internet au moyen d'une base de données PostgreSQL, et nourrie par des intervenants en région travaillant sur des fichiers .mdb, au format access. Un certain nombre d'anomalies ont été constatées, des incohérences. La mission consistait en une compilation de jeux de données, leur analyse, un diagnostic de l'état des différentes sources de données, en tentant de reconstituer un jeu de données unique. Rapport d'intervention, recommandations.

PChGeol, pour Cominor CI, projet Bondoukou, Côte d'Ivoire

Février 2010: mission en tant que consultant, revue des programmes de sondages en début de campagne; concentration sur deux zones, ZA3 et ZA6, en phases d'exploration tactique.

Octobre 2008: mission en tant que consultant d'appui sur le terrain dans le secteur de Bondoukou, à l'est du pays, proche de la frontière ghanéenne, dans le cadre d'un projet d'exploration or dans des terrains birimiens et tarkwaïens,
Formation des équipes locales, en géologie structurale, en métallogénie, apport d'une vision extérieure sur le projet. Recommandations en matière d'**exploration minière**, en particulier pour des objectifs **or** en contexte de **zone de cisaillement**.
Depuis, des sujets intéressants ont été mis en évidence par des campagnes de tranchées et de sondages.

Ariab Mining Company, mine d'or de Hassaï, Soudan

Avril 2007 à juillet 2008: **géologue d'exploration** pour le compte de Cominor, actionnaire de La Mancha, elle-même actionnaire d'AMC (Ariab Mining Company), exploitant depuis 1990 les mines d'or du district d'Hassaï, dans les Red Sea Hills, à l'Est du Soudan, dans les épaulements de la Mer Rouge situés en zone saharienne.
L'exploitation des gisements d'or liés à des oxydations d'amas sulfurés arrive à son terme, contexte délicat de déclin de l'exploitation minière.
Responsabilité de la section exploration et géologie, activité intense d'exploration, reprise d'anciens indices, relance de campagnes de prospection, mise en évidence de potentiel dans le district. **Lancement, suivi et coordination de campagnes d'exploration** par sondages RC (Reverse Circculation), par géochimie sol, et continuation de travaux d'exploration allant de la géochimie sol aux sondages d'évaluation, en passant par la prospection marteau, la cartographie, l'interprétation structurale, l'exploitation de données géophysiques, les tranchées et les décapages. Développement de sujets de types différents de ceux traditionnellement recherchés. Reprise de l'exploration d'**amas sulfurés en contexte volcanique (VMS)** pour métaux de base, par sondages carottés. Mise en évidence de très importants gisements, probablement de taille mondiale.

En parallèle, poursuite au ralenti de l'activité de géologue indépendant, recentrée sur le développement logiciel dédié aux géosciences, lancement d'une **suite logicielle libre en géologie, GeolLLibre**.

PChGeol, pour GEOTER et COFOR/COREIS: Arbus

Contrat de sous-traitance pour GEOTER, dans le cadre d'un projet de route vers Oloron-Sainte-Marie, secteur d'Arbus, pour un tunnel routier. Suivi et levés de sondages de reconnaissances carottés dans des formations argileuses, suivi en temps réel, prélèvement d'échantillons intacts pour essais géotechniques.

PChGeol, pour GEOTER et COFOR/COREIS:Violay

Contrat de sous-traitance pour GEOTER et COFOR/COREIS, dans le cadre du projet de l'autoroute A89 entre Clermont-Ferrand et Lyon, pour des tunnels autoroutiers dans la région de Violay et Tarare, maîtrise d'oeuvre Scetauroute, maîtrise d'ouvrage ASF. Suivi et levés de sondages de reconnaissances carottés, destructifs, à la pelle mécanique, et cartographie de terrain.

Géologue Indépendant

Août 2006: création de **Pierre Chevalier Géologue (PChGeol)**, Entreprise Individuelle, en collaboration avec **mon épouse**, également géologue.

- Contrats de sous-traitance auprès de divers clients (voir plus haut).
- Participation avec **GéolVal** à la rédaction d'un livret-guide concernant la Route Géologique Trans Pyrénéenne, itinéraire de découverte de la géologie des Pyrénées en Vallée d'Aspe.
- Intervention pour l'**IGAL**, devenu **Département des Géosciences** de l'**Institut Polytechnique LaSalle Beauvais**: encadrement d'élèves de 1,4 et 5 ème année sur le terrain, dans les Alpes de Haute-Provence et dans les Pyrénées.
- Interventions en informatique, spécialité dans les Logiciels Libres en général, et GNU/Linux en particulier.

BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières)

- **Service Public** en Région
  2000 – 2005: **géologue régional - informaticien** au **Service Géologique Régional** de La Réunion, chef de projets.
  - 2005: **modélisation géologique 3D** du massif de La Montagne pour un projet de tram-train: **levés de terrain**, **cartographie géologique**, préparation de la modélisation.
  - 2004 – 2005: **suivi de sondages** et **cartographie géologique** concernant le projet souterrain de basculement des eaux. **Cartographie détaillée au 1/5 000**, levés de sondages verticaux et horizontaux.
  - 2003 – 2004: **cartographie géologique des cirques de Salazie et de Mafate à l'échelle 1/10 000**, dans le cadre du projet de recherche MVTerre, concernant les mouvements de terrain de grande ampleur dans les cirques et les grandes ravines à La Réunion.
  - 2000 – 2005: responsable régional de la **Banque de données du Sous-Sol** (BSS).
  - 2000 à 2003: **responsable informatique** du SGR, **gestion de données SIG,** gestion de parc, **administration réseau**.
  - 2001 et 2003: missions à **Madagascar**, **évaluation géologique et structurale** de **carrières** de matériaux en vue de leur exploitation pour granulats routiers.
  - 2002: galerie d'amenée d'eau de Bellepierre à Saint-Denis: intervention ponctuelle pour une **analyse de risques géologiques** suite à un éboulement.
  - 2001 et 2002: phases 1 et 2 du projet **cartographie de l'aléa "érosion des sols"** à La Réunion: caractérisation et cartographie (1/100 000 à 1/50 000) des phénomènes érosifs et de l'aléa érosion. Importants travaux en **SIG, traitements multi-critères**.
  - 2001: participation au **Schéma Départemental des Carrières** de La Réunion, rendus cartographiques.
  - 2000: **étude géologique** ponctuelle dans une galerie d'amenée d'eau du chantier de basculement des eaux: **levés géologiques et structuraux**, prélèvement d'échantillons pour détection d'amiante.
  - 2000: **cartographie au 1/100 000** des **aléas naturels** à La Réunion, **traitements SIG multicritères**.
  - 2000: délimitation des **bassins versants** de l'île de La Réunion et hiérarchisation du réseau hydrographique, traitements **SIG**.

- **Exploration Minière**
  1995 à 2000: **géologue d'exploration** au Département Exploration du Service Minier National (BRGM/SMN/DEX), devenu département des Ressources Minérales (REM).
  - Octobre 1998 à Mai 2000: **Mauritanie, Tasiast**: r**esponsable sur site** du projet d'**exploration or** dans des formations archéennes de fer rubanées, en troisième et quatrième phases de **sondages carottés** orientés et **percutants**. Suivi et levé de sondages, **levés structuraux** sur carottes orientées par BTV (avec mise au point d'une méthode spécifique pour les roches magnétiques), levés structuraux en tranchées, **cartographie géologique**, **étude structurale**, **modélisation** de l'enveloppe du gisement sur coupes sériées, puis travail avec le modélisateur. Modélisation détaillée d'une zone à hautes teneurs, structuralement complexe.
  - Juillet 1998: **Côte d'Ivoire**, région d'Ity, pour la Société des Mines d'Ity: mission d'expertise en **géologie structurale** en binôme avec un expert en métallogénie, sur des sujets périphériques à la **mine d'or d'Ity**, dans un contexte de terrains birrimiens déformés.
  - Février 1998: **Russie, Sud Oural**: mission dans le cadre du projet européen TACIS, visant à aider à la rationalisation du secteur minier russe. **Transferts de technologie** dans le domaine de l'informatique appliquée aux données minières, collaboration technique avec les équipes russes de l'Institut Minéralogique de Miass, appliquée aux gisements d'amas sulfurés du Sud Oural.
  - Juin 1997 à octobre 1998: BRGM Orléans: participation à divers projets, essentiellement en **informatique appliquée** à l'**exploration** ou à la **géologie minière, constitution de SIGs**: SIG des gisements de Russie, projet SIG Andes, synthèses informatiques de projets d'exploration vivants (projets LaSource au Soudan, Kenya, Turquie, Mauritanie, Erythrée, Grèce, Kazakhstan).
  - Mai 1997 à juin 1997: **Ghana**, projet **Kenyasi**, **exploration minière pour or**: seconde phase de sondages de délimitation, **responsable sur site**.
  - Novembre 1996 à avril 1997: **Ghana**, projet **Kenyasi**: projet d'**exploration minière pour or** en contexte de zone de cisaillement dans des terrains birrimiens, en première phase de **sondages, responsable sur site**. Mise en évidence de la présence d'un **gisement majeur** (en 2008, ce gisement, exploité par Newmont, comprend **28 Moz** de réserves d'or).
  - Août 1996 à octobre 1996: **Ghana**, projet **Subenso** pour Bonsu Gold Holdings: projet d'**exploration minière pour or**, en première phase de **tranchées**.
  - Janvier 1996 à juillet 1996: **Ghana**, projet **Yamfo** pour Bonsu Gold Holdings (association LaSource - Gencor): projet d'**exploration minière** sur un gisement d'**or** en contexte de zone de cisaillement dans des terrains **birrimiens**, en seconde phase de sondages (délimitation).
  - Janvier à novembre 1995: Projet **Chili**, X° région Sud: **inventaire** de ressources minières du Sud de la dixième région, en coopération avec le SERNAGEOMIN (Service géologique chilien). Mission de **cartographie géologique héliportée**, et exploration stratégique régionale; missions ponctuelles sur des problèmes structuraux. **Levés et production de cartes géologiques** au 1/250 000 et au 1/100 000.

COGEMA (COmpagnie GÉnérale des MAtières nucléaires)

- 1992 – 1993: VSN avec COGEMA Resources Inc., Canada.
  Mai à Novembre 1992: Cordillère Canadienne, Colombie Britannique: campagne d'**exploration régionale**, projet Or Nechako: prospection, **cartographie**, étude structurale.
  - Novembre 1992 à juin 1993: **Bassin Athabasca, Nord Saskatchewan**: campagne hivernale de **forages d'exploration**, projet Uranium Waterfound River. Implantation de sondages, levés de carottes, diagraphies (neutron et gamma), étude structurale, traitement des données, interprétation géologique et géochimique.
  - Juin à juillet 1993: Synthèse de données d'**exploration** Uranium de la structure de Carswell, Ouest Athabasca.
- Mars à mai 1990: COGEMA Espagne (CISA)
  Asturies occidentales (Espagne septentrionale): **cartographie géologique détaillée**, prospection et levés d'indices d'or, évaluation de deux permis d'exploration.

SITEE (SIT Eau et Environnement): Bureau d'Études

1994: **ingénieur géologue - chargé d'études**: réalisations d'études d'impacts de carrières, installations classées et projets d'aménagements. Environnement, géologie, hydrogéologie.

Elf-Aquitaine

- 1989: SNEAP Pau, stage de 2 mois: **étude structurale** à partir d'observations sur carottes et diagraphies orientées (SHDT, FMS et BHTV), sur un puits en Mer du Nord, utilisation et évaluation du logiciel Diamage.
- 1993 – 1994: EAP Pau, contrat de 2 mois, détaché de l'IGAL: **synthèse de données** en Mer du Nord, digitalisation et constitution de **base de données cartographique** avec logiciels Petrosystems et Sierra, préparation pour modélisation 3D.

CPSL (Centre Polytechnique St-Louis)

1992: **informaticien / programmeur** au CPSL (regroupement de 6 écoles/sociétés), Paris.

BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières) île de France

Janvier à Mars 1991: BRGM Paris, stage de 2 mois, projet Eole: suivi **géotechnique et géologique** d'un chantier souterrain (gare du Nord-Est): **levés géologiques**, mesures et essais in situ.

IGAL (Institut Géologique Albert de Lapparent)

- 1989: mission de **cartographie** du bassin néogène de Puerto Lombreras, Cordillères Bétiques Internes, Espagne: cartographie géologique, interprétation de photographies aériennes.
- 1986 – 1992: Cordillères Bétiques Externes, Espagne méridionale
  Quatre campagnes de terrain (total de 5 mois) comprenant une étude géologique complète (**cartographie détaillée**, interprétation de **photographies aériennes**, **études structurales/microstructurales**, paléotectoniques, sédimentologiques), bibliographie, synthèse de données et rapports, **deux mémoires**.
- Lucanie, Italie méridionale
  Campagne de **cartographie** dans les Apennins méridionaux, études géologique, paléotectonique et sédimentologique (1.5 mois).
- France: études régionales
  Campagnes de terrain en contexte sédimentaire et métamorphique, excursions: Alpes de Haute-Provence, Baronnies (Sud-Est de la France), Berry-Limousin, pays de Léon (Bretagne), Cotentin, Bassin Parisien, Pyrénées (total de 6 mois).

INFORMATIQUE

Utilisation quotidienne **d'outils géographiques**, conception, réalisation et maintien de **bases de données** et de **systèmes d'information géographique**.
Conception et programmation d'applications géologiques professionnelles (microtectonique, diagraphies, utilitaires divers).
Programmation courante d'applications sous GNU/Linux, MS-Windows, écriture de scripts, développements occasionnels en PHP, Perl, Java, en environnements Windows, GNU/Linux et Mac OS X.
Expérience d'**entretien de parcs d'ordinateurs** PC, de maintenance de **réseau** local, de **gestion de serveur** sous Windows NT 4.0 Serveur.
Maîtrise des **systèmes Linux** (toutes distributions), MS-Dos/Windows 3.x, 9x, NT 4, NT2000, HP-UX, Mac OS X.

Utilisation fréquente de la plupart des logiciels courants, bonne expérience avec:

- Programmes généraux: open office, excel, access, dBase, foxpro, winword, powerpoint, mapinfo, arcview, arcgis, qgis, grass, autocad, surfer, inkscape, gimp, etc.
- Applications spécifiques à la géologie
  - TecTri: logiciel d'aide à l'analyse structurale de populations de failles hétérogènes (développement personnel)
  - GDM: logiciel géologique et géostatistique (BRGM)
  - Sermine: logiciel géologique et géostatistique (COGEMA)
  - Diamage: programme d'analyse de données images de diagraphies (Elf)
  - Integral+: base de données géologique et géophysique (Petrosystems)
  - Sierra
  - Techbase
- Bases de données: maintenance de bases SQL en général, en particulier PostgreSQL, avec extension spatiale postGIS
- Langages de programmation: **Python**, **Rebol**, Basic (QuickBasic, Visual Basic), Java, C, C++

DIVERS

Mécanique: moteurs d'avion, mécanique générale automobile. Électricité, bricolage. Collection minéralogique.
Voyages (ai résidé/visité Mauritanie, Sénégal, Algérie, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Canada, Seychelles, Chili, Ghana, Russie, Côte d'Ivoire, Madagascar, Maurice, Argentine, Soudan), randonnées montagnardes, natation, plongée, cyclisme, pilotage 4x4, moto, musique (guitare), orpaillage.
Informatique: développement, système, logiciels libres, ex-membre de l'association GRAL, Groupe d'Utilisateurs de Linux réunionnais, membre de l'association Euskalug, Groupe d'Utilisateurs de Logiciels Libres en Pays Basque Nord, et membre des GNUsquetaires, Groupe d'Utilisateurs de Logiciels Libres dans le Gers. Membre fondateur d'Abistodegnux, association d'utilisateurs de Logiciels Libres à Condom, dans le Gers.
Membre de l'association GeolVal, géologie pyrénéenne.

TRAVAUX ET PUBLICATIONS

- Chevalier P. (2011) - Aberkateib Block # 5 concession: mining exploration potential. Rapport PChGeol 2011-1 pour Brinsley
- Chevalier P. (2010) - Rapport de mission pour la SMI dans la région d'Ity, Côte d'Ivoire, mars 2010. Rapport PChGeol 2010-6 pour SMI
- Chevalier P. (2010) - Mémorandum concernant le permis d'exploration Toulépleu. Rapport PChGeol 2010-5 pour SMI
- Chevalier P. (2010) - Compte-rendu de mission pour la SMI dans la région d'Ity, Côte d'Ivoire, mars 2010. Rapport PChGeol 2010-4 pour SMI
- Chevalier P. (2010) - Memorandum concernant la zone « Flat », mission pour SMI sur la zone d'Ity, Côte d'Ivoire, mars 2010. Rapport PChGeol 2010-3 pour SMI
- Chevalier P. (2010) - Compte-rendu de mission pour COMINOR CI sur le permis Bondoukou, Côte d'Ivoire, février-mars 2010. Rapport PChGeol 2010-2 pour Cominor Côte d'Ivoire
- Chevalier P. (2010) - Projet Bondoukou: propositions techniques pour l'exploration de l'anomalie centrale de ZA6, zone Songori. Rapport PChGeol 2010-1 pour Cominor Côte d'Ivoire
- Chevalier P. (2009) - Mission for Ariab Mining Company: repair exploration database, and training in structural geology. Rapport PChGeol 2009-10 pour AMC
- Chevalier P. & Moyen J.F. (2009) - Field mission for Brinsley in Aberkatieb area, Red Sea Hills, North-East Sudan, support for mining exploration: focus on targets related to ultramafics, shear zones, and short-term targets. Rapport PChGeol 2009-9 pour Brinsley
- Chevalier P. (2009) - Estimation of Aberkatieb target gold contents at surface and subsurface. Rapport PChGeol 2009-8 pour Brinsley
- Chevalier P. (2009) - Ariab Mining Company exploration database: audit. Rapport PChGeol 2009-7 pour AMC
- Chevalier P. (2009) - Field mission for Ariab Mining Company in Hassaï area, Red Sea Hills, North-East Sudan: Kamoeb and Ganaet structural studies. Rapport PChGeol 2009-5 pour AMC
- Chevalier P. (2009) - Field mission for Brinsley in Aberkatieb area, Red Sea Hills, North-East Sudan: support for mining exploration. Mission report. Rapport PChGeol 2009-4 pour Brinsley
- Chevalier P. (2009) - Field mission for Ariab Mining Company in Hassaï area, Red Sea Hills, North-East Sudan: structural study on Kamoeb and Ganaet targets - Preliminary report. Rapport PChGeol 2009-3 pour AMC
- Chevalier P. (2009) - Field mission for Brinsley in Eikwan area, Red Sea Hills, North-East Sudan: support for mining exploration. Preliminary report. Rapport PChGeol 2009-2 pour Brinsley
- Chevalier P. (2009) - GéolVin. Réunion de travail n°1: réunion de lancement. Rapport PChGeol 2009-1 pour Chiroulet
- Chevalier P. (2009) - BD cavités – rapport d'intervention: audit, diagnostic. Rapport PChGeol 2008-2 pour le BRGM
- Chevalier P. (2008) - Compte-rendu de mission pour COMINOR CI sur le permis Bondoukou, Côte d'Ivoire, octobre 2008. Rapport PChGeol 2008-01 pour Cominor Côte d'Ivoire
- Chevalier P. (2008) - AMC geology and exploration activity, April 2007 to July 2008.
- Chevalier P., Abu Fatima M., Younis M.O. (2007) – AMC exploration monthly reports, April 2007 to June 2008
- Chevalier P., Leveau F, Coret X. (2006) - A 89 est – Balbigny / la Tour de Salvagny - Reconnaissances géologiques et géotechniques par sondages - Suivi géologique des sondages têtes ouest et est du Tunnel de Violay. - Rapport Geoter GTR/COR/0906-318Av1
- Chevalier P., Cruchet M. (2005) - Reconnaissances géologiques du secteur du plateau de Bois de Pomme (Cirque de Salazie) - Appui à la maîtrise d'œuvre du chantier du transfert des eaux à La Réunion. Rapport BRGM RC-53879-FR
- Chevalier P., Courrioux G., Cruchet M., Antemi E., Fontanet C. (2005) - Étude géologique et hydrogéologique préliminaire du secteur compris entre Saint-Denis et La Possession - Rapport d'avancement. Rapport BRGM/RP-53744-FR
- Chevalier P. (2003) - Cartographie géologique au 1/10 000 du Cirque de Salazie - rapport d'avancement. Rapport BRGM/RP-52681-FR, 52 p., 38 fig., 1 tab., 1 ann.
- Chevalier P., Arnaud L. et Rançon J.-Ph, coll. Rakotondrazafy M. F. (2003) - Etude géologique de trois carrières au long de la RN 5A reliant Sambava à Antalaha. Rapport BRGM/RC-52573-FR, 28 p., 13 figures, 1 annexe.
- Chevalier P., De La Torre Y., Hébert A. et Kaufmant T., coll. Chabalier P-F. (2002) - Cartographie de l'aléa "érosion des sols" à la Réunion – Phase 2 : Caractérisation et cartographie (1/100 000 à 1/50 000) de l'aléa érosion. Rapport BRGM RP-52031-FR 2002 SGR/REU 22, 67 p., 51 fig., 7 tab., 3 ann.
- Chevalier P. (2002) - Aménagement des berges de la Rivière d'Abord. Évaluation des risques géologiques. Compte-rendu de la visite préliminaire du 25 juillet 2002.
- Chevalier P. (2002) - Galerie d'amenée d'eau de Bellepierre. Évaluation des risques géologiques suite à un éboulement en falaise. Rapport BRGM/RC-51802-FR, 2002 SGR/REU 13, 13 p., 8 figures.
- Cruchet M, Chevalier P.(2002) - Eboulement et embâcle en mars 2002 dans le lit de la rivière des Pluies au lieu-dit «Grand Eboulis». Analyse des phénomènes et évaluation des risques. Rapport BRGM/RC-51755-FR 2002 SGR/REU 11, 15 p., 2 fig., 3 ann.
- Chevalier P., Hébert A., KAUFMANT T., MOYEN J.-F. (2001) - Cartographie de l'aléa "érosion des sols" à La Réunion - Phase 1 : caractérisation et cartographie (1/100 000 à 1/50 000) des phénomènes érosifs. Rapport BRGM RP-51236-FR - 2001 SGR/REU 27, 80 p, 51 figs., 6 tab., 1 annexe.
- Chevalier P., Bouchut J. - étude géologique et structurale de la carrière d'Ampanana (RN1 bis). Rapport BRGM/RC-51024-FR - 2001 BRGM MADAGASCAR, 16 p., 5 annexes.
- Chevalier P. et Rançon J.-Ph, coll. Tegyey M. (2001) – Recherche de la présence éventuelle d'amiante dans la galerie "Salazie Aval" du transfert des eaux, île de La Réunion. Rapport BRGM/RC-50721-FR - 2001 SGR/REU 04, 26 p., 7 figures, 3 annexes.
- Chevalier P. (2000) – Evaluation de la sensibilité des bassins versants de l'île de La Réunion vis à vis des facteurs de dégradation du milieu - Phase 1 : délimitation des bassins versants et hiérarchisation du réseau hydrographique. Rapport BRGM / RP-50611-FR - 2000 SGR/REU 41, 19 p., 14 figs., 2 annexes hors texte.
- Chevalier P., coll. R. Bosc, E. Degay, A. Marot (2000) - LaSource Mauritanie - permis Tasiast. Evaluation de la Ceinture d'Aouéouat et exploration régionale - Avancement des travaux de phase 4 (1999 - 2000)
- Chevalier P. (1999) - Synthèse structurale de la "Zone Piment". Note Technique SMN/REM n° 99/053
- Marot A., Chevalier P. (BRGM), Ph. Cortial, G. Caïa (LaSource) (1999) - LaSource Mauritanie - permis Tasiast - évaluation de la branche est et exploration régionale - avancement des travaux de phase 3 (1998 - 1999). Note TechniqueSMN/REM n° 99/053
- Billa M. Chevalier P., coll. Jolly J., Eulry M., Crastes T. (1998) - Rapport préliminaire de mission : Mission Ity de M.Billa et P.Chevalier en Juillet 1998 : Calage des minéralisations aurifères et guides de prospection pour de nouveaux objectifs

- Rogari A. with the coll. of Chevalier P., Brohan M., Collins J., Twum E., Marcoux E., Le Brun S. (1997) -Kenyase Prospecting Licence (Ghana), Ntotoroso grid. Report on the Phase 2 outline drilling programme. BRGM Report /LaSource
- Chevalier P., coll. M. Brohan, J. Collins, E. Twum, E. Le Goff, E. Marcoux (1997) - Kenyase Prospecting Licence (Ghana), Ntotoroso Grid Report on the Phase 1 Drilling Programme. BRGM Report N2455
- Chevalier P. (1996) - Subenso project Geomorphology, tropical weathering and its implications on exploration geochemistry on Subenso project. GENCOR annual exploration meeting.
- SERNAGEOMIN - BRGM (1995) - Proyecto Carta metalogénica de la parte Centro-Sur de la Décima Región (Chile) SERNAGEOMIN (SERvicio NAcional de GEOlogía y MINería) - BRGM
- SITEE (1994) - Sablières Capoulade - demande d'extension, de renouvellement et de modification de la remise en état d'une carrière au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Exploitation de sables et graviers alluvionnaires. Commune de Congis-sur-Thérouanne, département de la Seine et Marne.
- SITEE (1994) - Dossier de demande Exploitation de sables et graviers alluvionnaires S.A. Roncari BTP Carriere De Heiltz-Le-Maurupt
- SITEE (1994) - Etude d'impact, exploitation de sables et graviers alluvionnaires. Commune d'Heiltz le Maurupt, département de la Marne, S.A. Roncari BTP, dossier de demande
- SITEE (1994) - Dossier de demande d'autorisation d'ouverture d'une carrière au titre des installations classées pour la protection de l'environnement et au titre de la loi sur l'eau. Commune de Carrières-sous-Poissy, département des Yvelines, exploitation de sables et graviers
- SITEE (1994) - Étude d'Impact, annexe à la demande de permis d'exploitation et de réamenagement de carrière au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Commune de Carrières-sous-Poissy, département des Yvelines, exploitation de sables et graviers
- SITEE (1994) - Dossier de demande de permis d'exploitation et de réamenagement d'une carrière au titre de l'article 109 du code minier. Commune de Champagne-sur-Oise, Département du Val d'Oise, exploitation de sables et graviers
- SITEE (1994) - Étude d'Impact, annexe n°8 à la demande de permis d'exploitation de carrière au titre de l'article 109 du code minier titre III du décret du 21 février 1972 modifié par les décrets du 14 avril 1981 et du 23 avril 1985. Commune de Champagne-sur-Oise, département du Val d'Oise, exploitation de sables et graviers
- SITEE (1994) - demande d'autorisation provisoire de mise en service d'un centre de tri de déchets au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, étude d'impact. Commune de Triel-sur-Seine, Département des Yvelines
- SITEE (1994) - Corning facility - Châteauroux. Compte-rendu d'audit environnemental
- SITEE (1994) - étude d'impact du projet de tracé du TGV SE, tronçons 60 à 120: étude géologique, structurale et hydrogéologique
- Chevalier P. (1993) - Waterfound River Project: 1993 activities and results; structural study
- Chevalier P. (1990) - Cartographie des P.I. (permis d'investigation) Antonia et Raquel (Asturies, Espagne). Rapport COGEMA
- Chevalier P. (1989) - Différentes méthodes d'approche de l'analyse de la fracturation à partir de données de puits. Rapport SNEAP
- Chevalier P. (1994) - Mémoire de Géologue IGAL: Contexte tectono-sédimentaire de mise en place du front des nappes subbétiques.
- Montenat C., Chevalier P., Frobert L. (1994) - Evolution tectono-sédimentaire miocène au front des nappes subbétiques (région de Nerpio - Espagne). Communication R.C.M.N.S. Interim Colloquium - Rabat 1994 : "neogene basin evolution and tectonics in the mediterranean area"
- Chevalier P. (1991) - Présentation à la Société Géologique de France, lors d'une séance spécialisée "Les Failles", de TecTri, un programme d'assistance informatique au traitement de populations de failles par utilisation simultanée de différentes méthodes.

  Depuis, évolution de TecTri, développement de la version sous MS-Windows, commercialisation. Utilisation régulière dans mon cadre professionnel (COGEMA: étude structurale sur affleurements dans les Asturies, étude structurale sur sondages au Canada, BRGM: étude structurale au Chili, études structurales de gisements (Kenyasi, Ity, Tasiast, Réunion, Kamoeb, Ganaet). Libération du code source de TecTri,qui devient une brique fondatrice de GeolLlibre, suite logicielle libre dédiée aux géosciences.

- Chevalier P. (1989): Mémoire d'Aptitude à la Géologie: étude sédimentologique et tectonique du prébétique de la région de Nerpio et Pedro Andres, au long du front subbétique. (80 p.)

Géologue Sénior

Ingénieur environnement

Pierre GIBERT

Profil de compétence

DOMAINES DE COMPETENCES

- Géologue minier métallogéniste ceintures vertes
- Bonne connaissance et reconnaissance du milieu minier et géologique guyanais et Malien
- Direction et gestion de projets : forage miniers, extraction minière, dépollution,
- Maîtrise d'ouvrage et d'œuvre en dépollution de grands sites industriels
- Connaissance et mise en pratique du RGIE, études géotechniques digues et talus
- Etudes réglementaires : mines, ICPE 2720, 2515, pollution, déchets sites chimiques, etc.
- Réalisation de dossiers et relations auprès des organismes de contrôle (DEAL)
- Management d'équipes (études, techniciens) et de sous-traitants
- Initiateur d'essais de reforestation poly-espèces d'exploitations minières

DOMAINES D'APPLICATION

- Carrières, Mines, Chimie, Gaz, Nucléaire,

INFORMATIQUE

- Office, suite Corel Draw, Mapinfo notions Autocad,

FORMATION

1993 Master ENGEES : Eau potable, Assainissement, Dépollution, Hydrogéologie (Strasbourg)
1990 Doctorat d'Université en Géologie Minière, métallogénie & Géochimie (UPS Toulouse / CNRS 67)

LANGUES

Anglais et Espagnol
Portugais: en cours d'apprentissage

HABILITATIONS / STAGES

Prospection géochimique en milieu tropical (BRGM 1998)

Directeur Technique des Travaux Industrie extractive

Qualité Sûreté EDF Nucléaire

Expérience professionnelle
Principaux projets et missions

2008 à → géologue, Ing. Administratif et Technique, directeur technique des travaux. Guyane

Directeur Technique des Travaux : mise aux normes (RGIE) des sites miniers, plans d'exploitation, supervision règlementaire du pilote d'un nouveau procédé chimique d'extraction de l'or. Sécurisation des digues des bassins de rejets miniers.

Géologue sénior en support des géologues des sites, encadrement de 4 stagiaires, Campagne de 410 sondages RC

Responsable administratif dossiers ICPE, dossier d'autorisation d'exploiter (AOTM), DSS, Dossiers de prescription, RGIE (Règlement Général de l'Industrie Extractive), relations DEAL et ONF. Gestion de bureaux d'études spécialisés[1]. 3 dossiers ICPE et 3 dossiers d'ouverture de travaux miniers.

2006 - 2008 Maîtrise d'Ouvrage déléguée, Superviseur travaux

Sur centre de recherches ARCHEMIS / SANOFI – AVENTIS de Décines (69)

Gestion de projet, Supervision des opérations de déconstruction et dépollution du centre de production et recherches chimiques Seveso de Rhône Poulenc (10 ha, 45700 m^2 SHON à déconstruire, 200 000 tonnes de matériaux évacuées, 316 sondages 7 et 14 m, 250 000 analyses, gestion budget de déconstruction / dépollution de **18** Millions d'Euros.

Analyses financières prospectives des travaux, budgets, validation des coûts des travaux.
Reporting et plannings des travaux, Dossiers Consultation Entreprises, analyse des offres,
Coordination Bureaux d'Etudes et co-activité des entreprises de travaux [2]
Contrôle de l'application des règles HSE des entreprises intervenantes,
Réception des travaux, dossiers de recollement pour DREAL 69
Gestion au quotidien des relations de voisinnage du chantier (mairie, associations, particuliers)

2004 - 2006 France / Maroc

Maroc : Mission de conseil

Maroc : Etude technico économique d'ouverture d'une carrière de granulats de 500 000 t / an à proximité du nouveau port de Tanger. Certification du gisement, recherches et dimensionnement des équipements.

Ingénieur Dépollution (Véolia propreté)

---

[1] GéoplusEnvironnement, Biotope, Hydréco, Téthys, CETE Apave, INERIS
[2] BE : ERM, Environ, Socotec, APAVE. Entreprises : Cardem démolition (Vinci), Sita Rémédiation (Suez), Valgo, Perrier TP (Colas), SGC fondations spéciales, Guintoli, Fondasol, Géotec, Eco Terra, Egsol, entreprises de décontamination laboratoires (MSE, Créakem, Dicop, Sécuritair, TNE, etc..).

Site AZF -Toulouse

- **Montage et mise au point de l'unité expérimentale RAMSOL** de dépollution de terre et de béton par attrition et lavage. Mise en place du traitement d'eau de lavage polluée.

Responsable Projet - EMC Toulouse

Auprès d'un groupement d'entreprises régionales - Toulouse

- Enquêtes et Etudes secteur DIB et DIS.
- Etudes d'assainissement Non Collectif, traitement de boues contaminées (légionelles)
- Techniques mécaniques et électrochimiques de dépollution (mercure).

2002 - 2004 Chargé d'Affaires, R&D et chantiers – PETVD

Chantiers de Dépollution (HAP, Cr, As) et Décontamination (légionelles en centrales nucléaires)

- Maîtrise d'œuvre dépollution sur site gazier (GDF)
- Traitement de boues contaminées par des légionelles et amibes en centrales nucléaires
- Etudes de chantiers de dépollution : Dossiers ICPE, ESR
- Caractérisation et traitement des déchets, suivi de la pollution de nappes phréatiques
- Prospection et suivi de Clients Grands Comptes

1994 - 2001 Géologue / Responsable Environnement – C.M.E Guyane

Exploitation Minière

- Exploration minière en forêt amazonienne
- Mise en exploitation de mines, modernisation de la production
- Montage des dossiers PEX, études réglementaires et d'impacts
- Modernisation du laboratoire (Hg : récupération électrolytique, concentrateurs à contre pression, désorption thermique sous atmosphère contrôlée)

1993 - 1994 Ingénieur Chantier Dépollution Véolia / Angers

- Etude, réalisation, mise en œuvre opérationnelle et exploitation sur site GDF d'une unité mobile novatrice en dépollution d'eau, gestion des déchets.
- Relationnel client, sous traitants, district urbain. Fin de chantier

1990 - 1992 Ingénieur de Production Géologue– Mines d'Or de Rouez

- **Supervision des sondages RC**, cubage de réserves, topographie,
- **Direction des 2 carrières**, management d'équipes de 15 personnes
- Conception et réalisation de lagunes type CSDU pour déchets de lixiviation (cyanuration).
- Contrôle et communication environnemental (eau, air, cyanure)., Remise en état de la mine

1985 - 1990 Géologue Hydrogéologue Pyrénées et Mali

- Exploration, direction d'équipes, cartographie, échantillonnage, géochimie, sondages, sur les gisements de Loulo et WIli Wili au Mali
- Prospection, sondages, étude de la genèse des minéralisations (Au, W, Sn) : modélisation, géochimie. Nouveaux guides de prospection.
- forages d'eau et équipement de puits en Afrique. (BRGM, BURGEAP, FORACO).

Greffe du Tribunal de Commerce d'AIX EN PROVENCE
HOTEL D'ESPAGNET
38 COU MIRABEAU
CS 70791
13625 AIX EN PROVENCE CEDEX 1

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

au 12 Mars 2014

IDENTIFICATION

Dénomination sociale	MERIDION
Numéro d'immatriculation	431 872 464 R.C.S. AIX EN PROVENCE
Date d'immatriculation	10/10/2008

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA PERSONNE MORALE

Immatriculé au Greffe de	MANOSQUE
Adresse du siège	les Couiroues 04410 Puimoisson
Forme juridique	Société à responsabilité limitée
Transfert du	R.C.S. de DIGNE TGI
Dépôt d'actes de transfert	N° 7234 du 14/11/2008

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL ET A L'ACTIVITE

Adresse de l'établissement principal	route de Gréasque 13105 Mimet
Activités exercées dans l'établissement	Le conseil les études la formation le courtage en France et à l'étranger dans le domaine de l'environnement de la géologie marine les excursions touristiques géologiques ainsi que les activités et les matériaux annexes
Date de début d'activité	01/01/2008
Origine du fonds ou de l'activité	Transfert d'établissement (origine hors ressort)
	Transfert d'établissement (origine hors ressort) de 04410 PUIMOISSON - Les couiroues à 13015 MIMET route de Gréasque à compter du 01.01.2008.
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Le Greffier

FIN DE L'EXTRAIT

LA DIOTE – 755, ROUTE DE GREASQUE – 13 105 MIMET FRANCE - **Téi: 04 42 58 80 05– Fax 04 42 58 80 07**

- Formation : Ingénieur Polytech Grenoble
  Diplômé de géotechnique
  Maîtrise de géophysique - IRIGM
  Licence de géologie – Inst. Dolomieu
  Préparation DU de Gemmologue – Univ. C.Bernard – Lyon
  Habilitation électrique H1V B1V
  Postulant UCECAAP

- Domaines particuliers de compétence : **Gros Œuvre Bâtiment :**

  Pathologie et réparation des ouvrages et des fondations en relation avec les mouvements du sol
  Eaux souterraines et infiltrations
  Prévention et gestion des risques naturels menaçant un ouvrage

  Génie civil :

  Pathologie des chaussées, talus, plateformes, soutènements, ancrages, etc.
  Stabilisation des fronts rocheux, des glissements de terrain, réparation des ouvrages
  Prévention et gestion des risques naturels
  - ***Interventions en sites escarpés ou exposés***

- Expériences Professionnelles : MERIDION (depuis 1999)
  Région PACA, Languedoc, Pyrénées
  Suisse, Algérie, Égypte, Gabon, Ouganda, Oman
  Gérant, Géologue Ingénieur Géotechnicien
  Etudes, diagnostics, maîtrise d'œuvre, expertises

  SOCODIS (1995-1999) - Lyon - **Turquie - Maroc**
  Ingénieur géologue - responsable production
  Industrie minérale

  CARA - BET ANGELI BET SFRM (1992-1995)
  Régions Aquitaine et Rhône-Alpes
  Géologue Ingénieur Géotechnicien –
  Responsable prévention des risques naturels auprès des communes et des élus
  Maîtrise d'œuvre de barrage de retenue collinaire
  Caractérisation de sites destinés au stockage de déchets ultimes.

Secteur d'intervention : **Toutes latitudes, toutes altitudes, vaccin Fièvre jaune, hépatite B, et autres.**

Autre : : **Secrétaire de APRES BTP, membre du GRECA, membre fondateur de Aurisphère**

Greffe du Tribunal de Commerce de BLOIS
15 RUE DU PERE BROTTIER
BP 1818 41018 BLOIS

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

au 07 Avril 2014

IDENTIFICATION

Dénomination sociale	MINIER HOLDING
Numéro d'immatriculation	596 820 175 R.C.S. BLOIS
Date d'immatriculation	02/04/1968

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA PERSONNE MORALE

Adresse du siège	le Moulin de Varennes 41100 Naveil
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Capital	400 000,00 Euros
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre
Durée de la personne morale	Jusqu'au 30/09/2062
Dépôt d'actes constitutifs	N° 41 du 26/02/1968
Journal d'annonces légales	La nouvelle république du centre ouest (édition Loir et Cher) du 11/03/1968 CGTC TOURS LE 14.11.63 ESPOIR CENTRE ECLAIR DU 23.11.63

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE

Président

Nom / Prénoms	MINIER Francis Felix Kleber
Date et lieu de naissance	Le 03/06/1945 à LUNAY (41)
Nationalité	Française
Demeurant	les Sapins de Varennes 41100 Naveil

Directeur général

Nom / Prénoms	MINIER Philippe Marcel Simon
Date et lieu de naissance	Le 28/09/1948 à LUNAY (41)
Nationalité	Française
Demeurant	Villepoupin 41100 Villiers-sur-Loir

Directeur général délégué

Nom / Prénoms	BONSERGENT Denis Elie
Date et lieu de naissance	Le 16/09/1970 à ANGERS (49)
Nationalité	Française
Demeurant	La Croix 72380 Souille

Directeur général délégué

Nom / Prénoms	MINIER Bertrand Paul Pierre
Date et lieu de naissance	Le 11/10/1972 à VENDOME (41)
Nationalité	Française
Demeurant	le Prieuré de Longpré 41310 Saint-Amand Longpre

Responsable

Nom / Prénoms	HUET Laurine
Nom d'usage	FOUREL
Date et lieu de naissance	Le 06/07/1978 à ST NAZAIRE (44)
Nationalité	Française
Demeurant	34 mail du Maréchal Leclerc 41100 Vendôme

Commissaire aux comptes titulaire

Dénomination	CABINET AUDIT CROZON
Numéro d'immatriculation	521 544 783 RCS BLOIS
Forme juridique	Société à responsabilité limitée
Adresse	1 rue Emile Martin 41200 Romorantin-Lanthenay

Commissaire aux comptes suppléant

Nom / Prénoms	COUILLAUD Patrick
Date et lieu de naissance	Le 23/02/1955 à BLOIS (41)
Nationalité	Française
Demeurant	27 rue Robert Nau BP 926 41009 Blois

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL ET A L'ACTIVITE

Adresse de l'établissement principal	le Moulin de Varennes 41100 Naveil
Nom commercial	MINIER HOLDING
Enseigne	MINIER HOLDING
Activités exercées dans l'établissement	Acquérir, recevoir en apport, détenir des participations, prestations administratives, comptables, informatiques, commerciales et management. Transport routiers de marchandises pour le compte d'autrui et location de véhicules industriels avec chauffeur
Date de début d'activité	01/10/1963
Origine du fonds ou de l'activité	TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL DE 37000 TOURS, 32 RUE MICHELET
Mode d'exploitation	Exploitation directe

AUTRES MENTIONS OU OBSERVATIONS

- Mention n° 996 du 24/03/2000	SUPPRESSION DE L'ETS SECONDAIRE SIS : 41170 SARGE SUR BRAYE, MONPLAISIR FONDS DONNE EN LOCATION GERANCE A LA SOCIETE MINIER BETON A COMPTER DU 01/01/1999
- Mention n° 3344 du 05/07/2011	Transformation de la société à compter du 16/06/2011
	Ancienne forme : Société anonyme à conseil d'administration (SACA)
	Nouvelle forme : Société par actions simplifiée (SAS)
	Modification relative aux personnes dirigeantes et non dirigeantes à compter du 16/06/2011 :
	Partant : CROZON Jean-François, Commissaire aux comptes titulaire
	Nouveau : SARL CABINET AUDIT CROZON, Commissaire aux comptes titulaire
	Changement de qualité : MINIER Francis Felix Kleber, Président du conseil d'administration et Administrateur devient Président
	Changement de qualité : MINIER Philippe Marcel Simon, Directeur général et administrateur devient Directeur général
	Changement de qualité : BONSERGENT Denis Elie, Administrateur devient Directeur général délégué
	Changement de qualité : MINIER Bertrand Paul Pierre, Administrateur devient Directeur général délégué

Le Greffier

FIN DE L'EXTRAIT

Laëtitia BARRIER

INGENIEUR ENVIRONNEMENT / QUALITE / SECURITE

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

2011 - 2013 CONSULTANTE ENVIRONNEMENT QUALITE SECURITE

2004 - 2011 GEOPLUSENVIRONNEMENT : Bureau d'études : Environnement, Géologie, Réglementation, Sécurité (Gardouch 31)
Chargée d'études
- *Dossiers de faisabilité (Carrière)*
- *Dossiers ICPE (Carrière, Installations de traitement minier)*
- *Dossiers de cessation d'activité (Carrière, Mines)*
- *Etudes d'impacts (ZAC, Photovoltaïque)*
- *Accompagnement ISO 14001 (Imprimerie)*

2001 - 2003 ISARA : Ecole d'ingénieurs, et Conseils en agro-alimentaire (Lyon 69)
Chargée d'études au sein du pôle technique agro alimentaire
- *Réalisation d'un outil de sensibilisation à l'environnement destiné aux PME / TPE du secteur agro-alimentaire*
- *Conseils en entreprise pour la mise place de système de management (HACCP , ISO 9000 : suivi de 9 entreprises PME / TPE)*
- *Conseils en entreprise pour la mise en place de l'évaluation des risques professionnels*
- *Mise en place de l'évaluation des risques professionnels au sein de l'ISARA*

2000 – 2001 S.O.I.TEC **:** Micro électronique (170 personnes) (Grenoble 38)
Participation à la mise en place du management environnemental (ISO 14001) dans le cadre d'un projet QSE (Système intégré de management de la qualité, de l'environnement, et de la sécurité)
- *Analyse environnementale, Gestion des déchets*
- *Module de sensibilisation, Procédures d'urgence*
- *Veille réglementaire*
- *Analyses de poste (Sécurité)*
- *Audits qualité (Interne)*

1999 DANFOSS MANEUROP **:** Fabrique de compresseurs (520 personnes) (Trevoux 01)
Mise en place de la gestion des déchets dans le cadre de la norme ISO 14001
- *Mise en œuvre du tri sélectif des déchets*
- *Procédure et sensibilisation sur le tri des déchets*

1995 - 1998 SCETAUROUTE : Bureau d'études en aménagement du territoire (1200 personnes) (missions d'études, de maîtrise d'œuvre, et assistance à maîtrise d'ouvrage)
Adjoint technique environnement sur chantier d'autoroute : assistance au maître d'ouvrage, suivi environnement. **(Berck – Boulogne 62) :**

- *Veiller au respect de l'Environnement par les entreprises*
- *Relationnel avec les riverains, organismes, et administrations*
- *Coordination des aménagements paysagers avec les travaux*
- *Suivi et réalisation des dossiers de police de l'eau*
- *Suivi et réalisation des mesures compensatoires, génie écologique*

1991 - 1995 BETURE-CONSEIL : Bureau d'études spécialisé dans le domaine de l'environnement et de l'aménagement (50 personnes) (St Quentin en Yvelines 78)
Technicien d'études, au sein du service acoustique
Réalisation de mesures sur site, et rédaction des rapports (Etudes d'impact, mise en conformité d'installations classées, cartes de bruit)

1990 à 1991 MAIRIE de LAVAL (53) Elaboration de la carte de bruit de la Ville de LAVAL, en collaboration avec la DDASS de la Mayenne, présentation aux élus.

FORMATION

2001-2002 **Formation « Assistant et Partenaire Qualité »** *Association Mm2i – Lyon*
Etudes des référentiels (ISO 9000, BPL, BPF…) et des outils de la Qualité (HACCP, audit, ..)

2000 **Ingénieur - Maître en Gestion de l'environnement** IUP Génie de l'environnement (IG2E UNIVERSITE LYON 1)
Management de l'environnement (ISO 14001 / ECO AUDIT), Qualité, Hygiène et sécurité, Réglementation, Etudes d'impacts, Gestion de projet, Communication, Développement durable.

1999 **Licence sol / air / déchets** I.U.P Génie de l'environnement (IG2E UNIVERSITE LYON 1)
Traitement des déchets / Dépollution des sols

1990 **D.U.T. Biologie Appliquée au génie de l'Environnement** (I.U.T. de TOURS)

LANGUE ET INFORMATIQUE

Langue	Anglais : opérationnel	Informatique	Excel, Word, Power Point

DIVERS

Sport	Equitation de tourisme Yoga	Associatif	Membre du bureau de l'AMCE (centre équestre de Castelnaudary) Membre du Comité des Fêtes de Montferrand Membre de l'association des Parents d'élèves de l'école de Montferrand

Poste	Directeur Agence TEREA Gabon /Chargé du volet environnement
Nom	Rodolphe METAYER
Date de naissance	04 avril 1980
Nationalité	Française

FORMATION

2006	**Master professionnel Environnement et Développement Durable.** Université de Perpignan (66)
2005	**Licence et Master 1 en Environnement.** IUP Environnement Géo-Ingénierie et Développement (EGID). Université Bordeaux III (33).**Titulaire du Titre d'Ingénieur Maître (TIM)**
2001	**D.U.T. Génie Biologique, option Génie Environnement.** IUT d'Aurillac. Université de Clermont-Ferrand.

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

Date – durée	Depuis septembre 2007
Pays	Gabon
Projet / client	**TEREA** – Terre Environnement Aménagement – SARL de droit gabonais - Libreville
Position	Directeur Environnement (2010) Directeur Agence TEREA Gabon (depuis 2011)

Date – durée	2012
Pays	Gabon
Projet / client	**ERAMET-Golder**
Position	Superviseur
Activités réalisées	Supervision de l'Etude de l'état initial des milieux physiques et biologiques du projet d'exploitation de Terres Rares de Maboumine.

Date – durée	2011
Pays	Gabon
Projet / client	**GIZ**
Position	Superviseur
Activités réalisées	Etude d'Impact Environnemental sur le projet de route Mayumba - Gamba

Date – durée	2011
Pays	Gabon
Projet / client	**COMILOG/ERAMET**
Position	Superviseur
Activités réalisées	Etude d'Impact Environnemental sur le projet de crémation des huiles usagées

Date – durée	2011
Pays	Gabon
Projet / client	**GPM – Gabon Port Management**
Position	Superviseur
Activités réalisées	Réalisation d'une Etude d'Impact Environnemental sur le projet d'extension du port d'Owendo.

Date – durée	2011
Pays	Gabon
Projet / client	**ENI Gabon**
Position	Superviseur
Activités réalisées	Réalisation d'Etudes d'Impact Environnemental sur les projets de prospection sismique 2D des permis On-shore.

Date – durée	2011
Pays	Gabon
Projet / client	**GPM – Gabon Port Management**
Position	Superviseur
Activités réalisées	Réalisation d'une Etude d'Impact Environnemental sur le projet d'extension du port d'Owendo.

Date – durée	2011
Pays	Gabon
Projet / client	**Total Gabon**
Position	Superviseur
Activités réalisées	Réalisation d'une Etude d'Impact Environnemental sur le projet de redéveloppement du Champ pétrolier Off-shore « ANGUILLE ».

Date – durée	2011
Pays	Gabon
Projet / client	**Ressources Golden Gram Gabon**
Position	Superviseur
Activités réalisées	Réalisation d'une Etude d'Impact Environnemental sur le projet de mise en place d'une unité de cyanuration sur le site de Bakoudou.

Date – durée	2011
Pays	Gabon
Projet / client	**URS/Scott wilson**
Position	Superviseur
Activités réalisées	Participation à la réalisation d'une Etude d'Impact Environnemental sur le projet de mise en place de 450 km de ligne électrique.

Date – durée	2011
Pays	Gabon
Projet / client	**African Dream**
Position	Superviseur
Activités réalisées	Réalisation d'une Etude d'Impact Environnemental sur le projet de construction d'un complexe hôtelier à Libreville.

Date – durée	2011
Pays	Gabon
Projet / client	**CEB**
Position	Superviseur
Activités réalisées	Réalisation d'une Etude d'Impact Environnemental sur le projet de mise en place d'une scierie

Date – durée	2010
Pays	Gabon
Projet / client	**ERM**
Position	Superviseur
Activités réalisées	Participation à la réalisation d'une Etude d'Impact Environnemental sur le projet de prospection sismique off shore 3D pour Shell Gabon.

Date – durée	2010
Pays	Gabon
Projet / client	**CICMHZ Groupe DAMENG**
Position	Superviseur
Activités réalisées	Etude d'Impact Environnemental sur le stockage du manganèse à la gare de Ndjolé et la déviation de la piste forestière

Date – durée	2010
Pays	Gabon
Projet / client	**Emergent Olam Gabon**
Position	Superviseur
Activités réalisées	Etude d'Impact Environnemental sur la mise en place de 60 000 ha de plantations agroindustrielles de palmier à huile

Date – durée	2010
Pays	Gabon
Projet / client	**Emergent Olam Gabon**
Position	Superviseur
Activités réalisées	Etude d'Impact Environnemental sur le projet de terrassement de la Zone Economique Spéciale à Nkok

Date – durée	2010
Pays	Gabon
Projet / client	**SOCOBA**
Position	Superviseur
Activités réalisées	Etude d'Impact Environnemental sur la réhabilitation de la voie express à Libreville

Date – durée	2010
Pays	Gabon
Projet / client	**Scott Wilson**
Position	Superviseur - Expert
Activités réalisées	Etude d'Impact Environnemental sur la mise en place de 2 ouvrages hydroélectriques (Chutes de l'Impératrice sur la Ngounié et FE2 sur la rivière Okano). Sous-traitant de l'étude

Date – durée	2010
Pays	Gabon
Projet / client	**COMILOG/ERAMET**
Position	Superviseur - Expert
Activités réalisées	Etude d'Impact Environnemental sur le projet d'exploitation des fines de la rivière Moulili à Moanda

Date – durée	2010 – en cours
Pays	Gabon
Projet / client	**SOVOG**
Position	Superviseur
Activités réalisées	Etude d'Impact Environnemental sur le projet de mise en place d'un Centre de Valorisation des Déchets (CVD) à Libreville

Date – durée	2010
Pays	Gabon
Projet / client	**Group Laaïco**
Position	Superviseur - Expert
Activités réalisées	Etude d'Impact Environnemental sur la mise en place d'un ensemble immobilier multifonctionnel

Date – durée	2010
Pays	Gabon
Projet / client	**SHELL Gabon**
Position	Expert
Activités réalisées	Etude d'Impact Environnemental sur le nouveau schéma de gestion des déchets de Shell à Gamba (Déchets Industriels et Ménagers)

Date – durée	2009
Pays	Gabon
Projet / client	**Olam**
Position	Expert – Chef de mission
Activités réalisées	Etude d'Impact Environnemental sur la CFAD et la scierie de Makokou

Date – durée	2009
Pays	Gabon
Projet / client	**Koudougou Construction Bâtiment** - Gabon
Position	Superviseur
Activités réalisées	Notice d'Impact Environnemental relative à un projet d'extraction de sable au nord de Libreville

Date – durée	2009
Pays	Gabon
Projet / client	**Maurel & Prom Gabon** – Champ d'ONAL
Position	Superviseur
Activités réalisées	Notice d'Impact Environnemental sur la campagne sismique 2D

Date – durée	2009
Pays	Gabon
Projet / client	**Compagnie Industrielle et Commerciale des Mines de HUAZHOU – CICMH**
Position	Collaborateur de l'étude
Activités réalisées	Récolte de données de terrain pour le dimensionnement d'une digue à résidus miniers

Date – durée	2009
Pays	Gabon
Projet / client	**ERM - ERAMET**
Position	Expert – Chef de mission
Activités réalisées	Participation à la rédaction de l'EIE sur le projet de Complexe Métallurgique de Moanda

Date – durée	2009
Pays	Gabon
Projet / client	**Maurel & Prom Gabon** – Site pétrolier de Kari et Etekamba dans le Complexe des Aires Protégées de Gamba
Position	Superviseur
Activités réalisées	Avenant à l'Etude d'Impact Environnemental relatif au projet de forage d'un puits d'exploration pétrolière complémentaire.

Date – durée	2009
Pays	Gabon
Projet / client	**SIAT Gabon**
Position	Expert – Chef de mission
Activités réalisées	Rapport FHVC (Forêts de Hautes Valeurs pour la Conservation) relatif à l'extension des plantations de palmiers à huile sur la zone Bindo/Bifoun

Date – durée	2009
Pays	Gabon
Projet / client	**CBG - Rabi**
Position	Expert – Chef de mission
Activités réalisées	Etude d'impact environnemental relative à la mise en exploitation de l'Unité Forestière d'Aménagement de Kivoro

Date – durée	2009
Pays	Gabon
Projet / client	**Maurel & Prom Gabon** – Champ d'ONAL
Position	Expert – Chef de mission
Activités réalisées	Suivi de la mise en œuvre du Plan de Gestion Environnemental et Social

Date – durée	2008
Pays	Gabon
Projet / client	**Maurel & Prom Gabon** – Site pétrolier de Kari et Etekamba dans le Complexe des Aires Protégées de Gamba
Position	Expert – Chef de mission
Activités réalisées	Etude d'impact environnemental relative à la mise en place de forages d'exploration.

Date – durée	2008 – en cours
Pays	République du Congo
Projet / client	**Eucalyptus Fibre Congo – EFC** – Groupe MagAlloy
Position	Expert collaborateur de l'étude
Activités réalisées	Elaboration d'une étude d'impact environnemental sur l'extension de plantation d'eucalyptus

Date – durée	2008
Pays	Gabon
Projet / client	**Compagnie Industrielle et Commerciale des Mines de HUAZHOU – CICMH**
Partenaires techniques	**Géo Plus Environnement**
Position	Expert collaborateur de l'étude
Activités réalisées	Elaboration d'une étude d'impact environnemental sur un projet mine de manganèse en milieu forestier.

Date – durée	2008
Pays	République du Congo
Projet / client	**Eucalyptus Fibre Congo – EFC** – Groupe MagAlloy
Position	Expert – Chef de mission
Activités réalisées	Formation et sensibilisation du personnel au HSE.

Date – durée	2008
Pays	République du Congo
Projet / client	**Congolaise Industrielle des Bois – CIB** – Groupe DLH
Position	Expert – Chef de mission
Activités réalisées	Elaboration d'une étude d'impact environnemental sur un projet d'implantation d'une scierie au sein d'une concession forestière.

Date – durée	2008
Pays	Gabon
Projet / client	**Maurel & Prom Gabon** – Site pétrolier d'Omoueyi
Position	Expert
Activités réalisées	Formation des équipes HSE à l'analyse et au suivi de la qualité des eaux de surface sur le permis pétrolier d'Omoueyi.

Date – durée	2008 – 3 mois
Pays	Gabon
Projet / client	**Maurel & Prom Gabon** – Site pétrolier d'Omoueyi
Position	Expert
Activités réalisées	Etude d'impact environnemental relative à la mise en place de forages d'exploration sur le site pétrolier d'Omoueyi.

Date – durée	2008
Pays	Gabon
Projet / client	**COLAS**
Position	Expert – Chef de mission
Activités réalisées	Appui aux équipes HSE pour la mise en œuvre du plan de gestion social et environnemental des différents sites et industries.

Date – durée	2007
Pays	Gabon
Projet / client	**Ressources Golden Gram - REG**
Partenaires techniques	**GEMH**
Position	Chef de mission
Activités réalisées	Elaboration d'une étude d'impact environnemental sur un projet de mine d'or en milieu forestier.

Date – durée	2007 – 0,5 mois
Pays	Gabon
Projet / client	**Maurel & Prom Gabon** – Site ONAL
Position	Expert
Activités réalisées	Evaluation du plan de gestion environnemental et social relatif aux champs d'exploitation d'ONAL et proposition d'un PGES mis à jour.

Date – durée	2007 – 1 mois
Pays	Gabon
Projet / client	**COLAS**
Position	Expert
Activités réalisées	Appui aux équipes HSE pour la réalisation du dossier de déclaration des Installations Classées pour l'Environnement.

Date – durée	2007 – 1 mois
Pays	Gabon
Projet / client	**Precious Woods** – **Thanry Gabon Industrie** (TGI)
Position	Expert
Activités réalisées	Elaboration d'un dossier de déclaration d'Installation Classée pour l'Environnement.

Date – durée	2007 – 5 mois
Pays	Gabon
Projet / client	**GERI** (forage d'eau)
Position	Responsable logistique, HSE et technique

Date – durée	2006 – 6 mois
Pays	France
Projet / client	**Direction de la propreté de la Commune Urbaine de Lyon**, 69
Position	Ingénieur d'études

Date – durée	2005 – 4 mois
Pays	Allemagne, Hanovre
Projet / client	**BGR** (équivalent du Bureau de Recherche Géologique et Minière BRGM en France) à Hanovre
Position	Assistant de recherche en géochimie des roches

Date – durée	2005
Pays	France
Projet / client	**Réserve naturelle des marais de Bruges (33)** – Education à l'environnement
Position	Stagiaire
Activités réalisées	Etude de gestion d'espèces invasives

Date – durée	2003 – 9 mois
Pays	France
Projet / client	**Laboratoire Ianesco-chimie de Poitiers (86)**
Position	Technicien en chimie, bactériologie, hydrobiologie et préleveur

Date – durée	2002 – 4 mois
Pays	France
Projet / client	**Laboratoire Ianesco-chimie de Poitiers (86)**
Position	Technicien en chimie, bactériologie et préleveur

Date – durée	2001 – 3 mois
Pays	Angleterre, Salford
Projet / client	**Université de Salford**
Position	Stagiaire
Activités réalisées	Evaluation des pollutions biologique et chimique de la rivière de Tame

Date – durée	1999 – 2 mois
Pays	France
Projet / client	**DDASS** des Deux Sèvres (79)
Position	Technicien préleveur des eaux récréatives

INFORMATIQUE

Utilisation courante	Word, Excel, PowerPoint, Access, SIG : MapInfo et ArcView, Sphinx

LANGUES

	Lue	Ecrite	Parlée
Français	Excellent	Excellent	Excellent
Anglais	Bon	Bon	Bon
Allemand	Scolaire	Scolaire	Moyen
Espagnol		Notions	

Aline MAGRA

Nationalité française
31 ans (28/03/1981)
Mariée, sans enfant
Permis de conduire
Mobilité géographique

INGENIEUR PROJET EN SECURITE / ENVIRONNEMENT – RESPONSABLE DE POLE

6 ANS D'EXPERIENCE EN BUREAU D'ETUDE

COMPETENCES

Système de Management de l'Environnement (ISO 14001) – Système de Management de la Sécurité (OHSAS 18001)
Etudes d'Impact sur l'Environnement et diagnostics
Evaluation des Risques Professionnels – Evaluation des risques chimiques en laboratoire
Gestion administrative et développement commercial

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

2006 – auj. **SEURECA, bureau d'étude filiale de VEOLIA ENVIRONNEMENT**

Expatriée pour SEURECA AF au GABON (dont 1 an ½ de Volontaire International en Entreprise VIE)

Ingénieur projet, responsable du pôle Environnement

Missions
Assistance technique et appui législatif pour la Société d'Energie et d'Eau du Gabon (SEEG)
Gestion de projets
Réponse aux Appels d'Offre et développement commercial
Participation au recrutement de cadres locaux
Gestion de Seureca Af en l'absence du directeur
Gestion de la caisse principale et du matériel de la société

Projets
Assistance technique en Sécurité – Environnement au Laboratoire d'analyse des eaux de la SEEG :
Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels
Evaluation des risques chimiques (2 000 analyses / mois, 190 substances ou mélanges, 27 modes opératoires)
Plan de Prévention des intervenants extérieurs
Evaluation du risque biologique et évaluation environnementale

Diagnostics environnementaux :
Usines d'eau potable, centrales thermiques et hydroélectriques ;
64 sites entre 2008 et 2012, soit 81 % des sites.

Etudes d'Impact sur l'Environnement pour le compte de la SEEG
2012 Construction de l'usine de production d'eau potable de Ntoum 7ème tranche 140 000 m^3/j
2009 Construction de 5 puits de forages à Mfoulayong 30 000 m^3/j
2008 Réhabilitation de l'usine d'eau potable de Port-Gentil 35 400 m^3/j
2006 Renforcement du réseau d'alimentation en eau potable de Libreville. Financement AfD, 23 millions €

Intégration de l'Environnement dans les projets d'investissement de la SEEG
Rédaction d'un guide méthodologique visant à intégrer une démarche environnementale dans les projets d'investissement (phase étude, Appel d'Offre, suivi de travaux) ;
Formation des chefs de projets de la SEEG (cadres et techniciens).

2006 **Communauté Urbaine du Grand Lyon** (France, 69)
Stage en entreprise – 6 mois – Bac+5
Phase initiale de l'élaboration du Schéma Directeur d'Assainissement du Grand Lyon (55 communes) : élaboration d'un fond cartographique des dysfonctionnements du système d'assainissement (sous ArcGis).

2005 **Municipalité de Bègles** (France, 33)
Stage en entreprise – 3 mois – Bac+4
Conception d'un bassin de phytoremédiation pour la réhabilitation de la piscine municipale de Bègles, classée monument historique.

2003 **CIRSEE, Centre de Recherche d'Ondeo Service, Suez Environnement**, Evry (France, 91)
Stage en entreprise – 5 mois – Bac +2
Étude de comparaison de la production de boues sur des eaux usées urbaines.

2000 – 2005 Emplois alimentaires pour le financement des études : vendanges dans le beaujolais, vendanges vertes dans le bordelais, monitrice de colonies de vacances, emplois en restauration et vente de produits agricoles dans un marché.

FORMATION

2005 - 2006 **Master Professionnel Environnement et Développement Durable**
Université de Perpignan, France.

2003 - 2005 **Institut Universitaire Professionnalisant (IUP) Environnement, Géo-ingénierie et Développement (EGID).** Obtention du **Titre d'Ingénieur Maître.**
Université de Bordeaux III, France.

2001 - 2003 **Institut Universitaire de Technologie (IUT) option Biologie et Environnement**, à Thionville-Yutz.
Université de Metz, France. Major de promotion.

Formations en milieu professionnel

2012 Formation « **Evaluation du Risque Chimique en laboratoire** » - Centre d'Analyses Environnementales – Veolia Environnement.

2011 Formation AFNOR « E-learning **OHSAS 18001**, formation tutorée sur Internet : approfondissez votre connaissance des exigences du référentiel »

2010 Formation AFNOR « **Déchets industriels** : gérez-les en conformité avec la réglementation et au meilleur coût »

LANGUES

	Lu	Ecrit	Parlé
Français	Langue maternelle		
Anglais	Bon	Bon	Moyen

LOISIRS

VTT, natation et aquagym, randonnées, activités manuelles (couture, fabrication de cosmétiques), voyages (Bénin, Afrique du Sud, Islande, Ile de la Réunion, Berlin, Sri Lanka, Namibie).

REFERENCES

Nom	Poste pendant la période de référence	Période de référence	Contact
Christophe LACARIN	Directeur Régional Seureca Af	2007 – 2012	christophelacarin@seureca.com (+241) 07 15 28 32

Didier LACROIX

COMPETENCES ET REALISATIONS

Management-Gestion-Exploitation
-Management d'équipes d'ingénieurs, techniciens et ouvriers.
-Réalisation des budgets (exploitation, investissement). Comptes de résultats prévisionnels, reporting mensuel.
-Garant des résultats. Contrôle des marges et tarifications. Négociation avec les fournisseurs et sous-traitants
-Animation du CE, CHSCT, réunion DP. Recrutement. Evolution du temps de travail, 35 h. Elaboration des plans de formation. Gestion des compétences.
-Planification générale. Coordination et affectation des ressources humaines et matériels sur plusieurs entités
-Amélioration de la productivité, optimisation des moyens, adaptation et évolution des organisations

Marketing-Commercial-Vente
-Prospection et suivi commercial. Etude de marché. Produits innovants. Elargissement offre produit.
-Animation commerciaux, équipe de vente, bureau étude.
-Réponse aux appels d'offres publics et privés.
-Négociation de contrats avec les prescripteurs des collectivités et entreprises, suivi des grands comptes (société autoroute, conseil général, état, entreprises privées…).
- Participation à des salons professionnels. Identification de nouveaux marchés et niches commerciales.
- Représentation auprès des institutions locales (Préfecture, Gendarmerie, DDE, collectivité locale, SDIS).

Technique et réglementation
-Exploitation d'une section autoroutière : (Perception des recettes, entretien du patrimoine, fluidité du trafic et sécurité, service à la clientèle, viabilité hivernale, automatisation).
- Suivi des normes et de la réglementation. (Syndicats professionnels).
- Garant de l'application du contrat de plan avec l'état et de la réglementation (sécurité, environnement)
- Mise en place des certifications ISO 9002 et ISO 14001 (Participation à la politique développement durable)

Fusion-Acquisition
-Recherche en acquisition d'entreprises dans le secteur bâtiment et travaux publics.
-Diagnostic général de la cible, évaluation de la faisabilité, perspectives de développement, études de marché, analyse financière, diagnostic humain, valorisation, business plan, montage du plan de financement.

PARCOURS PROFESSIONNEL

Depuis 2006 **COFIROUTE** Concession autoroute CA 8.000 k€ -Effectifs 2000
Responsable exploitation des aires de services - Chef de centre
2005- 2006 **CRA** (Cédants et repreneurs d'affaires)
1999- 2004 **TECHNIQUES NOUVELLES** CA 18.000 k euros. 135 salariés
Equipements de sécurité et signalisation routière (travaux et négoce), gestion de patrimoine routier.
Directeur (2 filiale)
1985 – 1999 **SCREG** CA 1.000.000 k euros – Effectifs : 6000 personnes
Travaux publics, VRD, enrobés, assainissement, réseaux, carrières
Chef d'agence (Reims, Auxerre, Strasbourg) *Chef de secteur* grands travaux
1980 - 1982 **BRGM** Aide technique au Soudan : prospection minière

FORMATION

1985 ***Ingénieur ESEM*** (Ecole Supérieure de l'Energie et des Matériaux à Orléans) ***DEA Hydrogéologie.***

Activités extra-professionnelles
Membre du KIWANIS. Réseau APM. Musique, ski, course à pied

GéoPlusEnvironnement

La gestion de l'environnement, la reconnaissance du sous-sol et l'application de la réglementation au service de votre projet.

Nadine CANALI

Responsable Administratif de GéoPlusEnvironnement

Nationalité : Française
Année de naissance : 1962
Expérience : 28 ans
Langues : Anglais
E-mail : nadinecanali@wanadoo.fr

1. Parcours professionnel

Responsable Administratif et Membre associée du Directeur du bureau d'études "**GéoPlusEnvironnement**", spécialisé dans les Mines et les Carrières en France et à l'étranger (cf. Plaquette GéoPlusEnvironnement)	**Depuis le 1er mars 2001**
Positronic Industries S.A., Auch (32), (Fabricant de connecteurs professionnels - 100 employés.) *Responsable Logistique* **Gestion des stocks : (9000 références)** **Planning production et expéditions** **Management**	**2000 à 2202**
GOLDEN STAR Resources, Etats Unis et Guyane (activités minières - 200 employés.) *Responsable Logistique et Moyens Généraux* **Création et gestion d'une structure logistique** **Responsables des Transports, des Achats, des stocks et inventaires, de la gestion administrative du service logistique, Management, Finances.**	**1993 à 1999**
Expériences professionnelles en langue anglaise *Assistante de vente (Body Shop – Londres)* *Auxiliaire de vie (The Pennant – Wellington)*	**1990 à 1992**
Centre d'Action Culturelle – Annecy *Responsable adjointe logistique et relations publiques* **Support logistique à l'organisation des festivals** Création d'une base de données permettant l'organisation, la gestion des mouvements et hébergements des participants. Négociations commerciales avec les fournisseurs et les prestataires de service. Gestion administrative et organisation des plannings de l'équipe « festival » (20 personnes). Conception et mise en place des modalités d'accueil (brochures d'information, traduction simultanée). Composition assistée par ordinateur (C.A.O.) : réalisation de dépliants, journaux et catalogues.	**1981 à 1990**

2. Compétences et principales références

Gestion d'entreprise :

- Gestion administrative et financière de GéoPlusEnvironnement (comptabilité, salaires, contrats, gestion des locaux et du matériel, …)
- Management
- Responsable des achats
- Gestion du matériel (informatique, matériel de bureau, matériel de terrain, véhicules,…)
- Suivi du planning production et expéditions

Participation aux diverses études de GéoPlusEnvironnement :

- Organisation et support logistique pour missions de terrains
- Coordination entre le service commercial, la production et les expéditions
- Responsable qualité
- Infographie
- Reprographie

3. Diplômes et formation

1980 Bac A4
1994 Stage de formation professionnelle intensive aux méthodes d'achat – AMA , New-York
1995 Stage de formation professionnelle intensive (premier module) aux techniques de management – AMA, Washington.
2000 Certificat de Formation Professionnelle de Technicien Supérieur en Méthodes et Exploitation Logistique (CFP niveau III) – AFT- IFTIM, Toulouse.
Capacité de transport de marchandises
Capacité de transport de voyageurs
Capacité de commissionnaire transports

OUTILS PROFESSIONNELS UTILISES

CAO/DAO :	Autocad, Adobe Illustrator, Corel Draw
Bases de Données :	Access
Bureautique :	Suite Microsoft Office et Suite Open Office
Comptabilité :	EBP

Benoît GIROUSSE
Né le 25 mai 1959

Ingénieur de l' Ecole Supérieure de l' Energie et des Matériaux (Polytech'Orléans)
Option Géologie / Ressources Naturelles
Orléans 1986

53 ans, né le 25 mai 1959
Célibataire , 3 enfants
Francophone, Anglais rudimentaire
Permis de conduire B et E

Propriétaire-gérant de la SARL Filtration tangentielle Intervention (FTI).

De Août 2004 à décembre 2011 – Société de service en filtration tangentielle.
La Technologie Tangentielle permet de traiter une large gamme de fluides sur des seuils de rétention pouvant atteindre le niveau des grosses molécules.
Activité secondaire : Recherches et développement d'une adaptation de cette technologie à la filtration de fluides visqueux. Conception, essais avec différents type de filtres. Essais de préfiltration avec des tamis vibrants. J'ai déposé un brevet permettant des décolmatages poussés. Ce brevet permet d'élargir la gamme des fluides pouvant être ainsi filtrés. Il est possible de filtrer des boues fluides de type boues benthonitiques.
Points remarquables :
J'ai créé la première entreprise à offrir ce service en France.
J'ai développé une expertise des techniques de filtration.

Propriétaire récoltant du Domaine Girousse.

Depuis 1997 j'ai créé, agrandi et maintenant j'exploite ce Domaine vinicole de 3 ha situé à Gigondas (84). Je consacre environ 2 jours/7 à cette activité.

Carrière en informatique

De 1997 à 2004, j'étais travailleur indépendant (EURL Benoit Girousse Informatique). J'ai arrêté l'informatique pour créer l'entreprise de Filtration Tangentielle.

De 1989 à 1997. J'étais salarié chez SEMA-GROUP (AOS ORIGIN) et CSIO.
J'ai occupé les fonctions d'Ingénieur d'étude, de spécialiste d'applications, d'analyste et de Chef de Projet (jusqu'à 1000 jours/hommes).

Autres expériences professionnelles

Stages en entreprise au cours de mes études (1982-1985)
Hydrogéologie, statistiques, informatique.
Bureau de recherches géologiques et Minières. Département EAU.
Recherche de guides de prospection de sites aquifères.
Publication : Critères d'implantation et productivité des forages d'eau en milieu fissuré.

Travaux publics (1986)
Société SOLETANCHE
Ingénieur de chantier en fondations spéciales (parking souterrain).

Professeur de Mathématiques
Lycée Saint François de Sales de 1986 à 1989.

Micro informatique
Maitrise de la Bureautique.

Connaissance du Monde

Kenya. Malaisie, Indonésie, Canada, Cameroun, Europe.

Détail Expérience Professionnelle Informatique

Société SEMA-GROUP – UNICIELS

Projet EUCLIDE à Nîmes pour le Crédit Agricole :

De janvier à décembre 1990	Programmation Analyse fonctionnelle et technique
De janvier à juin 1991	Responsable de la finition et des évolutions de l'application catalogue des produits et de la typologie (300 programmes, 3 personnes).
D'août à novembre 1991	Etude préalable, analyse fonctionnelle de l'intégration d'un nouveau produit (Carré vert) sur la plate-forme.

Société C.S.I.O.

Pour le CTR de Bordeaux (Caisse d'épargne) :

De janvier à décembre 1992	Etude **d'intégration** au site d'un progiciel des Applications financières en agences et GAB Application en mode client-serveur **Intégration** d'un progiciel de gestion des découverts et agios
De mars à juin 1993	**Serveur vocal** de consultation du compte Etudes, coordination du projet, développement de la partie serveur

Pour le CTR de Toulouse (Caisse d'épargne) :

D'août 1993 à janvier 1996	Projet de gestion des états ; diminuer les volumes de papier, simplifier la distribution, déporter vers les utilisateurs la gestion des destinataires. 1000 jours.hommes - 4 personnes Spécifications. **Responsable du projet**
De février 1996 à juin 1996	Congé sabbatique

Travailleur indépendant

Au SERSIM d'Aix en Provence (Caisse d'Epargne) :

De juillet 1996 à fin 1999	Intégration applications Titres Plate-forme échange interbancaire Compensation des Chèques : Intégration application puis passage à l' Euro Euro : intervention sur le domaine Dépôts Epargne

Au Crédit Foncier de France :

Depuis février à décembre 2000	Mise en place d'une application de gestion des litiges. Relations avec les utilisateurs, analyse des besoins, étude préalable puis détaillée, développement test et mise en exploitation.

A l'Unedic d'Aix en Provence :

De 2001 à 2004	Administrateur EGEN, système logiciel gérant le transfert d'environnements pour les objets informatiques

Justo TORRES

Responsable Technique

Formation professionnelle

2005 : Aide conducteur de travaux (Niveau III)

1978 : BEP Mécanicien monteur

Expériences professionnelles

2008 – 2012 : Assistant ingénieur, responsable technique
Centre de Biophysique Moléculaire CNRS
Rue Charles Sadron 45071 Orléans Cédex 2

1996 – 2007 : Technicien de maintenance
Centre de Biophysique Moléculaire CNRS
Rue Charles Sadron 45071 Orléans Cédex 2

1984 – 1996 : Prototypiste
Laboratoire de Physique Nucléaire des Hautes Energies
Ecole Polytechnique
Route de Saclay 91128 Palaiseau

1983 – 1984 : Balancier
Ets Fauconnier 45140 Ingré

1981 – 1983 : Activités diverses

1978 – 1981 : Mécanicien ajusteur
Câbles de Bellegarde
45270 Bellegarde

Célibataire
Un enfant
Permis B

François KIRRMANN

PROFESSION ACTUELLE : propriétaire bailleur, depuis 1993.
Rénovation d'appartements dans un immeuble dont je suis propriétaire à Strasbourg.
Rénovation d'un chalet à Allos (04).
Maintenance du patrimoine.

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

1993 Analyse financière de PME et commerces, CREDIT MUTUEL Strasbourg (mémoire de DESS).
1991-1992 Chef de service exploitation, GSM Nancy,
production de 1,2 MT de matériaux alluvionnaires,
réaménagement de sites.
1989-1990 Directeur adjoint de la carrière de Givet, REDLAND GRANULATS.
CA : 65 MF, résultat d'exploitation : 17 MF, effectif : 58 personnes,
production de 1 MT de matériaux calcaires, concassés, béton prêt à l'emploi, enrobés, graves traitées.
1987-1988 Conducteur de travaux, COLAS Rhôe-Alpes,
mise en œuvre et suivi de chantiers de travaux publics, gestion commerciale et financière.
1986 Chargé de mission, SNEA(P),
reconnaissance d'un prospect aurifère par géochimie tactique, tranchées et sondages carottés (La Béllière).
1985 Etude de faisabilité et création d'un logiciel de gestion comptable, EDF (Paris).
1983 Traduction et intégration dans une base de données, de rapports d'exploration pétrolière (Londres).
1982 Foreur géologue, INTRAFOR-COFOR (Forcalquier).

FORMATION

DESS à l'IAE de Strasbourg, Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises (1993).
Ingénieur de l'Ecole Supérieure de l'Energie et de Matériaux, actuelle Polytech Orléans, option Géologie (1896).
DEUG en biologie géologie, mention AB, Université Paris Sud (Orsay).
Classes préparatoires à l'école Sainte Geneviève (Versailles).
Baccalaurét C, Lycée Internationnal (Saint-Germain-en-Laye).
Certificat de préposé aux tirs de mines.

LANGUES

Anglais : courant et professionnel
Espagnol : niveau moyen
Allemand : bonnes notions.

LOISIRS

Musique : guitare et chant
Sports : snow-board, randonnées, tennis
Pratique régulière du yoga, formation en shiatsu

Voyages hors Europe :
- Continent Américain : Canada, Etats-Unis, Cuba, Guadeloupe, Costa-Rica, Guyanne française, Equateur, Argentine.
- Continent Africain : Maroc, Egypte, Togo, Zimbabwe, Madagascar, Réunion.
- Continent asiatique : Inde, aide humanitaire.

Gilles VALLIER

Ingénieur SUPÉLEC
2 ans d'expérience – Secteur de l'énergie

FORMATION

2008 – 2011	**Ecole Supérieure d'Electricité** – Supélec (Paris) *Majeure Energie : moyens de production de l'électricité (classiques et ENR), réseaux électriques (transport et distribution), stockage, marchés de l'énergie, réglementation*
2006 – 2008	**Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles** – Lycée Pierre de Fermat (Toulouse) *Classe de PC**
2006	**Baccalauréat Scientifique mention Très Bien** – Lycée Gabriel Fauré (Foix)

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Avril 2011 – Actuel	**Consultant Energie & Utilities** – BearingPoint (Paris) ➢ *Projet ARPEGE : Analyses statistiques de la durée de vie du réseau électrique de distribution français et étude des impacts financiers pour le client (ERDF)* ➢ *Projet REX : Aide au déploiement d'une boucle optimisée de prise en compte du retour d'expérience des opérations de maintenance en centrales nucléaires (EDF)* ➢ *Projet LINKY : Appui au pilotage du département en charge du développement du nouveau compteur électrique communicant français (ERDF)* ➢ *EnergyPoint : Création, administration et animation du blog spécialisé Energie et Environnement de BearingPoint*
Juillet 2010 – Septembre 2010	**Chef de Projet Photovoltaïque** – ElementPower (Madrid) *Planification, mise en place d'outils de pilotage et lancement du chantier de centrale photovoltaïque au sol de St Martin Lalande (11) : 5,4MWc, 15M€*
Été 2009	**Ouvrier Chaîne de Recyclage** – EcoEmpaques (Lima) *Stage ouvrier dans une entreprise artisanale de recyclage de papier au Pérou*
Étés 2006 à 2008	**Bureau d'étude en environnement** – GéoPlusEnvironnement (Toulouse) *Jobs d'été : études d'ensoleillement pour installations photovoltaïques, modélisations 3D, …*
2009 – Actuel	**Soutien scolaire** (Paris) *Cours particuliers de mathématiques et de physique niveau bac/prépa (+ de 20 élèves)*

COMPÉTENCES

Langues	**Anglais, Espagnol** *Bon niveau – Lus, parlés, écrits (notamment au cours de plusieurs expériences professionnelles en immersion dans les deux langues)*
Pack Office	**Access (dont langage SQL), Excel (dont langage VBA), PowerPoint, Project, Word** *Excellente maîtrise*
Logiciels	**PVSYST, Corel, Matlab**

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Activités associatives	**BDE Supélec 2009 (Bureau des Elèves) – Organisateur du Gala 2009** *Gestion d'un budget de 200 000 €, management d'une équipe de 250 personnes* **Journaliste au « Court-Circuit », le journal de Supélec, de 2009 à 2011**
Sports	Volley-ball : Championnat de France Universitaire Badminton : Top 100 français en Catégorie Jeune

Alexandre Fèvre

Date of Birth:
18/07/1986

Initiative application

PROFESSIONAL EXPERIENCE

2012	**Commercial Adviser – BNP Paribas Fortis, Brussels, Belgium**
Mission	**Commercial activities** Sale, advice and administration of clients' requests in daily banking, insurances, loans and investments. Skills: Attention to a **proactive and good quality service**, **spirit of initiative** improvement

2011	**Artistic Planning Assistant – La Monnaie Theater, Brussels, Belgium**
Mission	**Cultural planning and administration** Organisation of artists' auditions ; negotiation and writing of artists' contracts Skills : **Rigour** in negotiation and in organizing events in a **multilingual institution**

2010	**European Affairs Assistant – AREVA Office, Brussels, Belgium**
Mission	**Institutional lobbying** European lobbying practice ; report writing on the European financing for nuclear and renewable energies; monitoring of EU policies Skills : Analytical practice of **EU Lobbying** on **Energy and Environment issues**

2009	**Coordinator – Pyrenees' Public Development Agency, Toulouse, France**
Mission	**Project management** Investigation leading and conference organization : "French and Spanish cross-border cooperation" in Toulouse, France ; report on European regional policy (POCTEFA, SUDOE and INTERREG programs) Skills : **Project and event management**, investigation **team work**

EDUCATION

2010: Master's Degree in European Public Policy, Institute of Political Science in Toulouse, France (IEP), with distinction
2008: Exchange student at Malmö University (English studies, Sweden) and Pilzen University (European studies, Czech Republic)
2005: Training year for IEP's entrance exam, France
2004: School leaving certificate with distinction

: Mother language
: Proficient user (C1)
: Independent user (B1)
: Independent user (B1)

KEY SKILLS

* Knowledge of EU decision-making process
* Major skills: rigour, independence and initiative
* Lobbying practice
* Knowledge of energy and environment issues
* Microsoft Office application knowledge
* Verbal communication fluency

HOBBIES

* Swimming
* Literature
* Economic and political news monitoring
* Founding member of « Interface association » (promoting IEP's degree to professional public awareness and helping students' professional integration)

Annexe 4

CV des membres du Comité Scientifique et Technique de SUDMINE (CSTS)

Source : SUDMINE

Comité Scientifique et Technique de SUDMINE (CSTS)
STATUTS

Le 23 février 2014 à Seichebrières.

SUDMINE est une compagnie minière junior qui a fait le pari d'exister et de devenir un acteur de poids en mettant en place un modèle entrepreneurial original.

SUDMINE :

- crée de la plus value, de la légitimité, de la confiance par sa capacité à utiliser ses ressources internes pour produire du concret ;
- est portée par l'idée qu'aujourd'hui, le profit va de pair avec la mise en application de valeurs telles que le respect des environnements humain et écologique. En cela, elle peut se prévaloir d'une réelle avance du fait de sa proximité avec la Société GéoPlusEnvironnement (voir aussi la Charte éthique de SUDMINE) ;
- est convaincue que tout investissement de sa part doit avoir un caractère pérenne et être envisagé à long terme.

SUDMINE a vocation à être un opérateur minier indépendant. Pour acquérir un spectre de compétences permettant le succès, elle a fait le choix de fonctionner largement en complémentarité et en synergie avec des partenaires externes. C'est dans cet esprit que SUDMINE souhaite s'appuyer sur un collège d'Experts : le **Comité Scientifique et Technique de SUDMINE (CSTS)**.

Le Comité Scientifique et Technique de SUDMINE (CSTS) répond à un objectif majeur : créer un lieu d'échanges et de réflexion interdisciplinaires, en appui aux activités et aux structures en place au sein de SUDMINE.

Rôle et Mission

Par essence, le CSTS n'a pas de lien organique avec SUDMINE. Il s'agit d'un contrat moral qui s'inspire du présent document.

Le CSTS est un collège d'Experts

Le CSTS est composé de personnalités ayant une grande expérience dans leur métier. Son existence est fondamentale pour SUDMINE qui est une entreprise jeune.

Le CSTS est un outil consultatif de réflexion qui vise à éclairer les instances de décision (AG, Comité Directeur, Chefs de Projets) par des analyses et des avis interdisciplinaires.

Ses conseils peuvent porter sur des thèmes stratégiques et prospectifs d'orientation globale de l'entreprise ou sur des problématiques précises, voire techniques, sur des projets, des actions, des options en cours ou à venir.

Le CSTS est une force de proposition.

SUDMINE prospecte, monte des dossiers, organise des partenariats, réalise des opérations sur le terrain,… Elle utilise toute sa force de travail pour produire du concret. Elle a besoin d'être complétée par une instance ayant une certaine hauteur de vue.

Le CSTS aide SUDMINE à définir des cibles de prospection, proposer des méthodes, avoir des idées de synergie avec d'autres acteurs de la mine.

Le CSTS est une instance de contrôle

Il sera l'organe consultatif de validation ou d'amélioration de la politique de l'entreprise.

Le CSTS sera aussi un « conseil des sages » qui veille, avec bienveillance, à ce que les valeurs de SUDMINE soient respectées.

Modalités de Fonctionnement

Un Représentant de SUDMINE, désigné par le Comité Directeur (CODIR) de SUDMINE, animera le CSTS.

Le secrétariat du CSTS est assuré par SUDMINE.

SUDMINE réunira au moins **une fois par an** l'ensemble du CSTS et du CODIR. L'ordre du jour sera organisé pour laisser le temps à chacun d'échanger le plus librement possible et pour ménager un espace de convivialité appréciable en fin de réunion. Il y sera abordé des sujets généraux, les actions en cours de SUDMINE et, éventuellement, des sujets d'actualité imminente.

Des réunions thématiques occasionnelles avec un ou plusieurs membres du CSTS auront lieu en fonction des besoins.

Les réunions permettront notamment de mettre en place des **programmes de travail** sur un sujet précis (échanges de vues, notes de lecture, échanges téléphoniques, réunions de travail,…).

En cas d'impossibilité de participer à une action pour laquelle il a été sollicité, le Participant en informera le représentant de SUDMINE dans les plus brefs délais. Cela, afin de ne pas ralentir le fonctionnement du CSTS.

Lors de ces réunions, et après consultation et débats, SUDMINE attend des Participants présents, une position du CSTS et des préconisations.

Les résultats des travaux réalisés dans le cadre du CSTS sont la propriété exclusive de SUDMINE qui décide en toute souveraineté des suites à donner.

Les Membres (ou « Participants »)

Le CST comptera une dizaine de représentants de la communauté scientifique, technique et financière, en lien avec la mine, choisis de manière à couvrir l'ensemble des thématiques entrant dans le champ d'activité de SUDMINE.

Le CODIR de SUDMINE détermine les personnalités qu'il souhaiterait voir intégrer le CSTS et les sollicite.

La participation au CSTS est formalisée par un accord bilatéral de partenariat entre chacun des membres du CSTS et SUDMINE pour une durée de trois (3) ans.

Le partenaire participe à la hauteur de sa disponibilité aux travaux du CSTS.

Concrètement, il sera proposé à chaque membre du CSTS un contrat bilatéral avec SUDMINE, engageant mutuellement à une confidentialité de bon aloi.

Au démarrage et conformément à la philosophie « économe» de SUDMINE, la participation au CSTS sera bénévole et gracieuse. Seuls, les frais de déplacement seront pris en charge.

Par la suite, quand les ressources financières de SUDMINE le permettront et quand l'importance des enjeux croîtra, un système d'indemnisation de la fonction de Membre du CSTS de SUDMINE sera mis en place.

Confidentialité

Les informations relatives à SUDMINE, à ses projets, à ses actions, dont le membre aura connaissance dans le cadre du CSTS ou de toute autre manière, ne devront faire l'objet d'aucune publicité ou divulgation de quelque manière que ce soit.

Chacun (SUDMINE et les Membres) s'interdit de divulguer à des tiers des informations relatives à un tiers Membre dont il aurait connaissance dans le cadre du CSTS.

La composition du CSTS est publique sauf avis contraire.

La discrétion demandée au Membre porte sur des informations qui ne sont pas dans le domaine public et également sur des informations publiques pour lesquels il est inopportun de révéler l'existence.

Indépendance des Clauses

Si une ou plusieurs clauses ou stipulations du présent Document et des Accords de partenariat y afférant sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application de la loi, d'un règlement ou d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres clauses et stipulations conserveront toute leur force et leur validité.

Conclusion

Le CSTS sera ce que nous, membres de SUDMINE et du CSTS, en ferons. A nous de le rendre vivant, plaisant et fructueux.

Pour SUDMINE,
Le Président,
Le 23 février 2014,

COMMUNIQUÉ DE PRESSE - Délégation Centre-Est
MARDI 6 AOÛT 2013

Michel Cuney, distingué par la médaille d'or SGA-Newmont

Une reconnaissance internationale pour un chercheur lorrain spécialiste de l'uranium.

Cette médaille d'or attribuée, tous les deux ans, par la Société internationale de Géologie Appliquée en Métallogénie (SGA) en partenariat avec l'entreprise minière américaine Newmont, est une reconnaissance internationale des travaux d'une originalité rare dans le domaine de la géologie minière. Michel Cuney se voit ainsi récompensé pour la qualité et la singularité de sa carrière sur l'uranium.
Actuellement directeur de recherche CNRS au laboratoire GeoRessources à Nancy, Michel Cuney étudie depuis plus de 40 ans ce métal, de sa formation à son exploitation, alliant recherche fondamentale et recherche appliquée.
La distinction lui sera remise officiellement lors du congrès SGA qui se déroule du 12 au 15 août 2013, à Uppsala en Suède.

Sa recherche, la métallogénie de l'uranium

Dans l'imaginaire collectif le terme uranium renvoie à des images complexes et ambivalentes. Energie, centrales nucléaires, déchets, mines…, les représentations sont souvent floues et imprécises. Discutez avec Michel Cuney et un nouvel univers s'ouvre à vous. Depuis sa thèse en 1974, il étudie avec passion l'uranium, des aspects très fondamentaux de sa formation aux conditions et conséquences de son exploitation.
Pour désigner ce continuum de recherche on parle de métallogénie, la science qui étudie les mécanismes de formation des gisements métallifères (métaux) jusqu'au développement des outils et méthodes pour les explorateurs miniers.

Uranium, de quoi parle-t-on ? D'un élément chimique - U - qui comme l'or, le cuivre ou le fer se trouve à l'état naturel disséminé dans les roches. Dans la majorité de celles-ci l'uranium est présent à des concentrations faibles (quelques grammes par tonne), mais il peut se trouver à des concentrations plus fortes dans des domaines principalement granitiques ou sédimentaires.

Depuis l'origine de la terre, l'uranium est transféré du manteau vers la croûte terrestre. Mais il y a 3,1 milliards d'années, des processus magmatiques puissants ont conduit aux premiers enrichissements en uranium, spécifiquement dans certaines régions du globe, suffisamment élevés pour permettre lors de processus ultérieurs la formation de gisements de ce métal.
Comprendre par quels processus s'est réalisé ce transfert et cette concentration en uranium dans la croûte terrestre est le premier enjeu de la recherche de Michel Cuney.

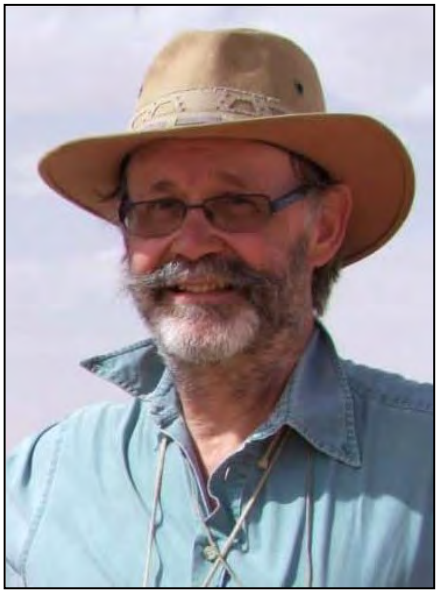
Le deuxième volet des recherches de Michel Cuney répond à la question suivante : comment trouver plus efficacement des concentrations en uranium exploitables ? Identifier un gisement d'uranium, c'est identifier une zone où la concentration du métal dans le minerai, son extraction, son transport, son traitement et la préservation environnementale du site sont économiquement viables. L'expertise en géologie et géochimie de l'uranium du géologue est alors précieuse.
Dès le début des années 70, Michel Cuney collabore et travaille avec des opérateurs miniers en contribuant notamment à la création du CREGU – Centre de Recherche sur la Géologie des Matières Premières Minérales et Energétiques -, une structure de valorisation entre recherche fondamentale et industrie. Ont suivies de nombreuses collaborations avec des entreprises notamment Areva. Michel Cuney a aussi apporté son expertise à l'aval du cycle de l'uranium en s'intéressant au stockage en profondeur des déchets radioactifs avec l'ANDRA. Plus de 200 publications, une quarantaine de doctorants formés, une présence en tant qu'expert dans des instances internationales - OCDE ou l'International Atomic Energy Agency pour ne citer qu'elles -, illustrent cette carrière scientifiquement riche et complète.

Un chercheur fidèle à son objet de recherche

Depuis 40 ans Michel Cuney est resté fidèle à l'uranium et a su maintenir le cap. Même en recherche ce n'est pas forcement chose facile. Comme dans des domaines plus familiers, les sujets de recherche sont soumis à des phénomènes de mode.
Qu'elles soient liées à l'émergence de problématiques sociétales (santé, environnement, économie..) ou aux développements de nouvelles technologies (concept, usage..), les recherches évoluent et se focalisent parfois sur un sujet donné concentrant les ressources humaines et financières.
Les recherches sur l'uranium en sont une illustration concrète :
La fin des années 70 et le début des années 80 sont fastes pour l'uranium avec une dynamique mondiale (cours du pétrole élevés, découvertes de nouveaux gisements, contexte géopolitique favorable). En 90 c'est l'abandon, la recherche se tourne vers l'optimisation des énergies fossiles, le développement des énergies alternatives (éolien, solaire, géothermie).
Depuis 2004-2005, avec la nouvelle envolée des prix du pétrole, la forte croissance des BRIC, l'intérêt pour l'uranium redémarre comme en témoignent les demandes de

recrutement dans l'industrie. Or recruter c'est disposer de personnes formées ; la métallogénie est une discipline peu connue et peu enseignée, rares sont les sites universitaires qui développent cette discipline.
L'envolée actuelle du cours des matières premières et des métaux provoque une recherche de nouveaux gisements, et la nécessité de développer de nouvelles techniques minéralurgiques. L'essor des nouvelles technologies accentue le phénomène par l'augmentation du besoin en « petits » métaux – parmi lesquels les Terres rares – dont la production est concentrée pour l'heure en Chine.
Toutes ces questions remettent la science métallogénique sur le devant de la scène.

Michel Cuney a donc fait preuve de ténacité pour continuer dans son domaine de prédilection quand la majorité des recherches portaient sur l'or, le cuivre ou les métaux de base.
En 2013 cette persévérance est récompensée par la Gold Medal SGA-Newmont mais également par deux autres distinctions :
- le prix Barbier de la Société Géologique de France, reçu en juin 2013, qui témoigne de ce lien entre recherche scientifique de grande qualité et transfert vers l'industrie,
- sa nomination, en mai 2013, en tant que professeur honoraire de l'East China Institute of Technology de Fuzhou, en Chine, Université qui forme la plupart des géologues chinois pour la recherche scientifique et l'exploration de l'uranium.



Michel Cuney

Minéral d'uranium (uranophane de la mine des Bois Nois Limouzat, Forez)

Le laboratoire GeoRessources (CNRS/UL/CREGU) est une nouvelle unité de recherche (UMR 7359) crée en janvier 2013 centrée sur les ressources géologiques aussi bien minérales qu'hydrocarbonées. S'appuyant sur le contexte minier lorrain et le leadership européen en formation aux métiers des géosciences ce projet a pour ambition de construire un laboratoire pluridisciplinaire couvrant le champ des ressources, de leur exploration à leur exploitation en passant par les étapes du traitement et de la valorisation, et en intégrant les impacts sur la société et l'environnement. Il regroupe 190 personnes (chercheurs, enseignants-chercheurs, ingénieurs, techniciens, doctorants, post-doctorants et invités) sur trois campus de l'Université de Lorraine (ARTEM-EMN, Brabois-ENSG, Aiguillettes-FST).

A noter : **le lundi 14 octobre 2013**, l'inauguration du laboratoire avec des portes-ouvertes**,** dans une ambiance festive et jazzy grâce à un partenariat avec Nancy Jazz Pulsations.

Le congrès SGA 2015 à Nancy : La Lorraine accueillera à l'été 2015 le colloque SGA, consacré aux dernières avancées des travaux de recherche à l'échelle mondiale dans le domaine des ressources minérales, preuve supplémentaire de la force et l'expertise de notre région sur cette thématique de la métallogénie

Crédit photo : ©SGA / ©CNRS

Presse CNRS I Céline Delalex-Bindner I Responsable de communication I CNRS – Centre-Est I 03 83 85 60 50 I com@dr6.cnrs.fr

CV – Olle Östensson

1. **Position proposée :** Expert minier/Chef d'équipe

2. **Nom du consultant :** Olle Östensson

3. **Data de naissance :** 4 octobre 1949 **Nationalité :** Suédoise

4. **Education :**
   1972 – 1974 Études en géographie économique (deux semestres) et en philosophie théorique (deux semestres), Universités d'Uppsala et de Stockholm

   1972 MSc, Économie, École d'économie de Stockholm

5. **Affiliation à des associations/groupements professionnels :**
   Membre du Comité de rédaction, Resources Policy
   Membre du Comité de rédaction, Mineral Economics
   Membre du Programme mondial du Forum économique mondial, Conseils sur l'avenir des mines et métaux et sur les pays fragiles
   Membre du Groupe d'étude international sur les régimes miniers de l'Afrique de l'Union Africaine et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
   Honorary Lecturer, Centre for Energy, Petroleum and Mineral Law and Policy, Université de Dundee, Ecosse

6. **Pays où il a travaillé :** Burkina Faso, Congo (RDC), République Dominicaine, Indonésie, Kazakhstan, Laos, Pérou, Afrique du Sud, Suède, Suisse, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe

7. **Langues :**

	Parlé	**Lu**	**Écrit**
Suédois	Langue maternelle	Langue maternelle	Langue maternelle
Anglais	Excellent	Excellent	Excellent
Français	Excellent	Excellent	Excellent
Espagnol	Excellent	Excellent	Excellent
Allemand	Moyen	Moyen	Moyen

8. **Expérience professionnelle :**

Depuis-jusqu'à : 2008 – Jusqu'à présent
Employeur : Université de Genève
Poste : Professeur invité, Commerce des produits de base

Dates : 2009 – Jusqu'à présent
Fonctions : Consultant indépendant

Dates : 2008 – 2009
Employeur : Division du commerce international et des produits de base, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
Fonctions : Conseiller spécial

Depuis-jusqu'à : 2007 – 2008
Employeur : CNUCED, Genève
Fonctions : Chef, Section minéraux, métaux et énergie

Depuis-jusqu'à : 2006 – 2007
Employeur : CNUCED, Genève
Fonctions : Responsable intérimaire, Section produits de base

Depuis-jusqu'à : 2004 – 2006
Employeur : CNUCED, Genève
Fonctions : Chef, Section Diversification et ressources naturelles

Depuis-jusqu'à : 2000 – 2004
Employeur : CNUCED, Genève
Fonctions : Chef, Section Gestion des informations et du risque

Depuis-jusqu'à : 1985 – 2000
Employeur : CNUCED, Genève
Fonctions : Agent des affaires économiques, Division Produits de base

Depuis-jusqu'à : 1983 – 1985
Employeur : Coopération spatiale suédoise, Stockholm
Fonctions : Responsable, Planification corporative

Depuis-jusqu'à : 1981 – 1983
Employeur : CNUCED, Genève
Fonctions : Agent des affaires économiques, Division Produits de base

Depuis-jusqu'à : 1980 – 1981
Employeur : Conseil suédois pour les activités aérospatiales, Stockholm
Fonctions : Chef de la Section de détection spatiale

Depuis-jusqu'à : 1977 – 1981
Employeur : Ministère de l'industrie, Stockholm
Fonctions : Chef, Section Mines

Depuis-jusqu'à : 1972 – 1977
Employeur : Ministère de l'industrie, Stockholm
Fonctions : Économiste

9. Détail des tâches exécutées	**10. Expérience qui illustre le mieux sa compétence**	
	Nom du projet	**Augmenter le contenu local des acquisitions du secteur minier au Zimbabwe**
	Année	2013
	Lieu	Zimbabwe
	Client	Banque Mondiale
	Principales caractéristiques du projet	Préparer une étude qui évalue les contributions du secteur minier au travers des maillons de la chaîne d'approvisionnement, qui identifie les domaines stratégiques où les producteurs locaux peuvent être ciblés pour renforcer les capacités et les compétences et qui pourraient renseigner des réformes gouvernementales futures du secteur minier pour améliorer les maillons
	Poste	Responsable d'équipe
	Activités	Entretiens avec les sociétés minières et les fournisseurs et préparation d'un rapport contenant des recommandations pour des actions visant à soutenir un plus grand usage des fournisseurs zimbabwéens par les sociétés minières.

	Nom du projet	**L'impact des mines en République Démocratique du Congo : performances jusqu'à présent et défis futurs**
	Année	2013
	Lieu	RDC
	Client	MMG
	Principales caractéristiques du projet	Objectifs de l'étude : Faire le point des avantages dont a bénéficié la République Démocratique du Congo grâce aux activités des mines depuis la fin de la guerre civile en 2002. Comprendre les perceptions des investisseurs étrangers par rapport à la RDC en tant qu'opportunité d'investissement, étant donnée la signification des investissements étrangers directs pour le secteur minier du pays. Identifier les domaines où les avantages pourraient être renforcés grâce à un cadre institutionnel stable et prévisible, surtout dans le contexte des propositions de modification du Code minier. En s'intéressant à ces objectifs, la discussion se concentre sur les opportunités « d'élargir le gâteau » (plutôt que de diviser un gâteau toujours plus petit), grâce à une meilleure gestion du secteur. Il est fort probable que cette action génèrera plus d'avantages d'une portée considérable que les arguments traditionnels à somme nulle autour de la distribution des avantages entre l'industrie, le gouvernement et les communautés.
	Poste	Consultant
	Nom du projet	**Étude de cas pays : Zambie**
	Année	2013
	Lieu	Zambie
	Client	Conseil international des minerais et des métaux (ICMM), Chambre des mines de la Zambie
	Principales caractéristiques du projet	Evaluation de la contribution du secteur minier au développement économique de la Zambie au niveau national et local
	Poste	Economiste
	Activités	Analyse de les contributions du secteur minier aux revenus fiscales, exportations, l'emploi, croissance économique
	Nom du projet	**Évaluation de l'impact économique de la mine de Tenke Fungurume**
	Année	2012
	Lieu	République Démocratique du Congo
	Client	Freeport-McMoRan Copper & Gold Inc.
	Principales caractéristiques	Évaluation des impacts économiques de la mine de Tenke Fungurume (MTF) au niveau national,

	du projet	régional et local.
	Poste	Responsable d'équipe
	Activités	Analyse de l'impact de la mine sur l'emploi, les revenus, les moyens d'existence et la structure économique
	Nom du projet	**Évaluation de l'aciérie d'Ajaokuta, Nigeria**
	Année	2012
	Lieu	Nigeria
	Client	Ministère des Mines et du Développement des aciéries, DfID
	Principales caractéristiques du projet	Évaluation des options pour l'aciérie
	Poste	Économiste des métaux
	Activités	Évaluation de la viabilité commerciale de l'aciérie à partir du bilan des coûts et des revenus probables à long terme, étude de l'importance stratégique de l'aciérie pour l'économie nigériane
	Nom du projet	**Étude de cas pays : RDP Lao**
	Année	2010
	Lieu	RDP Lao
	Client	Conseil international des minerais et des métaux (ICMM), Lane Xang Minerals Limited, Phu Bia Mining
	Principales caractéristiques du projet	Étude de cas sur l'impact économique et social des activités minières à grande échelle en RDP Lao
	Poste	Économiste minier
	Activités	Bilan et évaluation macro-économiques de la politique minière du gouvernement
	Nom du projet	**Rapports annuels sur le marché du minerai de fer**
	Année	2002-2013
	Lieu	International
	Client	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
	Principales caractéristiques du projet	Préparation d'un rapport annuel (d'environ 100 pages) sur les développements dans le secteur du minerai de fer dans le monde, y compris les prévisions pour l'offre, la demande et les prix. Responsable de la coordination globale de la rédaction du rapport, de la préparation préliminaire des chapitres sur le secteur de l'acier, la tarification du minerai de fer, les coûts de transport et les perspectives d'avenir
	Poste	Chef de projet, auteur principal
	Nom du projet	**Gestion légale et économique des ressources minières en République Démocratique du Congo**
	Année	2009-2010
	Lieu	Congo (RDC)

	Client	Centre du Commerce International OMC/Nations Unies
	Caractéristiques principales du projet	Définition de la « vision » économique pour le secteur minier du Congo
	Poste	Économiste minier
	Activités	Bilan des politiques gouvernementales au titre des accords avec les grandes sociétés minières, des impacts économiques au niveau national et régional, des petites exploitations minières, de la fiscalité, du commerce, du traitement en aval
	Nom du projet	**Mise en place d'un système d'information de marché pour les producteurs de cacao et de café au Cameroun**
	Année	2007
	Lieu	Cameroun
	Client	CNUCED (financé par le gouvernement de la France)
	Caractéristiques principales du projet	Mise en place d'un système pour la diffusion des prix et l'information de marché pour les exploitants
	Poste	Chef de projet
	Activités	Supervision du projet
	Nom du projet	**Développement fondé sur les ressources minières dans la province d'Espinar, Pérou**
	Année	2006-2007
	Lieu	Pérou
	Client	Nations Unies
	Caractéristiques principales du projet	Analyse des maillons économiques entre le secteur minier et les autres activités économiques, évaluation des projets de développement local financés par BHP Tintaya (société minière locale), renforcement de la capacité locale d'aménagement
	Poste	Chef de projet
	Activités	Supervision du projet, formulation d'un modèle économique simple, évaluation des projets de développement, animation des échanges de points de vue entre les parties prenantes
	Nom du projet	**Étude de cas du Chili**
	Année	2005
	Lieu	Chili
	Client	Conseil international des minerais et des métaux (ICMM)
	Caractéristiques principales du projet	Étude de cas du Chili dans le cadre du Programme des ressources naturelles
	Poste	Auteur principal
	Activités	Analyse de l'importance macro-économique de l'industrie minière au Chili et de l'impact du projet Escondida sur l'économie de la région d'Antofagasta

	Nom du projet	**Assistance au gouvernement de la province du Kalimantan central, Indonésie**
	Année	2003-2004
	Lieu	Indonésie
	Client	Kalimantan Gold Corporation
	Caractéristiques principales du projet	Fournir des conseils au gouvernement provincial sur la manière de gérer les impacts socio-économiques des projets miniers proposés
	Poste	Chef de projet, économiste
	Activités	Évaluation des procédures administratives existantes, analyse de l'économie locale, organisation d'ateliers de renforcement des capacités
	Nom du projet	**Assistance au secteur sucrier du Swaziland**
	Année	1999-2000
	Lieu	Swaziland
	Client	CNUCED (financé par le PNUD)
	Caractéristiques principales du projet	Analyse des dispositions institutionnelles pour le secteur sucrier et des possibilités de renforcer la participation des petits exploitants
	Poste	Chef de projet, économiste
	Activités	Animation des discussions entre les petits exploitants, le gouvernement et les transformateurs du sucre, analyse économique du secteur
	Nom du projet	**Mise en place d'un système d'aménagement régional pour la province du Cap-du-Nord en Afrique du Sud**
	Année	1998-1999
	Lieu	Afrique du Sud
	Client	Gouvernement de la province du Cap-du-Nord
	Caractéristiques principales du projet	Construction d'un modèle économique pour la province qui a été utilisé pour simuler les résultats de la privatisation de la mine de diamants d'Alexkor
	Poste	Chef de projet, économiste
	Activités	Construction d'un modèle économique, organisation du dialogue avec les parties prenantes sur l'orientation du développement économique
	Nom du projet	**Étude du secteur minier en Indonésie**
	Année	1995
	Lieu	Indonésie
	Client	CNUCED
	Caractéristiques principales du projet	Préparation d'une étude sur le secteur minier indonésien, y compris la signification macro-économique, la politique gouvernementale et les facteurs institutionnels
	Poste	Auteur de l'étude
	Activités	Analyse des performances du secteur et de la

		pertinence de la gestion du secteur par le gouvernement
	Nom du projet	**Étude du secteur minier en République Dominicaine**
	Année	1994
	Lieu	République Dominicaine
	Client	CNUCED
	Caractéristiques principales du projet	Préparation d'une étude sur le secteur minier dominicain, y compris la signification macro-économique, la politique gouvernementale et les facteurs institutionnels
	Poste	Auteur de l'étude
	Activités	Analyse des performances du secteur et de la pertinence de la gestion du secteur par le gouvernement
	Nom du projet	**Étude du secteur minier au Pérou**
	Année	1993
	Lieu	Pérou
	Client	CNUCED
	Caractéristiques principales du projet	Préparation d'une étude sur le secteur minier péruvien, y compris la signification macro-économique, la politique gouvernementale et les facteurs institutionnels
	Poste	Auteur de l'étude
	Activités	Analyse des performances du secteur et de la pertinence de la gestion du secteur par le gouvernement

11. Publications

Publiées en forme de rapports préparés pour le Gouvernement suédois

SGU:s framtida organisation (future organization of the Swedish Geological Survey), report of the Organizing Committee for the Swedish Geological Survey (Ds I 1974:1), Ministry of Industry, Stockholm, 1974

Råvaror och råvarupolitik - underlag för svenska bedömningar (Commodities and commodity policy - a basis for Swedish considerations), report of the Working Group on Commodity Issues of the Council on Industrial Policy (Ds I 1977:8), Ministry of Industry, Stockholm, 1977

Malmer och metaller (Ores and metals), interim report of the Parliamentary Commission on Mineral Policy (SOU 1979:40) Stockholm, 1979

Mineralpolitik (Mineral Policy), final report of the Parliamentary Commission on Mineral Policy (SOU 1980:12) Stockholm, 1980

Publiés en forme des documents des Nations Unies

Tungsten price indicators (TD/B/C.1/TUNGSTEN/39, 1982)

Tungsten products (TD/B/C.1/TUNGSTEN/40, 1982)

Tungsten products (TD/B/C.1/TUNGSTEN/45, 1983)

Possible improvements in, or additions to, the current range of tungsten price indicators (TD/B/C.1/TUNGSTEN/46, 1983)

Tungsten price indicators (TD/B/C.1/TUNGSTEN/47, 1983)

Implementation of decision 4(V) of the Committee on Commodities relating to the disposal of surpluses, strategic reserves or other government-held non-commercial inventories of primary products (TD/B/C.1/287, 1986)

Recent market and industry developments (for bauxite, alumina and aluminium) (TD/B/C.1/RM/BAUXITE/2, 1991)

The mineral sector in Peru (UNCTAD/COM/28, 1993)

Market situation and outlook for bauxite, alumina and aluminium (TD/B/CN.1/RM/BAUXITE/2, 1993)

The mineral sector in Indonesia (UNCTAD/COM/38, 1994)

Environmental aspects of bauxite and aluminium production in Indonesia (UNCTAD/COM/39, 1994)

Recent and planned changes in production capacity for bauxite, alumina and aluminium (UNCTAD/COM/RDS/1, 1995)

The mineral sector in the Dominican Republic (UNCTAD/COM/61, 1995)

Bauxite, alumina and aluminium in the Uruguay Round (UNCTAD/COM/79, 1996)

Management of commodity resources in the context of sustainable development: Governance issues for the mineral sector (UNCTAD/ITCD/COM/3, 1997)

Recent and planned changes in production capacity for bauxite, alumina and aluminium (UNCTA/ITCD/COM/13, 1997)

Socio-economic consequences of the restructuring and privatization of the Alexkor diamond mine (http://www.natural-resources.org/minerals/development/docs/pdfs/namqldfull.pdf, 1998)

World commodity trends and prospects, report to the General Assembly (A/57/381, 2002)

The iron ore market (annual market review, lead author every year 2002-2013)

Market entry conditions affecting competitiveness and exports of goods and services of developing countries: large distribution networks, taking into account the special needs of LDCs, Background paper for Expert Meeting (TD/B/COM.1/EM.23/2, 2003)

World commodity trends and prospects, report to the General Assembly (A/59/304, 2004)

Promoting participation of developing countries in dynamic and new sectors of world trade: (iii) Steel and related specialty products, Background paper for Expert Meeting (TD/B/COM.1/EM.28/4, 2005)

World commodity trends and prospects, report to the United Nations General Assembly (A/61/202, 2006)

Commodities and Development, Background note for the Commission on International Trade in Goods and Services, and Commodities, 19-23 March 2007

World commodity trends and prospects, report to the United Nations General Assembly (A/64/184, 2009)

Publiés par d'autres organisations internationales

Issues Pertaining to Single Commodity Exporters, paper prepared for FAO Geneva Round Table on Special and Differential Treatment in the Context of the WTO Negotiations on Agriculture, 1 February 2002 (with Mehmet Arda)

World commodity trends and impact on African countries: Enhancing competitiveness and generating development gains, paper prepared for the African Union Extraordinary Conference of Ministers of Trade on African Commodities, Arusha, Tanzania, 7-11 November 2005

Autres publications

Stekenjokkprojektet (the Stekenjokk project), in Jämförelsemetoder i samhällsplaneringen (comparative methods in social planning), (NU B1978:3), Nordic Ministerial Council, Stockholm 1978

The Stakeholders (in International mining: Interests and Objectives), United Nations Environmental Programme, 2000

Mining challenges of the 21st Century, Chapter in Ghose and Dhar, Mining challenges of the 21st Century, Institution of Engineers, India, 2000

Forecasting Metal Supply and Demand, Oxford & IBH Publishing Co. Pvt. Ltd., 2003

Players in the mineral industry, chapter in Bastida et al., International and Comparative Mineral Law and Policy, Kluwer Law International, Netherlands, 2005

The LDCs: Commonalities with respect to agriculture, poverty and development problems and trade policies, paper included in Koning and Pinstrup-Andersen, Agricultural Trade Liberalization and the Least Developed Countries, Wageningen, Netherlands, 2007

The challenge of mineral wealth: Using resource endowments to foster sustainable development, case study on Chile (lead author), ICMM, 2008

International commodities trade and the impact on developing countries: A window of opportunity for development, chapter in Bleischwitz and Müller, Sustainable Resource Management, Foundation for Development and Peace, Bonn, 2009

The 2008 commodity price boom: Did speculation play a role? Mineral Economics, 2011

Comment: Investor demand and spot commodity prices. Resources Policy 36, 372-374, 2011.

Reply: Investor demand and spot commodity prices. Resources Policy, 2012

The Employment Effect of Mine Employees' Local Expenditure, Mineral Economics, 2014 (en cours)

BARBANSON Luc
Né le 2 février 1953 à Marseille, marié 2 enfants.

Adresse professionnelle
Institut des Sciences de la Terre d'Orléans
Université d'Orléans
Campus Géosciences - Bâtiment ISTE
1A rue de la Férollerie
B.P. 6759
45067 Orléans cedex 02

ÉTABLISSEMENT : Université d'Orléans - OSUC - ISTO

CORPS ET GRADE : Maître de conférence

FORMATION
Doctorat d'Etat: Les minéralisations Zn Pb Ba Hg Cu de socle et couverture carbonatés de la province de Santander (Nord de l'Espagne). Université d'Orléans, 293p., 6 cartes, 2 doc.h.t.

LANGUES: espagnol (lu, parlé, écrit), anglais (lu, écrit).

PRINCIPAUX THEMES DE RECHERCHE DÉVELOPPÉS
Métallogénie, plus précisément: études texturales et minéralogiques multiéchelles de gîtes minéraux et relations avec l'histoire géologique locale. Dernièrement: utilisation des fonctions hétérogénéités de P. Gy pour caractériser les textures des solides cohérents, construction de cartes de prédictivité pour les ressources minérales, traçabilité des minerais métalliques modélisation des processus minéralurgiques, évaluation de la maille de libération.

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT :
Établissement : OSUC - Université d'Orléans
Cristallographie, minéralogie, métallogénie, géologie appliquée aux niveaux Licence, Master Recherche et Master Professionnel.

COLLABORATIONS INDUSTRIELLES:
HEXAMINES, AZSA (Espagne), Consejo de Recursos Minerales (Mexique), CTT, SNAREMA, REMINEX, MANAGEM, CNPq (Brésil), Kasbah Gold.

ENCADREMENTS ETUDIANTS
14 DEA/Master Recherche, co-direction de 12 Thèses, 27 Stages de Maîtrise, 7 projets d'ingénieurs.

PUBLICATIONS 2008 – 2014

1. Rozenbaum O., **Barbanson L**., Muller F. et Bruand A. (2008) - Significance of a combined approach for replacement stones in the heritage buildings conservation frame. C. R. Geoscience 340 (2008) 345–355.

2. Mourad Essalhi1, Stanislas Sizaret, **Luc Barbanso**n, Yan Chen, Yannick Branquet, Dominique Panis, Pierre Camps, Pierre Rochette and Angels Canals (2009) - Track of fluid paleocirculation in dolosmite host rock at regional scale by the Anisotropy of Magnetic Susceptibility (AMS): An example from Aptian carbonates of La Florida (Northern Spain). Earth and Planetary Science Letters, vol. 277, 3-4, janvier 2009, 501-513.

3. S. Sizaret, Y. Branquet, E. Gloagen, A. Chauvet, **L. Barbanson**, L. Arbaret and Y. Chen (2009) - Estimating the local paleo-fluid flow velocity: New textural method and application to metasomatism". Earth and Planetary Science Letters, vol. 280, 1-4, 15 avril 2009, 71-82.

4. **L. Barbanson**, S. Sizaret, O. Rozenbaum and J.L. Rouet (2009) - Textural characterization using P. Gy heterogeneity functions. Mathematical Geosciences, Math. Geosci. vol.41, 8, novembre 2009, 855-868 : 855-868, DOI 10.1007/s11004-009-9241-5.

5. Moreno Tovar R., **Barbanson L**. y Coreño Alonso O. (2009) – Neoformación mineralógica en residuos mineros (jales) del distrito minero Zimapán, estado de Hidalgo, México. Minería y Geología, v. 25, 2, ISSN 1993 8012.

6. Essalhi M., Sizaret S., **Barbanson L**., Chen Y., Lagroix F., Demory F., Nieto J.M., Sáez R. and Capitán M.A. (2011) - A case study of the internal structures of gossans and weathering processes in the Iberian pyrite belt using fabrics and paleomagnetic dating. Accepted for publication in Mineralium Deposita, on 25-04-2011.

7. Artur C. Bastos Neto, Vitor P. Pereira, Amanda C. Pires, **Luc Barbanson**, and Alain Chauvet (2012) – Fluorine-rich Xenotime from the world-class Madeira Nb-Ta-Sn deposit associated with the albite-enriched granite at Pittinga, Amazonnia, Brazil. Canadian Mineralogist Accepted for publication February 15, 2012. Can Mineral 2012 50:1453-1466; doi:10.3749/canmin.50.6.1453.

8. Yannick Branquet, Charles Gumiaux, Stanislas Sizaret, **Luc Barbanson**, Bo Wang, Dominique Cluzel, Guanrong Li & Arnaud Delaunay (2012) - Synkinematic mafic/ultramafic sheeted intrusions: Emplacement mechanism and strain restoration of the Permian Huangshan Ni-Cu ore belt (Eastern Tianshan, NW China). Journal of Asian Earth Sciences (2012), http://dx.doi.org/10.1016/j.jseaes.2012.05.021

9. Julie Machault, **Luc Barbanson**, Thierry Augé, Laurent Bailly et Alexandre Felicio (2013) - "Memory loss" during mineral processing: application to base metals traceability. Minerals Engineering 46-47 (2013) 112-118.

10. Flavien Choulet, Nicolas Charles, **Luc Barbanson**, Yannick Branquet, Stanislas Sizaret, Aomar Ennaciri, Lakhlifi Badra, Yan Chen (2013) - Non-sulfide zinc deposits of the Moroccan High Atlas: Multi-scale characterization and origin. "Ore Geology Reviews Accepted manuscript (2013) 88 p."DOI : 10.1016/j.oregeorev.2013.08.015.

11. Chévremont Ph., Blein O., Razin Ph., Baudin T., **Barbanson L**., Gasquet D., Souleimani A., Admou H., Youbo M., Bouabdelli M. et ANZAR-Conseil (2013). Notice explicative carte géol. Maroc (1/50 000), feuille Bou Azer, Notes et Mémoires Serv. Géol. Maroc, N°535bis, MEM/BRGM. 153p. ISSN 0374-9789.

12. Admou H., Razin Ph., Egal E., Youbi N., Souleimani A., Blein O., Chévremont Ph., Gasquet D., **Barbanson L**., Bouabdelli M. et ANZAR-Conseil (2013). Notice explicative carte géol. Maroc (1/50 000), feuille Aît Ahmane, Notes et Mémoires Serv. Géol. Maroc, N°533bis, MEM/BRGM. 154p. ISSN 0374-9789.

13. Souleimani A., Egal E., Razin Ph., Youbi N., Admou H., Blein O., **Barbanson L.**, Gasquet D., Bouabdelli M. et ANZAR-Conseil (2013). Notice explicative carte géol. Maroc (1/50 000), feuille Al Glo'a, Notes et Mémoires Serv. Géol. Maroc, N°532bis, MEM/BRGM. 140p. ISSN 0374-9789.

14. Eric Gloagen, Yannick Branquet, Alain Chauvet, Vincent Bouchot, **Luc Barbanson**, Jean Louis Vigneresse (101X) - Tracing the magmatic/hydrothermal transition in regional low-strain zones: The role of magma dynamics in strain localization at pluton roof, implications for intrusion-related gold deposits" has been accepted for publication in the Journal of Structural Geology.

15. Tamara Reginatto MANFREDI, Artur C. BASTOS NETO, Vitor P. PEREIRA, **Luc BARBANSON** & Cristine SCHUCK (2013) – The parasite-(Ce) mineralization associated with the Faenda Varela carbonatite (Correia Pinto, SC). Pesquisas em Geociências, 40 (3): 295-307, set./dez. 2013.

16. Artur C Bastos Neto, José T Ferron, Chauvet Alain, Farid Chemale, **Luc Barbanson**, Evandro F Lima, Clovis F Costa (2014). U-Pb dating of the Madeira Suite and structural control of the albite-enriched granite at Pitinga (Amazonian, Brazil): Evolution of the A-type magmatism and implications on the genesis of the Madeira Sn-Ta-Nb (REE, cryolite) world-class deposit. Accepted by the editor for publication in Precambrian Research 243 (2014) 181-196.

17. Bo Wang, Dominique Cluzel, Bor-Ming Jahn, Liangshu Shu, Yan Chen, Yazhong Zhai, Yannick Branquet, **Luc Barbanson** and Stanislas Sizaret, 2014 – Late Paleozoic pre- and syn-kinematic plutons of the Kangguer – Huangshan shear zone: inference on the tectonic evolution of the eastern Chinese North Tianshan. American Journal of Science, vol. 314, 2014, p. 43-79, DOI 10.2475/01.2014.02.

18. Julie Machault, **Luc Barbanson**, Thierry Augé, Laurent Bailly and Jean-Jacques Orgeval (2014) - Mineralogical and microtextural parameters in metals ores traceability studies, accepted for publication in Ore Geology Reviews on may 2014, Ore Geology Reviews, 63 (2014), 307-327.

19. Guangrong LI, Stanislas SIZARET, **Luc BARBANSON**, Yannick BRANQUET, Yan CHEN, No WANG, Chagzhi WU, Lianxing GU and Liangshu SHU, 2014. Initial geometry and paleoflow reconstruction of the Yamansu skarn-related iron deposit of eastern Tianshan (China) from paleomagnetic and magnetic fabrics investigations. Journal of Asian Earth Sciences, accepté pour publication juin 2014.

CONFERENCES INVITEES 2008 – 2014

Barbanson Luc, En-Naciri Aomar, Chauvet Alain, Badra Lakhlifi, Sizaret Stanislas, Chen Yan, Essalhi Mourad y Branquet Yannick, (2010) - Aportación de la mineralogía a la actividad minera:

muestreo, distribución de subproductos valiosos (Ge, Au, Ag, Nb), análisis de textura. Conférence invitée, Homenaje al profesor Jesús García Iglesias", Oviedo, 5 noviembre 2010.

Barbanson Luc (2013). “ Description texturale d’un solide à la P. Gy “ : Paramètres de granularité et de distribution – domaine textural d’un solide - prolongement de ce formalisme à l'évaluation de la maille de libération. Conférence invitée, Université de Genève, Earth and Environmental Sciences, Department of Mineralogy, 27 juin 2013.

CHAPITRE D’OUVRAGE 2008 – 2014

Barbanson Luc, En-Naciri Aomar, Chauvet Alain, Badra Lakhlifi, Sizaret Stanislas,Chen Yan, Essalhi Mourad y Branquet Yannick, 2010 - Aportación de la mineralogía a la actividad minera: muestreo, distribución de subproductos valiosos (Ge, Au, Ag, Nb), análisis de textura. In editor J. Loredo Pérez "Nuevos retos en la prospección e investigación de los recursos minerales - Libro Homenaje al profesor Jesus Garcia Iglesias", Oviedo, ISBN 978-84-614-4631-5, p.81- 126.

Curriculum vitae Olivier Fabbri (avril 2014)

Fabbri
Olivier
Né le 14 février 1961
Marié, un enfant

Adresse professionnelle: UMR 6249, Université de Franche-Comté, 16 route de Gray,
F-25030 Besançon, France
Téléphone professionnel: 33 3 81 66 62 75
E-mail: olivier.fabbri@univ-fcomte.fr

Diplômes

Diplôme d'ingénieur de l'Ecole Supérieure de l'Energie et des Matériaux, université d'Orléans, Orléans, septembre 1986.
Docteur de l'université d'Orléans, Orléans, février 1989.
Habilitation à Diriger des Recherches (HDR), université de Franche-Comté, Besancon, novembre 2000.

Expériences professionnelles

Août 1989-mars 1993: géologue en bureau d'étude (CTI Engineering Co., Ltd), Fukuoka, Japon.
Avril 1993-septembre 1996: assistant, université de Yamaguchi, Japon.
Octobre 1996-septembre 2001: maître de conférences, université de Franche-Comté, Besançon.
Octobre 2001-présent: professeur, université de Franche-Comté, Besançon.

Activités de recherches

Géologie structurale et sismo-tectonique

1/ Structure des prismes d'accrétion (prismes de Shimanto et de Nankai, Japon)
2/ Rôle des fluides sur la mécanique des failles (est de la France, Alpes franco-italiennes)
3/ Sismotectonique régionale (Japon, est de la France)
4/ Mécanique des failles sismiques ou asismiques (Ecosse, Alpes franco-italiennes, Japon)
5/ Ruptures sismiques dans la croûte océanique (Corse, Alpes franco-italiennes, Oman).

Experiences en mer

Participation à deux expéditions IODP à bord du Chikyu, en 2007-2008 (expédition 316, 7 semaines), et en 2012-2013 (expédition 338, 7 semaines).

Participation à une campagne géophysique (SeaBeam, gravimétrie, magnétisme, sondeur de sédiment) dans le Golfe d'Aden à bord du Beautemps-Beaupré en 2006 (expédition Aden-Owen-Carlsberg (AOC), deux semaines).

Langues étrangères

Anglais et japonais courants, notions d'allemand et de chinois.

Annexe 5

Bilan 2013 des actions menées par SUDMINE

Source : SUDMINE

Bilan 2013 des principales actions menées par SUDMINE

- La totalité des démarches administratives de création.
- La totalité des démarches sociales.

- Nomination du CODIR, d'un Directeur, d'un Vice-Président et d'un Président.
- 6 réunions de CODIR.
- Création et suivi du PAS (Plan d'Actions de SUDMINE).
- Mise à disposition d'un bureau meublé par GéoPlusEnvironnement.
- Achat de matériel (2 ordinateurs, 1 combiné imprimante, 1 véhicule Clio société, 1 téléphone portable, 1 GPS, batées).

- Edition d'une plaquette de présentation en Français et en Anglais.
- Préparation d'une plaquette de présentation en Espagnol.
- Création du site Internet www.sudmine.com, en Français, Anglais et Espagnol.
- Rédaction d'une Politique éthique et de Développement Durable.
- Présentation de SUDMINE à ERAMET, COMILOG, TEREA, UMIGA, MANAGEM, OSEAD, AUPLATA, OSTORERO, Variscan Mine, Ministère des Mines du Gabon, Ministère des Mines en France, Westmount Capital, Truffle Capital, Compagnie des Rivières du Sud, à de très nombreux géologues, etc...

- Etablissement d'une liste de futurs associés potentiels.
- Etablissement d'une liste de futurs membres potentiels du Comité Scientifique et Technique de SUDMINE (CSTS).

- Création d'un Cadastre Minier de la France métropolitaine.

- Préparation géologique et cadastrale d'environ 6 cibles potentielles pour un projet de maîtrise foncière d'un gisement de calcaire dur en Région Centre.
- Rapport de synthèse technique, foncier, environnemental et hydrogéologique d'une cible pour calcaire dur dans le Loiret.

- Première synthèse géologique et minière du prospect de Lopérec (29) pour or.
- Première mission de reconnaissance et de batées sur le prospect de Lopérec (29).
- Première version de la Demande de PER « Lopérec ».

- Première synthèse géologique et minière du prospect « Pyrénées » pour or. Prospection en août.

- Premières réflexions sur le prospect de Salau (09) pour or et tungstène.
- Bases d'une éventuelle future collaboration avec Variscan Mine (et leurs investisseurs) sur Salau.

Sustainable Mining
SUDMINE
Development

- Signature d'un accord de partenariat avec Compagnie des Rivières du Sud en Guinée Conakry.
- Dépôt de 5 demandes de Permis de Recherche pour or et substances connexes de 100 km² chacun en Guinée Conakry. En cours d'instruction.

- Accord de principe pour la signature d'une joint-venture avec un exploitant en Guyane pour or et matériaux de carrière sur un PER existant.
- Première reconnaissance héliportée et des accès sur ce PER en Guyane.

- Projet avorté de constitution de la filiale SUDMINE Gabon pour le développement d'un prospect polymétallique (dont or).

- Encadrement de 3 stagiaires (17 mois au total).
- Embauche de 2 salariés en fin d'année pour clôture des comptes et satisfaction aux critères de défiscalisation.
- Choix d'un expert-comptable à Orléans.

C. VALLIER

Le 24 février 2014

Annexe 6

Présentation et références de GéoPlusEnvironnement (Géo+) dans le domaine de la Mine

Source : GéoPlusEnvironnement

GéoPlusEnvironnement

BUREAU D'ETUDES INDEPENDANT POUR L'INDUSTRIE MINIERE

La **prospection**, l'application de la **réglementation**, la gestion de **l'environnement,** l'analyse des **risques**, au service de **votre projet**

e-mail: geo.plus.environnement@orange.fr
SARL au capital de 50 000 euros - RCS : Toulouse 435 114 129 - Code NAF: 7112B

Siège social et Agence Sud	Le Château	31 290 GARDOUCH	Tél : 05 34 66 43 42 / Fax : 05 61 81 62 80
Agence Centre et Nord	2 rue Joseph Leber	45 530 VITRY-AUX-LOGES	Tél : 02 38 59 37 19 / Fax : 02 38 59 38 14
Agence Ouest	5 rue de la Rôme	49 123 CHAMPTOCE SUR LOIRE	Tél : 02 41 34 35 82 / Fax : 02 41 34 37 95
Agence Sud-Est	Quartier Les Sables	26 380 PEYRINS	Tél : 04 75 72 80 00 / Fax : 04 75 72 80 05
Agence Est	7 rue du Breuil	88200 REMIREMONT	Tél : 03 29 22 12 68 / Fax : 09 70 06 14 23
Antenne PACA	St Anne	84190 GIGONDAS	Tél : 06 88 16 76 78 / Fax : 05 61 81 62 80

Site internet : www. geoplusenvironnement.com

BUREAU D'ETUDES INDEPENDANT POUR L'INDUSTRIE MINIERE

GéoPlusEnvironnement

GéoPlusEnvironnement est un bureau d'études spécialiste de **l'industrie minière**.

Il répond aux besoins de ses clients pour les **mines, usines de traitement, fonderies, carrières, etc.…**

Avec ses 6 agences, **GéoPlusEnvironnement** exerce ses activités sur **l'ensemble du territoire national et à l'étranger.**

SES DOMAINES D'ACTIVITE

- Prospection minière
- Etudes de faisabilité
- Etudes géologiques et structurales
- Modélisations 3D diverses
- Etudes hydrogéologiques et hydrauliques
- Etudes technico-économiques
- Dossiers Code Minier et ICPE (PER, PEX, Concessions, AOTM, …)
- Déclaration de cessation d'activité (« Abandon »)
- Suivi Environnemental
- Management Environnemental
- Suivi Digues et Barrages des Parcs à résidus
- ETC…

UN SAVOIR FAIRE

Avant de créer **GéoPlusEnvironnement**, ses fondateurs ont œuvré directement pour l'industrie minière en tant que Géologue prospecteur, Directeur Environnement, Responsable foncier, Chargé de développement, Ingénieurs d'études, Responsable d'exploitation et ce, pendant près de 25 ans pour certains, aussi bien dans de grands groupes que dans de plus petites structures.

Le savoir faire de GéoPlusEnvironnement s'appuie sur des **groupements professionnels reconnus** :

- Membre de la Société de l'Industrie Minérale (**SIM**) (identifié au répertoire des Fournisseurs des Mines et Carrières),
- Membre de l'Association Française des Ingénieurs et Techniciens de l'Environnement (**AFITE**),
- Membre de la Société Géologique de France (**SGF**),
- Membre du dispositif régional « **Management Environnemental** en Midi-Pyrénées », de l'**Ecole du Développement Durable.**

Et est reconnu par les **qualifications et agréments** suivants :

- Auditeur-conseil pour les **Comités Régionaux de la Charte des Producteurs de Granulats** (UNICEM des régions Centre, Limousin, Auvergne et Poitou-Charentes),
- Auditeur de validation pour les **Comités Régionaux de la Charte des Producteurs de Granulats** (UNICEM des régions Pays de Loire, Ile de France, Rhône-Alpes, Champagne-Ardenne et Alsace),
- Organisme de formation sous le n°73 31 06602 31 (notamment pour le logiciel SYMBIOSE),
- Depuis 2012, **GéoPlusEnvironnement est agréé** par le Ministère de l'Ecologie du Développement Durable pour les « **Digues et petits barrages** – Etudes, diagnostics et suivi des travaux » et pour « Auscultation ».

UN RESEAU DE COMPETENCES

De plus, **GéoPlusEnvironnement** est membre fondateur du **Réseau AURISPHERE**, réseau **national et international** de spécialistes de l'aménagement du territoire, qui regroupe :

des **géologues miniers**,
des **géotechniciens**,
des **informaticiens du sous-sol**,
des **spécialistes des sols pollués, des déchets et** des **fermetures de mines,**
des **géophysiciens,**
des **hydrauliciens,**
des **environnementalistes**,
des **écologues**,
des **hydrogéologues.**

Toutes ces compétences seront mises en œuvre par GéoPlusEnvironnement pour faire aboutir votre projet.

SA PHILOSOPHIE

GéoPlusEnvironnement combine le point de vue de l'industriel, la compétence du bureau d'études et la connaissance des exigences de l'administration.

Créé en 2001, **GéoPlusEnvironnement** se veut un bureau d'études international, indépendant, spécialiste des mines et des matériaux, proche des attentes des professionnels du secteur : réactif, compétent, de bon conseil, astucieux, raisonnable dans ses prix et « parlant le même langage ».

GéoPlusEnvironnement combine l'expérience de **géologues miniers seniors** avec le dynamisme **de géologues juniors** très compétents.

GéoPlusEnvironnement

ET LES MINES

PROSPECTION MINIERE ET ETUDES DE FAISABILITE

- **Exploration stratégique** : synthèses géologiques et métallogéniques à l'échelle d'une région ou d'un pays, SIG, identification de cibles, stream sediments, géochimie sols, …
- **Exploration tactique** : géologie de terrain, suivi de sondages, géophysique, géochimie, tarières, …
- **Reconnaissance et évaluation de gisement** : suivi de sondage, modélisation géologique 3D, géostatistique minière, évaluation des ressources et réserves
- **Etude de cadrage ("scoping study")** : projets d'exploitation (modélisation 3D), flowsheets miniers, minéralurgie – flowsheets de traitement, estimation des coûts
- **Etude de pré-faisabilité** : étude technique et économique des différents projets d'exploitation et de traitement, évaluation locale des réserves, faisabilité environnementale (hydraulique, hydrogéologie, écologie, socio-économie…), géotechnique, estimation plus précise des coûts
- **Etude de faisabilité « bancable »**
- **Etudes technico-économiques diverses :** audit, due diligence…

Prospection magnétique

MINERALURGIE

- Analyses chimiques et mécanique du minerai, détermination de mailles de libération
- Détermination de flowsheets de traitement
- Test minéralurgiques
- Pilotes

Sondages de reconnaissance

MODELISATIONS 3D

- Modélisation géologique en 3D
- Géostatistique minière, estimation des ressources et réserves
- Projet d'exploitation en 3D
- Maquette virtuelle en 3D
- Modélisation 3D prévisionnelle de la propagation du bruit d'un projet
- Modélisation aérodispersive en 3D

ETUDES ENVIRONNEMENTALES ET GEOTECHNIQUES

- Inventaires des milieux naturels avec l'appui d'écologue locaux (notamment en Afrique centrale et Guyane)
- Etudes socio-économiques (intervenants locaux en Afrique centrale)
- Etudes d'impact sur la santé humaine
- Mesures et modélisations du bruit (logiciel CadnaA)
- Etudes hydrogéologiques et hydrauliques,
- Pose de piézomètres
- Dimensionnement de parcs à résidus, études géotechniques…

GéoPlusEnvironnement

Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

GéoPlusEnvironnement

ET LES MINES

REGLEMENTATION, PERMIS D'EXPLORATION/EXPLOITATION, ETUDES D'IMPACT

- Analyse de la réglementation locale
- Conseil en évolution de la réglementation
- Dossiers de demande de permis d'exploration et d'exploitation
- Etudes d'impact
- Dossier de demande d'autorisation d'exploiter
- Déclarations de cessation d'activité
- Etudes de dangers
- Notices hygiène et sécurité

SUIVIS ENVIRONNEMENTAUX

- Bruit, poussières, eaux, vibrations
- Contrôle de l'exposition au bruit et aux poussières des employés

Etude des contraintes environnementales de la mine d'Omai (Guyana)

CESSATION D'ACTIVITE

- Dossiers de cessation d'activité
- Diagnostic pollution
- Dépollution des sols

REAMENAGEMENT

- Projets de réaménagement
- Visualisation végétale et paysagère en 4D
- Maîtrise d'œuvre de travaux de réaménagement
- Reconversion de friches industrielles
- Projets novateurs
- Projets mixtes (multi-activités)

SUIVIS ENVIRONNEMENTAUX POST-FERMETURE

- Eaux souterraines et superficielles
- Stabilité des parcs à résidus
- Revégétalisation…

Quelques références :

- Mines d'Or de Salsigne (11)
- SOGEREM, Mines de fluorine du Groupe PECHINEY (81)
- ASARCO-CBJ France (Camp Caiman, Guyane – 97)
- BRGM (Gabon)
- Ambassade de France (Argentine)
- Ministère « Environnement Mines » (Gabon)
- TEREA, Gabon
- Guyanor Ressources (Guyane – 97)
- CAMBIOR (Guyana)
- ONA (Maroc)
- SNEAP (66)
- CICMHZ (Chine, Gabon)
- Aluminium Péchiney (83)
- Mine de Rouez (72) (RP CV)
- SOLVAY Carbonate France, Mine de sel (54)
- AUPLATA (Guyane Française)
- CME (Guyane Française)
- SMSE (Guyane Française)
- COMILOG
- MANAGEM
- …

GéoPlusEnvironnement

Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

LA PROSPECTION MINIERE

Or, métaux de base, terres rares, diamant, U/Th

*De nombreuses étapes sont nécessaires pour mener à bien l'ouverture d'une nouvelle exploitation. Le processus décisionnel est complexe car il est basé sur des critères géologiques, miniers, métallurgiques, économiques, financiers, environnementaux et sociaux. Aussi, la première étape, **la prospection**, représente une phase déterminante dans le processus de décision et nous proposons au décideur de l'aider dans cette démarche.*

GéoPlusEnvironnement met à disposition son équipe de géologues miniers seniors et juniors pour toutes missions de prospection minière en France et à l'étranger.

- **Cadrage géologique et métallogénique préalable à partir de synthèses bibliographiques exhaustives, détaillées et prospectives, sur un pays ou une région du monde pour un ou plusieurs métaux**
  (références : confidentielles en Afrique du Nord, Amérique du Sud, Moyen Orient, Asie, Afrique Centrale)

Géologie de terrain, Gabon

Géologie de terrain, Guyane

- **Géologie de terrain : cartographie, structurale, échantillonnage**

Batée, Guyane

- **Géochimie : stream sédiments, sols, tarières, batées**
  (références : Bou Skour et Bleida au Maroc, stratégique au Gabon, SNEAP en France, BRGM en France et Gabon, Guyanor Ressources en Guyane, etc.)

Prospection magnétique

- **Géophysique : en relation avec Arkogéos** (membre du Réseau Aurisphère)

- **Sondages : tous types (tarière, mototarière, tarière creusé, destructifs, RC, carottés,…) Organisation, suivi, interprétation, orientation carottes**
  (références : Etéké, Gabon (Or) – Bouskour, Maroc (Cu))

Sondages carottés au Gabon

- **Modélisation géologique et cubature 3D (logiciels : CORALIS, GDM)**
  (références : Rio Tinto Luzenac, SOGEREM Péchiney Alcan, CICMHZ Gabon, ONA Maroc (Bleida), IMERYS Talc de Luzenac, etc.)

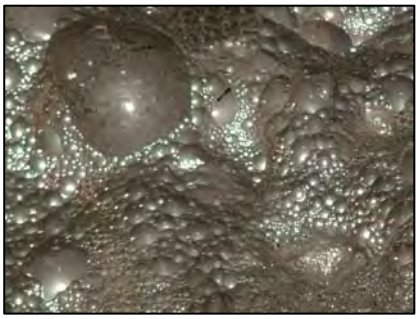
GéoPlusEnvironnement

Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

ETUDES DE PRE-FAISABILITE ET DE FAISABILITE

- **Méthode d'exploitation : ciel ouvert et souterrain (logiciels CORALIS)**
  (références : AUPLATA, Rio Tinto Luzenac, plusieurs dizaines d'exploitations à ciel ouvert, etc.)

- **Minéralurgie**
  (références : MANAGEM, Bakoudou Gabon (Or) – BRGM/SNEAP, France (Or))



- **Etudes géologiques, hydrogéologiques, hydrauliques, environnementales, calcul de vague en cas de rupture de digue, etc…)**
  (références : très nombreuses)

Etude hydrogéologique

- **Etudes de préfaisabilité et de faisabilité**
  (références : CICMHZ, Gabon (Mn), de nombreuses références en France)

- **Projet 4D de remise en état des sites**
  (références : très nombreuses en France, Guyane et Gabon)

Paysages de synthèse

- **Montage des dossiers réglementaires : PER, PEX, Concession, AOTM, cessation d'activité, etc…**
  (références : Péchiney Alcan, France : fluorine – Auplata, SMYD, CME, SMSE, GUYANOR, Guyane (Or, Diamant) – SOLVAY, France (sel), …)

- **Analyse de la réglementation minière et environnementale pour les Ministères ou pour les exploitants**
  (références : Gabon, République Démocratique du Congo, Argentine, France)

GéoPlusEnvironnement
Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

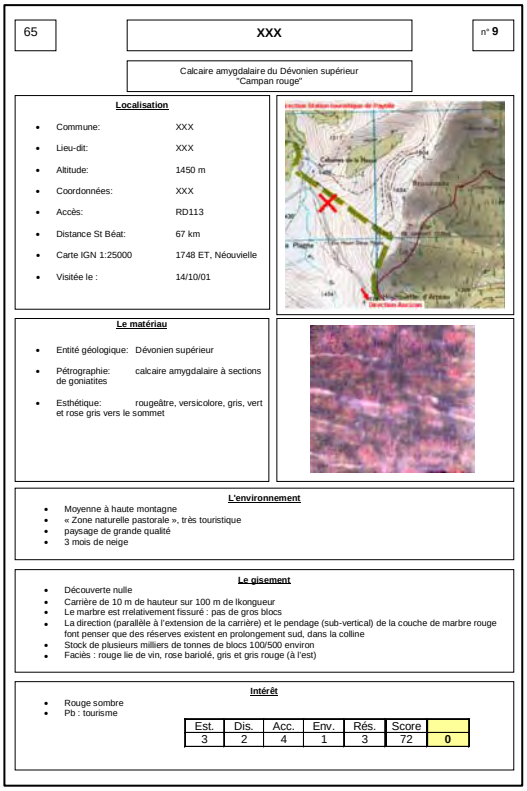
LA RECHERCHE DE SITES

Pour aider les industriels à monter de nouveaux projets face aux contraintes administratives croissantes, aux exigences des riverains, à la prise de conscience environnementale généralisée, etc…., GéoPlusEnvironnement a développé une méthode ***progressive et exhaustive****, basée sur une triple compétence (technique, réglementaire et environnementale), afin de trouver le meilleur site pour y développer une nouvelle activité dans les meilleures conditions.*

1. **Etude géologique**
2. **Détermination de grandes zones favorables (centaines de km²) du point de vue géologique**
3. **Affinage de ces zones avec des critères techniques (secteurs de plusieurs dizaine de km²)**
4. **Sélection de cibles (quelques km²) avec des critères environnementaux**
5. **Hiérarchisation objective de ces cibles par une matrice multicritère**
6. **Reconnaissance du gisement (géologie, géophysique, sondages, essais laboratoire)**
7. **Cubature du gisement en 3D (logiciels Coralis)**
8. **Négociations foncières**
9. **Etudes de pré-faisabilité**
10. **Montage des dossiers réglementaires de demande de titres miniers et d'ouverture de travaux miniers**

Cette méthode est ***adaptable,*** *et donc en grande partie* ***reproductible, à tout type de recherche de site****. Elle présente l'avantage d'être exhaustive sur un territoire donné. Ainsi, si la première cible sélectionnée ne permet pas de faire aboutir le projet, par exemple pour des raisons de maîtrise foncière, d'autres cibles, déjà déterminées et hiérarchisées, pourront prendre le relais.*

Le succès de vos projets n'est plus laissé au hasard, répond à un calendrier pré-déterminé et, surtout, se fait dans la meilleure acceptation publique possible*.*



65 | XXX | n° 9

Calcaire amygdalaire du Dévonien supérieur
"Camparn rouge"

Localisation

- Commune: XXX
- Lieu-dit: XXX
- Altitude: 1450 m
- Coordonnées: XXX
- Accès: RD113
- Distance St Béat: 67 km
- Carte IGN 1:25000 1748 ET, Néouvielle
- Visitée le : 14/10/01

Le matériau

- Entité géologique: Dévonien supérieur
- Pétrographie: calcaire amygdalaire à sections de goniatites
- Esthétique: rougeâtre, versicolore, gris, vert et rose gris vers le sommet

L'environnement

- Moyenne à haute montagne
- « Zone naturelle pastorale », très touristique
- paysage de grande qualité
- 3 mois de neige

Le gisement

- Découverte nulle
- Carrière de 10 m de hauteur sur 100 m de lkongueur
- Le marbre est rrelativement fissuré : pas de gros blocs
- La direction (parallèle à l'extension de la carrière) et le pendage (sub-vertical) de la couche de marbre rouge font penser que des réserves existent en prolongement sud, dans la colline
- Stock de plusieurs milliers de tonnes de blocs 100/500 environ
- Faciès : rouge lie de vin, rose bariolé, gris et gris rouge (à l'est)

Intérêt

- Rouge sombre
- Pb : tourisme

Est.	Dis.	Acc.	Env.	Rés.	Score	
3	2	4	1	3	72	0

Fiche de prospection de matériaux

Quelques références :

- BRGM (Gabon)
- Guyanor Ressources (Guyane – 97)
- SNEAP (France)
- ONA (Maroc)
- …

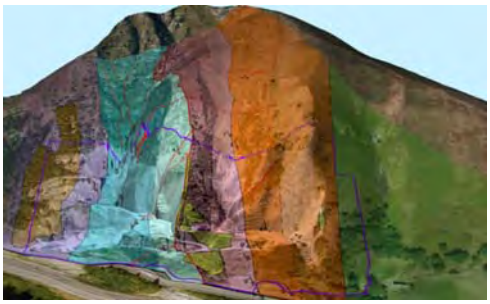
GéoPlusEnvironnement
Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

LA GEOLOGIE

GéoPlusEnvironnement : membre de la SGF et de la SIM

Sondages de reconnaissance

- **Prospection de matériaux de carrière**
- **Tous types de sondages de reconnaissance**
- **Cartographie géologique**
- **Etudes structurales**
- **Cubature de réserves et modèles 3D (logiciels CORALIS)**
- **Etudes géotechniques (avec le Cabinet MERIDION)**
- **Etudes géologiques pour assainissement**
- **Relevés géophysiques**
- **Caractérisation de matériaux**
- **Adaptation de la méthode d'exploitation aux conditions structurales du gisement**



Maquette géologique 3D

Etude géologique en carrière de calcaire

Quelques références :

- BRGM (Gabon, France - 81)
- Carrière de Macouria (Guyane – 97)
- SAND Ressources (Guyane – 97)
- GUYANOR Ressources (Guyane -97)
- SOCOBA (Gabon)
- ONA (Maroc)
- Talc de Luzenac (09)
- …

GéoPlusEnvironnement

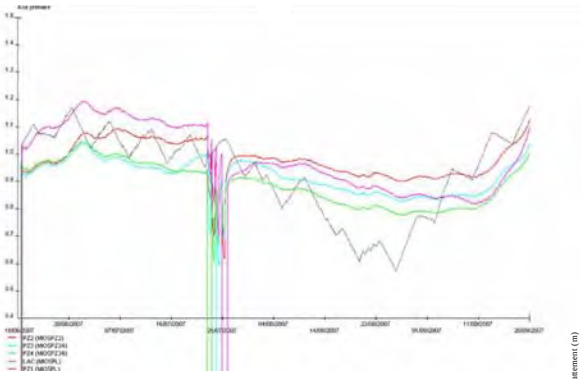
Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

LA GESTION DES EAUX EN MINES

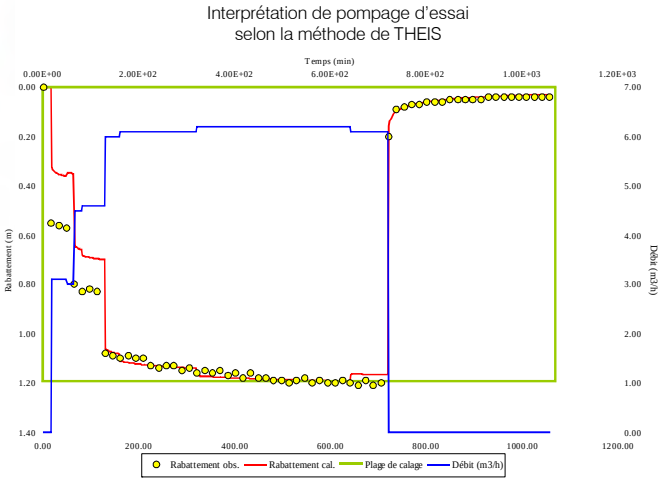
ETUDES

- Etudes hydrauliques
- Etudes hydrogéologiques
- Modélisation hydrogéologique
- Identification des ressources en eau
- Implantation de forages
- Dossier loi sur l'eau
- Diagnostic pollution des sols et des eaux
- Dimensionnement de capacité de rétention, décantation, infiltration
- Etude hydrobiologique (sous traitée)
- Dossiers ICPE pour STEP, installation de traitement de minerai...
- Création de zones humides
- Vitesse de colmatage d'un plan d'eau
- Fuseau de mobilité

Instrumentalisation de piézomètre



Suivi automatisé de la piézométrie



CONSEILS ET SUIVIS

- Organisation du site
- Prévention des pollutions
- Pose de piézomètres
- Recherche d'économies d'eau
- Gestion des eaux de process
- Traitement des boues de lavage des granulats
- Réaménagement de site
- Eaux souterraines : niveau piézomètrique, analyses d'eau
- Eaux superficielles : analyses d'eau
- Rejets aqueux : prélèvements et analyses
- Suivi piézométrique automatisé avec transmission des données par modem

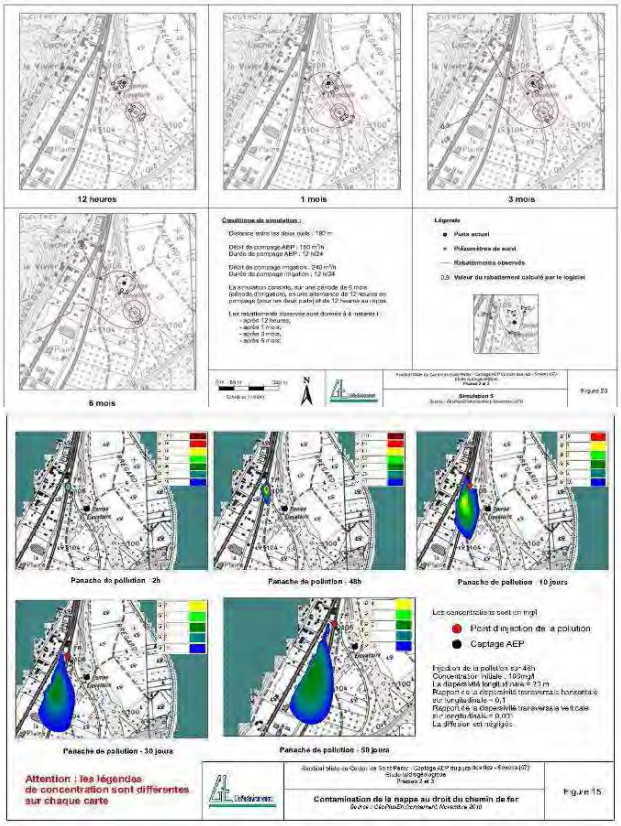
Quelques références :

- Mines d'Or de Salsigne (11)
- SOGEREM, Mines de fluorine du Groupe PECHINEY (81)
- TEREA, (Gabon)
- COMILOG - Eramet (Gabon)
- Guyanor Ressources (Guyane Française)
- ONA (Maroc)
- SNEAP (66)
- CICMHZ (Chine, Gabon)
- SOLVAY Carbonate France, Mine de sel (54)
- AUPLATA (Guyane Française)
- CME (Guyane Française)
- SMSE (Guyane Française)
- SMYD (Guyane Française)
- GOLDEN STAR (Omai, Guyana)
- SIBELCO (33)
- ...

GéoPlusEnvironnement
Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

HYDROGEOLOGIE

- **Etudes générales, bilans quantitatif et qualitatif nappe**
- **Schémas directeurs besoins/ressources**
- **Recherche hydrogéologique**
- **Suivi qualitatif d'aquifères**
- **Prospection géophysique**
- **Conception et suivi de forages**
- **Interprétation de pompages d'essai**
- **Traçages**
- **Modélisation 3D en régime transitoire (avec REM)**
- **Gestion des eaux pluviales par rétention/infiltration**
- **Dossiers d'autorisation de prélèvement**
- **Périmètres de protection des captages**



Modélisation et simulation de pollution
pour les périmètres de protection d'un puits AEP

Principales références :

- AUPLATA (Guyane Française)
- SMSE (Guyane Française)
- COMILOG (Gabon)
- AREVA (France)
- SOGEREM / ALCAN (France)
- …

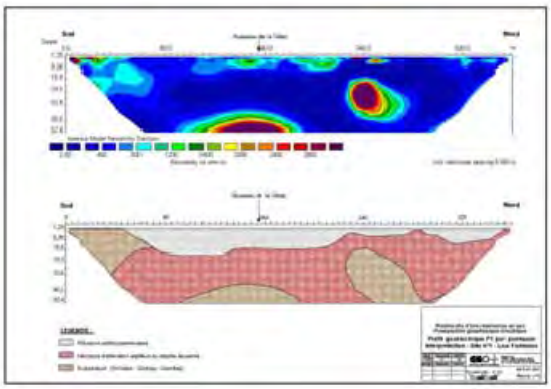


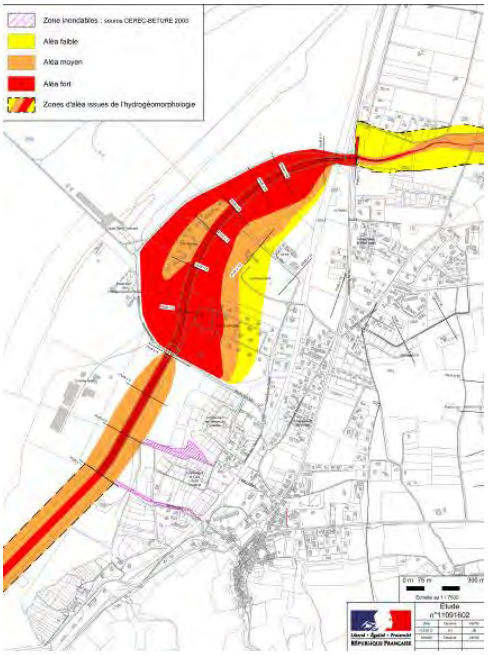
Tableau électrique pour l'implantation d'un puits AEP

GéoPlusEnvironnement
Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

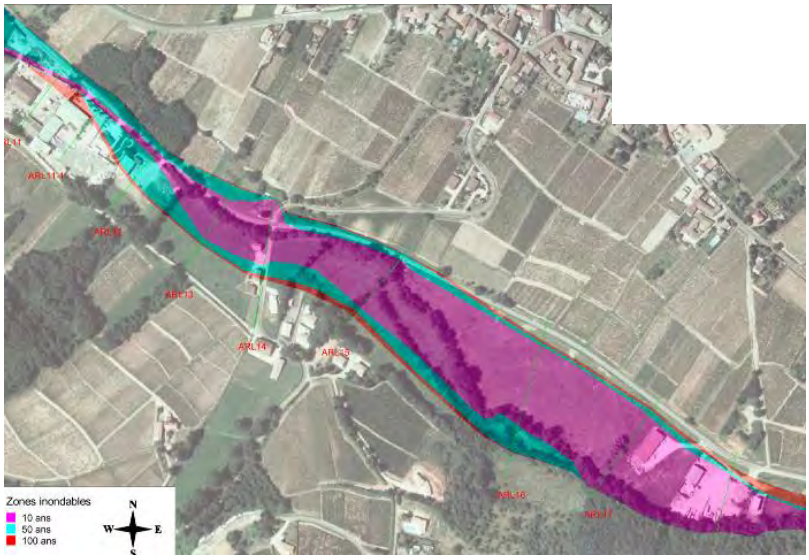
ETUDES HYDRAULIQUES

► *Études d'inondabilité*

- **Analyse hydrologique**
- **Modélisation des écoulements avec ISIS Flow**
- **Analyse hydrogéomorphologique**
- **Cartographie (Mapinfo, Autocad)**

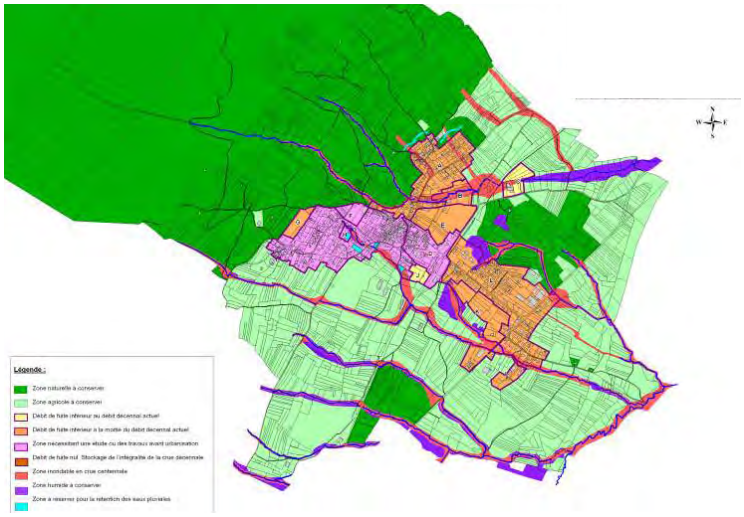


Exemple de carte d'aléa sur fond cadastral



Exemple de carte de zones inondables sur photo aérienne

► *Gestion des Eaux Pluviales*



Exemple de zonage des eaux pluviales

- **Schéma directeur de gestion des eaux pluviales**
- **Gestion à la parcelle : essais d'infiltration, dimensionnement des ouvrages (bassins, puits perdus, etc.), dépollution**
- **Voiries : fossés, noues, bassins, canalisation, dépollution**

Exemple de projet de gestion des eaux pluviales

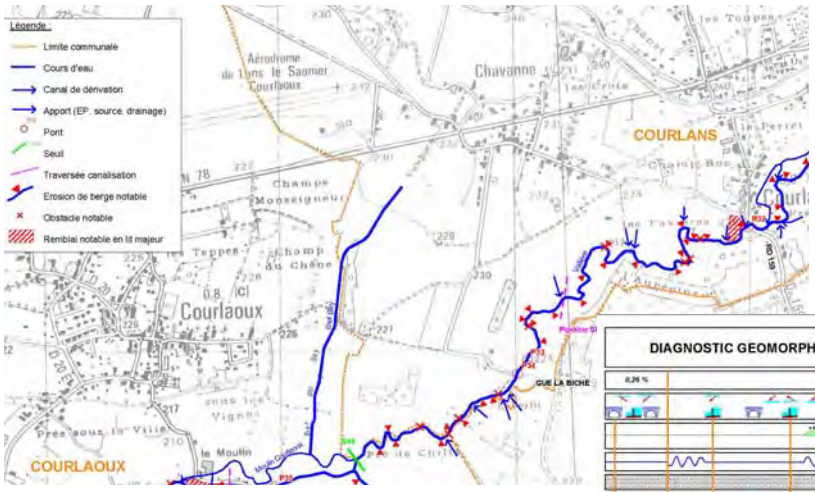
Principales références :

- AREVA
- SOGEREM
- CME
- …

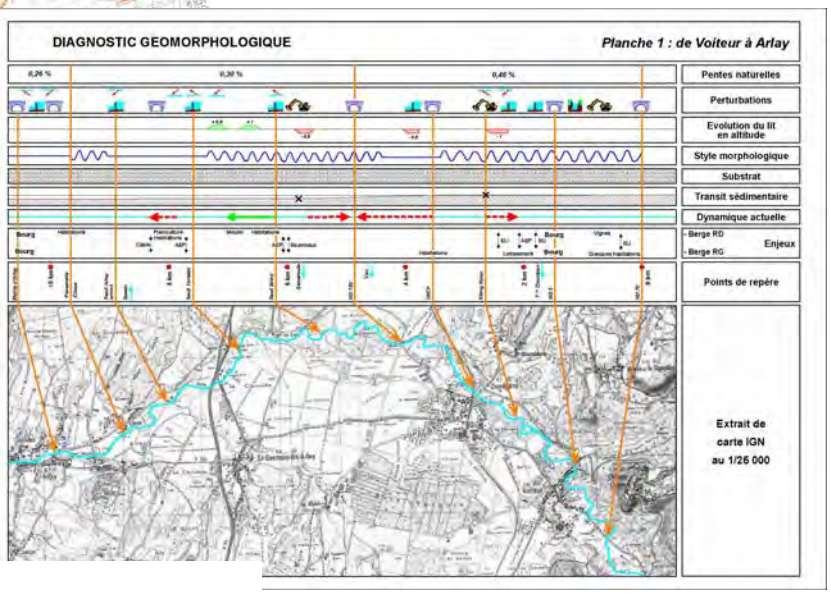
GéoPlusEnvironnement
Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

HYDROMORPHOLOGIE
HYDRAULIQUE DES MINES

► Hydromorphologie, Transport solide

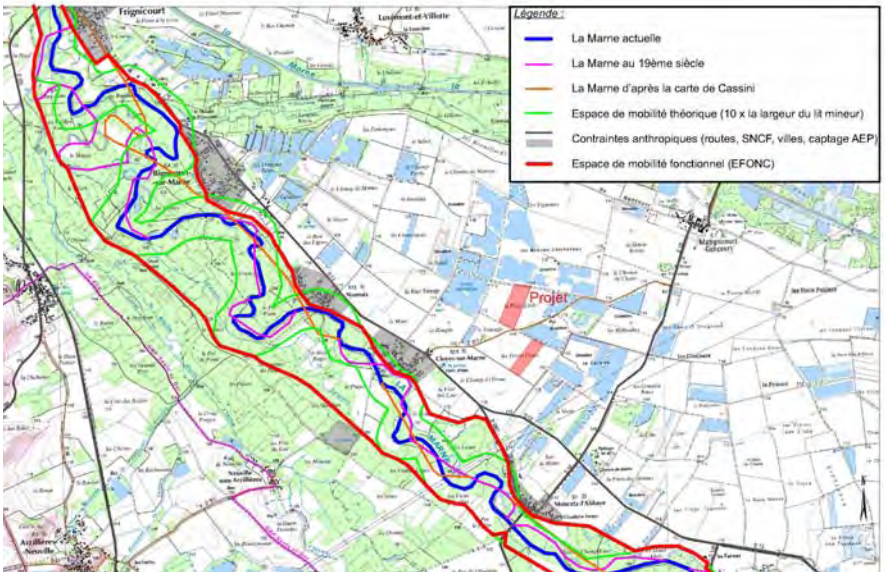


- Diagnostic géomorphologique de cours d'eau
- Analyse granulométrique
- Plan de gestion
- Passe à poissons



► Hydraulique des mines

- Inondabilité
- Fuseau de mobilité
- Impact hydraulique
- Recommandations

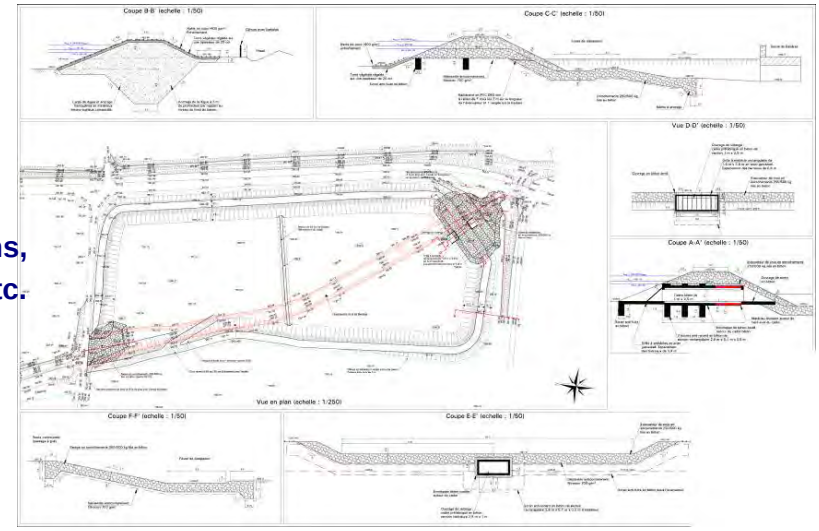


Fuseau de mobilité

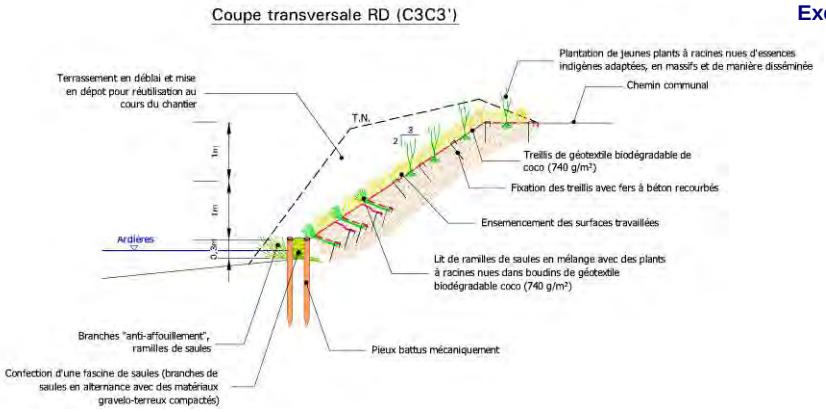
GéoPlusEnvironnement
Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

AMENAGEMENTS DE COURS D'EAU ET MAITRISE D'ŒUVRE

- **Bassins écrêteurs de crue**
- **Protection de berge : gabions, enrochements, techniques végétales, etc.**
- **Seuil**
- **Passe à poissons**



Exemple de plan de projet d'un bassin écrêteur de crue



Exemple de projet de confortement de berge en techniques végétales

- **Projet, réalisation du Dossier de Consultation des Entreprises, suivi du chantier, etc.**
- **Domaines concernés :**
  - **Travaux en rivières**
  - **Assainissement (réseaux, stations d'épuration)**
  - **Barrages, digues, retenues collinaires**

Aménagement d'une rampe en gabions

Chantier d'aménagement d'une retenue collinaire

GéoPlusEnvironnement
Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

DIGUES ET BARRAGES

GéoPlusEnvironnement a reçu en juin 2012 l'agrément du Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du logement (Service Technique de l'Énergie Électrique, des Grands Barrages et de l'Hydraulique) pour :

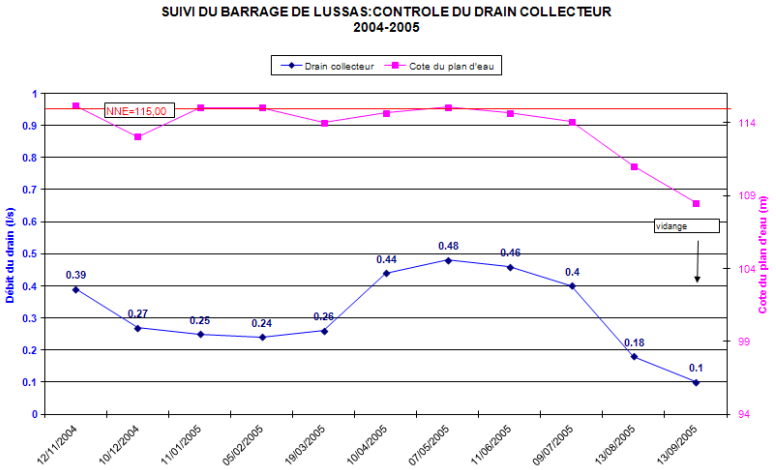
- *"Digues et petits barrages – Études, diagnostics et suivi des travaux"*
- *"Auscultation"*

Exemple de barrage de classe C suivi (visites techniques approfondies, auscultation, etc)

- **Auscultation**
- **Visites techniques approfondies**
- **Surveillance**
- **Études de dangers**
- **Maîtrise d'œuvre pour travaux de réalisation ou de confortement d'ouvrages**

Quelques références :
- Nombreux barrages de classes B, C et D
- Bassin écrêteur de crue
- Étude de dangers
- Golden Star (Omai, Guyana)
- AUPLATA (Guyane Française)
- CICMHZ (Njolé, Gabon)

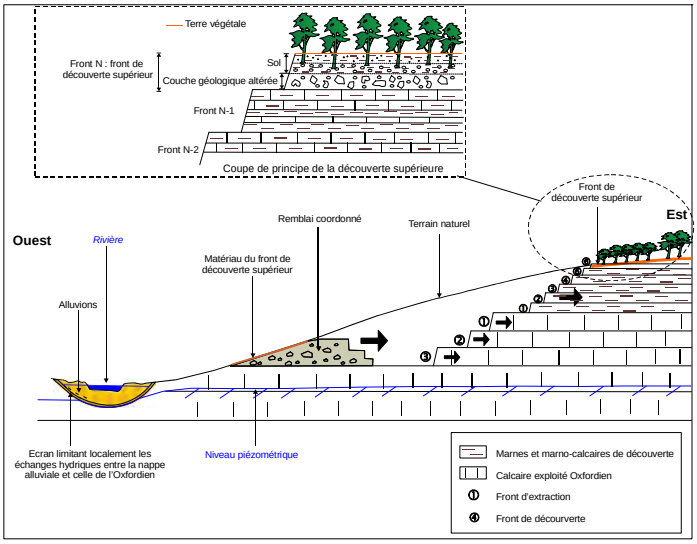
Exemple de travaux avec mission de maîtrise d'œuvre : reprise de l'évacuateur de crue en gabions



Exemple de suivi d'auscultation : suivi des débits de fuite et du niveau du plan d'eau

GéoPlusEnvironnement
Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

LA GESTION DES STERILES ET RESIDUS



- **Dimensionnement et choix de l'implantation de parcs à résidus**
- **Choix d'implantation des verses à stériles**
- **Coordination avec l'exploitation**
- **Réhabilitation des parcs à résidus et des verses à stériles**
- **Etude de stabilité des digues**
- **Etude de stabilité des verses**

Vue d'un réaménagement coordonné en cours

Etude des parcs à résidus

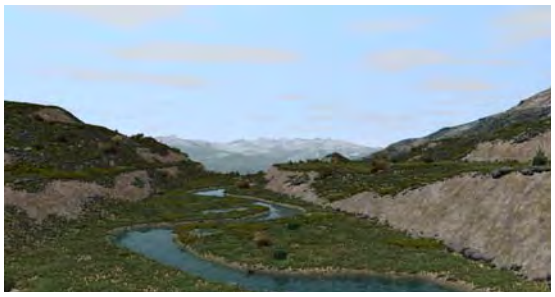
Quelques références :

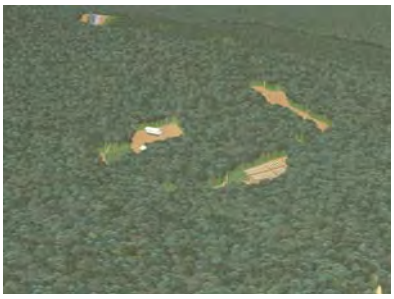
- SOLVAY (55)
- Talc de Luzenac (09)
- SMYD (Guyane Française)
- SOCOBA (Gabon)
- COMILOG (Gabon)
- CICMHZ (Gabon)
- …

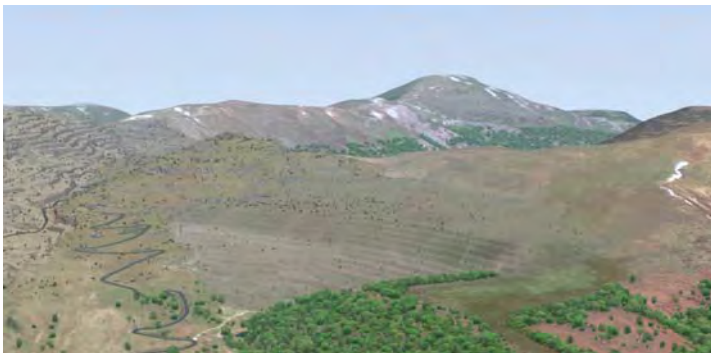
GéoPlusEnvironnement
Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

LE REAMENAGEMENT

GéoPlusEnvironnement met tout en oeuvre, notamment par la concertation approfondie avec le minier, les propriétaires et les collectivités, pour que les propositions de réaménagement soient en adéquation entre le projet et son contexte humain et environnemental





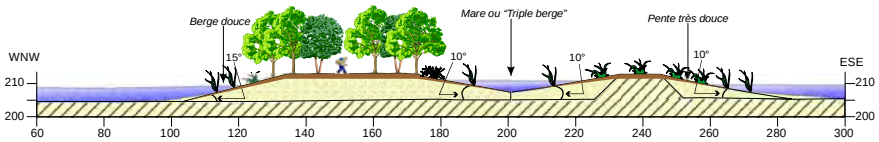


EXEMPLES DE VOCATIONS POSSIBLES

- Remise à l'état initial
- Intégration paysagère
- Agricole
- Habitat
- Zone d'activités économiques
- Terrains de sports et zone de loisirs
- Théâtre de verdure
- Ferme et équipements pédagogiques
- Parcours découverte
- Zone humide
- Zone écologique
- Observatoire de la faune
- Zone ornithologique
- Réserve cynégétique
- Zone de pêche
- Pisciculture
- Réservoir écrêteur de crues
- Barrière hydrogéochimique
- Réserve naturelle, dont les réserves géologiques
- Réserve d'eau potabilisable
- etc...

Paysages de synthèse

⇨ le projet de réaménagement est souvent un projet mixte, multi-activités, qui doit être pertinent

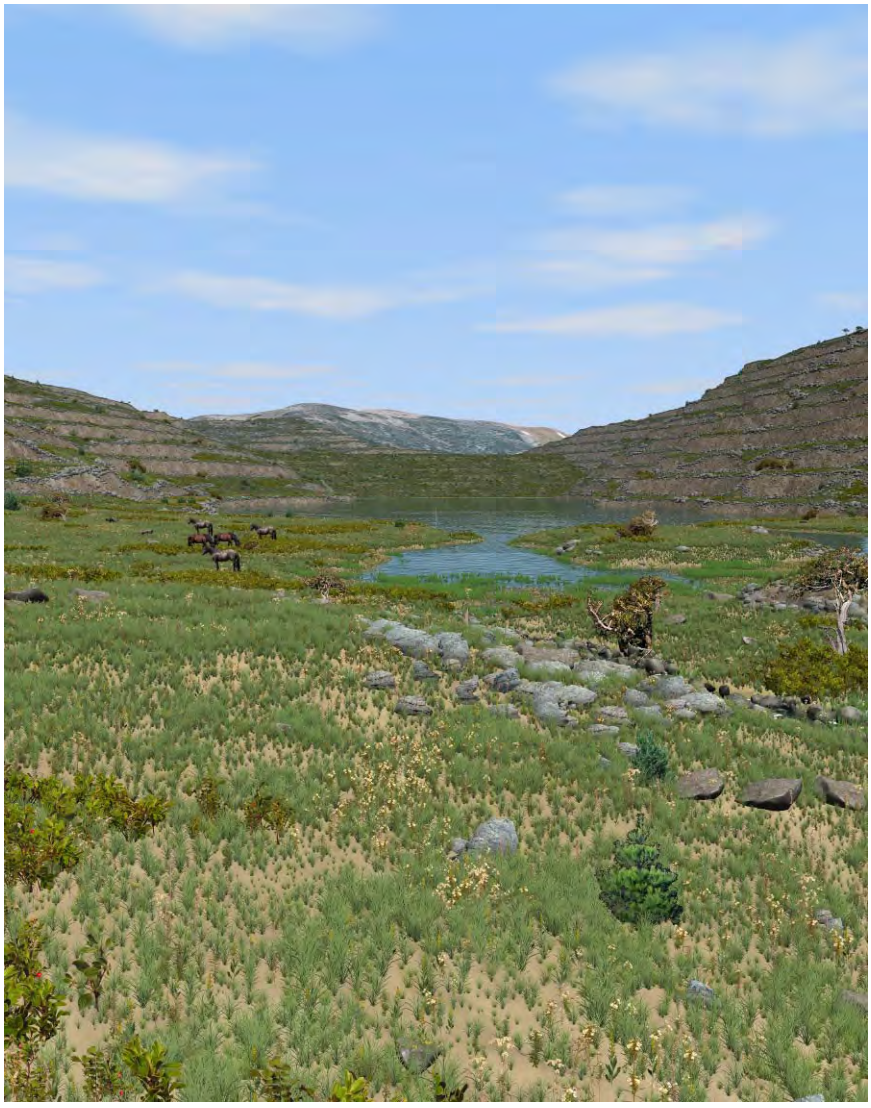


GéoPlusEnvironnement
Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

LE REAMENAGEMENT

(SUITE)

Paysages de synthèse



TECHNIQUES

- Illustration du réaménagement (dessin, habillage de plans, coupe, phasage,...)
- Modélisation 3D et mapping (logiciels CORALIS, Surfer)
- Visualisation végétale et paysagère en 4D (paysages de synthèse)
- Phasage du réaménagement coordonné
- Calcul des volumes nécessaires au réaménagement
- Mise en sécurité du site
- Techniques de terrassement
- Procédure de remise en place des terres végétales
- Techniques de révégétalisation (semis, boisement, hydroseeding,...)
- Procédure de génie écologique
- Variations des pentes des berges
- Technique de stabilité des berges (fascines, enrochements)
- Maintien des échanges hydrauliques
- Travail des falaises et des éboulis (intégration paysagère, développement de la faune et de la flore rupestres, mise en sécurité des fronts,...)
- Mise à profit des caractéristiques géologiques (pendage, fracturation, joints,…)
- etc...

GéoPlusEnvironnement
Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

LES DOSSIERS REGLEMENTAIRES

- **Demandes de titres miniers**
  - **Permis de recherche**
  - **Permis d'exploiter**
  - **Concession**
  - **Autorisation d'exploiter (AEX) spécifique pour la Guyane Française**
- **Demande d'ouverture de travaux miniers**
- **Dossiers de demande d'autorisation d'exploiter une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE)**
- **Dossiers de déclaration de cessation d'activité**
- **Etudes d'impact**
- **Etudes de dangers**
- **Notices Hygiène et Sécurité**
- **Dossiers Art. 321 (ex Art. 109) du Code Minier**

SYNTHESE

Objectif et justification de ce dossier

Ce dossier ICPE inclut simultanément deux actions:

- Demande de **renouvellement** d'autorisation pour une durée de **20 ans** sur **7 ha 76 a 49ca**,
- Demande d'autorisation d'**extension** de carrière à deux niveaux, pour une durée de **20 ans** :
  - extension en superficie de la zone d'exploitation sur **5 ha 09 a 12 ca**
  - augmentation de la production (**50 000 t/an en moyenne avec un maximum de 90 000 t/an, au lieu de 45 000 t/an en moyenne actuellement autorisée**).

L'objectif final de XXX est de:

- **accroître sa production** de produits finis, car le marché augmente,
- de poursuivre sa **politique globale d'investissement** en faveur d'une amélioration de l'outil de travail, des conditions de sécurité et du respect de l'environnement sur son usine et ses carrières de XXX. Pour cela, XXX a besoin d'une visibilité à long terme, c'est à dire notamment de réserves autorisées importantes.

Caractéristiques

Durée de la demande:	**20 ans**
Surface renouvellement:	7ha76a49ca
Surface extension:	5ha09a12ca
Surface totale de la demande:	12ha85a61ca
Surface exploitable:	10ha92a02ca
Surface nouvelle à exploiter:	4ha17a36ca
Réserves totales:	950 000 t
Production moyenne prévue:	50 000 t/an
Production maxi prévue:	90 000 t/an
Destination matériaux:	XXX
Nature matériaux:	XXX
Transport:	piste privée exclusive

Contraintes majeures et mesures

POS/PLU:	néant
SDC:	en projet
Inondabilité:	néant
Poussières:	**humidification** des pistes + merlons
Ruisseau :	bassins de décantation
Bruit :	**merlons + encaissement piste Nord occasionnelle**
Paysage :	merlons engazonnés et plantés
Milieu naturel:	**bandes de 10 et 15 m** + **zones humides**+ plantation
Sécurité:	**piste privée**

Caractéristique majeure:

Cette carrière n'est active que 3 à 6 semaines par an.

Devenir de la carrière

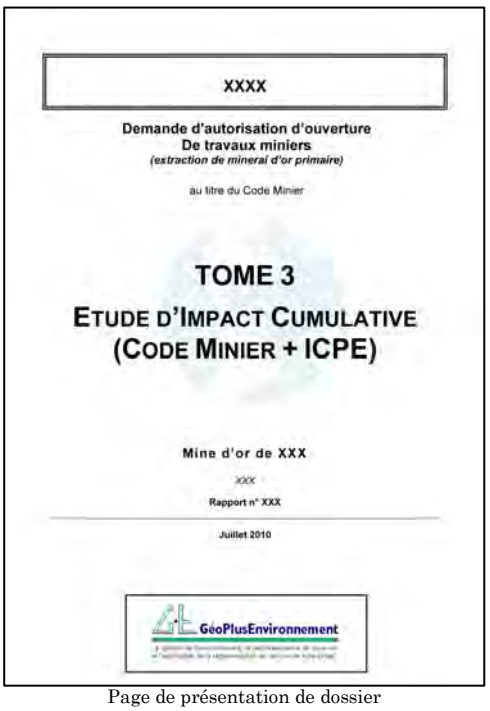
Retour à sa vocation initiale agricole (pâtures).
Création de deux petites zones humides.

Garanties financières

Phase	Période	Montant Euros TTC
1	2004-2008	XXX
2	2009-2013	XXX
3	2014-2018	XXX
4	2019-2023	XXX

GéoPlusEnvironnement

Fiche de synthèse



XXXX

Demande d'autorisation d'ouverture
De travaux miniers
(extraction de minerai d'or primaire)

au titre du Code Minier

TOME 3

ETUDE D'IMPACT CUMULATIVE
(CODE MINIER + ICPE)

Mine d'or de XXX

XXX

Rapport n° XXX

Juillet 2010

GéoPlusEnvironnement

Page de présentation de dossier

Quelques références :

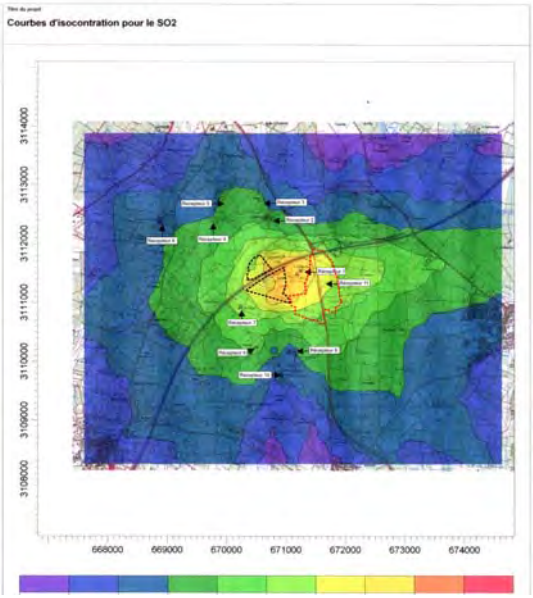
- SOLVAY Carbonates France (54, 55)
- PLACOPLATRES (St Gobain) (95)
- SAND Ressources (Guyane)
- AUPLATA (Guyane)
- SMSE (Guyane)
- CME (Guyane)
- SMYD (Guyane)
- Guyanor Ressourc es (Guyane)
- CICMHZ (Gabon)
- SOCOBA (Gabon)
- …

IMPACT SUR LA SANTE

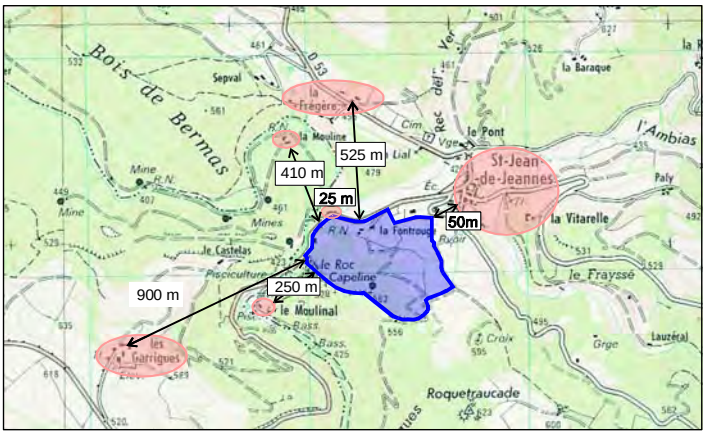
Référentiels : INERIS et InVS

- **Identification des dangers**
- **Définition des relations dose-effet**
- **Evaluation de l'exposition**
- **Caractérisation des risques**
- **Mesures et modélisation 3D du bruit**
- **Mesures in situ d'empoussiérage et de retombées de poussières dans l'environnement**
- **Modélisation 3D prévisionnelle de la dispersion des poussières et des gaz**
- **Prélèvements et analyses d'eau**

Pose de capteurs poussières



Modélisation aérodispersive des poussières et des gaz



Carte des populations autour du site

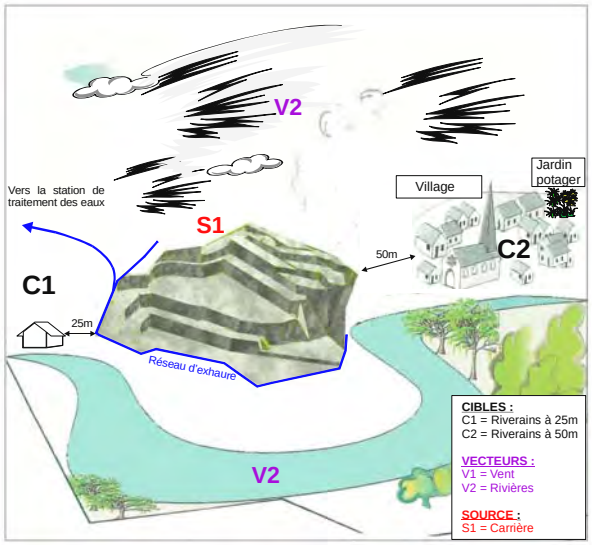


Schéma conceptuel d'exposition

Quelques références :

- Mines d'Or de Salsigne (11)
- CAMBIOR /ASARCO / CBJ France (Guyane)
- TEREA (Gabon)
- COMILOG – Eramet (Gabon)
- MANAGEM (Bakoudou, Gabon)
- CICMHZ (Ndjolé, Gabon)
- …

GéoPlusEnvironnement

Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

LES SUIVIS ANNUELS

SUIVI DE L'EXPOSITION DES TRAVAILLEURS

- Empoussiérage : campagnes hivernale et estivale, poussières inhalables, alvéolaires et taux de quartz, analyses par un laboratoire agréé (obligatoire)
- Exposition au bruit des travailleurs

Mesure de vibrations

Pose de plaquettes de mesure des retombées de poussières

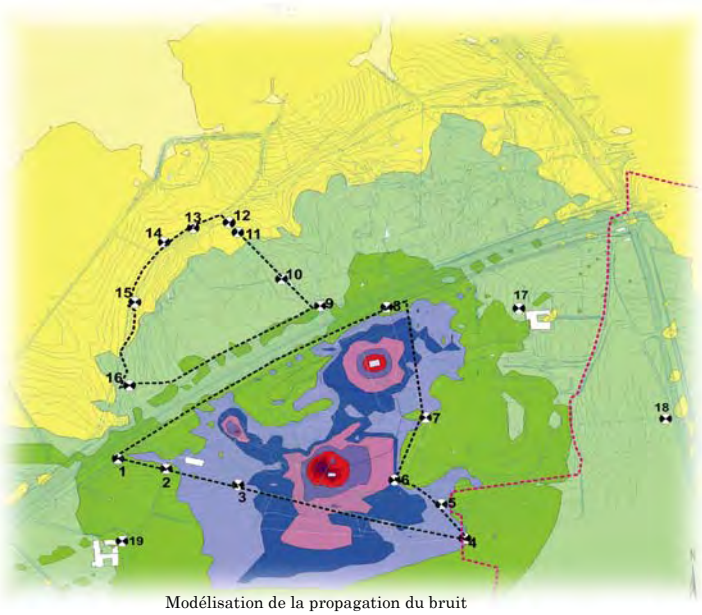
CIP 10 sur un opérateur

SUIVI ENVIRONNEMENTAL

- Bruit : mesures de bruit, calcul du bruit à ne pas dépasser en limite de projet, modélisation du bruit à venir
- Retombées de poussières
- Mesures des vibrations
- Eaux souterraines : aide à la pose de piézomètres, mesure du niveau piézomètrique, analyses d'eau
- Eaux superficielles : analyses d'eau
- Rejets aqueux : prélèvements et analyses
- Vitesse de colmatage d'un bassin

Pose de piézomètre

Mesures de bruit



Modélisation de la propagation du bruit

Instrumentalisation de piézomètre

Quelques références

- SOGEREM (Groupe Pechniney) (81)
- AUPLATA (Guyane Française)
- CME (Guyane Française)
- SMSE (Guyane Française)
- COMILOG – Eramet (Gabon)
- MANAGEM (Gabon)
- CICMHZ (Gabon)
- SOLVAY Carbonate France, Mine de sel (54)
- ...

GéoPlusEnvironnement
Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

SUIVI D'EXPLOITATION ET LE LOGICIEL SYMBIOSE

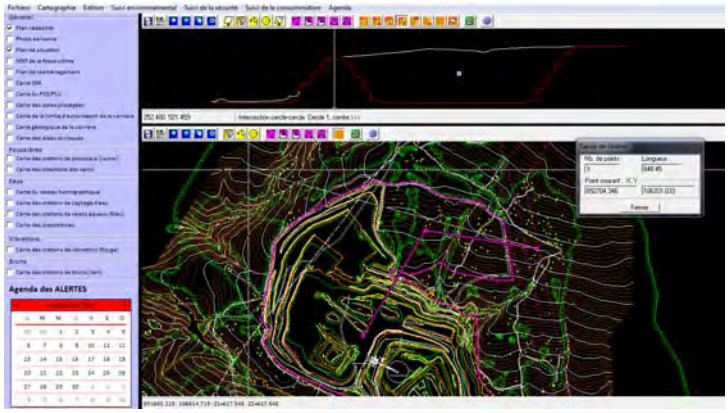
- **Suivi d'exploitation : technique, cubatures, environnement, sécurité, suivi de la production jusqu'au produit final**

SYMBIOSE : Développé par GéoPlusEnvironnement et CORALIS, ce logiciel SIG permet de gérer très finement et très exhaustivement, sur une base cartographique, l'ensemble des textes réglementaires, des données de toutes sortes (techniques, suivis, analyses, graphiques, seuils, dates, rapports, etc....), des programmes d'actions et des rendus en matière d'**environnement** et de **sécurité**. Il permet de **remplacer des armoires** de documents, de retrouver toujours et rapidement l'information recherchée, de multiplier les accès à ces informations, de suivre et anticiper facilement l'évolution de la carrière. Son prix, particulièrement abordable, permet d'envisager sa mise en place sur toutes tailles de mines.

SYMBIOSE centralise toutes les informations de vos sites d'exploitation en matière d'environnement et de sécurité :

A. Affichage des données cartographiques

B. Stockage d'informations diverses et production des documents graphiques associés.



SES PRINCIPALES FONCTIONS :

1. Géolocalisation des observations et des points de mesure

➲ Superposition des documents (cadastre, photo aérienne, plan de situation...)

➲ Mise en page et impression de cartes à l'échelle

Les points de mesure (ou stations) sont géolocalisés.
Un simple clic sur la carte permet l'affichage des données de la station sélectionnée.

2. Concentration de la documentation réglementaire

➲ Chargement de documents de référence (arrêtés préfectoraux, textes réglementaires...)

➲ Stockage des rapports précédents

GéoPlusEnvironnement
Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

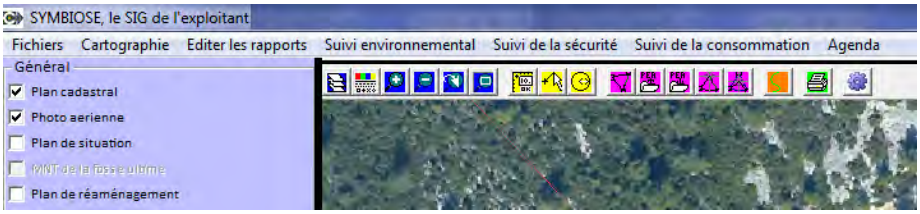
SUIVI D'EXPLOITATION ET LE LOGICIEL SYMBIOSE

(SUITE)

3. Saisie intuitive des données afférentes au suivi environnemental, à la sécurité du personnel et des installations fixes ou mobiles

- Suivi environnemental (bruit, retombées de poussières, qualité des eaux, suivi des rejets, niveaux piézométriques,…)
- Suivi du personnel et des risques pour la santé (exposition au bruit et aux poussières, rappel des visites médicales, formation,…)
- Suivi des consommations (énergies fossiles, électricité et eau)

Menu convivial et complet

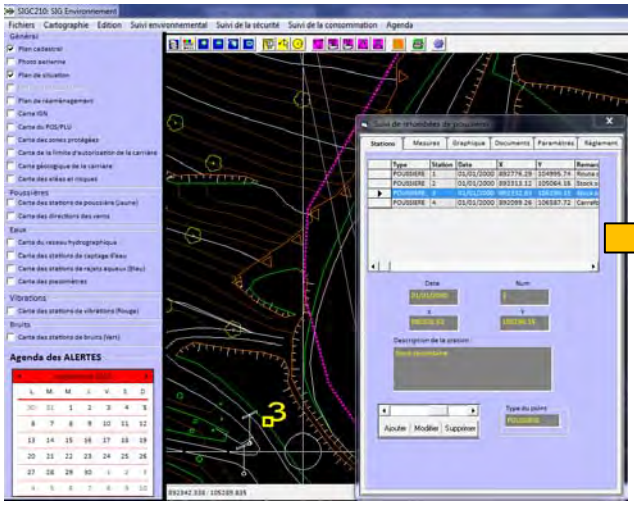


Visualisation, dès la saisie des données, d'un dépassement des seuils (d'alerte et réglementaire) par un système de feu tricolore

4. Restitution rapide de l'information sous forme de graphes ou de rapports

- Edition de rapports de synthèse, édition de graphes
- Edition de documents divers annexés à la base de données (arrêtés préfectoraux, références réglementaires,…)

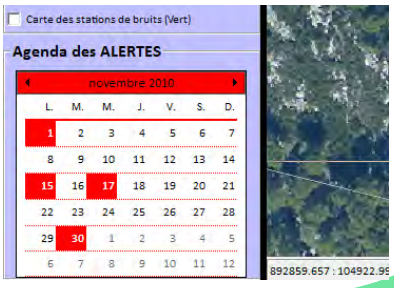
Edition de rapports de synthèse en quelques clics



5. Programmation des actions et maîtrise des échéances réglementaires

- Gestion de l'agenda (programmation des dates clés liées à la sécurité et à l'environnement
- Système d'alerte et de rappel

Agenda des alertes



6. Travail en réseau avec base de données unique (siège, site)

GéoPlusEnvironnement
Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

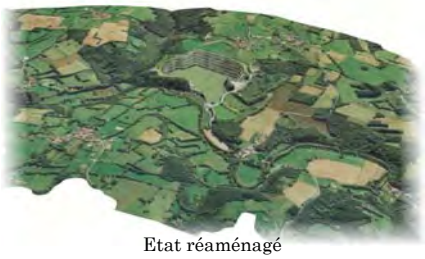
LES MODELISATIONS 2D, 3D ET 4D

PHASAGE D'EXPLOITATION

- Création d'un MNT (modèle numérique de terrain) à partir de données topographiques
- Retouche de la photographie aérienne en fonction de l'évolution de l'exploitation
- Superposition de la photographie aérienne et du modèle 3D pour obtenir un rendu réaliste

Etat actuel

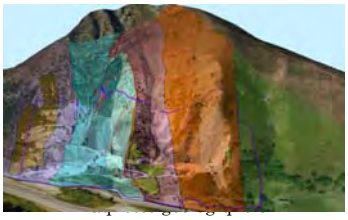
Etat au cours de l'exploitation



Etat réaménagé

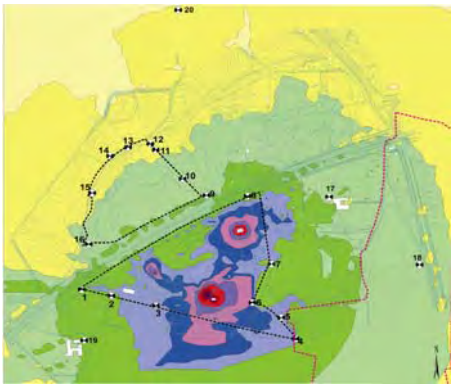
CALCUL DE CUBATURES

- Modélisation géologique du gisement
- Estimations des volumes de gisement et de découverte, totales et par phases
- Planification du phasage



MODELISATION PREVISIONNELLE DE LA PROPAGATION DU BRUIT

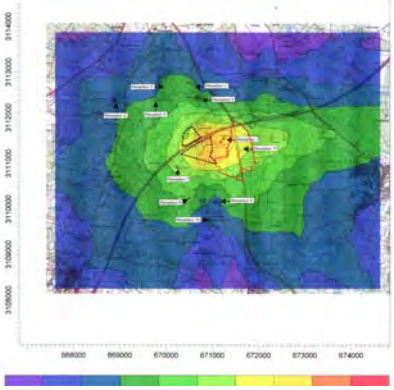
- Création d'un modèle 3D sous CadnaA
- Intégration des sources sonores pour la simulation
- Cartographie prévisionnelle de la propagation du bruit



Modélisation bruit

MODELISATION AERODISPERSIVE

- Simulation de dispersion des poussières
- Simulation de la propagation des émissions gazeuses



Modélisation aérodispersive des poussières et des gaz

REAMENAGEMENT

- Représentation en 3D du réaménagement
- Visualisation végétale et paysagère du réaménagement en 4D

Paysages de synthèse

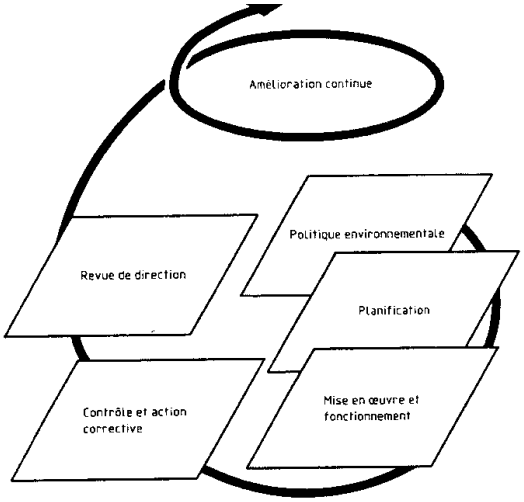
GéoPlusEnvironnement

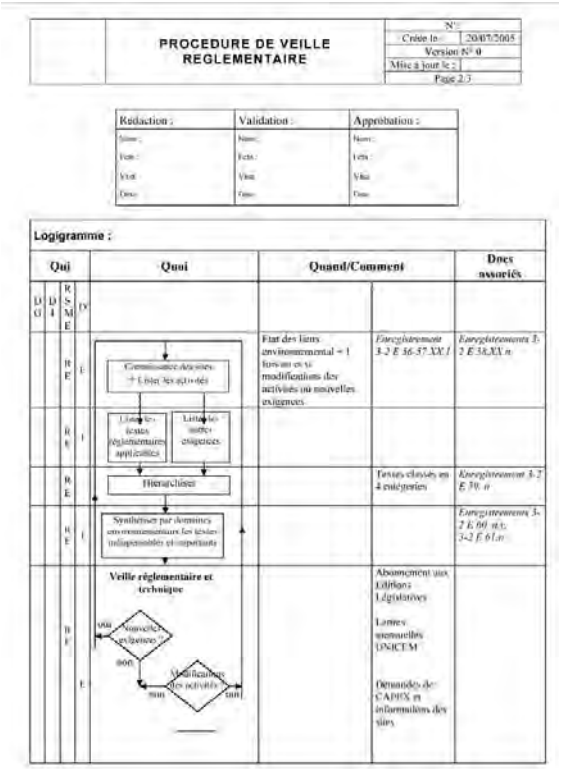
Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

LE MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL

Accompagnement ISO 14001

- **Accompagnement dans la démarche vers la certification ISO 14001**
- **Emas-Easy (« EcoCartes »)**
- **PEE 2000**
- **Audits de conformité réglementaire**
- **Audits environnementaux**
- **Audits internes**
- **Audits de cession/acquisition**
- **Analyses environnementales**
- **SIG de gestion des carrières (environnemental, foncier, réglementaire, technique) avec CORALIS**
- **Audits Charte UNICEM**
- **Management intégré QSE**
- **Accompagnement HQE**
- **Développement durable (membre de l'Ecole du Management du Développement Durable en Midi-Pyrénées)**





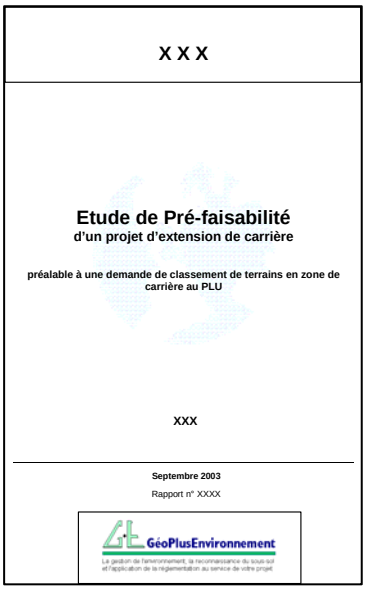
Exemple de Procédure (d'après le Plan Environnement Entreprise)

Quelques références :

- **Guyanor Ressources (Guyane, 973)**
- **Golden Star (Canada)**
- **ERAMET (Aubert et Duval - 09)**
- **…**

GéoPlusEnvironnement
Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

CONSEIL / ASSISTANCE / FORMATION



ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE COMPLETE POUR TOUT NOUVEAU PROJET

- Etudes de pré-faisabilité
- Etudes de faisabilité

VEILLE REGLEMENTAIRE

ACTIONS PONCTUELLES

- Audits internes
- Audits environnementaux
- Audits de cession/acquisition
- Suivi réglementaire
- Bilan décennal

SOLUTIONS TECHNIQUES

- Valorisation de sous-produits et des stériles
- Projets d'exploitation
- Solutions astucieuses de remise en état
- Résolution de problèmes d'accès à un site
- Gestion « encombrante » des stériles

Fermeture de la
Mine d'Or de Salsigne

Quelques références :

- Mine d'Or de Salsigne
- AngloGold Ashanti (Ndjolé – Gabon)
- AUPLATA (Guyane)
- Golden Star (Guyane)
- Guyanor Ressources (Guyane)
- SAND Ressources (Guyane)
- …

COMMUNICATION

- Dossiers techniques et/ou environnementaux de présentation d'un projet
- Panneaux de communication
- Appui technique, environnemental et réglementaire à la communication
- Mise en valeur de points forts

AIDE A L'ORGANISATION D'EVENEMENTS

- Journées Portes Ouvertes
- Visites thématiques
- Inauguration
- Stands

AIDE A LA CONCERTATION

- Organisation et assistance aux commissions locales de concertation et de suivi
- Enquêtes préalables à un projet
- Aide à la recherche de solutions consensuelles

ACTIONS DE SENSIBILISATION DU PERSONNEL

CONSEILS DIVERS

- Mise en relation
- Aide à la détermination d'un prix de cession

GéoPlusEnvironnement
Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

GéoPlusEnvironnement

ET LE RESEAU AURISPHERE

MINES
CARRIERES
MATERIAUX

ENERGIES RENOUVENABLES

AMENAGEMENTS

Un groupement d'experts pour l'aménagement durable de votre projet

GéoPlusEnvironnement

GEOLOGIE - ENVIRONNEMENT -REGLEMENTATION – INGENIERIE DE L'EAU
Siège social : Le Château – 31290 GARDOUCH
Tel : 33 + (0)5 34 66 43 42 - Fax : 33 + (0)5 61 81 62 80

CORALIS

GESTION DES RESSOURCES DU SOUS-SOL
BP 24000 - 13791 AIX EN PROVENCE Cedex 3
Tel : 33 + (0)4 42 24 24 25 – Fax : 33 + (0)4 42 39 70 12

CERA Environnement

ECOLOGIE MILIEUX NATURELS
Zoodysée - Virollet - 79360 VILLIERS EN BOIS
Tel : 33 + (0)5 49 09 79 75 – Fax : 33 + (0)5 49 09 76 52

MERIDION

GEOTECHNIQUE
755 Route de Gréasque -13105 MIMET
Tel : 33 + (0)4 42 58 80 05 – Fax : 33 + (0)4 42 58 80 07

REM

HYDROGEOLOGIE - EAUX MINERALES
79 Route des Coteaux - 31320 PECHBUSQUE
Tel/Fax : 33 + (0)5 61 73 46 01

CIUPA Environnement

ENVIRONNEMENTALISTE GENERALISTE
2 rue de l'Aqueduc N°36 - 86 280 SAINT-BENOIT
Tel/Fax : 33 + (0)5 49 36 03 41

GEME

MAITRISE DE L'ENVIRONNEMENT
Angle rue et impasse Abou Dabi – Quartier Oasis
20100 CASABLANCA – MAROC - Tel / Fax : (00212) 22 98 87 40

MINELIS

FERMETURE DE MINES – SOLS POLLUES
33 rue de Chanzy – 92 600 ASNIERES
Tel/Fax : 33 + (0)1 47 90 24 83

TEREA

ENVIRONNEMENT – GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES
MARSEILLE, France - LIBREVILLE, Gabon – KINSHASA, RDC
Tel : 33 + (0)9 82 33 62 18

ARKOGÉOS

GEOPHYSIQUE
Zone de Vic, 7rue de l'industrie – 31320 CASTANET TOLOSAN
Tel : 33 + (0)5 62 71 86 50 – Fax : 33 + (0)5 34 66 83 76

QUOI ?

AURISPHERE regroupe des bureaux d'études aux compétences **complémentaires** afin de proposer aux **porteurs de projets** des **solutions intégrées complètes** et de **haut niveau**, tout en conservant **souplesse et réactivité.**
Nos interventions couvrent l'ensemble des domaines de **l'industrie minérale, de l'aménagement et des énergies renouvelables** où nous possédons plus de 30 ans d'expérience.

QUI ?

AURISPHERE est un réseau de spécialistes travaillant en complémentarité depuis de nombreuses années à travailler.

Ainsi, notre équipe se compose de :

- Géologues (MERIDION, GéoPlusEnvironnement, CORALIS, CIUPA Environnement, MINELIS)
- Hydrogéologues (REM, MERIDION)
- Hydrauliciens (GéoPlusEnvironnement)
- Géotechniciens (MERIDION)
- Environnementalistes (CIUPA Environnement, GéoPlusEnvironnement, MINELIS, TEREA)
- Ecologues (CERA)
- Spécialistes en gestion des ressources du sous-sol (CORALIS, GéoPlusEnvironnement, MINELIS)
- Spécialiste du littoral (GEME)
- Coordinateurs généralistes (GEME, CIUPA Environnement, GéoPlusEnvironnement, TEREA)
- Géophysiciens (ARKOGÉOS)

COMMENT ?

AURISPHERE s'appuie sur des groupements professionnels reconnus :

- SIM (Société de l'Industrie Minérale),
- AFITE (Association Française des Ingénieurs et Techniciens de l'Environnement),
- UFG (Union Française des Géologues),
- AFIE (Association Française des Ingénieurs Ecologues),
- AIH (Association Internationale des Hydrogéologues),
- AFTH (Association Française des Techniques Hydrothermales),
- GIF (Géologues Indépendants de France).

AURISPHERE combine le point de vue de l'industriel, la compétence des bureaux d'études et la connaissance des exigences de l'administration.

OÙ ?

AURISPHERE a une vocation **nationale**, **internationale** et **euro-méditerranéenne**, avec des implantations en :

- Grand Ouest (GéoPlusEnvironnement, CIUPA, CERA)
- Sud-Ouest (REM, CERA, GéoPlusEnvironnement, MINELIS, ARKOGEOS)
- Sud-Est (GéoPlusEnvironnment, CORALIS, MERIDION, TEREA)
- Centre/Nord, (GéoPlusEnvironnement, MINELIS)
- Etc…

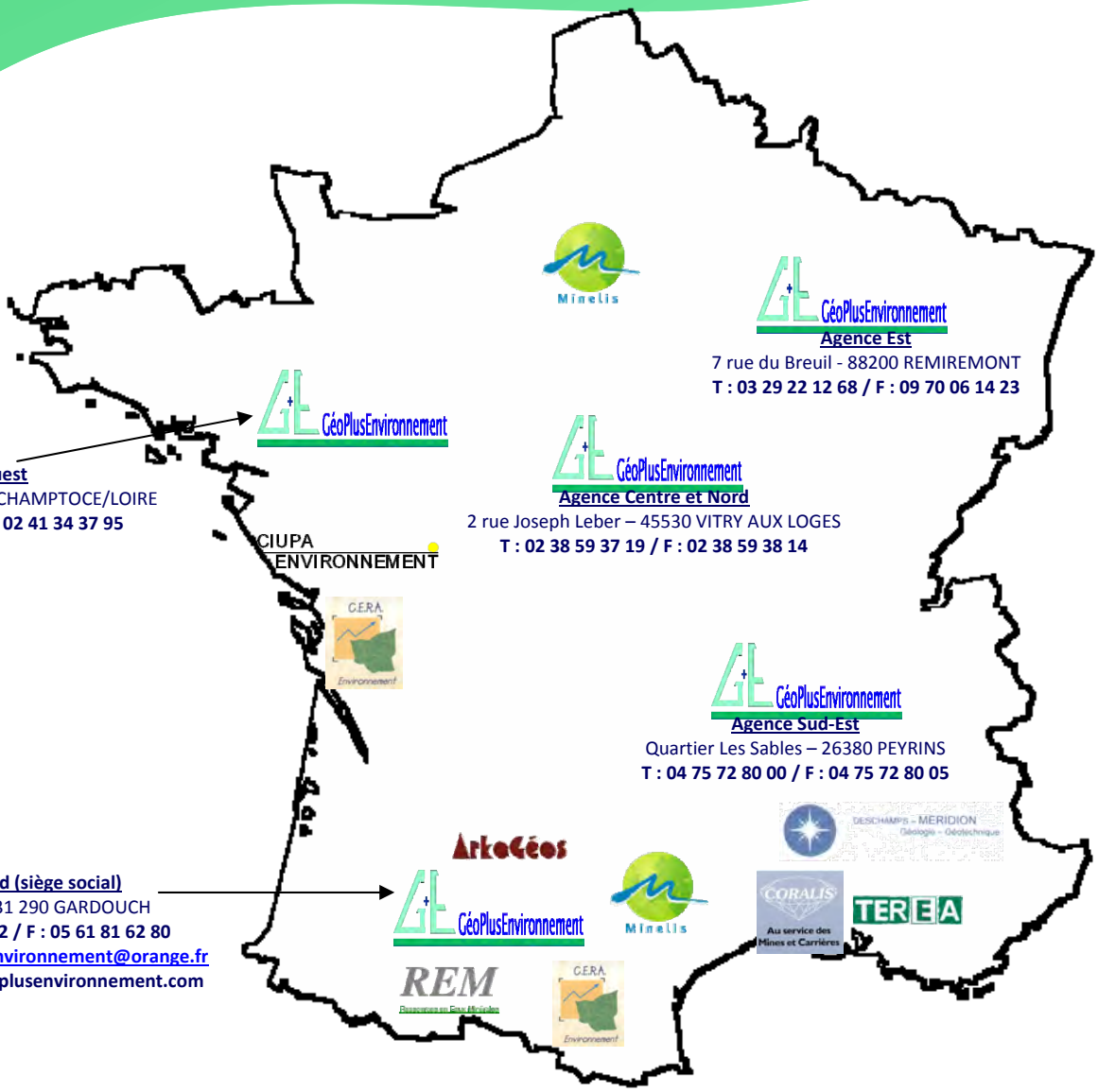
et avec GEME et TEREA qui constituent le relais du réseau **AURISPHERE** pour l'Amérique du Sud, l'Afrique du Nord et l'Afrique centrale.

GéoPlusEnvironnement

Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

NOS IMPLANTATIONS
AVEC LE RESEAU AURISPHERE

GéoPlusEnvironnement, membre fondateur du réseau AURISPHERE



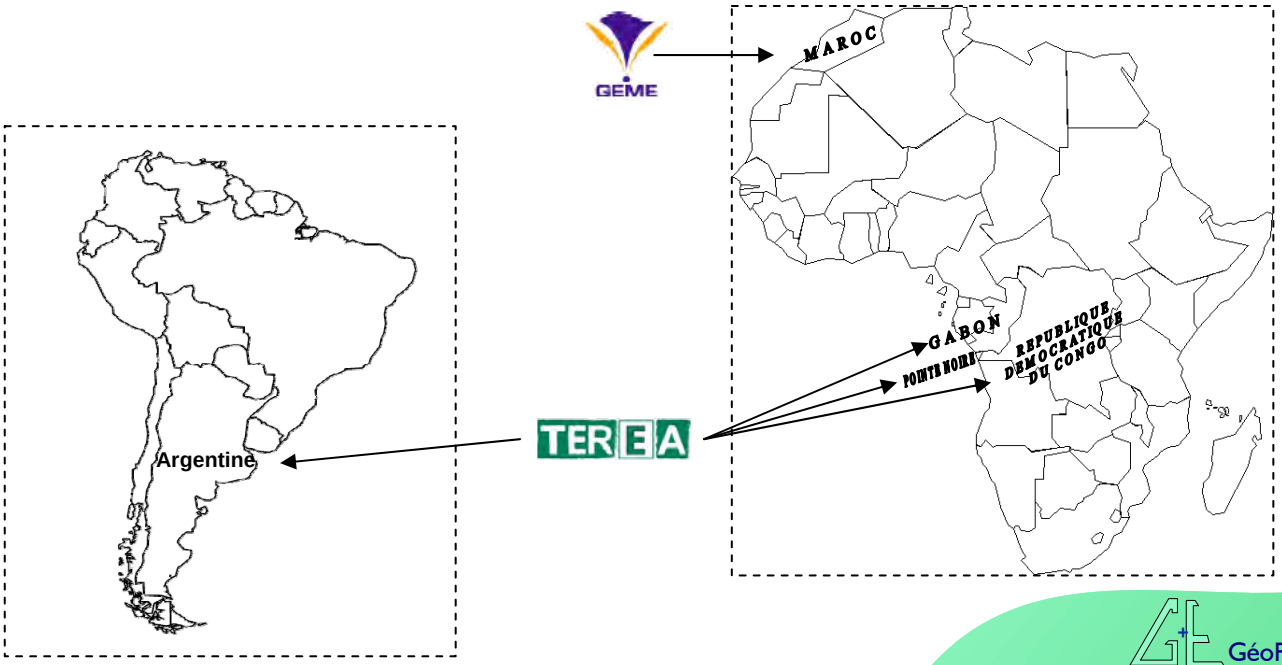
Agence Est
7 rue du Breuil - 88200 REMIREMONT
T : 03 29 22 12 68 / F : 09 70 06 14 23

Agence Ouest
5 rue de la Rôme – 49123 CHAMPTOCE/LOIRE
T : 02 41 34 35 82 / F : 02 41 34 37 95

Agence Centre et Nord
2 rue Joseph Leber – 45530 VITRY AUX LOGES
T : 02 38 59 37 19 / F : 02 38 59 38 14

Agence Sud-Est
Quartier Les Sables – 26380 PEYRINS
T : 04 75 72 80 00 / F : 04 75 72 80 05

Agence Sud (siège social)
Le Château – 31 290 GARDOUCH
T : 05 34 66 43 42 / F : 05 61 81 62 80
Courriel : geo.plus.environnement@orange.fr
Site web : www.geoplusenvironnement.com



GéoPlusEnvironnement

Site internet : www. geoplusenvironnement.com - Tél : 05 34 66 43 42

Les apports d'un bureau d'études au bon déroulement d'un projet minier : avant, pendant et après

Christian VALLIER - GéoPlusEnvironnement - Le Château 31290 Gardouch - 05 34 66 43 42
Expert environnementaliste de l'industrie minérale

La concertation entre une compagnie minière et un bureau d'études spécialisé s'avère souvent indispensable et toujours pertinente en vue du bon déroulement d'un projet minier.

Trois exemples pour illustrer ce principe, à différents stades d'une mine :

1. Avant l'exploitation, au stade du projet : l'étude de pré-faisabilité

Parfois négligée, cette étude de pré-faisabilité est une étape préalable indispensable à tout projet minier sérieux. L'intervention d'un bureau d'études se révèle souvent fructueuse par son « œil extérieur », son objectivité, son indépendance, sa rigueur et le respect des délais.
Cette étude va passer en revue les aspects techniques (géologiques, miniers, méthode et phasage d'exploitation), réglementaires (démarches, seuils, délais), environnementaux (milieux physique, naturel, humain) et les contraintes et servitudes s'appliquant au site du projet.
Une première conclusion objective et argumentée sur la pré-faisabilité du projet minier permettra de mettre le projet sur les bons rails (études complémentaires, démarches à engager, planning, support de communication et de concertation).

2. Pendant l'exploitation : le suivi technique, environnemental et sécurité grâce au SIG « SYMBIOSE »

Développé par CORALIS et GéoPlusEnvironnement, « SYMBIOSE » est un Système d'Information Géographique (SIG) permettant d'assurer le suivi d'une exploitation minière en matière technique, environnementale et sécurité.
Ce logiciel permet :

- La géo-localisation des observations et des points de mesure ;
- La saisie intuitive des données afférentes au suivi environnemental, à la sécurité du personnel et des installations fixes ou mobiles ;
- Le suivi des consommations d'eau et d'énergies ;
- La restitution rapide de l'information sous la forme de graphes ou de rapports ;
- La concentration de la documentation réglementaire ;
- L'édition des rapports environnementaux ;
- Une fonction Agenda et la planification des Alertes.

Il remplace des armoires entières de documents, souvent incomplets, et en permet le partage à l'identique entre plusieurs sites (la mine, le siège national et le siège international, par exemple).

Le rôle du bureau d'études est de développer ce type de progiciel, de le paramètrer pour le site donné, de l'installer, de former les utilisateurs, de procéder aux mesures et nourrir les bases de données, ou encore de le faire vivre dans le temps.

3. Après l'exploitation : le projet de réhabilitation illustré en 4D

Dès la phase projet, il est pertinent d'établir, dans la plus grande concertation avec les parties prenantes, le devenir du site minier après son exploitation. Ainsi, pourront être efficacement déterminés le phasage d'exploitation, la coordination du réaménagement avec l'avancement de l'exploitation, le devenir des stériles, un programme de revégétalisation, l'implication du futur gestionnaire du site, etc…

L'apport du bureau d'études réside dans la mise en place de la concertation préalable, le choix du scénario de réhabilitation le plus judicieux, la mise en valeur de l'acceptabilité du projet par la collectivité, la détermination de détail du plan de réaménagement, et dans la création des supports visuels de conception, d'illustration et de communication : la maquette 3D ou 4D du site après réhabilitation.

Le bureau d'études peut aussi assurer la fonction de maître d'œuvre des travaux de réhabilitation de la mine ou en effectuer le suivi de la bonne réalisation.

Le bureau d'études spécialisé en environnement minier permet donc à la compagnie minière de :

- Canaliser l'énergie à mettre en œuvre pour développer un projet minier,
- Gagner du temps dans l'aboutissement du projet,
- Mettre la future mine sur « de bons rails »,
- Garantir l'exploitation de la mine dans le respect de la réglementation, de l'environnement, de la sécurité et des engagements de la société,
- Anticiper sur la réhabilitation judicieuse du site et son futur usage.

Christian VALLIER
Le 18 novembre 2011

GéoPlusEnvironnement et LA RECHERCHE DE SITE

La recherche de gisements (carrière ou mine) chez **GéoPlusEnvironnement** est basée sur une méthode **progressive et exhaustive**. Elle allie 3 compétences : technique, réglementaire et environnementale, et ceci en toute **confidentialité**.

Nous avons développé l'approche suivante, par étapes successives :

1. Etude géologique et détermination de grandes **zones** favorables (**dizaines de km^2**) du point de vue géologique.
2. Affinage de ces zones avec des critères techniques (⇒ **secteurs** de plusieurs **centaines d'ha**)
3. Sélection de **cibles** (quelques **dizaines d'ha**) avec des critères environnementaux et géologiques de terrain
4. Hiérarchisation objective de ces cibles par une matrice multicritères.

Ceci permet d'établir une liste exhaustive et hiérarchisée de plusieurs cibles potentielles répondant aux critères de départ, et sans contraintes rédhibitoires.

Cette liste permet ensuite d'approfondir la prospection sur les cibles pré-sélectionnées, les unes après les autres, jusqu'à satisfaction.

Ensuite, **GéoPlusEnvironnement** peut aussi prendre en charge :

- Reconnaissance du gisement (géologie, géophysique, sondages, essais laboratoire)
- Cubature du gisement en 3D (logiciels Coralis)
- Négociations foncières
- Etudes de pré-faisabilité
- Montage du dossier règlementaire de demande d'ouverture de site.

Cette méthode est adaptable, et donc en grande partie reproductible, à tout type de recherche de site (industriels, carriers, miniers, décharges, éoliens, photovoltaïques).

Contact : GéoPlusEnvironnement, siège social : 05 34 66 43 42 – www.geoplusenvironnement.com

L'APRES-MINE EN GUYANE : OPPORTUNITES DE RECONVERSION ECONOMIQUE DES SITES MINIERS AURIFERES, UN GUIDE DEDIE

MINE REHABILITATION IN FRENCH GUIANA :
SPECIFIC GUIDE ABOUT THE OPPORTUNITIES FOR AN ECONOMIC RECONVERSION OF THE GOLD MINING AREAS

DIDIER TAMAGNO, GROUPE DE TRAVAIL "APRES-MINE" D'ORKIDE[1] ET CELINE VERDONE[2]

[1]ORkidé de Guyane, Maison des Entreprises MAE/PAE Bureau n°2, Degrad des Cannes, F 94354 REMIRE-MONTJOLY
Contact : orkide.guyane@gmail.com
[2]GéoPlusEnvironnement, Le Château, F 31290 GARDOUCH
Contact : geo.plus.environnement@orange.fr

RESUME

Aujourd'hui, en Guyane, la réhabilitation des sites miniers aurifères est quasi-systématiquement synonyme de revégétalisation / reboisement. La Grappe d'entreprises ORkidé de Guyane, regroupant la majorité des acteurs de la filière minière de Guyane, a souhaité réaliser une étude sur le devenir post-exploitation de ces sites afin de proposer d'autres scénarii possibles de réhabilitation et mettre à disposition des exploitants un guide méthodologique et pratique sur ce sujet.

Dans un premier temps, l'objectif a été d'identifier les différentes alternatives possibles et réalistes. L'analyse a été conduite au regard des spécificités, atouts et contraintes de la Guyane, en tenant compte des filières d'avenir pour le développement de ce territoire, mais également en intégrant les contraintes techniques, socio-économiques, géographiques et environnementales particulières aux mines d'or guyanaises. Différents scénarii ont été proposés et permettent d'inclure une dimension nouvelle dans la réhabilitation, celle de l'utilisation économique, touristique, énergétique, agronomique, scientifique ou pédagogique du site.

Dans un second temps, l'étude s'est concentrée sur la mise en œuvre de ces scénarii en proposant une démarche méthodologique et une "boîte à outils" aux exploitants. Pour chaque scénario sont alors étudiées les conditions de faisabilité réglementaire, technique, économique, environnementale et les modalités de conception et de mise en œuvre (démarches administratives à engager, travaux à réaliser, ...).

Les résultats de l'étude (sous la forme d'un guide dédié) permettent à la filière de créer des opportunités de partenariat et de développement avec d'autres filières économiques qu'il reste maintenant à concrétiser.

***MOTS CLES** : REHABILITATION ; MINES D'OR ; GUYANE ; VALORISATION ECONOMIQUE, ENVIRONNEMENTALE, SOCIALE ET SCIENTIFIQUE DES SITES ; GUIDE*

ABSTRACT

Presently, in French Guiana, the rehabilitation of land affected by mining is almost always to restore the forest. "ORkidé de Guyane", an association which bringing the most of the mining companies of the country, wanted to study the others possibilities for the mine rehabilitation and published a methodological ant practical guide for mining operators.

The first part of the work was to identify the other realistic possibilities to rehabilitate gold mines. Various components were analysed : specificities, advantages and difficulties of the country, priorities for the economic development of French Guiana and also technical, social, economic, geographic and environmental mines' constraints. Several scenarios were proposed and included a new use of the mining areas (for tourism, clean energy, agriculture, sciences, learning, ...).

The second part of the work was to propose a methodology and tools to help mining operators to realize the rehabilitation of the gold mine. The legal, technical, economic and environmental feasibility conditions have been examined for each scenario. Moreover, the details for designing the rehabilitation project and the means for implementing this were described.

The results of this study are presented in a specific guide. This guide should help the mining operators to develop strategic partnerships with others operators (tourism, agriculture, ...) and to create new economic sectors.

***KEYWORDS**: REHABILITATION ; GOLD MINES ; FRENCH GUIANA ; ECONOMIC, ENVIRONNEMENTAL, SOCIAL AND SCIENTIFIC VALUE OF THE MINING AREAS, GUIDE*

INTRODUCTION

Au regard de la réglementation française en vigueur, la réhabilitation des sites miniers après leur exploitation est une obligation pour l'exploitant. Aujourd'hui, en Guyane, les projets de réhabilitation des sites aurifères légaux sont quasi-systématiquement synonymes de re-modelage des terrains et revégétalisation / reboisement de la zone en vue de permettre, à long terme, le retour à un état proche de l'état originel et à une forêt de type "primaire". Les projets actuels visent donc essentiellement à créer des conditions permettant la bonne reprise de la végétation, le reboisement de la zone et ainsi masquer, à terme, l'empreinte de l'activité extractive dans son environnement. Cette situation constitue en soi une avancée spectaculaire par rapport aux pratiques du passé ou par rapport aux chantiers illégaux qui ont laissé les sites à l'abandon.

Les projets plus "originaux" proposant des alternatives touristiques, scientifiques, agronomiques ou encore écologiques sont, quant à eux, encore extrêmement rares sur le territoire guyanais. Pourtant, ils permettraient, dans une certaine mesure :

- Une nouvelle occupation, utilisation et valorisation des terrains ;
- Le développement de nouvelles activités économiques et de partenariats entre filières ;
- La promotion d'une meilleure image de la profession.

A titre indicatif, entre 2007 et 2013, le nombre d'autorisation d'exploiter (AEX, exploitations de type artisanal d'1km^2, autorisées pendant une durée de 4 ans renouvelable un fois) est passé de 72 à 44, soit environ 5 sites d'exploitation artisanlae fermés par an sur cette période.

Ainsi, la Grappe ORkidé, association interprofessionnelle de la filière minière guyanaise et des métiers associés, labellisée "Grappe d'entreprises 2011" par la DATAR (Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale), a souhaité mettre à disposition des opérateurs miniers de Guyane un **outil** leur permettant d'imaginer et de proposer des projets "alternatifs" de réhabilitation des sites d'exploitation. L'outil ainsi mis au point (un guide dédié) a donc pour ambition :

- De susciter des idées et proposer des scénarii de réhabilitation de sites autres que la seule revégétalisation pour un simple retour à l'état boisé ;
- D'aider dans sa réflexion et sa démarche tout exploitant souhaitant proposer une réhabilitation pertinente et alternative (choix du scénario, clés de l'étude de faisabilité technique, économique, réglementaire et environnementale) ;
- De proposer des méthodes, outils, moyens et contacts pour mettre en œuvre concrètement et efficacement ces projets.

I - L'ANALYSE DU CONTEXTE POUR MIEUX DEFINIR LES POTENTIALITES OFFERTES

1 - La réglementation en vigueur

A l'heure actuelle, un site minier peut simultanément relever du Code Minier pour l'extraction de la matière première et du Code de l'Environnement, régime des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) pour les unités de traitement à partir d'une certaine puissance électrique installée, les parcs à résidus, etc.. A chaque Code est associée une manière différente d'imposer la remise en état des sites en fin d'exploitation.

A ces obligations issues du Droit Commun se rajoutent des prescriptions issues des textes spécifiques :

- A l'exploitation minière (notamment dans le Décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers) ;
- Aux DOM (Département d'Outre-Mer) (Décret n°2001-204 du 6 mars 2001 relatif aux autorisations d'exploitation de mines dans les DOM) ;
- Et, selon les cas, aux ICPE (Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994 pour les carrières d'emprunt, les installations de premier traitement, Arrêté Ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, ...).

Par ailleurs, depuis 2011, les modalités du Schéma Départemental d'Orientation Minière de Guyane sont applicables sur l'ensemble du territoire Guyanais. S'appliquent également et systématiquement des prescriptions émanant du Code Forestier. Enfin, les arrêtés d'autorisation d'exploiter et les COTAM (Conventions d'Occupation Temporaire pour Activité Minière) peuvent fixer des modalités de réhabilitation spécifiques au site concerné.

Il en ressort que les obligations de réhabilitation sont devenues plus soutenues au fil de l'évolution de la réglementation : le SDOM (*Préfecture de Guyane, 2011*) et la refonte du Code Minier (en cours) marquant un tournant dans cette évolution. L'exploitant doit, dès la conception de son projet et de son dossier de demande d'autorisation, proposer une réhabilitation de son site, en cohérence avec son environnement, réhabilitation qui doit être effective au moment de l'arrêt des travaux. La revégétalisation du site au terme de l'exploitation est, à plusieurs reprises, citée dans les textes, mais l'exploitant peut proposer un projet alternatif, sous réserve d'y amener des garanties, notamment en matière de maîtrise des impacts. Dans tous les cas, les prescriptions minimales devront être assurées (mise en sécurité du site, évacuation du matériel, stabilisation des terrains, limitation des phénomènes d'érosion, ...).

2 - Les enjeux et particularités du territoire guyanais

Une des clés de la réussite de la reconversion d'un site est d'intégrer la composante territoriale en amont du choix du scénario de manière à proposer un usage en cohérence avec :

- L'environnement naturel et humain local qui pourra déterminer d'éventuelles incompatibilités (géographiques, techniques, économiques, etc.) d'usage du sol ou, au contraire, des usages à privilégier en fonction des besoins ou atouts locaux ;
- La politique locale et les axes prioritaires de développement de la Région (notamment pour ce qui est des demandes d'aides et de subventions, de la recherche de partenaires, etc.).

Ainsi, l'analyse du territoire a eu pour objectif de rappeler certaines particularités du contexte guyanais, les atouts et les faiblesses de la Région, les perspectives de développement, afin :

- D'identifier les filières à privilégier pour les vocations de réhabilitation, les opportunités à saisir ;
- De proposer des idées ou orientations de scénarii de réhabilitation en comblant une faiblesse identifiée, en accentuant un atout ;
- De mettre en avant les contraintes techniques à prendre en compte pour la mise en œuvre du projet de réhabilitation.

Les principaux résultats de cette analyse sont récapitulés ci-après.

a - Les particularités, atouts et faiblesses de la Guyane

La Guyane se caractérise par un territoire exceptionnel (biodiversité, sous-sol, culture, ...) mais enclavé. La croissance démographique y est très importante, la population est jeune et la région se trouve confrontée à une forte problématique de "rattrapage" (infrastructures, assainissement, déchets, emploi, formation des jeunes, etc.). Le déplacement dans le territoire est une vraie difficulté, qu'il soit terrestre, aérien ou fluvial. On constate également une pénurie de sables à béton, qui pénalise la construction de logements neufs.

En revanche, la Guyane dispose de vraies richesses et d'atouts importants pour son développement économique : richesse écologique, culturelle, potentialités touristiques, énergétiques, industrielles, scientifiques. On soulignera que l'Etat est propriétaire de la quasi-totalité de la surface du territoire Guyanais (90%) et que la gestion en est assurée par l'ONF dans la plupart des cas. Enfin, on notera une particularité au niveau du fond géochimique local et qui entraîne un risque sanitaire : une certaine anomalie générale en mercure due à une présence naturelle de ce métal toxique dans la plupart des sols de ce vieux socle géologique.

b - Les filières d'avenir

Le développement économique de la Guyane est fondé sur la valorisation des potentiels humains et naturels : promouvoir les potentiels guyanais sous-exploités, diversifier les secteurs productifs, orienter vers les marchés extérieurs en utilisant les ressources locales (Figure 1). Pour cela, les atouts principaux à mettre en valeur sont la qualité des sites et des écosystèmes (tourisme, recherche, énergie, bois d'œuvre, etc.).

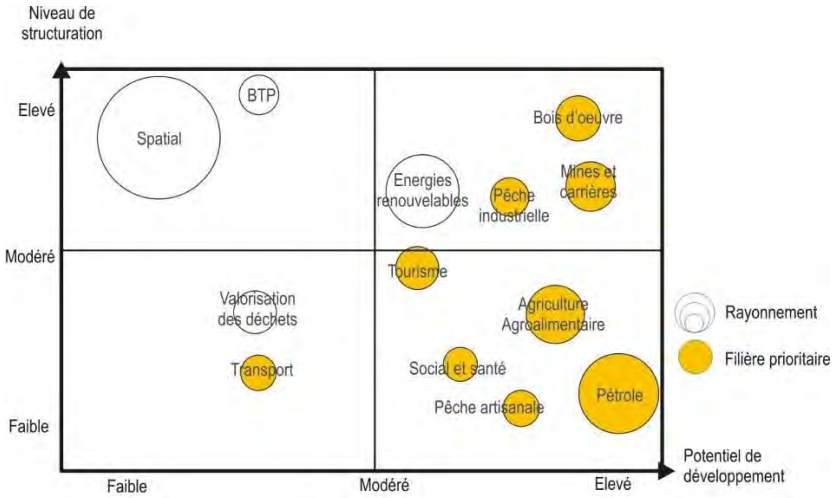


Figure 1 - Cartographie des filières d'avenir en Guyane (Conseil Général de Guyane, 2007).

c - Les axes de développement de la Guyane et les premières orientations à retenir pour la réhabilitation des sites miniers

L'analyse des axes de développement souhaités pour la Guyane, associée aux éléments recueillis dans les phases précédentes de travail permettent de dresser une première liste de pistes de vocations transposables à la réhabilitation des sites miniers guyanais (Tableau 1).

Axe de développement souhaité pour la Guyane	Avantages	Idées de filières	Commentaires
Valorisation de la richesse écologique	- Compatibilité avec l'isolement des sites	- Implantation de bases scientifiques, centres d'essai pour la ré-introduction d'espèces - Collaboration avec les universités, les centres de recherche, les associations - Ecotourisme, éducation à l'environnement, sites pédagogiques, sensibilisation, observatoires	/
Valoriser la ressource en eau	/	- Micro-hydro-électricité - Loisirs "d'eau" - Pisciculture, élevage	/
Valoriser le sol et le sous-sol	- Valoriser les stériles d'extraction et de production (sables et graviers, argiles, ...) - Occuper les zones exploitées et éviter les exploitations illégales - Maîtrise des impacts à long terme	- Reconversion agricole (maraîchage, élevage, usine agro-alimentaire)	- Distance et transport sont des paramètres déterminants
Valoriser la forêt	/	- Ecotourisme - Biomasse - Bois d'œuvre, bois précieux	/
Favoriser la recherche ciblée sur les particularités du territoire et consolider un pôle scientifique d'excellence	/	- Reconversion en site écologique, site expérimental, en observatoire, en centre de formation - Base de recherche (test des composants au climat équatorial, lutte contre le paludisme, la dengue)	/
Valoriser les traditions et la culture de la Guyane	/	- Tourisme culturel - Patrimoine de l'activité aurifère traditionnelle - Reconversion pour de la culture de plantes médicinales traditionnelles	/
Former, accompagner, éduquer, insérer les jeunes	/	- Site à reconvertir en centre de formation aux métiers de la mine (infrastructures, techniques de réhabilitation), aux métiers de la pépinière, à l'écologie	/
Développer les énergies renouvelables et les biocarburants	- Peut aider au développement des villages isolés	- Aménagement du site pour de la production d'énergies renouvelables	- Contrainte de distance par rapport aux postes relais
Augmenter la part du tourisme dans le poids économique de la Guyane	- Maintien des infrastructures, mise en valeur des cascades, ...	- Ecotourisme, observatoire, parcours pédagogique, de découverte et de sensibilisation à l'écologie	/
Améliorer l'autonomie, le désenclavement et les services des territoires	/	- Centre de stockage de déchets pour les sites proches des villes et villages - Station de transit et de tri - Reconversion de sites en aérodromes - Utilisation du site réhabilité pour la mise en place d'antenne relais, ... - Utilisation du site pour le traitement des eaux usées (lagune), stockage des boues de STEP, ...	/

Tableau 1 - Première liste de pistes de vocations transposables à la réhabilitation des sites miniers guyanais.

3 - Les spécificités des mines d'or guyanaises et les conséquences sur le projet de réhabilitation

a - Mise en sécurité des sites, limitation des phénomènes d'érosion

Il ne faut pas perdre de vue que l'objectif réglementaire principal et premier de tout réaménagement minier doit être la sécurisation physique du site à court terme, mais également à long terme, notamment par la limitation de l'érosion. Toute remise en état de site doit comporter au minimum les dispositions suivantes pour sa sécurisation :

- La mise en sécurité, à long terme, des fronts de taille, des digues, des verses et des parcs à résidus ;
- Le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site.

Ces éléments de base sont primordiaux pour la pérennité des futurs aménagements et la sécurité des personnes potentiellement présentes à l'avenir (selon le type de vocation), mais aussi pour l'environnement en sa globalité.

De plus, l'érosion constitue un phénomène naturel aux conséquences souvent préoccupantes et dommageables. Ce phénomène est particulièrement marqué en Guyane, territoire sur lequel les épisodes pluvieux sont régulièrement de forte intensité. De plus, ce phénomène peut être impactant pour son environnement. En effet, l'érosion des surfaces mises à nu ou remblayées par l'activité minière peut entraîner, lors des évènements pluvieux, un départ de Matières En Suspension (MES) dans les eaux de ruissellement, qui peut parfois être très important. Ces MES sédimentent ensuite lentement dans les criques en aval du site, perturbant ainsi la faune et la flore aquatique. Cette dégradation de la qualité des eaux peut ainsi être observée à des kilomètres en aval des zones d'extraction. Le meilleur moyen de lutter contre ce phénomène parfois désastreux est de mettre en place des bassins de décantation (à court terme) entre la mine et la rivière et un programme d'enherbement d'un maximum de surfaces dénudées (à long terme). Un programme spécifique de préparation des sols et de revégétalisation doit alors être mis en place.

b - La problématique liée au mercure

Deux sources de mercure sont identifiées en Guyane :

- L'une d'origine naturelle, provenant du fond géochimique local. Les sols représentent d'importants réservoirs naturels de mercure inorganique divalent (Hg^{II}). Cette forme chimique est liée à la matière organique et aux oxydes de fer présents dans les sols ;
- L'autre, d'origine anthropique, provenant de l'extraction aurifère (légale antérieure à 2006 et clandestine actuelle et passée) depuis environ 150 ans, du fait des rejets directs lors de l'amalgamation de l'or par du mercure élémentaire liquide (Hg^0) ou sous forme gazeuse, après chauffage de l'amalgame.

Le risque sanitaire lié à la présence de mercure inorganique dans les cours d'eau et les sols est indirect et réside dans le fait que ce mercure peut subir une transformation chimique : la méthylation. Cette réaction, favorisée dans des conditions anoxiques, donne naissance, uniquement à partir du mercure oxydé (Hg^{II}), au méthylmercure (MMHg ou CH_3Hg), forme la plus toxique du métal, car possédant des propriétés chimiques lui permettant de se bio-accumuler, mais également de se bio-amplifier de façon parfois considérable (facteur de 10^6 à 10^7) (Figure 2). Avant tout projet de réhabilitation, il faudra savoir si l'exploitation se trouve dans une région de concentration élevée en mercure (dans les eaux ou les sédiments). Une analyse plus précise sur site permettra par la suite d'identifier les secteurs de méthylation potentielle où des actions spécifiques devront être menées en fonction de la vocation future.

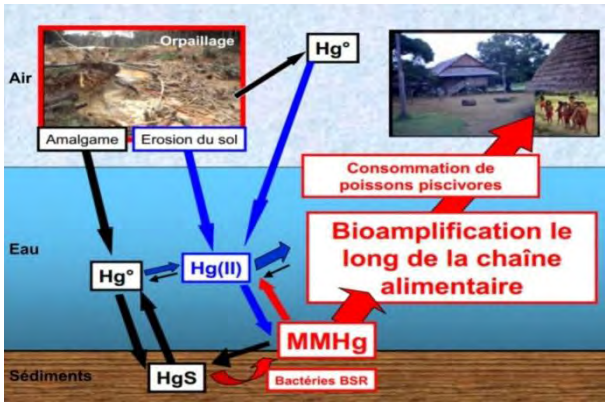


Figure 2 - Cycle du mercure dans les différents milieux (Charlet et Boudou, 2002).

c - La configuration des sites miniers : atouts et inconvénients

La configuration des sites miniers peut devenir une vraie contrainte (parfois rédhibitoire) ou, au contraire, un atout indéniable pour la réussite du projet de réhabilitation (Tableau 2).

Caractéristiques du site	Conséquences (positives ou négatives) pour un nouvel usage du site
Localisation en site isolé / en forêt	Les - : insécurité, problème d'accessibilité Les + : cadre exceptionnel, isolement recherché pour certaines activités (recherche sur l'écologie, ...), attrait
Surface souvent importante (de 1km² à plusieurs 10aines voire 100aines de km²)	Les - : grande surface à gérer Les + : projet d'envergure envisageable, faciliter l'accès au foncier pour certaines activités
Infrastructures et base vie sur site	Les + : mise à disposition de carbets, de prises d'eau, de pistes, ...
Qualité des sols et des eaux parfois dégradée	Les - : difficulté pour retrouver des sols de qualité Les + : "terrain de jeu" pour la recherche (reconstitution des sols, recherche sur le mercure, ...)
Matériaux extraits = déchets d'exploitation (stériles, résidus) à presque 100%	Les - : beaucoup de remaniement de sols, tassement, érosion, ... Les + : matériaux valorisables pour d'autres usages, sur site ou à l'extérieur

Tableau 2 - Première liste de pistes de vocations transposables à la réhabilitation des sites miniers guyanais.

II - LES OPPORTUNITES DE RECONVERSION ET DE VALORISATION DES SITES MINIERS

1 - Agriculture et élevage

L'explosion démographique guyanaise (doublement prévu de la population d'ici 20 ans) amènera de façon incontournable à une augmentation des besoins en produits alimentaires et donc en surfaces de production. Mais, en parallèle, la population croissante exercera une pression foncière de plus en plus forte sur les terrains à vocation agricole. Une mise en valeur de nouvelles zones de production agricole devra donc être envisagée. Dans ce contexte, certains anciens sites miniers pourraient, selon leurs caractéristiques intrinsèques (localisation, accès, qualité des sols…), être réhabilités en terrains agricoles :

- Les anciens sites miniers pourraient contribuer à faciliter l'accès au foncier en forêt à moindre impact environnemental car aucun défrichement préalable ne serait nécessaire ;
- Les anciens sites miniers pourraient assurer une capacité de production supplémentaire ;
- Les anciens sites miniers pourraient assurer une autosubsistance locale pour les villages isolés ou les camps miniers voisins eux-mêmes (agriculture et élevage vivriers traditionnels).

2 - Aquaculture

Les principaux enjeux de la filière aquacole continentale guyanaise sont actuellement de se développer pour répondre à la demande, de disposer de terrains pour installer de nouvelles exploitations, d'élever des espèces endémiques à la Guyane et enfin de répondre à un enjeu de santé publique (mercure accumulé dans les chairs des poissons, ...).

Les sites miniers alluvionnaires présentent de bonnes prédispositions (géométrie, terrassement, connexion avec la crique, etc.) mais l'activité minière elle-même est identifiée comme une contrainte pour l'installation de fermes aquacoles selon le Schéma Régional de Développement de l'Aquacuture Marine et Continentale de Guyane et les mines ne se situent pas dans les zones définies comme propices dans ce même schéma (zones où les aides financières seront "débloquées" en priorité). Les anciens sites miniers alluvionnaires pourraient tout de même apporter des espaces disponibles en eau pour le développement de l'aquaculture continentale, mais plutôt en secteur isolé, dans un but d'auto-consommation locale (village isolé, exploitants miniers), à condition de ne pas être contaminés en mercure.

3 - Tourisme et loisirs

La fréquentation touristique de la Guyane reste constante depuis quelques années (taux d'occupation moyen annuel des hôtels proche de 60% depuis 2009). Le tourisme est encore essentiellement d'affaires, mais le tourisme d'agrément semble se développer. On constate que la fréquentation des principaux sites d'intérêts (naturels, scientifiques, culturels) est en hausse chaque année. De plus, le CTG (Comité du Tourisme de Guyane) constate que le balnéaire est moins "à la mode" et que l'éco-tourisme commence à primer. De ce fait, les nouvelles stratégies politiques de la Guyane inscrivent le développement du tourisme parmi les axes prioritaires ; l'objectif affiché par le CTG étant même de doubler la fréquentation en 10 ans. En ce sens, la Guyane doit baser son développement sur ses atouts et vers la nature : forêts et biodiversité préservées, arts et cultures riches, vitrine Sud-Américaine de la France et de l'Europe, ... Ceci constitue une vraie opportunité pour les sites miniers (Figure 3) :

- Les sites miniers sont la plupart du temps isolés, en forêt, proches de criques créant un contexte "exceptionnel" ;
- Les infrastructures minières (base-vie, pistes, DZ, ...) peuvent être facilement conservées et ré-utilisées ;
- Les exploitants ont une partie des connaissances et des compétences techniques pour créer, voire même assurer l'entretien d'un tel site (comme ils entretiennent leur base-vie sur les mines en fonctionnement).

Carbets du site minier ré-utilisés

Initiation à la batée

Aménagement d'une zone de baignade (modelage de la crique)

Figure 3 - Exemple de la reconversion d'un ancien site minier guyanais en site touristique : Les Carbets de Coralie (http://www.carbetsdecoralie.fr/)

4 - Science et recherche

La Guyane dispose de vraies richesses et de particularités, souvent encore mal connues, qui peuvent intéresser la recherche scientifique. Par ailleurs, le développement de nouveaux produits ou débouchés économiques nécessite des étapes de recherche préalable. Dans le cadre de ces différents sujets de recherche (pour la science, pour le développement de nouvelles filières économiques, ...), des terrains sont parfois utilisés pour la mise en place de stations de recherche in situ, la réalisation d'essais de plantations, ...

Ceci peut constituer une opportunité de réhabilitation de certains sites miniers. Les trois variantes se dessinant à l'heure actuelle sont les suivantes :

- Mise en place d'une base de recherche et d'observation sur l'écologie, en partenariat avec un organisme de recherche, en mettant à profit la base vie déjà existante sur le site minier (hébergement, ...) et les terrains réhabilités en zone écologique (par exemple : aménagement de zones de frayères dans le cadre de la reconstitution de la crique et mise en place d'un protocole de suivi), ... Ceci peut également permettre à l'exploitant de disposer d'un site où l'efficacité à long terme de ses mesures compensatoires serait testée (test de replantations, reconquête de la faune, de la flore, etc.) afin de disposer d'un retour d'expérience très concret ;
- Mise en place d'un site de recherche sur le mercure (comportement du mercure naturel, anthropique, transfert dans les plantes, l'eau, incidences de l'orpaillage illégal, dynamique naturelle d'atténuation, ...) et les techniques de dépollution (phytoremédiation par exemple), en partenariat avec un organisme de recherche ;
- Mise à profit des terrains déjà défrichés pour des essais de plantations à vocations variées et dans des conditions de terrassement variées : biomasse, bois d'œuvre, bois de rose, plantes médicinales, agronomie, pépinière pour l'exploitant minier, plantes qui concentrent l'or, etc., en partenariat avec un organisme de recherche.

5 - Formation et apprentissage professionnel

La Guyane enregistre depuis plusieurs années une forte croissance démographique. De plus, les moins de 20 ans en Guyane représentent plus de 40 % de la population, alors que les plus de 60 ans représentent à peine 6% de la population (INSEE, 2008). Se pose alors depuis quelques années le problème de l'emploi mais aussi de l'accès aux formations les plus adaptées au marché du travail guyanais. La Guyane doit développer une offre de formation plus en phase avec les spécificités des besoins en main d'œuvre de la Guyane (exploitation minière, exploitation forestière, ...). De plus, pour certaines formations déjà existantes ou en cours de création, des terrains sont parfois requis, en forêt notamment (bûcheronnage, formation aux métiers en secteur isolé, ...). Ceci peut alors constituer une opportunité de réhabilitation de certains sites miniers aurifères guyanais en "centre d'apprentissage" pour des métiers opérant en secteur isolé, en mine, en forêt, ..., notamment par la mise à profit de la base vie déjà existante sur le site minier (hébergement, sanitaires, salle de cours, ...) et de la piste d'accès, ainsi que la mise en valeur des anciens terrains d'exploitation, déjà impactés, pour l'apprentissage du terrassement, création de pistes, ... Ceci concerne notamment les métiers de la mine en premier lieu (Figure 4), mais plus largement tous les métiers opérant en secteur isolé, en adéquation avec les besoins de la Guyane (écologie, conduite d'engins, métiers de la forêt, stages, ...).

"Formation introductive aux techniques minières" octobre 2013 (2 semaines de stage). La dizaine de stagiaires a bénéficié de cours théoriques dispensés aux Carbets de Coralie (ancien site minier réhabilité) et complétés par des visites et des exercices pratiques sur les mines alentour (Orkidé, 2013).

Figure 4 - Exemple d'une formation professionnelle qui s'est tenue sur un ancien site minier en Guyane.

6 - Valorisation des stériles et des résidus

La Guyane présente une situation critique concernant la disponibilité en matériaux de construction. Face à la difficulté d'accéder à la ressource en granulats, bien présente, mais grevée de nombreuses contraintes réglementaires et environnementales, ou difficilement accessible, les matières premières, nécessaires pour les futurs aménagements, risquent de manquer à terme. Des pénuries en latérite et en sables nobles d'un coût acceptable sont déjà identifiées à très court terme en Guyane. Les stériles et résidus issus de l'exploitation des gisements aurifères pourraient alors constituer un gisement potentiel de matériaux de substitution à certains matériaux de construction, à l'image de B2TG qui produit des briques en terre crue à partir des latérites de la carrière voisine (Figure 5). Ce "gisement" potentiel présente, de plus, l'avantage d'être une ressource accessible. Ceci peut constituer une opportunité de réhabilitation de certains sites miniers aurifères guyanais en carrière, permettant ainsi de répondre à un enjeu local.

Figure 5 - Exemple concret de valorisation de déchets d'exploitation : la société B2TG produit des briques en terre crue comprimée à partir des latérites de la carrière du Galion (commune de Roura - Guyane). Photographies GEO+, 2013

7 - Energie

La Guyane est largement dépendante en matière d'énergie, que ce soit pour la production d'électricité ou pour couvrir ses besoins en carburants. En vue de diminuer la dépendance énergétique de la Guyane, les politiques locales encouragent depuis plusieurs années le développement des énergies renouvelables. Les projets développés à ce jour permettent la production d'électricité, essentiellement pour alimenter le littoral. Mais, en secteur isolé, se rajoutent des contraintes : raccordement au réseau EDF impossible, acheminement de carburants parfois difficile, long et coûteux, ... ce qui rend ces secteurs encore plus dépendants au niveau énergétique. Les sites miniers, par leur situation géographique (secteur isolé) et leur configuration (surface, terrains défrichés, ...), peuvent devenir des cibles intéressantes pour la mise en place de panneaux photovoltaïques, la plantation de cultures énergétiques, ... Cette réhabilitation peut également permettre d'approvisionner le secteur minier lui-même en zone isolée.

8 - Urbanisation

En fonction de la configuration, de l'emplacement du site minier, des besoins locaux, des infrastructures de la mine, il pourrait s'agir d'assurer une reconversion en village, zone d'activités, aérodrome, héliport, centre de stockage de déchets. Cette option de réhabilitation n'est pas forcément reproductible et nécessite vraiment une opportunité locale.

En voici deux exemples :

- Le développement du futur nouveau village de Saint-Elie : ce projet est actuellement à l'étude au niveau de la Région. Il prévoit le déblocage de 10 000 hectares de foncier pour l'agriculture, la transformation de ce qu'il reste du bourg actuel en musée sur l'or, la création d'un nouveau village moins isolé, en bordure du lac de Petit Saut. 750 hectares seraient dédiés à accueillir des jardins créoles, une base nautique pour promouvoir le tourisme, ainsi qu'une zone industrielle (avec un projet de scierie déjà proposé). Ce vaste programme inclut aussi le développement du transport public sur le lac et la création d'une route qui relierait le nouveau village au barrage. Les mines des alentours (certaines très proches) pourraient alors totalement s'inscrire dans ce projet : terrains réhabilités pour de l'agriculture, aménagement de circuits de randonnée combinés avec la mise en place d'un musée de la mine, etc.
- La création de la décharge de Maripasoula : le site pré-qualifié est situé à 6 km sur la route reliant Maripasoula à Papaïchton. La mine de Yaou est accessible depuis le bourg de Maripasoula en empruntant une piste sur 17 km et le contexte géologique (latérites) est similaire. Les premières études sur ce projet de création de décharge remontent à 2003, soit déjà 10 ans, auxquels il faut rajouter le délai pour la fin des études de dimensionnement de la décharge et la création in situ. Ceci est donc tout à fait compatible avec les échelles de temps d'un projet de réhabilitation de site minier. Le coût de la mise en place d'une décharge est élevé. Un site minier reconverti pourrait permettre un allègement des coûts (zone déjà défrichée, fosse déjà creusée, accès réalisé, base-vie installée, ...).

III - LES RECOMMANDATIONS EN MATIERE DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS DE REHABILITATION

Un bon projet de réhabilitation résulte de la prise en compte de nombreux facteurs (Figure 6) dont la connaissance est progressive tout au long du montage du projet.

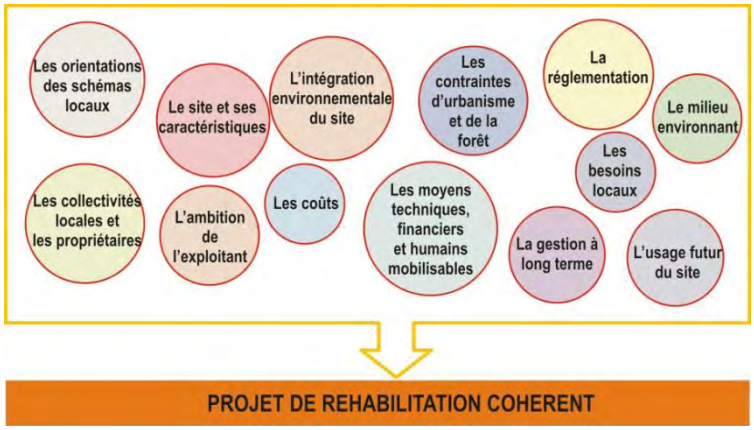


Figure 6 - Facteurs à prendre en compte pour bien choisir son projet de réhabilitation (Orkidé, GEO+, 2013).

1 - Le choix du bon scénario pour son site

La vocation du projet de réhabilitation (et donc la vocation future des terrains après leur remise en état) doit être déterminée le plus en amont possible du projet d'exploitation. En effet, la détermination de la vocation peut largement influencer la suite du projet d'exploitation. Chaque idée de réhabilitation, pour être en cohérence avec l'état initial, le contexte local, ... est à adapter :

- Aux types et caractéristiques d'exploitation : gisement primaire ou alluvionnaire, surface du site, durée d'exploitation, profil de la crique, ... ;
- Au contexte environnemental : réserve, parc, inondabilité des terrains, éco-certification de la forêt guyanaise, ... ;
- A l'accessibilité du site (isolé ou non, piste d'accès existante ou non, présence d'une piste d'atterrissage ou non, ...) ;
- Au "voisinage" (zone occupée par des exploitations illégales ou non, village, autres mines, ...) ;
- Aux volontés locales (commune, ONF, ...) et aux résultats de la concertation préalable ;
- A l'ambition, l'expérience et les compétences de l'exploitant ;
- Aux schémas d'orientation locaux (SDOM, SAR, ...) ;
- Aux opportunités locales (projet de décharge, de développement d'un bourg, ...), ...

En pratique, le Guide propose une clé d'entrée sous forme d'un arbre de décision, à croiser avec un tableau de critères spécifiques, propres à chaque scénario. Il est cependant parfois judicieux d'imaginer un projet de réhabilitation combinant plusieurs vocations, souvent par secteurs distincts, notamment pour les sites de très grande surface. Plusieurs intérêts locaux pourront alors être simultanément satisfaits. Ainsi, une zone de tourisme "vert" pourra compléter une vocation écologique ou scientifique.

Dans tous les cas, une étude préalable de faisabilité et une concertation avec les acteurs locaux sont fortement conseillées.

2 - La conception et la réalisation de son projet

La mise en œuvre de son projet de réhabilitation doit se faire par étapes.

a - Pendant la préparation du projet d'exploitation minière - Etude de pré-faisabilité

Il s'agit de répondre aux points suivants :

- Définition de l'ambition que je veux donner à mon projet ;

- Concertation avec la commune pour identifier les éventuels besoins ;
- Concertation avec l'ONF pour connaître les possibilités ;
- Identification des principales contraintes techniques, économiques, réglementaires ;
- Définition d'un pré-projet de réhabilitation : objectif général visé.

b - Pendant la préparation de mon dossier d'autorisation - Etude de faisabilité et pré-conception du projet

Il s'agit de répondre aux points suivants :

- Recherche de partenaires potentiels, premiers contacts ;
- Approfondissement des études en fonction des contraintes identifiées (étude de sol, analyses d'eau, ...) ;
- Présentation d'un projet de réhabilitation : aménagements envisagés, objectifs précis, plans, premier chiffrage, techniques envisagées, ... ;
- Poursuite de la concertation avec l'ONF, la commune et éventuellement certains services de l'Etat (en fonction des contraintes).

c - Pendant l'exploitation de mon site minier - Etude de conception puis préparation du site pour nouvel usage

Il s'agit de concevoir précisément le projet et de commencer à le mettre en œuvre : montage du business plan, recherche de financements, définition précise des travaux à réaliser (plans d'aménagement, cubatures, engins à utiliser, ...) et du matériel à acquérir, choix des partenaires (porteur de projet, futur gestionnaire, accompagnement de l'exploitant pour la réalisation des travaux), validation du projet avec la commune et l'ONF (nouvelle convention d'occupation des sols), réalisation des travaux définis en collaboration avec les partenaires choisis, préparation des demandes nécessaires pour la future activité (loi sur l'eau, ICPE, ...).

d - Après l'arrêt des travaux miniers - Mise en service de la nouvelle activité

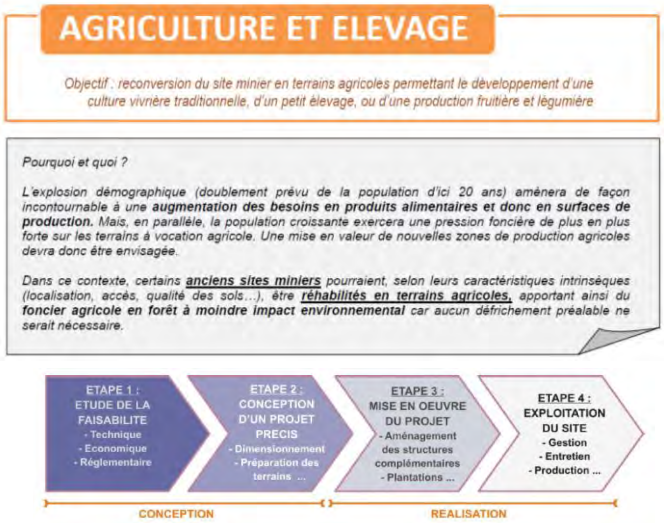
Il s'agit de répondre aux points suivants :

- Déclaration d'arrêt des travaux miniers ;
- Relais avec le nouveau exploitant / gestionnaire du site ;
- Mise en service de la nouvelle activité par le nouvel exploitant / gestionnaire ;
- Suivi (éventuel) du projet par l'exploitant minier pour bénéficier d'un retour d'expérience et pouvoir communiquer autour de sa réalisation.

En pratique, le guide propose alors des fiches (Figure 7) afin de faciliter la démarche des exploitants. Pour chaque scénario, une fiche est établie et récapitule :

- L'objectif ;
- Les opportunités possibles grâce à la réhabilitation des sites miniers guyanais ;
- Les conditions de faisabilité (technique, économique, réglementaire, environnementale) ;
- Les modalités de conception précise du projet ;
- Les modalités de mise en oeuvre du projet ;
- Les conditions d'exploitation future du site ;
- La liste des partenaires techniques potentiels (pour la conception et la réalisation) ;
- La liste des partenaires financiers possibles, le montant de l'investissement financier et les aides financières existantes (fonds européens, nationaux, régionaux, locaux, subventions, défiscalisation, ...).

Figure 7 - Extraits de la fiche "Agriculture et élevage" (Orkidé, GEO+, 2013)



L'étude de faisabilité technique doit permettre de couvrir les points suivants :

Points à étudier	CULTURE VIVRIERE TRADITIONNELLE	PETIT ELEVAGE	SYSTEME DE PRODUCTION FRUITIERE ET LEGUMIERE
Le site remplit-il les conditions générales requises (configuration du site et aménagements pré-existants) pour la reconversion en terres agricoles ?	Site isolé, de petite taille (quelques dizaines d'ha) Site alluvionnaire ou primaire Accès : pirogue, avion léger, 4x4 Zone minière active → moyen d'autosubsistance pour les camps miniers voisins Et/ou villages isolés à proximité → moyen d'autosubsistance pour les villages isolés Alimentation en eau réutilisable : système de gestion de l'eau (forage, pompage, évacuation, épandage)		Site non isolé Site alluvionnaire ou primaire Accès : 4x4, camionnette Axe de communication à proximité Alimentation en eau réutilisable : système de gestion de l'eau (forage, pompage, évacuation, épandage)
Relief / topographie du site	Hors berge de crique Pentes des terrains < 10% Bas fonds Plaines et terrasses alluviales	Fond de vallée, criques, bords de plateaux	Pentes des terrains < 10% Hors berge de crique Plateaux
Drainage	-	Hydromorphie	Drainage correct
Qualité des sols	Sols sablo-argileux à limoneux, peu de matière organique	-	Sols sablo-argileux moyennement riches en matière organique
Pollution des sols et des eaux	Teneur en mercure des sols < 0,15 mg/kg MS	Bon état chimique des eaux destinées à l'abreuvage Notamment concentration en mercure < 3µg/L	Teneur en mercure des sols < 0,15 mg/kg MS
L'objectif spécifique du projet et les moyens pour y parvenir sont-ils définis ?	Caractérisation du potentiel agronomique des terrains exploités (diagnostic pollution, notamment au mercure, analyses de la fertilité, de l'état de drainage...) → **Levé topographique et étude pédologique** Caractérisation de la qualité des eaux pour l'irrigation et/ou l'abreuvage → **prélèvements et analyses d'eaux souterraines et superficielles** Détermination du type de projet visé (conditionnant notamment l'étude de faisabilité économique et réglementaire) : - Culture vivrière traditionnelle et petit élevage à vocation d'auto-subsistance / système de production fruitière et légumière à vocation commerciale ; - Surfaces et objectifs de production ; - Matériel et infrastructures nécessaires ; - Transport éventuel des produits (piste existante, accès pirogue aisé, aérodrome à proximité, ...) ; - Choix des espèces végétales à cultiver et animales à élever (pour déterminer notamment les aménagements spécifiques à réaliser, les moyens pour y parvenir).		

Partenaires techniques de conception et de réalisation

Les partenaires techniques potentiels pour assurer la reconversion de la mine en terres agricoles sont les suivants :

- *Conception du projet (faisabilité, préparation des terrains, ...) :*

  Analyse de la qualité des sols et des eaux (vérification de l'absence de pollution, fertilité des sols) : bureaux d'études en géologie, pédologie, environnement, laboratoires d'analyses

  Montage de projet : bureaux d'études spécialisés (ex : GuyaneConsult), Chambre d'Agriculture de Guyane, la FREDON (Fédération de défense contre les organismes nuisibles), la DAAF, les différents syndicats et coopératives de filières (GDA de Mana pour les fruits et légumes par exemple)

  Règlement d'urbanisme : commune et DDT

  Droit forestier et maîtrise foncière : Chambre d'Agriculture, ONF, DAAF, France Domaine, associations professionnelles agricoles

  Règlement en matière d'hygiène... : ARS et DAAF

- *Réalisation du projet (formation, aménagements spécifiques, entretien, ...) :*

  Formation aux techniques agricoles : EPLEFPA (Etablissement Public Local d'Enseignement et de Formation Professionnelle Agricoles) rassemblant le lycée agricole et le Centre de Formation Professionnel et de Promotion Agricole (CFPPA) ou les MFR (Maisons Familiales Rurale) à Mana et récemment à Régina

  Acquisition du statut officiel d'agriculteur : AMEXA (Assurance Maladie des Exploitants Agricoles)

  Achat d'engins et d'infrastructures : fournisseurs spécifiques

  Conseils en matière d'agriculture : Chambre d'Agriculture, DAAF, associations professionnelles agricoles

NB : Si l'exploitant ne souhaite pas être le porteur de projet ou le futur gestionnaire, consulter :

- L'EPAG ou France Domaine pour l'attribution des terrains,
- La Chambre d'Agriculture ou la DAAF,
- Des associations professionnelles agricoles,
- La ou les communes concernées.

Investissement et partenaires financiers

Investissement financier

A la charge de l'exploitant minier	Fourchette de prix lié à l'investissement
Etudes préalables (faisabilité, conception, ...)	10 000 à 50 000€
Remise en état des terrains (pas de surcoût car inclus dans les coûts d'exploitation)	Pour mémoire (inclus dans les coûts d'exploitation)
Aménagement des parcelles agricoles, reconstitution de sols	Fertilisation/amendement pour mise en culture d'un champ d'ananas : 2 000 à 5 000 €/ha Fertilisation/amendement pour mise en culture d'un champ de manioc : 250 €/ha
A la charge du futur gestionnaire (éventuellement l'exploitant lui-même)	**Fourchette de prix lié à l'investissement et aux frais de fonctionnement**
Infrastructures supplémentaires (matériel agricole, clôtures, matériel d'irrigation ...)	10 000 à 50 000 € pour un tracteur (selon la puissance), 2 500 à 6 000 € pour les divers engins, 8 à 20 €/m² de serre, 150 €/m² de hangar, irrigation : 6 800 €/ha
Achat des semis, plants et/ou du cheptel (variable selon le type de culture et d'élevage envisagé)	2 000 à 3 000 €/ha pour la plantation d'ananas (tous 20 à 45 mois) De l'ordre de 250€/ha pour la plantation du manioc 2 300 à 3 500€ / couple de reproducteurs bovins mâle et femelle
Frais de fonctionnement (variable selon les cultures et/ou les élevages envisagés)	2 000 à 10 000 €/ha/an pour un champ d'ananas (selon que l'on soit en début ou en fin de cycle de production), 800€/ ha/an pour un champ de manioc, 815€/vache allaitante/an (nourriture, vétérinaire, charge fourragère...)

Sources potentielles de financement

Le secteur agricole bénéficie d'aides nationales (via l'ODEADOM) et surtout d'aides européennes (via la PAC). Celles-ci sont déclinées en deux programmes :

- Le Programme d'Options Spécifiques à l'Eloignement et à l'Insularité (POSEI), adaptant la PAC aux Départements d'Outre-Mer, propose des aides directes aux producteurs pour les productions animales et végétales ;
- Le Programme de développement rural de la Guyane 2007-2013 emploie les crédits de soutien au développement rural (modernisation des exploitations agricoles, installation des jeunes agriculteurs).

Grands types d'aides	Programme concerné	Ligne de programme concernée	Organisme gestionnaire
Fonds Européens	Axe 1 du FEADER : Compétitivité des secteurs agricole et forestier	Mesure 111A	SFD
		Mesures 112, 121, 123A, 124	SFEAF
		Mesure 125A	SFEAF
	Axe 2 du FEADER : Amélioration de l'environnement	Mesures 214, 216, 222	SFEAF
	Axe 3 du FEADER : Qualité de vie en milieu rural	Mesure 312	Mission Programmation Europe
		Mesure 321D	SDEP
	Axe 4 du FEADER	LEADER (Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale) : financement du développement des exploitations et de la commercialisation des produits	GAL
	POSEI France	Mesure 4 : actions en faveur des productions végétales de diversification	DAAF
		Mesure 5 : actions en faveur des productions animales	
Aides nationales	Contreparties des financements européens : CPER	Projet n°6 « Gérer durablement l'agriculture, la forêt et la pêche en Guyane »	Préfecture, Conseil Régional, Conseil Général, ODEADOM, CNES, Ministère de l'Agriculture
	Défiscalisation	L'agriculture est incluse dans le champ d'application de la loi	DRFIP
Aides régionales	Subventions du Conseil Régional	/	Conseil Régional - Service des Actions Régionales
Autres aides	Aides à l'installation	Dotation aux Jeunes Agriculteurs (DJA) Prêts à taux réduits Avantages fiscaux	DDT, DAAF

Conclusion

Actuellement, la réhabilitation des mines aurifères de Guyane est synonyme de revégétalisation. Le guide montre qu'il existe des opportunités à saisir pour diversifier ces projets de réhabilitation. Il a pour objectif de susciter des idées et de proposer des méthodes et outils pour favoriser l'émergence de quelques nouveaux projets. La mise en œuvre de projets de réhabilitation "originaux" sur le territoire guyanais permettra aux exploitants de communiquer sur leur métier en véhiculant une nouvelle image, valorisée. Cela permettra également d'ouvrir certaines voies de développement économique et de créer ainsi des emplois nouveaux.

Un large panel de possibilités est donné dans le Guide : du projet le plus simple au plus technique, du moins au plus coûteux, ... Les scénarii les plus "représentatifs" et "porteurs" ont été approfondis. Les autres idées, moins reproductibles, ne sont pas pour autant ignorées. Chaque site est particulier et chaque exploitant a une ambition spécifique ; l'étude de faisabilité doit se faire au cas par cas.

Quoi qu'il en soit, la démarche proposée dans ce Guide est parfaitement reproductible à tout type de projet de réhabilitation et permet à l'exploitant minier de se donner les moyens d'atteindre son objectif. Il veillera notamment à respecter les points clés suivants :

- Penser à la réhabilitation du site dès le début de l'idée du projet d'exploitation ;
- Saisir l'opportunité locale ;
- Se concerter en amont avec les acteurs clés du territoire ;
- S'approprier son projet et le rendre "original" ;
- S'entourer de partenaires qui aideront à choisir les options les plus adaptées au site.

Pour plus de détails sur ce sujet, le Guide est téléchargeable depuis le site internet de la Grappe ORkidé : http://www.orkideguyane.org

Remerciements

Merci à tous les professionnels, services de l'Etat, organismes et associations qui ont aidé à la réalisation du Guide "L'après-mine en Guyane : Opportunités de reconversion économique des sites miniers aurifères de Guyane" en se rendant disponibles pour des interviews, des entretiens, des visites de sites, ... Leurs idées, leurs connaissances et leurs savoir-faire ont été autant d'atouts pour la bonne réalisation de cet outil.

BIBLIOGRAPHIE

ORKIDE DE GUYANE, GEO+., 2013. L'après-mine en Guyane : Opportunités de reconversion économique des sites miniers, 147 p.

Conseil Régional de Guyane., 2007. Révision du Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de Guyane.

Préfecture de la Guyane., 2011. Schéma départemental d'Orientation Minière de la Guyane.

Charlet L., Boudou A., 2002. Cet or qui file un mauvais mercure. La Recherche, vol 359, pp 52-59.

MINES d'OR de SALSIGNE

Société Anonyme - Capital : 1.500.000 €
Siège Social : La Mine - CD 411, 11600 SALSIGNE
Téléphone 04 68 77 41 41 - Télécopie 04 68 77 41 49
RCS Carcassonne B. 387 951 188 - APE 1322 Z

ATTESTATION

Je, soussigné Arnaud CHIRON, Responsable d'exploitation de Mines d'Or de Salsigne (MOS), certifie que Monsieur Christian VALLIER, gérant de GéoPlusEnvironnement, a mené à bien pour le compte de MOS les prestations suivantes:

- **Etude d'impact sur l'environnement et la santé;**
- **Etude de dangers;**
- **Notice Hygiène et Sécurité** pour notre exploitation de Russec (11 - France) en 2002.

Pour valoir ce que de droit,
Arnaud CHIRON
MOS
Le 25 octobre 2002,

ATTESTATION

Je, soussigné Philippe BAINS, Responsable du Service Géologie de SOGEREM, filiale "fluorine" de PECHINEY, certifie que Monsieur Christian VALLIER, gérant de GéoPlusEnvironnement, a mené à bien pour le compte de SOGEREM les prestations suivantes:

- **Caractérisation environnementale** des milieux terrestres pour notre projet de mine de fluorine de Capeline (81 - France) en 2002.

Par ailleurs, GéoPlusEnvironnement réalise actuellement pour nous les prestations suivantes:

- **Etude d'impact sur l'environnement et la santé** pour notre projet de mine de fluorine de Capeline (81- France) ;
- **Document d'incidence sur la ressource en eau** pour notre projet de mine de fluorine de Capeline (81 - France).

Pour valoir ce que de droit,
Philippe BAINS
SOGEREM
Le 25 octobre 2002,

SOGEREM
Société Générale de Recherches
et d'Exploitation Minières
Mine du Burg
81250 PAULINET
Tél. 05 63 55 80 56
Fax 05 63 55 81 96

PRINCIPALES REFERENCES GéoPlusEnvironnement Mines et Carrières

Domaine	THEME	SUJET	CLIENT	PAYS	REGION	Dpt	ANNEE
Mines	Etude environnemental	Etude sur le devenir post-exploitation des sites miniers aurifères de Guyane	**ORKIDE Guyane**	France	Guyane	973	2013
Carrières	Etude environnemental	Elaboration du rapport d'évaluation environnementale du Schéma Départemental des carrières de Guyane	**DIREN Guyane**	France	Guyane	973	2010/2011
Mines	Dossier/Etude d'impact	Demande d'autorisation d'ouverture de Travaux Miniers - Mine d'or d'Elysée, Guyane (973)	**AUPLATA**	France	Guyane	973	2013
Mines	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation de mise en service d'installation minière (ICPE) et demande d'autorisation d'ouverture de travaux miniers (AOTM). Commune de Maripasoula, Guyane française (973)	**SMYD**	France	Guyane	973	2013
Mines	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de permis exclusif de recherches sur le secteur de Paul Isnard. Commune de St laurent en Maroni, Guyane (973)	**SOTRAPMAG**	France	Guyane	973	2013
Mines	Dossier/Etude d'impact	Dossier de déclaration de travaux de recherche aurifère par sondage sur les sites : Montagne d'or, l'Elysée et Emmanuel - Commune de St Laurent du Maroni, Guyane (973)	**SOTRAPMAG**	France	Guyane	973	2013
Mines	Assistance	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la constitution d'un dossier de demande d'autorisation ICPE. Projet d'ajout d'une unité de cyanuration mobile des rejets de la laverie gravitaire de la mine d'or AUPLATA Dieu Merci , Guyane	**AUPLATA**	France	Guyane	973	2013
Mines	Etude d'impact	Etude d'impact et étude de danger au titre des ICPE. Projet d'ajout d'une unité de cyanuration mobile des rejets de la laverie de la mine d'or Auplata Dieu Merci - Commune de St Elie, Guyanne (973)	**SSM GOLD**	France	Guyane	973	2013
Mines	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation d'exploiter des installations minières pour régularisation au titre des ICPE - Mine d'Or d'Elysée	**AUPLATA**	France	Guyane	973	2011
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'ouverture de carrière - Projet de Guatemala, Kourou	**SAND RESSOURCES**	France	Guyane	973	2010
Mines	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation d'exploiter des installations minières pour régularisation au titre des ICPE - Mine d'or de Dieu- Merci, Guyane	**AUPLATA**	France	Guyane	973	2009
Mines	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation d'ouverture de travaux miniers au titre du Code Minier - Concessions pour or de Dieu-Merci	**AUPLATA**	France	Guyane	973	2009
Mines	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation d'exploiter des installations minières pour régularisation au titre des ICPE - Mine d'or d'Espérance	**CME**	France	Guyane	973	2009
Mines	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation d'exploiter des installations minières pour régularisation au titre des ICPE - Mine d'or de Saint-Elie	**Société Minière de Saint-Elie (SMSE)**	France	Guyane	973	2009
Mines	Dossier/Etude d'impact	Participation aux dossiers de demande d'ouverture de travaux miniers et demande d'autorisation ICPE (Etude d'impact, étude de dangers) - Projet de mine à ciel ouvert de Camp Caïman, Guyane Française (973)	**GAUDRIOT / CAMBIOR**	France	Guyane	973	2005
Mines	Déclaration	Dossier de déclaration de travaux de recherche sur le PEX de Yaou au titre du code minier. Campagne de sondage destructif RC. Commune de Maripasoula - Guyane française (97)	**SMYD**	France	Guyane	973	2013
Mines	Déclaration	Dossier de déclaration de travaux de recherche sur la Concession C02-46 de Paul Isnard	**AUPLATA**	France	Guyane	973	2011
Mines	Dossier	Mémoire Technique - Mine d'Or de Crique Benoit Aval	**SOMIRAL**	France	Guyane	973	2010
Mines	Etude environnemental	Etude sur le devenir post-exploitation des sites miniers aurifères de Guyane	**ORKIDE Guyane**	France	Guyane	973	2013
Mines	Dossier/Etude d'impact	Participation à la réalisation d'un dossier de demande d'ouverture de carrière - Projet de carrière de grès, commune de Franceville pour la société SOCOBA (Mémoire Technique - Volet hydraulique, hydrogéologie et géologie - Modélisation du bruit prévisionnel - Analyse paysagère et modélisation 3D du réaménagement - Etude de Dangers)	**SOCOBA / TEREA**	GABON			2011
Mines	Dossier/Etude d'impact	Participation à la constitution d'une étude d'impact environnemental pour le projet de crémation d'huiles usées en remplacement partiel de fioul - CICM, commune de Moanda (Gabon)	**TEREA**	GABON			2011
Mines	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'ouverture de travaux miniers au titre du Code Minier - Renouvellement et extension de l'exploitation de sel "par sondages" sur la concession de Cerville-Buissoncourt	**SOLVAY**	France	Meurthe et Moselle	54	2006/2007
Mines	Dossier/Etude d'impact	Dossier de déclaration de cessation d'activités acceptable des points de vue économique, social et environnemental : usine de la Caunette, Usine de L'Artus, Bassins de Montredon, l'Artus et la Caunette, Carrière de Russec	**Mines d'Or de Salsigne**	France	LRO	11	2004
Mines	Dossier/Etude d'impact	Dossier Code Minier de demande d'ouverture de travaux miniers - Projet de Capeline (Etude écologique des milieux terrestres (EUR 15, Corine Biotope), étude écologique des rivières (IBGN, physico-chimie, inventaire piscicole,…), document d'incidence sur la ressource en eau, étude de dangers, notice hygiène et sécurité, volet santé, étude d'impact)	**SOGEREM - Mines de fluorine du Groupe PECHINEY / ALCAN**	France	MPY	81	2003
Mines	Dossier/Etude d'impact	Dossier Code Minier de demande d'ouverture de travaux miniers - Projet de la Mine à Ciel Ouvert de fluorine du Burg	**SOGEREM - Mines de fluorine du Groupe PECHINEY / ALCAN**	France	MPY	81	2003
Mines	Dossier/Etude d'impact	Dossier ICPE de demande d'autorisation d'ouverture de carrière (Modélisation en 3D du phasage de l'exploitation, Projet de réaménagement de la carrière, Etude de Dangers, Notice Hygiène et Sécurité, Etude d'impact) - Commune de Salsigne	**Mines d'Or de Salsigne**	France	LRO	11	2002
Mines	Etude d'impact	Participation à la réalisation de l'état initial : encadrement de la bathymétrie, hydraulique et métrologie. Plateau Bangombé, Moanda (Gabon)	**TEREA**	GABON			2011/2012

Domaine	THEME	SUJET	CLIENT	PAYS	REGION	Dpt	ANNEE
Mines	Etude d'impact	Etude de l'impact prévisionnel des vibrations liées aux tirs de mines. Projet de carrière de dolomie. Lastourville (Gabon)	**TEREA**	GABON			2013
Mines	Etude d'impact	Participation à la constitution d'une Etude d'Impact sur l'environnement pour la régularisation ICPE sur le port minéralier de COMILOG d'Owendo (prélèvement et analyse d'air, gaz et poussières - Modélisation aérodispersive des poussières et des gaz - Impacts sur l'air - Etude bruit) - Commune de Moanda - COMILOG	**COMILOG / TEREA**	GABON			2011
Mines	Etude d'impact	Participation à la constitution d'une Etude d'Impact environnemental et social relative à l'ajout d'une ligne de flottation / cyanuration sur le projet de mine aurifère de Bakoudou pour REMINEX (Mémoire Technique,- Volet santé - Etude de Dangers)	**REMINEX / TEREA**	GABON			2011
Mines	Etude d'impact	Etude d'impact Environnemental du projet d'exploitation des fines de la rivière Moulili et remise en état du site - COMILOG	**COMILOG / TEREA**	GABON			2010
Mines	Etude d'impact	Participation à la réalisation de l'étude d'impact, technique et environnementale, d'un projet d'ouverture de mine - Projet de mine de manganèse CICMH	**TEREA**	GABON			2008
Carrières	Etude environnemental	Elaboration du rapport d'évaluation environnementale du Schéma Départemental des carrières de Guyane	**DIREN Guyane**	France	Guyane	973	2010/2011
Mines	ESR / Réhabilitation	Diagnostic initial et Evaluations Simplifiées des Risques sanitaires pour les ICPE des Mines d'Or de Salsigne. Préconisations de dépollution, de servitudes et de suivi. Site du Puits Castan	**Mines d'Or de Salsigne**	France	LRO	11	2004
Mines	ESR / Réhabilitation	Diagnostics initial et Evaluations Simplifiées des Risques sanitaires pour les ICPE des Mines d'Or de Salsigne. Préconisations de dépollution, de servitudes et de suivi. Usine de la Caunette	**Mines d'Or de Salsigne**	France	LRO	11	2004
Mines	ESR / Réhabilitation	Diagnostic initial et Evaluations Simplifiées des Risques sanitaires pour les ICPE des Mines d'Or de Salsigne. Préconisations de dépollution, de servitudes et de suivi. Site de Montredon	**Mines d'Or de Salsigne**	France	LRO	11	2004
Mines	ESR / Réhabilitation	Diagnostic initial et Evaluations Simplifiées des Risques sanitaires pour les ICPE des Mines d'Or de Salsigne. Préconisations de dépollution, de servitudes et de suivi. Usine de l'Artus	**Mines d'Or de Salsigne**	France	LRO	11	2004
Mines	ESR / Réhabilitation	Diagnostic initial et Evaluations Simplifiées des Risques sanitaires pour les ICPE des Mines d'Or de Salsigne. Préconisations de dépollution, de servitudes et de suivi. Plage de la Caunette	**Mines d'Or de Salsigne**	France	LRO	11	2004
Mines	ESR / Réhabilitation	Diagnostic initial et Evaluations Simplifiées des Risques sanitaires pour les ICPE des Mines d'Or de Salsigne. Préconisations de dépollution, de servitudes et de suivi. Site de l'ancienne flottation	**Mines d'Or de Salsigne**	France	LRO	11	2004
Mines	ESR / Réhabilitation	Diagnostic initial et Evaluations Simplifiées des Risques sanitaires pour les ICPE des Mines d'Or de Salsigne. Préconisations de dépollution, de servitudes et de suivi. Site de Russec	**Mines d'Or de Salsigne**	France	LRO	11	2004
Mines	ESR / Réhabilitation	Diagnostic initial et Evaluations Simplifiées des Risques sanitaires pour les ICPE des Mines d'Or de Salsigne. Préconisations de dépollution, de servitudes et de suivi. Site du bassin de l'Artus	**Mines d'Or de Salsigne**	France	LRO	11	2004
Mines	Expertise	Mission d'expertise en environnement minier au Gabon - Analyse de la réglementation actuelle, constats et propositions Rédaction du Guide Sectoriel des opération minières au Gabon	**Ambassade de France au Gabon / Ministère de la Coopération française / Ministère des Mines au Gabon / Direction Générale des Mines et de la Géologie du Gabon**	GABON			2007
Mines	Expertise	Mise en place d'un schéma interprovincial de gestion durable de l'activité minière,	**BRGM / Ministère des Affaires Etrangères - Ambassade de France en Argentine**	Argentine	NOA		2003
Mines	Expertise	Mission d'aide à la gestion durable de l'activité minière en relation avec le développement touristique de la région et la préservation de ses milieux naturels du Nord-Ouest Argentin, Mise en place d'un schéma interprovincial de gestion durable de l'activité minière, Participation à la demande de classement de l'Altiplano argentin au titre du Patrimoine Mondial de l'Humanité (UNESCO).	**BRGM / Ministère des Affaires Etrangères - Ambassade de France en Argentine**	Argentine	NOA		2002
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'ouverture de carrière avec installation de premier traitement	**BRUYERES**	France	Aquitaine	47	2012/2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier ICPE de renouvellement, extension et modification des conditions d'exploitation de carrière - Carrière de La Gilbretière, commune de La Ferrière (85)	**COLAS CMGO Bonin**	France	Pays de la Loire	85	2012/2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation d'ouverture de carrière pour l'extraction de sables et d'argiles avec demande d'autorisation de défrichement, commune de Précigné (72)	**GFF MALPAIRE**	France	Pays de la Loire	72	2012/2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Demande d'autorisation de renouvellement et d'extension de carrière - Carrière de gneiss et de leptynite de Pommiers, commune de Pommiers (36)	**GUIGNARD.Sabl de la Perche**	France	Centre	36	2012/2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier ICPE de demande d'extension et d'autorisation de carrière - Carrière de Kaolin, commune de Loqueffret (29)	**IMERYS Céramics**	France	Bretagne	29	2012/2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Reprise du dossier de demande d'autorisation de carrière alluvionnaire - Commune de Cavanac (11)	**MAURI**	France	LRO	11	2012/2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Demande de renouvellement partiel et d'extension d'autorisation de carrière - Carrière de gypse de Le Pin - Villeparisis (77)	**PLACO**	France	IDF	77	2012/2013

Domaine	THEME	SUJET	CLIENT	PAYS	REGION	Dpt	ANNEE
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'ouverture de carrière sur la commune de Viviers le Gras (88)	**SEBELER**	France	Lorraine	88	2012/2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Etude hydrogéologique du sous-sol du bassin d'extraction et dossier de demande d'exploiter une carrière - La Courragade, communes de Perpignan et Saint-Estève (66)	**SM d'assainissement de la Plaine entre l'Agly et la Tet**	France	LRO	66	2012/2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation pour une extension en surface, une augmentation de capacité de production, la création d'un nouveau bassin de décantation sur l'installation de traitement de Toussacq, communes de Villenauxe la Petite et Grisy sur Seine (77)	**A2C GRANULATS**	France	IDF	77	2011/2012
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement et d'extension de carrière alluuvionnaire avec modélisation hydraulique, commune de Juvigny (51)	**BLANDIN SA**	France	Champagne Ardenne	51	2011/2012
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Demande de renouvellement et d'extension de la carrière de Chazé, commune de Chazé-sur-Argos (49)	**BRANGEON**	France	Pays de la Loire	49	2011/2012
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Demande de renouvellement et d'extension de carrière alluvionnaire, commune d'Einsisheim (68)	**HOLCIM**	France	Alsace	68	2011/2012
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Intégration de la carrière à ciel ouvert au dossier de demande d'ouverture de carrière souterraine - Carrière de gypse de Cormeille (95)	**PLACO**	France	IDF	95	2011 à 2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de Demande d'Autorisation d'Ouverture de Carrière avec DDD - Carrière alluvionnaire des Pièces de la Motte - Commune d'Hermé	**LAFARGE Granulats**	France	IDF	77	2010-2011
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de Demande de Renouvellement d'Autorisation de carrière avec modification des conditions d'exploitation - Carrière de la Brosse Montceaux	**LAFARGE Granulats**	France	IDF	77	2010-2011
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'ouverture de carrière	**CEMEX Granulats Sud-Ouest**	France	MPY	31	2007/2008
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement et d'extension d'autorisation de carrière - Carrière alluvionnaire hors d'eau	**CEMEX Granulats Normandie**	France	Hte Normandie	27	2006/2007
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Demande d'autorisation de défrichement. Commune de Grisy sur Seine (77)	**A2C GRANULATS**	France	IDF	77	2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation d'exploiter avec installation de premier traitement - Carrière de calcaire à chaux, commune de Blanquefort sur Briolance (47)	**BRUYERE et Fils**	France	Aquitaine	47	2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'extension et de renouvellement d'autorisation de carrière de roche massive associée à une installation de traitement. Carrière de Roquetaillade (11)	**Carrière de Roquetaillade**	France	LRO	11	2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement et d'extension d'autorisation de la carrière de Villemanoche (89). Réalisation du phasage 2D de l'exploitation	**CEMEX VDS**	France	Bourgogne	89	2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement d'autorisation de carrière au titre des ICPE - Carrière de Tourrier, commune de Chateaudouble (26)	**CHEVAL Frères**	France	Rhône Alpes	26	2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement et d'extension d'autorisation de carrière. Communes de St Denis Catus et Uzech les Aules (46)	**CM QUARTZ**	France	Aquitaine	46	2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement et d'extension de carrière, commune de Saint laurent (08)	**CPE Béton et Carrière**	France	Ch.Ardenne	8	2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement et d'extension d'autorisation de carrière avec installation de traitement. Commune de Lignareix (19)	**FARGES Matériaux**	France	Limousin	19	2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Demande d'ouverture de gravière avec installation de traitement, recyclage et stockage d'inertes extérieurs	**GSL**	France	Aquitaine	47	2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'ouverture de gravillère avec installation de traitement, recyclage et stockage d'inertes extérieurs. Carrière alluvionnaire de Barat, commune de Montesquieu (47)	**GSL**	France	Aquitaine	47	2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement d'autorisation de carrière d'alluvion, commune de Troussey (55)	**GSM**	France	Lorraine	55	2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'ouverture de carrière alluvionnaire. Projet de Barbonville (54)	**GSM**	France	Lorraine	54	2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement et d'extension d'autorisation de la carrièrre alluvionnaire de Chevenon (58) et de Sully (45)	**HOLCIM**	France	Bourgogne et Centre	58 et 45	2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation partielle d'activité - carrière d'argile des hautes maisons, Martizay (36)	**IMERYS**	France	Centre	36	2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement et d'extension en profondeur d'autorisation de carrière. Communes de Chooz, Givet et Foisches (08)	**LAFARGE**	France	Ch.Ardenne	8	2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation d'extension de carrière. Demande de défrichement - Carrière alluvionnaire de Muids (27)	**LAFARGE**	France	Haute Normandie	27	2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement et d'extension d'autorisation de carrière. Carrière des Boires de Ribon, commune de Port de Piles (86)	**LAFARGE Ragonneau**	France	Poitou Charente	86	2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'extension d'autorisation de carrière avec installation de traitement et stockage d'inertes	**LN MAURICE**	France	Aquitaine	33	2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'extension d'autorisation de carrière avec installation de traitement et stockage d'inertes. Carrière alluvionnaire d'Ambes (33)	**LN MAURICE**	France	Aquitaine	33	2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Elaboration du dossier de demande d'autorisation d'ouverture de carrière. Projet de carrière de graves alluvionnaires de "Brasse", commune de Cournanel (11)	**PATEBEX**	France	LRO	11	2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation de renouvellement et d'extension de carrière avec installation de traitement et compléments d'inventaires pour identification d'une zone de compensation. Carrière du Pibeste, Agos Vidalos (65)	**SOCARL**	France	MPY	65	2013

Domaine	THEME	SUJET	CLIENT	PAYS	REGION	Dpt	ANNEE
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation d'ouverture de carrière. Commune de Barbas (54)	**STV**	France	Lorraine	54	2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Participation à la réalisation des dossiers de demandes d'ouverture de carrières. Deux projets de carrière de fondant à Mvengué et Lastourville (Gabon)	**TEREA**	GABON			2013
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement et d'extension de la carrière alluvionnaire de Salles sur Garonne (31)	**CEMEX SO**	France	MPY	31	2012
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement et d'extension d'autorisation de la carrière alluvionnaire sur la commune de Villiers sur Seine (77) et carrière de Villemanoche (89)	**CEMEX VDS**	France	IDF / Bourgogne	77 et 89	2012
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Demande d'autorisation d'ouverture de carrière avec étude hydraulique sur la commune de Saron Sur Aube (51)	**MERAT Amendement**	France	Champagne Ardenne	51	2012
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Demande d'autorisation d'ouverture de carrière - Carrière de Gourdan-Polignan (31)	**RAZEL**	France	MPY	31	2012
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation de renouvellement et d'extension de carrière avec installation de traitement et demande de défrichement - Carrière de gneiss à cie ouvert de Chambon, Saint-Hylaire-Peyroux (19)	**ROL ET POMPIER**	France	Limousin	19	2012
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier ICPE de demande de renouvellement de carrière avec augmentation de la capacité de production, approfondissement de l'extraction, remblayage par des déchets inertes extérieurs, modification/régularisation de l'installation, déclaration de renonciation partielle d'activité, notice d'incidence Natura 2000 - Carrière d'Isturitz	**Carrière de Sare**	France	Aquitaine	64	2010
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'ouverture de carrière	**GUINTOLI**	France	LRO	66	2010
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'ouverture de carrière	**GUINTOLI**	France	Pays de Loire	53	2010
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'extension de la carrière de Caresse-Cassaber	**CEMEX Sud-Ouest**	France	Aquitaine	64	2009
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'ouverture de carrière	**GUINTOLI**	France	LRO	30	2009
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Demande de Renouvellement et d'extension de carrière avec DDD - Carrière de Nançay, commune de Dordives	**LAFARGE Granulats**	France	Centre	45	2009
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier ICPE de demande de renouvellement et d'extension d'Autorisation de Carrière - Carrière de gypse de Pouillon	**PLACO**	France	Aquitaine	40	2009
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation d'extension au titre des ICPE avec étude hydraullique et hydrogéologique	**CEMEX Granulats Normandie**	France	Hte Normandie	76	2008
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement et d'extension d'autorisation de carrière avec étude hydraulique	**CEMEX Granulats Normandie**	France	Hte Normandie	27	2008
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Projet de carrière alluvionnaire - Phase 1, Demande de classement de terrains au PLU avec dossier de présentation du projet - Phase 2, Dossier ICPE de demande d'ouverture de carrière avec étude hydraullique et hydrogéologique	**CEMEX Granulats Normandie**	France	Hte Normandie	NC*	2008
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'ouverture de carrière - Projet de carrière de tout-venant alluvionnaire	**CEMEX Granulats Rhône-Méditerranée**	France	Rhône Alpes	NC*	2008
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier ICPE de demande de renouvellement et d'extension d'Autorisation de Carrière avec installation de traitement	**DOMITIA**	France	LRO	NC*	2008
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation d'ouverture de carrière (avec remblaiement par des matériaux inertes extérieurs) - Carrière de calcaire	**GUIGNARD**	France	Centre	18	2008
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation de renouvellement et d'extension de la carrière - Carrière de calcaire	**GUINTOLI**	France	Bourgogne	NC*	2008
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Demande d'autorisation d'ouverture de carrière	**GUINTOLI**	France	Pays de Loire	NC*	2008
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier ICPE de demande d'autorisation d'ouverture d'une carrière alluvionnaire	**MAURI**	France	LRO	11	2008
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation d'ouverture de carrière - Projet de carrière de tout-venant alluvionnaire avec étude hydraulique	**MGM**	France	MPY	NC*	2008
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'ouverture de carrière	**PATEBEX**	France	LRO	11	2008
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'extension (pour stockage de stériles) et d'approfondissement d'Autorisation de carrière, demande de renouvellement d'autorisation de carrière, demande de régularisation et de modification pour l'installation de traitement, demande d'augmentation de la capacité de production - Carrière de calcaire	**SA LARRONDE**	France	Aquitaine	64	2008
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation d'ouverture de carrière - Projet de carrière alluvionnaire avec étude hydrogéologique, étude hydraulique et étude faune, flore, habitat	**Sablières du Port Montain**	France	IDF	NC*	2008
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvelllement et d'extension de carrière et dossier de demande d'augmentation de la capacité autorisée de production de l'installation de traitement et de modification du circuit de traitement des boues de lavage avec mise en place d'un branchement ferré - Carrière alluvionnaire de Saverdun (09)	**SIADOUX**	France	MPY	9	2008
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier ICPE de demande d'autorisation de renouvellement , d'extension en profondeur et en surface, d'augementation de capacité de production et d'augmentation de puissance installée (installation de traitement et centrale à béton)	**SOTRAMAT**	France	Limousin	23	2008
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation d'ouverture de carrière au titre des ICPE	**AUDE Agrégats**	France	LRO	11	2007

Domaine	THEME	SUJET	CLIENT	PAYS	REGION	Dpt	ANNEE
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier ICPE de demande de renouvellement d'autorisation de carrière - Carrière de calcaire	**CEMEX Granulats Centre**	France	Centre	41	2007
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement et d'extension d'autorisation de carrière, d'augmentation de capacité de production, de stockage de matériraux inertes extérieurs et dossier d'autorisation ICPE pour la mise en place d'une centrale à béton prêt à l'emploi et d'une centrale d'enrobés à chaux	**CHARDOT TP**	France	Meurthe et Moselle	55	2007
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Participation à la constitution du dossier de demande d'autorisation ICPE pour un renouvellement et une extension en profondeur - Carrière de granite de Magnac-Laval	**Ciupa Environnement**	France	Poitou Charente	79	2007
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation d'ouverture de carrière - Projet de carrière alluvionnaire	**GSM**	France	Bourgogne		2007
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'ouverture de carrière	**GUINTOLI**	France	LRO	11	2007
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'ouverture de carrière	**GUINTOLI**	France	LRO	11	2007
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement et d'extension d'autorisation de carrière avec nouvelle installation de traitement - Carrière d'alluvions de moyennes terrasses de La Louverie	**LAFARGE Granulats Ouest**	France	Pays de Loire	72	2007
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier d'autorisation ICPE pour régularisation d'une centrale de BPE et d'une installation de lavage-criblage-concassage de granulats - Centrale de Limoux , commune de Cournanel (11)	**PATEBEX**	France	LRO	11	2007
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'ouverture de carrière avec reconnaissance de gisement	**GUINTOLI**	France	Aquitaine	NC*	2006
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'ouverture de carrière avec reconnaissance de gisement	**GUINTOLI**	France	Aquitaine	NC*	2006
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier ICPE de renouvellement et d'extension de la carrière d'argiles et de sables de Lapeyrière (82) (Modélisation en 3D du phasage de l'exploitation, projet de réaménagement de la carrière, inventaire des milieux naturels, étude de dangers, notice hygiène et sécurité, étude d'impact)	**IMERYS**	France	MPY	82	2006
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation ICPE pour une nouvelle installation de concassage primaire - Carrière de Carresse	**LAFARGE PLATRES**	France	Aquitaine	64	2006
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement d'autorisation de carrière - Carrière de Cavannac (11)	**MAURI**	France	LRO	11	2006
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement et d'extension d'autorisation de carrière - Carrière alluvionnaire en eau	**Morillon Corvol Val de Seine - Groupe CEMEX**	France	IDF	77	2006
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation de carrière	**Morillon Corvol Val de Seine - Groupe CEMEX**	France	Champagne Ardenne	NC*	2006
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation de renouvellement et d'extension de la carrière alluvionnaire de Rouméga - Commune de Bram (11)	**PATEBEX**	France	LRO	11	2006
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier d'ouverture de carrière au titre des ICPE - Projet de carrière de tout-venant alluvionnaire	**POSOCCO**	France	LRO	11	2006
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement et d'extension d'autorisation de carrière avec installation de traitement	**SEE RAGONNEAU / LAFARGE Granulats**	France	Poitou Charente	86	2006
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement et d'extension d'autorisation de carrière - Carrière de calcaire souterraine et à ciel ouvert de Sauveterre la Lémance	**SOCLI - Groupe CALCIA - Italcimenti**	France	Aquitaine	47	2006
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement et d'extension d'autorisation de carrière - Carrière de calcaire souterraine et à ciel ouvert de Sauveterre la Lémance	**SOCLI - Groupe CALCIA - Italcimenti**	France	Aquitaine	47	2006
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier ICPE de demande de changement d'exploitant, de renouvellement et d'extension de carrière Modélisation en 3D du phasage de l'exploitation, projet de réaménagement de la carrière, inventaire des milieux naturels, étude de dangers, notice hygiène et sécurité, étude d'impact)	**GUINTOLI / Carrière de Bayssan**	France	LRO	34	2005
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier ICPE de demande de renouvellement et d'extension d'autorisation de carrière - Carrière d'argiles de Vendémies, Limoux (11)(Modélisation en 3D du phasage de l'exploitation, projet de réaménagement de la carrière, inventaire des milieux naturels, étude de dangers, notice hygiène et sécurité, étude d'impact)	**LAFARGE COUVERTURE**	France	LRO	11	2005
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande d'autorisation d'ouverture de carrière au titre de la Loi sur les ICPE - Projet de plan d'eau de la "Prairie aux Anes", commune d'Ussat (09)	**Mairie d'Ussat**	France	MPY	9	2005
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier ICPE de demande de renouvellement de carrière (Modélisation en 3D du phasage de l'exploitation, Projet de réaménagement de la carrière, Etude de Dangers, Notice Hygiène et Sécurité, Etude d'impact)	**Morillon Corvol Val de Seine - Groupe CEMEX**	France	Champagne Ardenne	10	2005
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement d'autorisation de carrière	**Carrière PERO**	France	LRO	11	2004
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier ICPE de renouvellement et d'extension de la carrière de marnes de Nizan sur Gesse (31) (Modélisation en 3D du phasage de l'exploitation, projet de réaménagement de la carrière, inventaire des milieux naturels, étude de dangers, notice hygiène et sécurité, étude d'impact)	**IMERYS**	France	MPY	31	2004
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier ICPE de renouvellement de la carrière de gypse et anhydrite de Lantosque (06) (Modélisation en 3D du phasage de l'exploitation, projet de réaménagement de la carrière, inventaire des milieux naturels, étude de dangers, notice hygiène et sécurité, étude d'impact)	**LAFARGE PLATRES**	France	ALPES MARITIMES	6	2004
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Etude de pré-faisabilité écologique et paysagère d'une carrière	**Morillon Corvol France**	France	NC*	NC*	2004
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier d'ouverture de carrière	**Morillon Corvol Rhône Alpes - Groupe CEMEX**	France	NC*	NC*	2004
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de renouvellement et d'extension d'autorisation pour une carrière de 200 ha. Modèle hydrogéologique.	**Morillon Corvol Sud-Ouest - Groupe CEMEX**	France	MPY	NC*	2004

Domaine	THEME	SUJET	CLIENT	PAYS	REGION	Dpt	ANNEE
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de renouvellement et d'extension de carrière de St Paulet	**SEMENOU**	France	LRO	11	2004
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de renouvellement et d'extension d'autorisation de carrière , Etude hydrogéologique, Etude géotechnique de stabilité des fronts de 25 m, Modélisation en 3D du phasage de l'exploitation, Intégration de la carrière sur documents photographiques réels en 3D	**SOLVAY**	France	Meurthe et Moselle	55	2004
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de demande de renouvellement et d'extension d'autorisation de carrière - Carrière des Lègnes (11)	**SOTEC**	France	LRO	11	2004
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de renouvellement et d'extension d'autorisation de carrière au titre de la Loi sur les ICPE, Modélisation en 3D du phasage de l'exploitation, Intégration de la carrière sur documents photographiques réels en 3D, Projet de réaménagement de la carrière, Etude de Dangers, Notice Hygiène et Sécurité, Inventaire des milieux naturels, Etude d'impact.	**CARRIERES DE ROQUETAILLADE**	France	LRO	11	2003
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier ICPE de renouvellement et d'extension de la carrière d'argile de Sarrailles (Modélisation en 3D du phasage de l'exploitation, projet de réaménagement de la carrière, inventaire des milieux naturels, étude de dangers, notice hygiène et sécurité, étude d'impact)	**IMERYS**	France	MPY	31	2003
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier ICPE de demande de renouvellement et d'extension de carrière avec installation traitement (Modélisation en 3D du phasage de l'exploitation, Projet de réaménagement de la carrière, Etude de Dangers, Notice Hygiène et Sécurité, Etude d'impact - Carrière alluvionnaire, St Laurent Nouan	**MORILLON CORVOL Centre - Groupe CEMEX**	France	Centre	41	2003
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier ICPE de demande d'ouverture de la carrière alluvionnaire (Modélisation en 3D du phasage de l'exploitation, projet de réaménagement de la carrière, étude de dangers, notice hygiène et sécurité, étude d'impact) - Commune de Bram	**PATEBEX**	France	LRO	11	2003
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Modélisation en 3D de l'exploitation sur 25 ans, Intégration de la carrière sur documents photographiques réels en 3D, Projet de réaménagement de la carrière, Mise en valeur scientifique et pédagogique du cratère de météorite, Etude de Dangers et Notice Hygiène et Sécurité - Carrières de Champagnac, Rochechouart	**Carrières de Champagnac**	France	Limousin	87	2002
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier ICPE de régularisation de l'Usine à chaux de Sauveterre La Lémance, Etude bruit, Etude de Dangers, Notice Hygiène et Sécurité, Volet santé, Etude d'impact	**SOCLI - Groupe CALCIA - Italcimenti**	France	Aquitaine	47	2002
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier de renouvellement de la carrière de calcschistes d'Izaourt, Modélisation en 3D du phasage d'exploitation	**SOCLI - Groupe CALCIA - Italcimenti**	France	MPY	65	2002
Carrières	Dossier/Etude d'impact	Dossier ICPE de demande d'ouverture de carrière pour un projet d'aménagement d'un complexe touristique et nautique à Marciac	**CACG / Commune de Marciac**	France	MPY	32	2001
Aménagement	Etude d'impact	Etude d'impact pour le projet de réaménagement foncier agricole et forestier. Territoires des communes de Tuchan et Paziols (11)	**C. Général de l'Aude**	France	LRO	11	2012/2013
Aménagement	Etude d'impact	Etude d'impact et d'incidence Natura 2000, bilan carbone et énergies renouvelables. Réalisation du dossier préalable à la DUP. Etude loi sur l'eau - Parc d'activités de Cahors Sud (Groupement avec Sogexfo et Cera)	**Grand Cahors**	France	MPY	46	2012/2013
Aménagement	Etude d'impact	Etude d'impact pour le projet de ZAC sur la commune de Saint Martin du Touch (31)	**Grand Toulouse**	France	MPY	31	2012/2013
Aménagement	Etude d'impact	Etude d'Impact : Etudes préalables à la valorisation et dossier de création d'une ZAC à vocation économique - Zone aéroportuaire de Tarbes-Lourdes-Pyrénées	**Sydicat mixte de la zone aéroportuaire Tarbes**	France	MPY	65	2006/2007
Aménagement	Etude d'impact	Etude d'impact pour le projet de bassin de rétention sur la commune de Crest (26), quartier Saint Antoine	**Commune de Crest**	France	Rhône Alpes	26	2013
Aménagement	Etude d'impact	Remblai en zone inondable dans la ZAC des Grillons - projet de construction ERD GRDF - Commune de Gleize (69)	**SAMDIV**	France	Rhône Alpes	69	2013
Aménagement	Etude d'impact	Etude d'impact pour le défrichement d'une parcelle sur la ZAC Motte Nord (26)	**VALENCE Agglo Sud Rhône Alpes**	France	Rhône Alpes	26	2013
Aménagement	Etude d'impact	Participation à la mission d'assistance à la maitrise d'ouvrage dans le cadre de l'aménagement d'une ZAC sur la commune de St Georges de Didonne (17) - Etude d'impact et dossier de loi sur l'eau	**ATIS CONSEIL/Com. de St Georges de Didonne**	France	Poitou Charente	17	2012
Aménagement	Etude d'impact	Pré-étude et étude d'impact et d'environnement consécutives à la réalisation de l'autoroute A3. Inventaire faunistique et floristique. Document d'incidences Natura 2000.	**CG de l'Ain**	France	Rhône Alpes	1	2012
Aménagement	Etude d'impact	Participation à l'Etude d'Impact Environnemental du projet d'implantation d'une Zone Economique Spéciale à NKOK (Gabon) : Etudes bruit et air - Etude de dangers	**TEREA**	GABON			2011
Aménagement	Etude d'impact	Expertise relative à l'Etude d'Impact Environnemental du projet d'implantation d'une Zone Economique Spéciale à NKOK (Gabon) : Gestion des Eaux dans le cadre de l'EI	**TEREA**	GABON			2010
Aménagement	Etude d'impact	Expertise relative à l'Etude d'Impact Environnemental du projet d'implantation d'une Zone Economique Spéciale à NKOK (Gabon) : Gestion des Eaux dans le cadre de l'EI	**TEREA**	GABON			2010
Aménagement	Etude d'impact	Etude d'impact pour le projet de la création d'une ZAC Habitation à ISSENHEIM	**SESA**	France	Alsace	68	2009
Aménagement	Etude d'impact	Etudes préalables pour une ZAC Habitation sur la commune de Bain de Bretagne - Mission "Etude d'impact"	**ATELIER DU PAYSAGE**	France	Bretagne	35	2007
Aménagement	Etude d'impact	Etude d'impact - Projet de création d'une ZAC Habitation à Didenheim	**CABINET MERLIN**	France	Alsace	68	2007
Aménagement	Etude d'impact	Etude d'impact pour le projet de la création d'une ZAC Quartier Tarrabusque - Ville d'Auch	**Expertise et Développement**	France	MPY	32	2007
Aménagement	Etude d'impact	Etude d'impact pour un projet de ZAC commerciale et de loisirs à Cahors	**CACG / Communauté d'agglomération de Cahors**	France	MPY	46	2004

Annexe 7

Charte Ethique et de Développement Durable de SUDMINE

Source : SUDMINE

Sustainable Mining

SUDMINE

Development

« Le développement raisonné de la Mine »

CHARTE ETHIQUE ET POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Le Groupe SUDMINE, en tant qu'acteur international, veut promouvoir des valeurs de responsabilité environnementale, sociétale, de citoyenneté et d'éthique, dans son processus de gestion et de décision, tout en préservant la performance économique de l'Entreprise.
C'est la raison pour laquelle SUDMINE s'est doté de la présente CHARTE ETHIQUE et de DEVELOPPEMENT DURABLE, afin que chacun puisse s'y référer en toute circonstance, collectivement ou individuellement, dans un comportement qui doit rester exemplaire.
L'adhésion individuelle des collaborateurs (formalisée par la signature de la présente Charte) à ces engagements pris par SUDMINE en matière d'Ethique et de Développement Durable constitue un élément indispensable au succès de cette démarche.

Il en découle les principes directeurs suivants :

1- Lutte contre toute forme de fraude et de corruption

SUDMINE condamne les pratiques relevant de la corruption active ou passive d'agents publics ou privés. C'est un pré-requis dans la négociation et l'exécution des contrats.

2- Respect des règles de concurrence

SUDMINE se conforme aux réglementations relatives à la concurrence, qui prohibent notamment toute entente, pratique concertée ou abus de position dominante sur le marché concerné, vis-à-vis de ses clients comme de ses fournisseurs.

3- Protection des informations

SUDMINE s'engage à garder confidentiels tous types d'informations détenus par des collaborateurs dans le cadre de leur activité, ainsi que celles transmises par des tiers sous accord de confidentialité, formalisé ou tacite.

4- Respect des salariés

SUDMINE respecte les normes internationales de l'Organisation Internationale du Travail, et s'engage à assurer un traitement équitable de l'ensemble de ses collaborateurs en matière d'égalité professionnelle, en luttant contre toute forme de discrimination, qu'elle soit basée sur le sexe, le handicap, la situation de famille, l'âge, les opinions politiques, les convictions religieuses ou les origines.
SUDMINE veille à préserver l'intégrité physique et morale de ses collaborateurs :

- En poursuivant des actions de protection de leur santé et de leur sécurité,
- En développant une qualité des relations humaines au sein des équipes,
- En respectant l'expression des personnes et la liberté d'association.

SUDMINE SAS 2, Chemin du Château 45 530 SEICHEBRIERES FRANCE
Tél : (00 33) (0)6 88 16 76 78 Fax : (00 33) (0)2 38 24 85 66
e-mail : vallierchristian@orange.fr
SAS au capital de 115 000 euros - RCS Orléans 790 856 850 - Code NAF 0990Z
Site Internet : www.sudmine.com

5- Respect des communautés locales

SUDMINE respecte les règles applicables dans les territoires et Etats hôtes où le Groupe est présent et, plus généralement, il se conforme aux principes de respect des communautés, des droits des individus, ainsi que de leur culture et de leurs valeurs.
SUDMINE entend ainsi développer des relations durables avec les communautés locales, basées sur une confiance réciproque, en vue d'atteindre des objectifs communs.

6- Développement de l'emploi au sein des communautés locales

Dans la mesure du possible, SUDMINE s'engage à travailler avec les communautés locales et autres parties prenantes, afin de valoriser et développer les compétences locales.
SUDMINE veut démontrer que sa présence est porteuse de retombées économiques et sociales positives pour ses partenaires locaux, ainsi que pour les populations riveraines de ses installations.

7- Qualité de l'information vis-à-vis des partenaires locaux

SUDMINE, à travers ses filiales, s'engage à mettre en oeuvre une bonne pratique de gouvernance d'entreprise, transparente, équitable, consensuelle et, au final, efficace.

8- Protection de l'Environnement

SUDMINE s'engage, dans le respect des conventions minières, de la réglementation locale ou de standards internationaux, à mettre en œuvre, dès le stade de conception des projets, les moyens nécessaires pour préserver l'environnement, réduire les impacts sanitaires et environnementaux sur le milieu naturel des sites d'implantation, et ainsi réduire son empreinte environnementale. Sont ainsi concernés :

- La préservation de la faune et de la flore locales,
- Une utilisation raisonnée de l'eau,
- La bonne gestion des ressources énergétiques et, quand c'est possible, la mise en place de solutions de production d'énergies renouvelables,
- La limitation des émissions de poussières et la surveillance des rejets aériens,
- La revégétalisation des sites et des chemins d'accès créés lors des phases d'exploration,
- La réhabilitation du site après exploitation.

9- Respect des normes en vigueur :

SUDMINE fournit des produits de qualité, issus de processus d'extraction ou de transformation conformes aux règles de l'art et aux meilleures pratiques, dans le respect des normes en vigueur.

10- Information financière

SUDMINE fournit une information fidèle, fiable, transparente et complète à ses actionnaires, ainsi qu'aux autorités de contrôle, administrations fiscales et autres.

A Seichebrières,
Le Président de SUDMINE,
Le 15 février 2013,
Christian VALLIER

SUDMINE SAS 2, Chemin du Château 45 530 SEICHEBRIERES FRANCE
Tél : (00 33) (0)6 88 16 76 78 Fax : (00 33) (0)2 38 24 85 66
e-mail : vallierchristian@orange.fr
SAS au capital de 115 000 euros - RCS Orléans 790 856 850 - Code NAF 0990Z
Site Internet : www.sudmine.com

Annexe 8

Eléments justificatifs des capacités financières de SUDMINE

Source : SUDMINE

COMPTES ANNUELS

Période du 01/02/2013 au 31/12/2013

SAS SUDMINE

2 chemin du Chateau
45530 SEICHEBRIERES
NAF : 0990Z-
Siret : 79085685000017

FCN
14 rue de la Manufacture
45160 OLIVET

Tél. 02 38 88 12 97 | Fax. 02 38 43 95 81 | Web. www.fcn.fr

SOMMAIRE

Rapport d'Expert Comptable **2**

Comptes annuels **3**

Bilan 4

Compte de résultat 6

Annexe 7

Détails des comptes **15**

Détail du Bilan 16

Détail du compte de résultat 18

Etats fiscaux **19**

2033A – Bilan simplifié 20

2033B – Compte de résultat simplifié de l'exercice (en liste) 21

2033C – Immobilisations – Amortissements – Plus–values et moins–values 22

2033D – Relevé des provisions– Amortissements dérogatoires– Déficits reportables 23

2033E – Détermination de la valeur ajoutée produite au cours de l'exercice 24

2033F – Composition du capital social 25

2033G – Filiales et participations 26

Déclaration fiscale **27**

2065 – Impôt sur les sociétés 28

2065 Bis – Impôt sur les sociétés, annexe à la déclaration N°2065 29

2065 Ter – Impôt sur les sociétés, annexe à la déclaration N°2065 30

MISSION DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Dans le cadre de la mission de Présentation des comptes annuels de l'entreprise

SAS SUDMINE

Pour l'exercice du 01 février 2013 au 31 décembre 2013

Et conformément à nos accords et aux termes de notre lettre de mission, nous avons effectué les diligences prévues par les normes de Présentation définies par l'Ordre des experts comptables.

A la date de nos travaux qui ne constituent pas un audit et à l'issue de ceux-ci, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels.

Les comptes annuels ci–joints, qui comportent 30 pages, se caractérisent par les données suivantes :

	Montant en euros
Total bilan	***99 621,53***
Chiffre d'affaires	***1 200,00***
Résultat net comptable (Perte)	**-16 461,59**

Fait à Olivet
Le 18 février 2014

Nicolas BROU
Expert–comptable

Signature

Comptes annuels

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/13
ACTIF			
Capital souscrit non appelé			
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement			
Frais de recherche et de développement			
Concessions, brevets et droits assimilés			
Fonds commercial			
Autres immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions			
Installations techniques, matériel et outillage			
Autres immobilisations corporelles	*2 000*	*357*	*1 643*
Immob. en cours / Avances & acomptes			
Immobilisations financières			
Participations et créances rattachées			
Autres titres immobilisés			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
ACTIF IMMOBILISE	**2 000**	**357**	**1 643**
Stocks			
Matières premières et autres approv.			
En cours de production de biens			
En cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis			
Marchandises			
Créances			
Clients et comptes rattachés			
Fournisseurs débiteurs			
Personnel			
Etat, Impôts sur les bénéfices			
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	*506*		*506*
Autres créances			
Divers			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités	*97 377*		*97 377*
Charges constatées d'avance	*96*		*96*
ACTIF CIRCULANT	**97 979**		**97 979**
Charges à répartir sur plusieurs exercices			
Prime de remboursement des obligations			
Ecarts de conversion – Actif			
COMPTES DE REGULARISATION			
TOTAL ACTIF	**99 979**	**357**	**99 622**

Bilan

	Net au 31/12/13
PASSIF	
Capital social ou individuel	*115 000*
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	
Ecarts de réévaluation	
Réserve légale	
Réserves statutaires ou contractuelles	
Réserves réglementées	
Autres réserves	
Report à nouveau	
Résultat de l'exercice	**-16 462**
Subventions d'investissement	
Provisions réglementées	
CAPITAUX PROPRES	**98 538**
Produits des émissions de titres participatifs	
Avances conditionnées	
AUTRES FONDS PROPRES	
Provisions pour risques	
Provisions pour charges	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts	
Découverts et concours bancaires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	
Emprunts et dettes financières diverses	
Emprunts et dettes financières diverses – Associés	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	*1 020*
Personnel	
Organismes sociaux	*63*
Etat, Impôts sur les bénéfices	
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	
Etat, Obligations cautionnées	
Autres dettes fiscales et sociales	
Dettes fiscales et sociales	*63*
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
Produits constatés d'avance	
DETTES	**1 083**
Ecarts de conversion – Passif	
TOTAL PASSIF	**99 622**

Compte de résultat

	du 01/02/13 au 31/12/13 11 mois	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Produits d'exploitation			
Ventes de marchandises			
Production vendue	*1 200*	*1 200*	
Production stockée			
Subventions d'exploitation			
Autres produits			
Total	**1 200**	**1 200**	
Charges d'exploitation			
Achats de marchandises			
Variation de stock (m/ses)			
Achats de m.p & aut.approv.			
Variation de stock (m.p.)			
Autres achats & charges externes	*10 270*	*10 270*	
Impôts, taxes et vers. assim.	*292*	*292*	
Salaires et Traitements	*160*	*160*	
Charges sociales	*6 584*	*6 584*	
Amortissements et provisions	*357*	*357*	
Autres charges			
Total	**17 662**	**17 662**	
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-16 462**	**-16 462**	
Produits financiers			
Charges financières			
RESULTAT FINANCIER			
Opérations en commun			
RESULTAT COURANT	**-16 462**	**-16 462**	
Produits exceptionnels			
Charges exceptionnelles			
RESULTAT EXCEPTIONNEL			
Participation des salariés			
Impôts sur les bénéfices			
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-16 462**	**-16 462**	

Annexe

Synthèse de l'annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
– Préambule	*x*		
– Faits caractéristiques et évènements significatifs		*x*	
– Règles et méthodes comptables	*x*		
– Tableau des cinq derniers exercices		*x*	
NOTES SUR LE BILAN ACTIF			
– Actif immobilisé	*x*		
– Détail des immobilisations	*x*		
– Frais d'établissement		*x*	
– Frais de recherche et de développement		*x*	
– Fonds commercial		*x*	
– Intérêts immobilisés		*x*	
– Immobilisations en cours de production		*x*	
– Approche par composant		*x*	
– Estimation du portefeuille de TIAP		*x*	
– Détail des amortissements		*x*	
– Tests de dépréciation des immobilisations		*x*	
– Intérêts sur éléments de l'actif circulant		*x*	
– Stocks		*x*	
– Etat des échéances des dettes et des créances	*x*		
– Dettes et créances représentées par des effets de commerce		*x*	
– Charges constatées d'avance	*x (Détail)*		
– Produits à recevoir		*x*	
– Informations sur la créance résultant du report en arrière des déficits		*x*	
– Dépréciation des stocks		*x*	
– Dépréciation des créances		*x*	
– Dépréciation des valeurs mobilières		*x*	
NOTES SUR LE BILAN PASSIF			
– Composition du capital social	*x*		
– Parts bénéficiaires		*x*	
– Obligations convertibles échangeables		*x*	
– Tableau d'affectation du résultat de l'exercice N–1		*x*	
– Provisions réglementées		*x*	
– Provisions pour risques et charges		*x*	
– Ecarts de conversion sur créances et dettes		*x*	
– Clause de réserve de propriété		*x*	
– Différences d'évaluation sur éléments fongibles		*x*	
– Actions propres		*x*	
– Règlement des difficultés des entreprises		*x*	
– Passifs sans évaluation fiable		*x*	
– Primes de remboursement d'emprunts		*x*	
– Eléments relevant de plusieurs postes de bilan		*x*	
– Produits constatés d'avance		*x*	
– Charges à payer	*x (Détail)*		

Synthèse de l'annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT			
– Ventilation du chiffre d'affaires net		*x*	
– Frais accessoires d'achat		*x*	
– Eléments imputables à un autre exercice		*x*	
– Opérations faites en commun		*x*	
– Transferts de charges d'exploitation et financières		*x*	
– Eléments financiers concernant les entreprises liées		*x*	
– Eléments exceptionnels imputables à un autre exercice		*x*	
– Eléments exceptionnels		*x*	
– Transferts de charges exceptionnelles		*x*	
– Base de l'impôt sur les sociétés		*x*	
– Ventilation de l'impôt sur les bénéfices		*x*	
– Incidence des modifications votées entre les dates de clôture et d'arrêté		*x*	
– Accroissements et allégements de la dette future d'impôt		*x*	
AUTRES INFORMATIONS			
– Evénements postérieurs à la clôture		*x*	
– Informations sur transactions effectuées sur les marchés de produits dérivés		*x*	
– Effectifs		*x*	
– Rémunération globale & par catégorie de dirigeants		*x*	
– Avances aux dirigeants		*x*	
– Liste des filiales		*x*	
– Identité de la société mère consolidant les comptes de la société		*x*	
– Engagements financiers donnés		*x*	
– Engagements financiers reçus		*x*	
– Dettes garanties par des suretés réelles		*x*	
– Impôts sur les bénéfices – Intégration fiscale		*x*	
– Crédit–bail		*x*	
– Crédit–bail (Etat simplifié)		*x*	
– Engagement de retraite		*x*	
– Impact des évaluations fiscales dérogatoires		*x*	
– Aspects environnementaux		*x*	

Préambule

Le Total du bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2013, est de 99 622 euros.

Le résultat net comptable de l'exercice s'élève à une perte de 16 462 euros.

L'exercice porte sur une durée de 11 mois, recouvrant la période du 01/02/2013 au 31/12/2013.

Les notes ou tableaux ci–après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles et méthodes comptables

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2013 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 22 Juin 1999, la loi n° 83-353 du 30 Avril 1983 et le décret 83-1020 du 29 Novembre 1983, et conformément aux dispositions des règlements comptables 2000-06 et 2003-07 sur les passifs, 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et 2004–06 sur la définition, la comptabilisation et évaluation des actifs.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques .

Seules sont exprimées les informations significatives.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, sont incorporés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.
* Matériel de transport : 4 à 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Valeurs brutes				
Immobilisations corporelles		*2 000*		*2 000*
Total		**2 000**		**2 000**
Amortissements & provisions :				
Immobilisations corporelles		*357*		*357*
Total		**357**		**357**
ACTIF NET				**1 643**

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		*2 000*		*2 000*
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		**2 000**		**2 000**
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	*506*	*506*	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	*96*	*96*	
Total	**602**	**602**	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d avance	*96*		
Total	**96**		

Capitaux Propres

Composition du Capital Social

Capital social d'un montant de 115 000,00 euros décomposé en 1 150 titres d'une valeur nominale de 100,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	*1 150*	*100,00*
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	*1 150*	*100,00*

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine				
– à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	*1 020*	*1 020*		
Dettes fiscales et sociales	*63*	*63*		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
Total	**1 083**	**1 083**		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés sur l'exercice				
Dettes contractées auprès des associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs – fact. non parvenues	*1 020*
Total	**1 020**

Détails des comptes

Détail du Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/13
ACTIF			
Capital souscrit non appelé			
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement			
Frais de recherche et de développement			
Concessions, brevets et droits assimilés			
Fonds commercial			
Autres immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions			
Installations techniques, matériel et outillage			
218200 – Matériel de transport	*2 000,00*		*2 000,00*
281820 – Amortis. matériel de transport		*357,41*	*-357,41*
Autres immobilisations corporelles	***2 000,00***	***357,41***	***1 642,59***
Immob. en cours / Avances & acomptes			
Immobilisations financières			
Participations et créances rattachées			
Autres titres immobilisés			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
ACTIF IMMOBILISE	**2 000,00**	**357,41**	**1 642,59**
Stocks			
Matières premières et autres approv.			
En cours de production de biens			
En cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis			
Marchandises			
Créances			
Clients et comptes rattachés			
Fournisseurs débiteurs			
Personnel			
Etat, Impôts sur les bénéfices			
445670 – Crédit de TVA à reporter	*336,00*		*336,00*
445860 – TVA sur factures non parvenues	*170,00*		*170,00*
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	***506,00***		***506,00***
Autres créances			
Divers			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Valeurs mobilières de placement			
512000 – Banque	*97 376,94*		*97 376,94*
Disponibilités	***97 376,94***		***97 376,94***
486000 – Charges constatées d'avance	*96,00*		*96,00*
Charges constatées d'avance	***96,00***		***96,00***
ACTIF CIRCULANT	**97 978,94**		**97 978,94**
Charges à répartir sur plusieurs exercices			
Prime de remboursement des obligations			
Ecarts de conversion – Actif			
COMPTES DE REGULARISATION			
TOTAL ACTIF	**99 978,94**	**357,41**	**99 621,53**

Détail du Bilan

	Net au 31/12/13
PASSIF	
101300 – Capital souscrit–appelé, versé	*115 000,00*
Capital social ou individuel	***115 000,00***
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	
Ecarts de réévaluation	
Réserve légale	
Réserves statutaires ou contractuelles	
Réserves réglementées	
Autres réserves	
Report à nouveau	
Résultat de l'exercice	**-16 461,59**
Subventions d'investissement	
Provisions réglementées	
CAPITAUX PROPRES	**98 538,41**
Produits des émissions de titres participatifs	
Avances conditionnées	
AUTRES FONDS PROPRES	
Provisions pour risques	
Provisions pour charges	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts	
Découverts et concours bancaires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	
Emprunts et dettes financières diverses	
Emprunts et dettes financières diverses – Associés	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
408100 – Fournisseurs – fact. non parvenues	*1 020,00*
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	***1 020,00***
Personnel	
431000 – Sécurité sociale	*46,76*
437200 – Caisse de retraite salariés	*16,36*
Organismes sociaux	*63,12*
Etat, Impôts sur les bénéfices	
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	
Etat, Obligations cautionnées	
Autres dettes fiscales et sociales	
Dettes fiscales et sociales	***63,12***
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
Produits constatés d'avance	
DETTES	**1 083,12**
Ecarts de conversion – Passif	
TOTAL PASSIF	**99 621,53**

Détail du compte de résultat

	du 01/02/13 au 31/12/13 11 mois	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Produits d'exploitation			
706000 – Prestations de services	*1 200,00*		
Production vendue	***1 200,00***	***1 200,00***	
758000 – Produits divers gestion courante	*0,13*		
Autres produits	***0,13***	***0,13***	
Total	**1 200,13**	**1 200,13**	
Charges d'exploitation			
606140 – Fournitures carburant	*337,18*		
606400 – Achats fournitures administratives	*1 607,08*		
611200 – Sous traitance permis minier GUINEE	*4 500,00*		
613200 – Locations immobilières	*550,00*		
615600 – Maintenance	*37,08*		
616100 – Assurances multirisques	*120,12*		
618100 – Documentation générale	*67,58*		
618500 – Frais de colloques, de séminaires	*287,00*		
622600 – Honoraires	*850,00*		
622700 – Frais d'actes et contentieux	*70,20*		
623000 – Publicité	*271,56*		
625000 – Frais mission Bretagne	*1 202,33*		
625100 – Voyages et déplacements	*149,59*		
627800 – Prestations de services bancaires	*219,80*		
Autres achats & charges externes	***10 269,52***	***10 269,52***	
635430 – Cartes grises	*291,50*		
Impôts, taxes et vers. assim.	***291,50***	***291,50***	
641100 – Salaires appointements	*159,74*		
Salaires et Traitements	***159,74***	***159,74***	
645100 – Cotisations à l'URSSAF	*19,42*		
645320 – Cotis. retraites compl(non cadres)	*9,10*		
648000 – Autres charges de personnel	*6 555,03*		
Charges sociales	***6 583,55***	***6 583,55***	
681126 – Dot. aux amort. du mat. de transp.	*357,41*		
Amortissements et provisions	***357,41***	***357,41***	
Total	**17 661,72**	**17 661,72**	
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-16 461,59**	**-16 461,59**	
RESULTAT FINANCIER			
RESULTAT COURANT	**-16 461,59**	**-16 461,59**	
RESULTAT EXCEPTIONNEL			
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-16 461,59**	**-16 461,59**	

Etats fiscaux

1

BILAN SIMPLIFIÉ

DGFiP **N° 2033-A 2013**

Formulaire obligatoire (article 302 septies A bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SAS SUDMINE — Néant ☐ *

Adresse de l'entreprise 2 chemin du Chateau 45530 SEICHEBRIERES

Numéro SIRET* 7 9 0 8 5 6 8 5 0 0 0 0 1 7

Durée de l'exercice en nombre de mois* 11 — Durée de l'exercice précédent*

ACTIF		Brut 1		Amortissements-Provisions 2	Exercice N clos le 31/12/2013 Net 3	Exercice N-1 clos le Net 4
ACTIF IMMOBILISÉ — Immobilisations incorporelles — Fonds commercial*	010		012			
Immobilisations incorporelles — Autres*	014		016			
Immobilisations corporelles*	028	2 000	030	357	1 642	
Immobilisations financières* (1)	040		042			
Total I (5)	044	2 000	048	357	1 642	
ACTIF CIRCULANT — STOCKS — Matières premières, approvisionnements, en cours de production*	050		052			
STOCKS — Marchandises *	060		062			
Avances et acomptes versés sur commandes	064		066			
Créances (2) — Clients et comptes rattachés*	068		070			
Créances (2) — Autres* (3)	072	506	074		506	
Valeurs mobilières de placement	080		082			
Disponibilités	084	97 376	086		97 376	
Charges constatées d'avance *	092	96	094		96	
Total II	096	97 978	098		97 978	
Total général (I + II)	110	99 978	112	357	99 621	

PASSIF		Exercice N NET 1	Exercice N-1 NET 2
CAPITAUX PROPRES — Capital social ou individuel*	120	115 000	
Écarts de réévaluation	124		
Réserve légale	126		
Réserves réglementées*	130		
Autres réserves (dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* 131)	132		
Report à nouveau	134		
Résultat de l'exercice	136	(16 461)	
Provisions réglementées	140		
Total I	142	98 538	
Provisions pour risques et charges — Total II	154		
DETTES (4) — Emprunts et dettes assimilées	156		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	164		
Fournisseurs et comptes rattachés*	166	1 020	
Autres dettes (dont comptes courants d'associés de l'exercice N :..... 169)	172	63	
Produits constatés d'avance	174		
Total III	176	1 083	
Total général (I + II + III)	180	99 621	

RENVOIS							
(1)	Dont immobilisations financières à moins d'un an	193		(4)	Dont dettes à plus d'un an	195	
(2)	Dont créances à plus d'un an	197		(5)	Coût de revient des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice*	182	2 000
(3)	Dont comptes courants d'associés débiteurs	199			Prix de vente hors T.V.A. des immobilisations cédées au cours de l'exercice*	184	

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033–NOT

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

Cegid Group

2 **COMPTE DE RÉSULTAT SIMPLIFIÉ DE L'EXERCICE (en liste)** **DGFiP N° 2033-B 2013**

Formulaire obligatoire (article 302 septies A-bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SAS SUDMINE

Néant ☐ *

A - RÉSULTAT COMPTABLE

				Exercice N clos le 31/12/2013 (1)	Exercice N–1 clos le (2)
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	209	210		
	Production vendue – biens (dont export et livraisons intracommunautaires)	215	214		
	Production vendue – services* (dont export et livraisons intracommunautaires)	217	218	1 200	
	Production stockée* (Variation du stock en produits intermédiaires, produits finis et en cours de production)		222		
	Production immobilisée*		224		
	Subventions d'exploitation reçues		226		
	Autres produits		230		
	Total des produits d'exploitation hors T.V.A. **(I)**		232	1 200	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises* (y compris droits de douane)		234		
	Variation de stock (marchandises)*		236		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements* (y compris droits de douane)		238		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnement)*		240		
	Autres charges externes* : (dont crédit bail : – mobilier : ..... – immobilier : .....)		242	10 269	
	Impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe professionnelle CFE et CVAE * 243)		244	291	
	Rémunérations du personnel*		250	159	
	Charges sociales (cf. renvoi 380)		252	6 583	
	Dotations aux amortissements*		254	357	
	Dotations aux provisions		256		
	Autres charges – dont provisions fiscales pour implantations commerciales à l'étranger*	259	262		
	Autres charges – dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles	260			
	Total des charges d'exploitation (II)		264	17 661	
	1 – RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I – II)		270	(16 461)	
PRODUITS ET CHARGES DIVERS	Produits financiers (III)		280		
	Produits exceptionnels (IV)		290		
	Charges financières (V)		294		
	Charges exceptionnelles (VI)		300		
	Impôts sur les bénéfices* (VII)		306		
	2 – BÉNÉFICE OU PERTE : Produits (I + III + IV) – Charges (II + V + VI + VII)		310	(16 461)	

B - RÉSULTAT FISCAL

	Reporter le bénéfice comptable col.1, le déficit comptable col. 2	312		314	16 461
Réintégrations	Rémunérations et avantages personnels non déductibles*	316			
	Amortissements excédentaires (art. 39–4 C.G.I.) et autres amortissements non déductibles	318			
	Provisions non déductibles*	322			
	Impôts et taxes non déductibles* (cf page 7 de la notice 2033.not)	324			
	Divers*, dont intérêts excédentaires des cptes–cts d'associés 247 ; écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* 248	330			
Déductions	Entreprise nouvelles (44. *sexies*) 986 ; Zone franche urbaine (44. *octies* et *octies* A) 987 ; Zone franche Corse (44. *décies*) 988			342	
	Reprise d'entreprises en difficulté (44. *septies*) 981 ; Jeune entreprise innovante (44. *sexies* A) 989 ; Pôle de compétitivité (44. *undécies*) 990				
	Divers* dont ZFA (44 quaterdecies) 345 ; Investissements outre–mer 344 ; créance due au report en arrière du déficit 346			350	
	RÉSULTAT FISCAL AVANT IMPUTATION DES DÉFICITS ANTÉRIEURS Bénéfice col. 1 Déficit col. 2	352		354	16 461
Déficits	Déficit de l'exercice reporté en arrière : (Entreprises I.S. seulement)	356			
	Déficits antérieurs reportables :*.....dont imputés sur le résultat :			360	
	RÉSULTAT FISCAL APRES IMPUTATION DES DÉFICITS Bénéfice col. 1 Déficit col. 2	370		372	16 461

Primes et cotisations complémentaires facultatives 381 ; Cotisations personnelles obligatoires de l'exploitant* : 380 ; n° du centre de gestion agréé : 388

Montant de la T.V.A. collectée 374 235 ; Effectif moyen du personnel* : 376 ; dont apprentis : ; handicapés : ; Effectif affecté à l'activité artisanale 861

Montant de la T.V.A. déductible sur biens et services (sauf immobilisations) : 378 571 ; Montant des prélèvements personnels de marchandises* 399

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2033–NOT.

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

Cegid Group

Formulaire obligatoire (article 302 Septies A-bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS SUDMINE

Néant ☐ *

I IMMOBILISATIONS

ACTIF IMMOBILISÉ		Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations		Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale * Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	Fonds commercial	400		402		404		406		
	Autres	410		412		414		416		
Immobilisations corporelles	Terrains	420		422		424		426		
	Constructions	430		432		434		436		
	Installations techniques matériel et outillage industriels	440		442		444		446		
	Installations générales agencements divers	450		452		454		456		
	Matériel de transport	460		462	2 000	464		466	2 000	
	Autres immobilisations corporelles	470		472		474		476		
Immobilisations financières		480		482		484		486		
TOTAL		490		492	2 000	494		496	2 000	

II AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Immobilisations incorporelles		500		502		504		506	
Immobilisations corporelles	Terrains	510		512		514		516	
	Constructions	520		522		524		526	
	Installations techniques matériel et outillage industriels	530		532		534		536	
	Installations générales, agencements, aménagements divers	540		542		544		546	
	Matériel de transport	550		552	357	554		556	357
	Autres immobilisations corporelles	560		562		564		566	
TOTAL		570		572	357	574		576	357

III PLUS-VALUES, MOINS-VALUES

(19%, 15 % et 0% pour les entreprises à l'IS, 16 % pour les entreprises à l'IR)
(Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

Nature des immobilisations cédées virées de poste à poste, mises hors service ou réintégrées dans le patrimoine privé y compris les produits de la propriété industrielle.	1	2	3	4	5
	6	7	8	9	10

Immobilisations	Valeur d'actif * ①	Amortissements * ②	Valeur résiduelle ③	Prix de cession * ④	Plus ou moins-values: Court terme * ⑤	Long terme: 19 % ⑥	Long terme: 15 % ou 16 % ⑦	Long terme: 0 % ⑧
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
TOTAL	578	580	582	584	586	581	587	589
Plus–values taxables à 19 % (1)			579	Régularisations	590	583	594	595
Résultat net de la concession et de la sous–concession de licences d'exploitation de droits de la propriété industrielle bénéficiant du régime des plus–values à long terme (CGI art 39 *terdecies*).							591	
TOTAL					596	585	597	599

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2033–NOT

(1) Ces plus–values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 *bis* JA, 210F et 208C du CGI. Joindre un état établi selon le même modèle, indiquant les modalités de calcul de ces plus–values.

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

Cegid Group

4 RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES - DÉFICITS REPORTABLES - CRÉDITS D'IMPÔTS

Formulaire obligatoire (article 302 Septies A-bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS SUDMINE

Néant ☐ *

I RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

A NATURE DES PROVISIONS		Montant au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions reprises de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice	
Provisions réglementées	Amortissements dérogatoires	600		602		604		606	
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	601		603		605		607	
	Autres provisions réglementées	610		612		614		616	
Provisions pour risques et charges		620		622		624		626	
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations	630		632		634		636	
	Sur stocks et en cours	640		642		644		646	
	Sur clients et comptes rattachés	650		652		654		656	
	Autres provisions pour dépréciation	660		662		664		666	
TOTAL		680		682		684		686	

B MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

	Dotations		Reprises	
Immob. incorporelles	700		705	
Terrains	710		715	
Constructions	720		725	
Inst. techniques mat. et outillage	730		735	
Inst. générales, agen–cements amén. div.	740		745	
Matériel de transport	750		755	
Autres immobilisations corporelles	760		765	
TOTAL	770		775	

C VENTILATION DES DOTATIONS AUX PROVISIONS ET CHARGES À PAYER NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT

(Si ce cadre C est insuffisant, joindre un état du même modèle)

1	Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes	
2		
3		
4		
5		
6		
7		
	Total à reporter ligne 322 du tableau n° 2033–B 780	

II DÉFICITS REPORTABLES

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent(1)	982	
Déficits imputés	983	
Déficits reportables	984	
Déficits de l'exercice	860	16 461
Total des déficits restant à reporter	870	16 461

III DÉFICITS PROVENANTS DE L'APPLICATION DU 209C

Résultat déficitaire relevant de l'article 209C du CGI	995	
Déficits étrangers des PME antérieurement déduits (article 209C du CGI)	996	

IV DISTRIBUTIONS SOUMISES À L'ARTICLE 235 TER ZCA

Montant total des sommes distribuées devant donner lieu au paiement de la contribution prévue à l'article 235 *ter* ZCA au titre de l'exercice	129	

V ENTREPRISES DE TRANSPORT INSCRITES AU REGISTRE DES TRANSPORTS (art. L3113-1 du Code des Transports)

800 ☐

VI CRÉDITS D'IMPOTS

Crédit d'impôt en faveur de la recherche	202		Crédit d'impôt en faveur de la formation des dirigeants	203		Crédit d'impôt famille	204	
Réduction d'impôt en faveur du mécénat	205		Crédit d'impôt investissement en Corse	206		Crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage	207	
Crédit d'impôt afférent aux valeurs mobilières (BIC)	208		Autres imputations	211				

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne 870 du tableau 2033D déposé au titre de l'exercice précédent.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033–NOT

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

Cegid Group

5

DÉTERMINATION DE LA VALEUR AJOUTÉE PRODUITE AU COURS DE L'EXERCICE

DGFiP N° 2033-E 2013

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS SUDMINE — Néant [X] *

Exercice ouvert le : 01/02/2013 et clos le : 31/12/2013 Durée en nombre de mois 11

I	Production de l'entreprise		
	Ventes de marchandises	108	
	Production vendue – Biens	109	
	Production vendue – Services	141	
	Production stockée	111	
	Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation	143	
	Subventions d'exploitation reçues et abandons de créances à caractère financier (en partie)	113	
	Autres produits de gestion courante hors quote–parts de résultat sur opérations faites en commun	115	
	Transferts de charges refacturées et transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée	116	
	Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés	118	
	Plus–values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	119	
	Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation	153	
	TOTAL 1	144	
II	**Consommation de biens et services en provenance de tiers (1)**		
	Achats de marchandises (droits de douane compris)	121	
	Variation de stocks (marchandises)	122	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (droits de douane compris)	123	
	Variation de stocks (matières premières et approvisionnements)	145	
	Autres achats et charges externes, à l'exception des loyers et redevances	125	
	Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location–gérance ou de crédit–bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois.	146	
	Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	128	
	Autres charges de gestion courante hors quote–parts de résultat sur opérations faites en commun	148	
	Abandons de créances à caractère financier (en partie)	149	
	Moins–values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	150	
	Taxes sur le C.A.autre que la TVA, contributions indirectes (droits sur les alcools et les tabacs...), T.I. P.P.	133	
	Fraction des dotations aux amortissements afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location–gérance ou de crédit–bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	135	
	TOTAL 2	152	
III	**Valeur ajoutée produite**		
	Calcul de la Valeur Ajoutée TOTAL 1 - TOTAL 2	137	
	Valeur Ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur le 1329 et la 1330–CVAE)	117	

Pour les entreprises de crédit, les entreprises de gestion d'instruments financiers, les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance de toute nature, cette fiche sera adaptée pour tenir compte des modalités particulières de détermination de la valeur ajoutée ressortant des plans comptables professionnels (extraits de ces rubriques à joindre).

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes 121 à 146, 148 et 133 des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne 143 et portées en ligne 128.

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

Cegid Group

6

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

DGFiP **N° 2033-F 2013**

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'annexe III au C.G.I.)

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant directement au moins 10 % du capital de la société)

1/1 **(1)**

Néant ☐ *

EXERCICE CLOS LE 31/12/2013

N° SIRET 7 9 0 8 5 6 8 5 0 0 0 0 1 7

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE SAS SUDMINE

ADRESSE (voie) 2 chemin du Chateau

CODE POSTAL 45530 VILLE SEICHEBRIERES

NOMBRE TOTAL D'ASSOCIÉS OU ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES DE L'ENTREPRISE	**901**		NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D' ACTIONS CORRESPONDANTES	**902**	
NOMBRE TOTAL D'ASSOCIÉS OU ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES DE L'ENTREPRISE	**903**	20	NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES	**904**	1 150

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

I – CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique ☐ Dénomination ☐
N° SIREN (si société établie en France) ☐ % de détention ☐ Nb de parts ou actions ☐
Adresse : N° ☐ Voie ☐
Code Postal ☐ Commune ☐ Pays ☐

Forme juridique ☐ Dénomination ☐
N° SIREN (si société établie en France) ☐ % de détention ☐ Nb de parts ou actions ☐
Adresse : N° ☐ Voie ☐
Code Postal ☐ Commune ☐ Pays ☐

Forme juridique ☐ Dénomination ☐
N° SIREN (si société établie en France) ☐ % de détention ☐ Nb de parts ou actions ☐
Adresse : N° ☐ Voie ☐
Code Postal ☐ Commune ☐ Pays ☐

Forme juridique ☐ Dénomination ☐
N° SIREN (si société établie en France) ☐ % de détention ☐ Nb de parts ou actions ☐
Adresse : N° ☐ Voie ☐
Code Postal ☐ Commune ☐ Pays ☐

II – CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre **(2)** ☐ Nom patronymique ☐ Prénom(s) ☐
Nom marital ☐ % de détention ☐ Nb de parts ou actions ☐
Naissance : Date ☐ N° Département ☐ Commune ☐ Pays ☐
Adresse : N° ☐ Voie ☐
Code Postal ☐ Commune ☐ Pays ☐

Titre **(2)** ☐ Nom patronymique ☐ Prénom(s) ☐
Nom marital ☐ % de détention ☐ Nb de parts ou actions ☐
Naissance : Date ☐ N° Département ☐ Commune ☐ Pays ☐
Adresse : N° ☐ Voie ☐
Code Postal ☐ Commune ☐ Pays ☐

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.
(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle.
* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032–NOT.

Cegid Group

7

FILIALES ET PARTICIPATIONS

DGFiP **N° 2033-G 2013**

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'ann. III au C.G.I.)

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait dont la société détient directement au moins 10 % du capital)

1 / 1 **(1)**

Néant X *

EXERCICE CLOS LE 31/12/2013

N° SIRET 7 9 0 8 5 6 8 5 0 0 0 0 1 7

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE SAS SUDMINE

ADRESSE (voie) 2 chemin du Chateau

CODE POSTAL 45530 VILLE SEICHEBRIERES

NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE **905**

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice 2033–NOT

Cegid Group

Déclaration fiscale

Direction Générale des Finances Publiques

Formulaire obligatoire
(art. 223 du Code général des impôts)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 2065
(2013)

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Timbre à date du service

Exercice ouvert le	01/02/2013	et clos le	31/12/2013
Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble du groupe	☐		

Régime simplifié d'imposition ☒
Régime réel normal ☐

Adresse du service où doit être déposée cette déclaration

SIE ORLEANS EST
131 rue DU FAUBOURG BANNIER

45042 ORLEANS

Adresse du déclarant (quand celle–ci est différente de l'adresse du destinataire) et/ou adresse du siège social si elle est différente du principal établissement :

A IDENTIFICATION

Identification du destinataire

SAS SUDMINE
2 chemin du Chateau

45530 SEICHEBRIERES

Insp.,IFU	N° dossier	N° Siret
651	324324	79085685000017

Préciser éventuellement : l'ancienne adresse en cas de changement :

le téléphone : 06 88 16 76 78

B ACTIVITÉ

Activités exercées (souligner l'activité principale) :

Activités de soutien aux autres industries extractives

Si vous avez changé d'activité, cochez la case ☐

C RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION (cf.page 4)

1 **Résultat fiscal** ❶

Bénéfice imposable au taux de 33,1/3 % : 0

Bénéfice imposable au taux de 15 % : 0

Déficit (report de la lignes XO du 2058 A ou 372 du 2033 B) : 16 462

2 **Plus–values** ❷

Plus-values à long terme imposables au taux de 15 % :

Résultat net de la concession et de la sous–concession de licences d'exploitation de brevet au taux de 15 % (ligne 17 du tableau n° 2059A ou 591 du 2033C) (sous déduction du montant imposé à 15% du cadre1) :

Plus-values à long terme imposables au taux de 19% :

Autres plus–values imposables au taux de 19% :

Plus-values à long teme imposables au taux de 0% :

Plus–values exonérées art. 238 *quindecies* :

3 **Abattements et exonérations notamment en faveur des entreprises nouvelles ou implantées en zones d'entreprises ou zones franches** (cocher la case selon le cas). Ces montants ne doivent pas être retranchés des résultats mentionnés en C–1 et C–2 ❸

- Entreprises nouvelles art. 44 *sexies* ☐
- Entreprises nouvelles art. 44 *septies* ☐
- Sociétés d'investissements immobiliers cotées ☐
- Jeunes entreprises innovantes ☐
- Zones franches urbaines ☐
- Zones franches d'activités art. 44 *quaterdecies* ☐
- Zone franche Corse ☐
- Autres dispositifs ☐
- Pôle de compétitivité ☐
- Zone de Restructuration de la défense art. 44 *terdecies* ☐

Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou – selon le cas) :

Plus–values exonérées relevant du taux à 15 % :

D IMPUTATIONS (cf.page 4)

Les crédits d'impôt indiqués aux 1 et 2 ci–dessous ne sont imputables que pour partie s'ils n'ont pas été comptabilisés par l'entreprise (66,66 %).

1. **Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédit d'impôt**
Impôt déjà versé au Trésor (Crédit d'impôt) indiqué sur les certificats joints au relevé de solde d'impôt sur les sociétés ou afférent aux primes de remboursement :

2. **Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un Etat étranger, un territoire ou une collectivité territoriale d'Outre–Mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet Etat, territoire ou collectivité.** Total figurant en cartouche au cadre VII de l'imprimé n° 2066 :

E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (cf.page 4)

Recettes nettes soumises à la contribution 2,50% :

Ebis COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTÉE DES ENTREPRISES (Pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 152 500 € HT)

En remplissant ce cadre vous certifiez remplir les conditions pour bénéficier de la mesure de simplification (notice de l'imprimé n° 1330–CVAE – Généralités), à ce titre vous êtes dispensé de déposer une déclaration n° 1330–CVAE.

Valeur ajoutée de référence :

Chiffre d'affaires de référence :

Date de cessation de l'activité soumise à la CVAE :

Pour le calcul de la valeur ajoutée et du chiffre d'affaire, se reporter à la notice de la 1330–CVAE

ATTENTION : À COMPTER DES EXERCICES CLOS AU 31/12/2012 VOUS DEVEZ IMPÉRATIVEMENT DÉPOSER SOUS FORMAT TDFC. LE FORMULAIRE PAPIER NE SERA PLUS ADRESSÉ.

CGA ☐ **Viseur conventionné** ☐

Nom, adresse, téléphone, télécopie :

– Professionnel de l'expertise comptable :

– Conseil :

– CGA :

SA FCN ORLEANS
14 rue de la Manufacture
45160 OLIVET

02 38 88 12 97
02 38 43 95 81

– N° d'agrément du CGA ☐☐☐☐☐

À SEICHEBRIERES, le 03/03/2014

Signature et qualité du déclarant : MONSIEUR VALLIER Christian
Président

La charte du contribuable : des relations entre l'administration fiscale et le contribuable basées sur les principes de simplicité, de respect et d'équité.
Disponible sur www.impots.gouv.fr et auprès de votre service des impôts.

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78–17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et libertés, modifiée par la loi n° 2004–801 du 6 août 2004 s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, un droit d'accès et de rectification, auprès de votre service des impôts.

Cegid Group

Formulaire obligatoire
(art. 223 du Code général des impôts)

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

ANNEXE A LA DÉCLARATION N° 2065

N° 2065 bis
(2013)

Désignation de l'entreprise SAS SUDMINE
et Date de clôture de l'exercice 31/12/2013

(À ne remplir que sur les exemplaires «en continu»)

F RÉPARTITION DES PRODUITS DES ACTIONS ET PARTS SOCIALES, AINSI QUE DES REVENUS ASSIMILÉS DISTRIBUÉS (Voir renvois page 4)

1. Montant global brut des distributions correspondant aux intérêts, dividendes, revenus et autres produits des actions et parts sociales payables aux associés, actionnaires et porteurs de parts ❹	Payées par la société elle–même (a)	
	Payées par un établissement chargé du service des titres (b)	
2. Montant des distributions correspondant à des rémunérations ou avantages dont la société ne désigne pas le (les) bénéficiaire (s) ❺	(c)	
3. Montant des prêts, avances ou acomptes consentis aux associés, actionnaires et porteurs de parts, soit directement, soit par personnes interposées	(d)	
4. Montant des distributions autres que celles visées en (a), (b), (c) et (d) ci–dessus ❻ **(A préciser par nature sur les lignes e à h)**	(e)	
	(f)	
	(g)	
	(h)	
5. Montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI❼	(i)	
6. Montant des revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI	(j)	
7. Montant des revenus répartis ❽	total (a à h)	

G RÉMUNÉRATIONS NETTES VERSÉES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIÉTÉS

Nom, prénoms, domicile et qualité (art. 48–3 à 6 ann. III au CGI) : – SARL – tous les associés ; – SCA – associés gérants ; – SNC ou SCS – associés en nom ou commandités ; – SEP et sté de copropriétaires de navires – associés, gérants ou coparticipants.	Pour les S.A.R.L. Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute propriété ou en usufruit	Année au cours de laquelle le versement a été effectué	Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col. 1 à titre de traitements, émoluments, indemnités, remboursements forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société. Montant des sommes versées : à titre de traitements émoluments et indemnités proprement dits	à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement		à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les colonnes 5 et 6	
				Indemnités forfaitaires	Remboursements	Indemnités forfaitaires	Remboursements
1	2	3	4	5	6	7	8

Cegid Group

Formulaire obligatoire
(art. 223 du Code général des impôts)

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS
ANNEXE A LA DÉCLARATION N° 2065

N° 2065 Ter
(2013)

Désignation de l'entreprise SAS SUDMINE
et Date de clôture de l'exercice 31/12/2013

(À ne remplir que sur les exemplaires «en continu»)

H AFFECTATION DES VOITURES DE TOURISME

figurant à l'actif de l'entreprise ou dont celle-ci a assumé les frais d'entretien.
Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle.

Voitures affectées aux dirigeants ou aux cadres			Voitures utilisées pour les besoins généraux de l'exploitation		
Caractéristiques marque et puissance	Nom, qualité et adresse de la personne à laquelle la voiture est affectée	Propriétaire (P) ou non propriétaire (NP)	Caractéristiques marque et puissance	Service auquel la voiture est affectée	Propriétaire (P) ou non propriétaire (NP)

I DIVERS

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)

ADRESSES DES AUTRES ÉTABLISSEMENTS (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

J CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACÉES SOUS LE RÉGIME SIMPLIFIÉ D'IMPOSITION

RÉMUNÉRATIONS	Montant brut des salaires, **abstraction faite des sommes comprises dans les DADS et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés, figurant sur la DADS 1 ou modèle 2460 de 2012**, montant total des bases brutes fiscales inscrites dans la colonne 18 A. Ils doivent être majorés, le cas échéant, des indemnités exonérées de la taxe sur les salaires, telles notamment les sommes portées dans la colonne 20 C au titre de la contribution de l'employeur à l'acquisition des chèques–vacances par les salariés.	
	Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages	

K CE CADRE NE CONCERNE QUE LES ENTREPRISES PLACÉES SOUS LE RÉGIME SIMPLIFIÉ D'IMPOSITION
MOINS-VALUES À LONG TERME (MVLT) (voir les explications figurant page 10 sur la notice n° 2033-NOT, n° 2033-C, Cadre III)

	Taux de 15 % (art. 219 I a *ter* et a*quater* du CGI)
MVLT restant à reporter à l'ouverture de l'exercice	
MVLT imputée sur les PVLT de l'exercice	
MVLT réalisée au cours de l'exercice	
MVLT restant à reporter	

L RÉGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIÉTÉS

Les entreprises placées sous le régime des groupes de sociétés doivent déposer cette déclaration en deux exemplaires (Articles 223 A à U du C.G.I.)

– Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante

– Résultat fiscal de cette société déterminé comme si elle n'était pas membre du groupe (report du résultat figurant sur le tableau n°2058 A *bis*).

bénéfice ou déficit (indiquer + ou - selon le cas)

plus ou moins-values à long terme imposables au taux de 15 %

plus ou moins-values à long terme afférentes à des cessions de titre de sociétés à prépondérance immobilière cotées et imposables au taux de 19%

Chiffre d'affaires TTC

plus ou moins-values à long terme imposables au taux de 0 %

– Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n^{os} d'identification de la société mère.

n° SIRET

Cegid Group

Compte de résultats prévisionnels 2014 SUDMINE

CHARGES	2013	Prévisionnel Exer 2014	Prév jan	Prév fév	Prév mars	Prév avril	Prév mai	Prév juin	Prév juillet	Prév août	Prév sept	Prév oct	Prév nov	Prév déc	TOTAL	TOTAL REEL
Achats																
Fact eau, électricité et charges locatives	0.00	600.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	0.00	0.00
Carburant	800.00	1 100.00		100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	0.00	0.00
Fioul chauffage	0.00	0.00													0.00	0.00
Petits équipements bureau	500.00	600.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	0.00	0.00
Entretien véhicules	0.00	800.00			200.00		0.00	200.00	0.00		200.00		0.00	200.00	0.00	0.00
Fourn administratives	350.00	600.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	0.00	0.00
Sous traitance labo	3 500.00	9 500.00		500.00	500.00	1 000.00	1 000.00	1 000.00	1 000.00	1 000.00	1 000.00	1 000.00	1 000.00	500.00	0.00	0.00
Sous traitance bureau d'études ou autre	10 000.00	30 000.00	2 500.00	2 500.00	2 500.00	2 500.00	2 500.00	2 500.00	2 500.00	2 500.00	2 500.00	2 500.00	2 500.00	2 500.00	0.00	0.00
Sous traitance sondages	4 200.00	11 000.00			1 000.00	1 000.00	1 500.00	1 500.00	1 500.00	1 500.00	1 500.00	1 500.00			0.00	0.00
Frais Comité Scientifique et Technique	1 500.00	4 000.00	1 000.00			1 500.00					1 500.00				0.00	0.00
Frais de Comité de Direction	1 700.00	1 600.00		400.00			400.00			400.00			400.00		0.00	0.00
Frais Assemblée des Associés	500.00	500.00											500.00		0.00	0.00
Crédit bail véhicules	0.00	0.00													0.00	0.00
Loyer	550.00	1 200.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	0.00	0.00
Location matériel (sonomètre, camion…)	0.00	0.00													0.00	0.00
Location Xerox	0.00	2 000.00			500.00			500.00			500.00			500.00	0.00	0.00
Contrat entretien Xerox	0.00	2 000.00			500.00			500.00			500.00			500.00	0.00	0.00
Contrat maintenance standard	0.00	0.00													0.00	0.00
Contrat maintenance compta et paye	0.00	0.00													0.00	0.00
Entretien réparation aménagement	0.00	1 000.00				500.00					500.00				0.00	0.00
Assurances (locaux, RC prof., voiture)	2 000.00	2 500.00		2 500.00											0.00	0.00
Documentations (cartes IGN…)	150.00	600.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	0.00	0.00
Abonnement revues techniques	200.00	200.00			100.00			100.00							0.00	0.00
Achat plans cadastres	0.00	0.00													0.00	0.00
Reprographie	2 000.00	3 600.00	300.00	300.00	300.00	300.00	300.00	300.00	300.00	300.00	300.00	300.00	300.00	300.00	0.00	0.00
Travaux informatiques et site internet	1 000.00	900.00				500.00		400.00							0.00	0.00
Cotisations associations	0.00	300.00	300.00												0.00	0.00
Personnel ext femme de ménage …	0.00	800.00			80.00	80.00	80.00	80.00	80.00	80.00	80.00	80.00	80.00	80.00	0.00	0.00
Honoraires (comptable et juriste)	1 000.00	1 600.00			400.00			400.00			400.00			400.00	0.00	0.00
Frais acte et contentieux	1 000.00	500.00							500.00						0.00	0.00
Publicité	200.00	900.00	300.00					300.00			300.00				0.00	0.00
CONGRES	0.00	0.00													0.00	0.00
Cadeaux clients	0.00	0.00													0.00	0.00
Chèque cadeaux employés	0.00	0.00													0.00	0.00
Frais de mission	2 500.00	6 000.00	500.00	500.00	500.00	500.00	500.00	500.00	500.00	500.00	500.00	500.00	500.00	500.00	0.00	0.00
Frais de réception	0.00	450.00				150.00				150.00				150.00	0.00	0.00
Carte autoroute	0.00	500.00			50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	0.00	0.00
Remb kilométriques	0.00	0.00													0.00	0.00
Location véhicule	0.00	0.00													0.00	0.00
Avion ou train	0.00	4 800.00		1 200.00			1 200.00			1 200.00			1 200.00		0.00	0.00
Avance sur frais pour déplacements	0.00	0.00													0.00	0.00
Frais de poste	0.00	240.00	20.00	20.00	20.00	20.00	20.00	20.00	20.00	20.00	20.00	20.00	20.00	20.00	0.00	0.00
Frais téléphone, fax, video conférence	0.00	600.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	0.00	0.00
Abonnement Internet	0.00	360.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	0.00	0.00
Services bancaires	100.00	240.00	20.00	20.00	20.00	20.00	20.00	20.00	20.00	20.00	20.00	20.00	20.00	20.00	0.00	0.00
Journées techniques (SIM…)	0.00	1 300.00		200.00			200.00			200.00		200.00		500.00	0.00	0.00
TOTAL Achats et prestataires	**33 750.00**	**92 890.00**	**5 320.00**	**8 620.00**	**7 150.00**	**8 600.00**	**8 250.00**	**8 850.00**	**6 950.00**	**8 400.00**	**10 350.00**	**6 650.00**	**7 050.00**	**6 700.00**	**0.00**	**0.00**
Impôts et taxes																
taxe véhicules	0.00	0.00													0.00	0.00
C3S (0,16% sur CA)	90.00	310.40												310.40	0.00	0.00
CAVE (calculée sur valeur ajoutée CA)	0.00	250.00												250.00	0.00	0.00
taxes foncières entreprise CFE	100.00	100.00												100.00	0.00	0.00
Taxes Titres Miniers	5 000.00	15 000.00		5 000.00			5 000.00			5 000.00					0.00	0.00
taxe d'appren+autres (%masse sal)	310.00	450.00												450.00	0.00	0.00
formations	0.00	0.00													0.00	0.00
Carte grise	0.00	200.00			200.00										0.00	0.00
TOTAL Impôts et taxes	**5 500.00**	**16 310.40**	**0.00**	**5 000.00**	**200.00**	**0.00**	**5 000.00**	**0.00**	**0.00**	**5 000.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**1 110.40**	0.00	0.00
Charges de personnel																
salaires bruts	14 750.00	17 700.00	600	600	600	600	600	600	600	600	4100	3600	2600	2600	0.00	0.00
Indemnités rupture conventionnelle	0.00	0.00													0.00	0.00
médecine du travail	140.00	70.00										70.00			0.00	0.00
indemnités stagiaires	5 400.00	8 100.00		450	900	1350	1350	1350	1350	900	450				0.00	0.00
charges sociales (part patronale)	5 085.00	6 627.00	246	246	246	246	246	246	246	246	1401	1266	996	996	0.00	0.00
tickets restaurant (part patronale)	0.00	0.00													0.00	0.00
Prime transport personnels	0.00	0.00													0.00	0.00
TOTAL Charges du personnel	**25 375.00**	**32 497.00**	**846.00**	**1 296.00**	**1 746.00**	**2 196.00**	**2 196.00**	**2 196.00**	**2 196.00**	**1 746.00**	**5 951.00**	**4 936.00**	**3 596.00**	**3 596.00**	**0.00**	**0.00**
Charges financières																
Remb empr1	0.00	0.00														
Intérêts courus emprunts	0.00	0.00													0.00	0.00
Total emprunts	0.00	**0.00**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Prises de participations	20 000.00	**40 000.00**		10 000.00			10 000.00			10 000.00			10 000.00		0.00	0.00
Actifs cédés (matériel volé…)																
Dotations aux amortissements	0.00	**1 450.00**			100.00	150.00	150.00	150.00	150.00	150.00	150.00	150.00	150.00	150.00	0.00	0.00
Total des CHARGES	**84 625.00**	**183 147.40**	**6 166.00**	**24 916.00**	**9 196.00**	**10 946.00**	**25 596.00**	**11 196.00**	**9 296.00**	**25 296.00**	**16 451.00**	**11 736.00**	**20 796.00**	**11 556.40**	**0.00**	**0.00**
PRODUITS - Chiffres d'affaires																
Ventes de prestations	**56 000.00**	**154 000.00**	**0.00**	**3 000.00**	**3 000.00**	**3 000.00**	**10 000.00**	**10 000.00**	**10 000.00**	**3 000.00**	**103 000.00**	**3 000.00**	**3 000.00**	**3 000.00**	0.00	0.00
Ventes de "Titres Miniers"	**0.00**	**40 000.00**											**40 000.00**		0.00	0.00
Subvention	**0.00**	0.00													0.00	0.00
Intérêts placements	**0.00**	0.00													0.00	0.00
Transferts charges exploitations	**0.00**	0.00													0.00	0.00
Remb CPAM	**0.00**	0.00													0.00	0.00
Dividendes filiales	**0.00**	0.00													0.00	0.00
Différence gestion courante	**0.00**	0.00													0.00	0.00
EN COURS Facturation N	**0.00**	**0.00**													0.00	0.00
EN COURS Facturation N-1	**0.00**	**0.00**													0.00	0.00
EN COURS Fournisseurs	**0.00**	**0.00**													0.00	0.00
EN COURS Fournisseurs N-1	**0.00**	**0.00**													0.00	0.00
TOTAL PRODUITS	**56 000.00**	**194 000.00**	**0.00**	**3 000.00**	**3 000.00**	**3 000.00**	**10 000.00**	**10 000.00**	**10 000.00**	**3 000.00**	**103 000.00**	**3 000.00**	**43 000.00**	**3 000.00**	0.00	0.00
Résultat net comptable	**-28 625.00**	**10 852.60**	**-6 166**	**-21 916**	**-6 196**	**-7 946**	**-15 596**	**-1 196**	**704**	**-22 296**	**86 549**	**-8 736**	**22 204**	**-8 556**	10 853	0.00
Résultat net comptable cumulé			**-6 166**	**-28 082**	**-34 278**	**-42 224**	**-57 820**	**-59 016**	**-58 312**	**-80 608**	**5 941**	**-2 795**	**19 409**	**10 853**	**10 853**	0.00
Mise au rebut															0.00	0.00
Charges exceptionnelles (amendes fiscales…)															0.00	0.00
Dons															0.00	0.00
Impôt sur bénéfices															0.00	0.00
Résultat de l'exercice															0.00	0.00

Pourcentage Resultat Net / CA pour 2014 7.05%

Trésorerie + ou -														
Trésorerie (janvier = solde 2013)			**221 375.00**	215 209.00	193 293.00	187 097.00	179 151.00	163 555.00	262 359.00	263 063.00	240 767.00	327 316.00	318 580.00	340 784.00
Delta / mois			-6 166.00	-21 916.00	-6 196.00	-7 946.00	-15 596.00	-1 196.00	704.00	-22 296.00	86 549.00	-8 736.00	22 204.00	-8 556.40
Augmentation du capital			0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	100 000.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Emprunt			0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Distribution dividendes associés			0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Autres (joint venture,…)			0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
SOLDE			215 209.00	193 293.00	187 097.00	179 151.00	163 555.00	262 359.00	263 063.00	240 767.00	327 316.00	318 580.00	340 784.00	332 227.60

MONTANT DU CAPITAL SOCIAL			**250 000.00**	**250 000.00**	**250 000.00**	**250 000.00**	**250 000.00**	**350 000.00**	**350 000.00**	**350 000.00**	**350 000.00**	**350 000.00**	**350 000.00**	**350 000.00**

Compte de résultats prévisionnels 2015 SUDMINE

CHARGES	2014	Prévisionnel Exer 2015	Prév jan	Prév fév	Prév mars	Prév avril	Prév mai	Prév juin	Prév juillet	Prév août	Prév sept	Prév oct	Prév nov	Prév déc	TOTAL	TOTAL REEL
Achats																
Fact eau, électricité et charges locatives	600.00	1 200.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	0.00	0.00
Carburant	1 100.00	1 800.00	150.00	150.00	150.00	150.00	150.00	150.00	150.00	150.00	150.00	150.00	150.00	150.00	0.00	0.00
Fioul chauffage	0.00	2 500.00	1 500.00										1 000.00		0.00	0.00
Petits équipements bureau	600.00	960.00	80.00	80.00	80.00	80.00	80.00	80.00	80.00	80.00	80.00	80.00	80.00	80.00	0.00	0.00
Entretien véhicules	800.00	1 200.00	200.00		200.00		200.00		200.00		200.00		200.00		0.00	0.00
Fourn administratives	600.00	1 200.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	0.00	0.00
Sous traitance labo	9 500.00	18 000.00	1 500.00	1 500.00	1 500.00	1 500.00	1 500.00	1 500.00	1 500.00	1 500.00	1 500.00	1 500.00	1 500.00	1 500.00	0.00	0.00
Sous traitance bureau d'études ou autre	30 000.00	36 000.00	3 000.00	3 000.00	3 000.00	3 000.00	3 000.00	3 000.00	3 000.00	3 000.00	3 000.00	3 000.00	3 000.00	3 000.00	0.00	0.00
Sous traitance sondages	11 000.00	21 600.00	1 800.00	1 800.00	1 800.00	1 800.00	1 800.00	1 800.00	1 800.00	1 800.00	1 800.00	1 800.00	1 800.00	1 800.00	0.00	0.00
Frais Comité Scientifique et Technique	4 000.00	6 000.00		2 000.00				2 000.00				2 000.00			0.00	0.00
Frais de Comité de Direction	1 600.00	2 500.00	500.00			500.00			500.00			500.00		500.00	0.00	0.00
Frais Assemblée des Associés	500.00	800.00												800.00	0.00	0.00
Crédit bail véhicules	0.00	0.00													0.00	0.00
Loyer	1 200.00	5 850.00	150.00	150.00	150.00	600.00	600.00	600.00	600.00	600.00	600.00	600.00	600.00	600.00	0.00	0.00
Location matériel	0.00	1 440.00	120.00	120.00	120.00	120.00	120.00	120.00	120.00	120.00	120.00	120.00	120.00	120.00	0.00	0.00
Location Xerox	2 000.00	2 000.00			500.00			500.00			500.00			500.00	0.00	0.00
Contrat entretien Xerox	2 000.00	2 000.00			500.00			500.00			500.00			500.00	0.00	0.00
Contrat maintenance standard	0.00	0.00													0.00	0.00
Contrat maintenance compta et paye	0.00	400.00	100.00			100.00			100.00			100.00			0.00	0.00
Entretien réparation aménagement	1 000.00	1 620.00				180.00	180.00	180.00	180.00	180.00	180.00	180.00	180.00	180.00	0.00	0.00
Assurances (locaux, RC prof., voiture)	2 500.00	3 500.00		3 500.00											0.00	0.00
Documentations (cartes IGN…)	600.00	1 200.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	0.00	0.00
Abonnement revues techniques	200.00	600.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	0.00	0.00
Achat plans cadastres	0.00	0.00													0.00	0.00
Reprographie	3 600.00	5 450.00	450.00	450.00	450.00	450.00	450.00	450.00	450.00	450.00	450.00	450.00	450.00	500.00	0.00	0.00
Travaux informatiques et site internet	900.00	1 800.00	150.00	150.00	150.00	150.00	150.00	150.00	150.00	150.00	150.00	150.00	150.00	150.00	0.00	0.00
Cotisations associations	300.00	300.00	300.00												0.00	0.00
Personnel ext femme de ménage …	800.00	2 100.00	100.00	100.00	100.00	200.00	200.00	200.00	200.00	200.00	200.00	200.00	200.00	200.00	0.00	0.00
Honoraires (comptable et juriste)	1 600.00	2 000.00			500.00			500.00			500.00			500.00	0.00	0.00
Frais acte et contentieux	500.00	500.00												500.00	0.00	0.00
Publicité	900.00	1 200.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	0.00	0.00
CONGRES	0.00	0.00													0.00	0.00
Cadeaux clients	0.00	600.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	0.00	0.00
Chèque cadeaux employés	0.00	0.00													0.00	0.00
Frais de mission	6 000.00	10 800.00	900.00	900.00	900.00	900.00	900.00	900.00	900.00	900.00	900.00	900.00	900.00	900.00	0.00	0.00
Frais de réception	450.00	1 440.00	120.00	120.00	120.00	120.00	120.00	120.00	120.00	120.00	120.00	120.00	120.00	120.00	0.00	0.00
Carte autoroute	500.00	1 150.00	50.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	0.00	0.00
Remb kilométriques	0.00	3 600.00	300.00	300.00	300.00	300.00	300.00	300.00	300.00	300.00	300.00	300.00	300.00	300.00	0.00	0.00
Location véhicule	0.00	480.00		80.00		80.00		80.00		80.00		80.00		80.00	0.00	0.00
Avion ou train	4 800.00	12 000.00	1 000.00	1 000.00	1 000.00	1 000.00	1 000.00	1 000.00	1 000.00	1 000.00	1 000.00	1 000.00	1 000.00	1 000.00	0.00	0.00
Avance sur frais pour déplacements	0.00	0.00													0.00	0.00
Frais de poste	240.00	480.00	40.00	40.00	40.00	40.00	40.00	40.00	40.00	40.00	40.00	40.00	40.00	40.00	0.00	0.00
Frais téléphone, fax, video conférence	600.00	1 200.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	0.00	0.00
Abonnement Internet	360.00	360.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	0.00	0.00
Services bancaires	240.00	360.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	30.00	0.00	0.00
Journées techniques (SIM…)	1 300.00	1 300.00		200.00			200.00			200.00		200.00		500.00	0.00	0.00
TOTAL Achats et prestataires	**92 890.00**	**159 490.00**	**13 170.00**	**16 400.00**	**12 320.00**	**12 030.00**	**11 750.00**	**14 930.00**	**12 150.00**	**11 630.00**	**13 050.00**	**14 230.00**	**12 550.00**	**15 280.00**	**0.00**	**0.00**
Impôts et taxes																
taxe véhicules	0.00	0.00													0.00	0.00
C3S (0,16% sur CA)	310.40	552.00												552.00	0.00	0.00
CAVE (calculée sur valeur ajoutée CA)	250.00	400.00												400.00	0.00	0.00
taxes foncières entreprise CFE	100.00	200.00												200.00	0.00	0.00
Taxes Titres Miniers	15 000.00	15 000.00		5 000.00			5 000.00			5 000.00					0.00	0.00
taxe d'appren+autres (%masse sal)	450.00	1 500.00												1 500.00	0.00	0.00
formations	0.00	0.00													0.00	0.00
Carte grise	200.00	200.00		200.00											0.00	0.00
TOTAL Impôts et taxes	**16 310.40**	**17 852.00**	**0.00**	**5 200.00**	**0.00**	**0.00**	**5 000.00**	**0.00**	**0.00**	**5 000.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**2 652.00**	0.00	0.00
Charges de personnel																
salaires bruts	17 700.00	101 400.00	2800	2800	5800	9100	9100	9900	9900	9900	11400	10900	9900	9900	0.00	0.00
Indemnités rupture conventionnelle	0.00	0.00													0.00	0.00
médecine du travail	70.00	350.00				350.00									0.00	0.00
indemnités stagiaires	8 100.00	8 100.00		450	900	1350	1350	1350	1350	900	450				0.00	0.00
charges sociales (part patronale)	6 627.00	38 599.00	952	952	1972	3094	3094	3980	3980	3980	4385	4250	3980	3980	0.00	0.00
tickets restaurant (part patronale)	0.00	0.00													0.00	0.00
Prime transport personnels	0.00	600.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	50.00	0.00	0.00
TOTAL Charges du personnel	**32 497.00**	**149 049.00**	**3 802.00**	**4 252.00**	**8 722.00**	**13 944.00**	**13 594.00**	**15 280.00**	**15 280.00**	**14 830.00**	**16 285.00**	**15 200.00**	**13 930.00**	**13 930.00**	**0.00**	**0.00**
Charges financières																
Remb empr1	0.00	0.00														
Intérêts courus emprunts	0.00	0.00													0.00	0.00
Total emprunts	**0.00**	**0.00**	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Prises de participation	**40 000.00**	**40 000.00**		5 000.00		10 000.00		10 000.00		10 000.00		5 000.00			0.00	0.00
Actifs cédés (matériel volé…)																
Dotations aux amortissements	**1 450.00**	**2 900.00**	150.00	250.00	250.00	250.00	250.00	250.00	250.00	250.00	250.00	250.00	250.00	250.00	0.00	0.00
Total des CHARGES	**183 147.40**	**369 291.00**	**17 122.00**	**31 102.00**	**21 292.00**	**36 224.00**	**30 594.00**	**40 460.00**	**27 680.00**	**41 710.00**	**29 585.00**	**34 680.00**	**26 730.00**	**32 112.00**	**0.00**	**0.00**
PRODUITS - Chiffres d'affaires																
Ventes de prestations	**154 000.00**	**210 000.00**		**3 000.00**	**5 000.00**	**5 000.00**	**10 000.00**	**10 000.00**	**10 000.00**	**5 000.00**	**3 000.00**	**3 000.00**	**153 000.00**	**3 000.00**	0.00	0.00
Ventes de "Titres Miniers"	**40 000.00**	130 000.00				**50 000.00**			**50 000.00**			**30 000.00**			0.00	0.00
Subvention	**0.00**	0.00													0.00	0.00
Intérêts placements	**0.00**	0.00													0.00	0.00
Transferts charges exploitations	**0.00**	0.00													0.00	0.00
Remb CPAM	**0.00**	0.00													0.00	0.00
Dividendes filiales	**0.00**	5 000.00			**5 000.00**										0.00	0.00
Différence gestion courante	**0.00**	0.00													0.00	0.00
EN COURS Facturation N	**0.00**	**0.00**													0.00	0.00
EN COURS Facturation N-1	**0.00**	**0.00**													0.00	0.00
EN COURS Fournisseurs	**0.00**	**0.00**													0.00	0.00
EN COURS Fournisseurs N-1	**0.00**	**0.00**													0.00	0.00
TOTAL PRODUITS	**194 000.00**	**345 000.00**	**0.00**	**3 000.00**	**10 000.00**	**55 000.00**	**10 000.00**	**10 000.00**	**60 000.00**	**5 000.00**	**3 000.00**	**33 000.00**	**153 000.00**	**3 000.00**	0.00	0.00
Résultat net comptable	**10 852.60**	**-24 291.00**	**-17 122**	**-28 102**	**-11 292**	**18 776**	**-20 594**	**-30 460**	**32 320**	**-36 710**	**-26 585**	**-1 680**	**126 270**	**-29 112**	-24 291	0.00
Résultat net comptable cumulé			**-17 122**	**-45 224**	**-56 516**	**-37 740**	**-58 334**	**-88 794**	**-56 474**	**-93 184**	**-119 769**	**-121 449**	**4 821**	**-24 291**	**-24 291**	0.00
Mise au rebut															0.00	0.00
Charges exceptionnelles (amendes fiscales…)															0.00	0.00
Dons															0.00	0.00
Impôt sur bénéfices															0.00	0.00
Résultat de l'exercice															0.00	0.00
Pourcentage Resultat Net / CA pour 2015		-11.57%														

Trésorerie + ou -														
Trésorerie (janvier = solde 2014)			**332 477.60**	315 355.60	287 253.60	275 961.60	286 737.60	266 143.60	235 683.60	268 003.60	231 293.60	204 708.60	203 028.60	329 298.60
Delta / mois			-17 122.00	-28 102.00	-11 292.00	18 776.00	-20 594.00	-30 460.00	32 320.00	-36 710.00	-26 585.00	-1 680.00	126 270.00	-29 112.00
Augmentation du capital			0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Emprunt			0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Distribution dividendes associés			0.00	0.00	0.00	-8 000.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Autres (joint venture,…)			0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
SOLDE			315 355.60	287 253.60	275 961.60	286 737.60	266 143.60	235 683.60	268 003.60	231 293.60	204 708.60	203 028.60	329 298.60	300 186.60

MONTANT DU CAPITAL SOCIAL			**350 000.00**	**350 000.00**	**350 000.00**	**350 000.00**	**350 000.00**	**350 000.00**	**350 000.00**	**350 000.00**	**350 000.00**	**350 000.00**	**350 000.00**	**350 000.00**

CIC Ouest

CIC CHATEAUNEUF SUR LOIRE
57 GRANDE RUE 45110 CHATEAUNEUF SUR LOIRE
☎ 02 38 84 54 90 FAX 02 38 46 83 50 ✉ 1464600@cic.fr BIC : CMCIFRPP

14646

SUDMINE SAS
2 CHEMIN DU CHATEAU
45530 SEICHEBRIERES

Le 14 juin 2013

ATTESTATION

Nous soussignés CIC Ouest, 57 Grande Rue, 45110 CHATEAUNEUF sur LOIRE, certifions par la présente que le fonctionnement du compte 14646 00020118801 ouvert en nos livres au nom de SUDMINE SAS fonctionne normalement et en ligne créditrice.

Pour servir et faire valoir ce que de droit,

Fait à CHATEUNEUF sur LOIRE le 14 Juin 2013.

Sandrine TIFFET
Directeur
sandrine.tiffet@cic.fr

CIC Ouest
Châteauneuf sur Loire
57, Grande Rue
45110 Châteauneuf sur Loire

MDL00A

CA 49 94 24 - 5/11.13

Banque CIC Ouest (CIC Ouest) - Banque régie par les articles L.511-1 et suivants du Code Monétaire et Financier - SA au capital de 83 780 000 €
2, avenue Jean-Claude Bonduelle BP 84001 44040 Nantes cedex 1 - tél 02 40 12 91 91 - swift CMCIFRPP - www.cic.fr - 855 801 072 RCS Nantes - TVA Intracommunautaire: FR50855801072
M le Médiateur du CIC: 63 chemin antoine pardon 69160 Tassin la demi lune - Pour les opérations effectuées en sa qualité d'intermédiaire en opérations d'assurance: ORIAS 07 008 480 (www.orias.fr)

ATTESTATION DE PARUTION

Cette annonce (Ref : RC119365, N°116754) est commandée pour paraître, sous réserve de conformité à son usage, dans :

La République du Centre

Edition : La République du Centre 45
Date de parution : 19/05/2014

Fait le 14 Mai 2014

SUDMINE SAS

Siège Social : 2, chemin du Château, 45530 SEICHEBRIERES
R.C.S. Orléans 790 856 850 (2013 B 160)

Augmentation du capital

Aux termes de l'assemblée générale mixte en date du 29 avril 2014, il a été décidé la création de 1.120 actions nouvelles de 100 € de valeur nominale chacune, pour porter le capital social de 115.000 € à 227.000 €.

L'article 7 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour avis.

Le Directeur d'Alliance Media

Alain MANARANCHE

Alliance Média est habilité à attester des parutions prévues dans le journal pré-cité.

Alliance Media s'autorise à ne pas publier toute annonce ne respectant pas l'organisation éditoriale du Journal et ne respectant pas les conditions générales de vente. La mise en page de l'annonce, située sur la partie droite de la présente attestation est donnée à titre indicatif. Elle ne saurait présager de la mise en page effective dans les colonnes des publications concernées. Conformément au décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernées et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale : www.actulegales.fr.

Annexe 9

Eléments justificatifs des capacités financières de GéoPlusEnvironnement

Source : GéoPlusEnvironnement

GéoPlusEnvironnement
La gestion de l'environnement, la reconnaissance du sous-sol
et l'application de la réglementation au service de votre projet.

RAPPORT DE GESTION DES 3 DERNIERES ANNEES

ET PRESENTATION DU BUDGET 2014

CAPITAUX PROPRES :

	2011	2012	2013	*BUDGET 2014*
Capital social	50 000€	50 000€	120 000€	*120 000€*
Réserve légale	5 000€	5 000€	5 000€	*5 000€*
Autres réserves	167 943€	216 511€	216 229€	*302 604€*
Résultat de l'exercice	48 568€	69 717€	86 375€	*95 000€*
Situation nette	**271 511€**	**341 229€**	**427 604€**	***522 604€***

COMPTES ASSOCIES :

	2011	2012	2013
Comptes associés	**28 422€**	**31 497€**	**41 768€**

EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRE :

	2011	2012	2013	Prévisionnel 2014
Chiffre d'Affaire	1 619 107€	1 906 420€	2 020 665€	2 335 000€

Fait à Gardouch, le 14/08/2014

Comptes certifiés conformes par
Nadine CANALI, Responsable Administratif

GéoPlusEnvironnement
Le Château
31290 GARDOUCH
Tél : 05 34 66 43 42 - Fax : 05 61 81 62 80
RCS Toulouse 435 114 129 - Code APE 7112B

VOTRE BILAN 2013

Période du 01/01/2013 au 31/12/2013

SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT

Rue Le Château
31290 GARDOUCH

Siret : 43511412900016

EXPERTS-COMPTABLES DU LAURAGAIS

Tél. 05 34 66 60 00 / Fax. 05 34 66 60 01 / contact@expertscomptables-lauragais.com / www.expertscomptables-lauragais.com

Sommaire

Attestation d'Expert Comptable **2**
1. Comptes annuels **6**
Soldes Intermédiaires de Gestion 8
Soldes intermédiaires de gestion détaillés 9
Bilan actif 12
Bilan passif 13
Bilan détaillé 14
Compte de résultat 18
Compte de résultat (suite) 19
Compte de résultat détaillé 20
2. Liasse fiscale **24**

Attestation d'Expert Comptable

MISSION DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Conformément aux termes de notre lettre de mission en date du 01/01/1900, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de la société SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT relatifs à l'exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013.

Les comptes annuels ci-joints, qui comportent 15 pages, se caractérisent par les données suivantes :

	Montant en euros
Total bilan	860 236
Chiffre d'affaires	2 020 665
Résultat net comptable (Bénéfice)	**86 375**

Nos diligences ont été réalisées conformément à la norme professionnelle du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables applicable à la mission de présentation des comptes qui ne constitue ni un audit ni un examen limité.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels pris dans leur ensemble tels qu'ils sont joints à la présente attestation.

Fait à VILLEFRANCHE DE LAURAGAIS
Le 04/03/2014

Freddy NICOLAS
Expert-Comptable

Notre expérience et notre savoir-faire à votre service

E.C.L.

Freddy NICOLAS

www.expertscomptables-lauragais.com

Notre savoir-faire

Création d'entreprise

Dossier de financement

Prévisionnel

Conseils aux entreprises

Indicateurs flash

Conseils aux particuliers

Optimisation fiscale

Evaluation d'entreprises

Audit légal et contractuel

Déclarations ISF et IRPP

Déclarations des SCI

...

Votre expert-comptable à vos côtés

Pilotage de votre TPE-PME

-Montage de votre dossier de financement

-Prévisionnel d'activité

-Tableau de bord mensuel, trimestriel et/ou semestriel avec des indicateurs flash à definir (marge, coût salarial, trésorerie ...)

-Montage de dossiers de subventions

-Montage de votre dossier ACCRE

-Evaluation d'entreprise que vous soyez acheteur ou vendeur

Missions juridiques

-Choix de la structure juridique adaptée à votre projet

-Rédaction des statuts et formalités de création

-Secrétariat juridique (assemblée générale, rapport de gérance, ...)

-Rédaction de bail

-Conventions de prestations, d'intégration fiscale

-Passage en société

Missions comptables, fiscales et sociales

-Présentation des comptes annuels, intermédiaires et consolidés

-Déclarations fiscales de l'entreprise (TVA, foncier, ...)

-Contrats de travail, étude des conventions collectives, bulletins de salaires, déclarations sociales, ruptures conventionnelles

-GRH (élections des délégues du personnel, accord d'intéressement...)

-Déclarations fiscales et sociales du chef d'entreprise et de sa famille

-Assistance lors de contrôles fiscaux et sociaux

Experts-Comptables du Lauragais

Villefranche au 05 34 66 60 00 *Nailloux au 05 34 66 63 53*

contact@expertscomptables-lauragais.com

VOTRE BILAN 2013

Période du 01/01/2013 au 31/12/2013

Comptes annuels

Soldes Intermédiaires de Gestion

	du 01/01/13 au 31/12/13 12 mois	%	du 01/01/12 au 31/12/12 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
MARGE COMMERCIALE						
Production vendue	2 020 664,57	100,57	1 906 420,40	100,29	114 244,17	5,99
Production stockée	-11 500,00	-0,57	-5 450,00	-0,29	-6 050,00	111,01
PRODUCTION TOTALE DE L'EXERCICE	**2 009 164,57**	**100,00**	**1 900 970,40**	**100,00**	**108 194,17**	**5,69**
PROD + VENTES DE MARCHANDISES	**2 009 164,57**	**100,00**	**1 900 970,40**	**100,00**	**108 194,17**	**5,69**
MARGE BRUTE DE PRODUCTION	**2 009 164,57**	**100,00**	**1 900 970,40**	**100,00**	**108 194,17**	**5,69**
MARGE BRUTE GLOBALE	**2 009 164,57**	**100,00**	**1 900 970,40**	**100,00**	**108 194,17**	**5,69**
Autres achats et charges externes	508 657,84	25,32	557 125,51	29,31	-48 467,67	-8,70
VALEUR AJOUTEE	**1 500 506,73**	**74,68**	**1 343 844,89**	**70,69**	**156 661,84**	**11,66**
Impôts, taxes et verst assimilés	37 749,88	1,88	29 316,45	1,54	8 433,43	28,77
Charges de personnel	1 380 038,83	68,69	1 235 633,91	65,00	144 404,92	11,69
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**82 718,02**	**4,12**	**78 894,53**	**4,15**	**3 823,49**	**4,85**
Reprises s/ charges et Transferts	85,62		198,59	0,01	-112,97	-56,89
Autres produits	-988,47	-0,05	478,94	0,03	-1 467,41	-306,39
Dot. amortissements et provisions	26 044,31	1,30	29 744,35	1,56	-3 700,04	-12,44
Autres charges	331,71	0,02	102,52	0,01	229,19	223,56
RESULTAT D'EXPLOITATION	**55 439,15**	**2,76**	**49 725,19**	**2,62**	**5 713,96**	**11,49**
Produits financiers	4,62		5,46		-0,84	-15,38
Charges financières	4 635,63	0,23	4 324,42	0,23	311,21	7,20
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	**50 808,14**	**2,53**	**45 406,23**	**2,39**	**5 401,91**	**11,90**
Charges exceptionnelles	43,40				43,40	
Résultat exceptionnel	**-43,40**				**-43,40**	
Impôts sur les bénéfices	-35 610,00	-1,77	-23 255,00	-1,22	-12 355,00	53,13
RESULTAT DE L'EXERCICE	**86 374,74**	**4,30**	**68 661,23**	**3,61**	**17 713,51**	**25,80**

Soldes intermédiaires de gestion détaillés

	du 01/01/13 au 31/12/13 12 mois	%	du 01/01/12 au 31/12/12 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Ventes de marchandises						
Coût d'achats marchandises vendues						
MARGE COMMERCIALE						
Production vendue						
706000 - Prestations de services	1 768 766,43	88,03	1 825 213,80	96,01	-56 447,37	-3,09
706100 - PRESTATION A L EXPORTATI	251 898,14	12,54	81 206,60	4,27	170 691,54	210,19
	2 020 664,57	100,57	1 906 420,40	100,29	114 244,17	5,99
Production stockée						
713400 - Variation encours product. servi	-11 500,00	-0,57	-5 450,00	-0,29	-6 050,00	111,01
	-11 500,00	-0,57	-5 450,00	-0,29	-6 050,00	111,01
Production immobilisée						
PRODUCTION TOTALE DE L'EXERCICE	**2 009 164,57**	**100,00**	**1 900 970,40**	**100,00**	**108 194,17**	**5,69**
PROD + VENTES DE MARCHANDISES	**2 009 164,57**	**100,00**	**1 900 970,40**	**100,00**	**108 194,17**	**5,69**
Achats de matières premières et approv.						
Variation de stocks						
Sous-traitance directe						
MARGE BRUTE DE PRODUCTION	**2 009 164,57**	**100,00**	**1 900 970,40**	**100,00**	**108 194,17**	**5,69**
MARGE BRUTE GLOBALE	**2 009 164,57**	**100,00**	**1 900 970,40**	**100,00**	**108 194,17**	**5,69**
Autres achats et charges externes						
606100 - Achats fournitures non stockable	8 683,92	0,43	6 364,52	0,33	2 319,40	36,44
606110 - Fournitures électricité	21 867,26	1,09	24 825,10	1,31	-2 957,84	-11,91
606120 - Fournitures eau	5 318,51	0,26	3 805,25	0,20	1 513,26	39,77
606300 - Achats de petit équipement	4 488,72	0,22	8 640,14	0,45	-4 151,42	-48,05
606310 - ENTRETIEN VEHICULE	10 096,88	0,50	11 991,58	0,63	-1 894,70	-15,80
606400 - Achats fournitures administrative	15 047,40	0,75	16 530,34	0,87	-1 482,94	-8,97
611100 - SOUS TRAITANCE LABORATO	21 903,86	1,09	28 825,16	1,52	-6 921,30	-24,01
611300 - SOUS TRAITANCE BUREAU	99 744,00	4,96	147 413,50	7,75	-47 669,50	-32,34
611400 - SOUS TRAITANCE SONDAGE	250,00	0,01	11 627,00	0,61	-11 377,00	-97,85
613200 - Locations immobilières	48 729,06	2,43	46 245,02	2,43	2 484,04	5,37
613500 - Locations mobilières	6 365,14	0,32	4 149,09	0,22	2 216,05	53,41
613700 - LOCATION MATERIEL XEROX	13 446,81	0,67	12 257,11	0,64	1 189,70	9,71
613800 - CONTRAT MAINTENANCE XE	19 935,70	0,99	18 160,45	0,96	1 775,25	9,78
613900 - CONTRAT MAINTEN STANDA	520,44	0,03	509,72	0,03	10,72	2,10
613910 - CONTRAT MAINT LD SYSTEM	514,00	0,03	999,00	0,05	-485,00	-48,55
615000 - Entretien et réparations	1 883,06	0,09	2 255,99	0,12	-372,93	-16,53
615400 - ENTRETIEN SONOMETRES	2 515,27	0,13	1 468,00	0,08	1 047,27	71,34
616000 - Primes d'assurance	5 718,02	0,28	6 527,05	0,34	-809,03	-12,40
616100 - Assurances multirisques	25 330,34	1,26	22 846,40	1,20	2 483,94	10,87
618100 - Documentation générale	5 111,80	0,25	3 041,32	0,16	2 070,48	68,08
618300 - Documentation technique	1 579,57	0,08	1 272,50	0,07	307,07	24,13
618400 - ACHATS PLANS CADASTRE	77,00		280,50	0,01	-203,50	-72,55
618500 - Frais de colloques, de séminaire	33 402,30	1,66	33 813,48	1,78	-411,18	-1,22
618600 - TRAVAUX INFORMATIQUE	1 831,64	0,09	3 180,88	0,17	-1 349,24	-42,42
618700 - COTISATION ASSOCIATIONS	2 211,00	0,11	1 236,00	0,07	975,00	78,88
621400 - Personnel prêté	10 199,15	0,51	5 174,90	0,27	5 024,25	97,09
622600 - Honoraires	2 436,00	0,12	2 322,00	0,12	114,00	4,91

Soldes intermédiaires de gestion détaillés

	du 01/01/13 au 31/12/13 12 mois	%	du 01/01/12 au 31/12/12 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
622700 - Frais d'actes et contentieux	890,42	0,04	131,23	0,01	759,19	578,52
623000 - Publicité	3 606,75	0,18	1 808,00	0,10	1 798,75	99,49
623100 - Annonces et insertions	3 998,35	0,20	3 770,56	0,20	227,79	6,04
623400 - Cadeaux à la clientèle	491,90	0,02	815,08	0,04	-323,18	-39,65
623410 - CHEQUE CADEAUX EMPLOYE	300,00	0,01			300,00	
625000 - DEPLACEMENTS MISSIONS R	39 911,81	1,99	49 415,40	2,60	-9 503,59	-19,23
625100 - Voyages et déplacements	14 470,75	0,72	15 300,19	0,80	-829,44	-5,42
625110 - REMBOURSEMENT KILOMET	16 241,28	0,81	19 696,77	1,04	-3 455,49	-17,54
625120 - LOCATION VEHICULE	4 991,48	0,25	3 252,45	0,17	1 739,03	53,47
625130 - BILLET AVION OU TRAIN	23 233,72	1,16	9 745,91	0,51	13 487,81	138,39
625200 - Frais accessoires des véhicules	2 899,29	0,14			2 899,29	
626000 - Frais postaux	5 591,29	0,28	6 806,24	0,36	-1 214,95	-17,85
626100 - Frais de télécommunication	15 607,49	0,78	12 600,60	0,66	3 006,89	23,86
626200 - INTERNET E MAIL	4 692,17	0,23	4 823,17	0,25	-131,00	-2,72
627000 - SERVICES BANCAIRES	1 685,47	0,08	1 255,31	0,07	430,16	34,27
627300 - FRAIS PEE	573,13	0,03	539,15	0,03	33,98	6,30
628100 - Cotisation CGA	265,69	0,01	1 403,45	0,07	-1 137,76	-81,07
	508 657,84	25,32	557 125,51	29,31	-48 467,67	-8,70
VALEUR AJOUTEE	**1 500 506,73**	**74,68**	**1 343 844,89**	**70,69**	**156 661,84**	**11,66**
Subventions d'exploitation						
Impôts, taxes et verst assimilés						
631200 - Taxe d'apprentissage	6 055,00	0,30	5 470,00	0,29	585,00	10,69
633300 - Formation continue (organisme)	21 182,38	1,05	14 828,43	0,78	6 353,95	42,85
635110 - Taxe professionnelle	4 017,00	0,20	2 682,00	0,14	1 335,00	49,78
635111 - TAXE PRO SEICHEBRIERES	131,00	0,01	127,00	0,01	4,00	3,15
635112 - TAXE PRO CHAMPTOCE	293,00	0,01	284,00	0,01	9,00	3,17
635113 - CFE26	450,00	0,02	441,00	0,02	9,00	2,04
635400 - Vignettes automobiles	244,50	0,01	489,01	0,03	-244,51	-50,00
635800 - Autres droits	1 601,40	0,08	1 485,38	0,08	116,02	7,81
635801 - CSG NON DEDUCTIBLE	910,60	0,05	844,63	0,04	65,97	7,81
637100 - Contribution sociale de solidarité	2 865,00	0,14	2 665,00	0,14	200,00	7,50
	37 749,88	1,88	29 316,45	1,54	8 433,43	28,77
Charges de personnel						
641100 - Remb d'imdemnités journaliéres	917 360,35	45,66	830 460,41	43,69	86 899,94	10,46
641150 - Remb titre transport 50%	967,55	0,05			967,55	
641400 - Indemnités et avantages divers	400,00	0,02			400,00	
644000 - Rémunération de l'exploitant	30 000,00	1,49	17 600,00	0,93	12 400,00	70,45
645000 - CHARGES PATRONALES	354 984,67	17,67	310 743,51	16,35	44 241,16	14,24
646100 - Allocations familiales	877,00	0,04	291,99	0,02	585,01	200,35
646200 - Maladie	1 381,00	0,07	929,00	0,05	452,00	48,65
646300 - Vieillesse	2 695,00	0,13	3 098,00	0,16	-403,00	-13,01
646400 - Retraite complémentaire et facul	1 345,20	0,07	1 738,00	0,09	-392,80	-22,60
647000 - Autres charges sociales	31 009,19	1,54	30 063,70	1,58	945,49	3,14
647500 - Médecine du travail et pharmaci	2 184,16	0,11	1 517,56	0,08	666,60	43,93
648000 - Autres charges de personnel	26 774,71	1,33	30 200,74	1,59	-3 426,03	-11,34
648100 - INTERESSEMENT	10 060,00	0,50	8 991,00	0,47	1 069,00	11,89
	1 380 038,83	68,69	1 235 633,91	65,00	144 404,92	11,69
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**82 718,02**	**4,12**	**78 894,53**	**4,15**	**3 823,49**	**4,85**

Soldes intermédiaires de gestion détaillés

	du 01/01/13 au 31/12/13 12 mois	%	du 01/01/12 au 31/12/12 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Reprises s/ charges et Transferts						
791000 - Transfert de charges d'exploitati	85,62		198,59	0,01	-112,97	-56,89
	85,62		198,59	0,01	-112,97	-56,89
Autres produits						
758000 - Produits divers gestion courante	-988,47	-0,05	478,94	0,03	-1 467,41	-306,39
	-988,47	-0,05	478,94	0,03	-1 467,41	-306,39
Dot. amortissements et provisions						
681120 - Dot. amort. s/immobil. corporel.	26 044,31	1,30	29 744,35	1,56	-3 700,04	-12,44
	26 044,31	1,30	29 744,35	1,56	-3 700,04	-12,44
Autres charges						
658000 - Charges diverses gestion coura	331,71	0,02	102,52	0,01	229,19	223,56
	331,71	0,02	102,52	0,01	229,19	223,56
RESULTAT D'EXPLOITATION	**55 439,15**	**2,76**	**49 725,19**	**2,62**	**5 713,96**	**11,49**
Quote part résultat en commun						
Produits financiers						
761000 - Produits de participations	4,62		5,46		-0,84	-15,38
	4,62		5,46		-0,84	-15,38
Charges financières						
661000 - AGIOS	3 638,63	0,18	3 748,42	0,20	-109,79	-2,93
661600 - Intérêts bancaires	997,00	0,05	576,00	0,03	421,00	73,09
	4 635,63	0,23	4 324,42	0,23	311,21	7,20
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	**50 808,14**	**2,53**	**45 406,23**	**2,39**	**5 401,91**	**11,90**
Produits exceptionnels						
Charges exceptionnelles						
671200 - Pénalités et amendes	43,40				43,40	
	43,40				43,40	
Résultat exceptionnel	**-43,40**				**-43,40**	
Participation des salariés						
Impôts sur les bénéfices						
695000 - Impôts sur les bénéfices	10 317,00	0,51	-23 255,00	-1,22	33 572,00	-144,36
699500 - Crédit d'impôt CICE	-32 358,00	-1,61			-32 358,00	
699700 - credit d'impot stagiaires et appre	-12 500,00	-0,62			-12 500,00	
699800 - credit impots interressement	-1 069,00	-0,05			-1 069,00	
	-35 610,00	-1,77	-23 255,00	-1,22	-12 355,00	53,13
RESULTAT DE L'EXERCICE	**86 374,74**	**4,30**	**68 661,23**	**3,61**	**17 713,51**	**25,80**

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2013	Net 31/12/2012
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	46 250	36 681	9 569	2 106
Fonds commercial (1)	11 000		11 000	11 000
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	4 904	4 605	299	464
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 463	1 997	466	903
Autres immobilisations corporelles	186 919	121 899	65 020	67 178
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés	160		160	160
Prêts				
Autres immobilisations financières	4 290		4 290	4 290
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**255 986**	**165 182**	**90 804**	**86 102**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				11 500
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	654 082		654 082	637 149
Autres créances	43 053		43 053	30 406
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	72 296		72 296	
Charges constatées d'avance (3)				2 814
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**769 432**		**769 432**	**681 869**
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**1 025 418**	**165 182**	**860 236**	**767 970**
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/12/2013	31/12/2012
CAPITAUX PROPRES		
Capital	120 000	50 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	5 000	5 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	216 229	216 512
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	**86 375**	**68 661**
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**427 604**	**340 173**
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	135 652	112 046
Emprunts et dettes financières diverses (3)	41 908	31 697
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44 050	85 836
Dettes fiscales et sociales	211 023	198 218
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance (1)		
TOTAL DETTES	**432 632**	**427 797**
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	**860 236**	**767 970**
(1) Dont à plus d'un an (a)	108 877	77 150
(1) Dont à moins d'un an (a)	323 755	350 647
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		34 896
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Bilan détaillé

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/13	Net au 31/12/12
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits assimilés				
205000 - Concessions et droits similaires	19 450,00		19 450,00	19 450,00
205100 - Logiciels	26 800,00		26 800,00	17 060,00
280500 - Amortis. concess. & droits simil.		36 680,58	-36 680,58	-34 403,70
	46 250,00	36 680,58	9 569,42	2 106,30
Fonds commercial				
207000 - Fonds commercial	11 000,00		11 000,00	11 000,00
	11 000,00		11 000,00	11 000,00
Immobilisations corporelles				
Terrains				
212000 - Agenct. & aménagt. terrains	4 904,44		4 904,44	4 904,44
281200 - Amortis. agenct. aménagt. de ter		4 605,13	-4 605,13	-4 440,54
	4 904,44	4 605,13	299,31	463,90
Installations techniques, matériel et outillage				
215400 - Matériel industriel	2 462,71		2 462,71	2 462,71
281540 - AMORT.MATERIEL OUTILLAG		1 997,14	-1 997,14	-1 559,57
	2 462,71	1 997,14	465,57	903,14
Autres immobilisations corporelles				
218100 - Instal.gales, agenct, aménagt.di	91 967,05		91 967,05	80 951,05
218200 - Matériel de transport	37 407,68		37 407,68	34 041,18
218300 - Matériel de bureau	54 694,47		54 694,47	48 203,47
218400 - Mobilier	2 850,00		2 850,00	2 850,00
281810 - Amortis. instal. gales, agenct. di		44 167,54	-44 167,54	-32 813,13
281820 - Amortis. matériel de transport		31 014,68	-31 014,68	-26 628,34
281830 - Amortis. matér.bureau et inform		43 867,02	-43 867,02	-36 576,00
281840 - Amortis. mobilier		2 850,00	-2 850,00	-2 850,00
	186 919,20	121 899,24	65 019,96	67 178,23
Immobilisations financières				
Autres titres immobilisés				
271100 - Actions	160,00		160,00	160,00
	160,00		160,00	160,00
Autres immobilisations financières				
275000 - Dépôts et cautionnements	4 290,00		4 290,00	4 290,00
	4 290,00		4 290,00	4 290,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**255 986,35**	**165 182,09**	**90 804,26**	**86 101,57**
Stocks				
En cours de production de services				
345000 - Prestations de services en cours				11 500,00
				11 500,00
Créances				
Clients et comptes rattachés				
411000 - Clients	654 082,42		654 082,42	637 149,22
	654 082,42		654 082,42	637 149,22
Personnel				
421000 - Personnel - rémunérations dues				0,10
425000 - Personnel - avances et acompte				0,02
437100 - Caisse de retraite cadres	220,00		220,00	72,00
	220,00		220,00	72,12
Etat, Impôts sur les bénéfices				
444000 - Etat - impôts sur les bénéfices	42 293,00		42 293,00	30 086,00

Bilan détaillé

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/13	Net au 31/12/12
	42 293,00		42 293,00	30 086,00
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires				
445661 - TVA déductible sur achats	539,99		539,99	247,44
	539,99		539,99	247,44
Divers				
Disponibilités				
512000 - Banque	72 296,12		72 296,12	
	72 296,12		72 296,12	
Charges constatées d'avance				
486000 - Charges constatées d'avance				2 814,07
				2 814,07
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**769 431,53**		**769 431,53**	**681 868,85**
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	**1 025 417,88**	**165 182,09**	**860 235,79**	**767 970,42**

Bilan détaillé

	Net au 31/12/13	Net au 31/12/12
PASSIF		
Capital social ou individuel		
101100 - Capital souscrit-non appelé	120 000,00	50 000,00
	120 000,00	50 000,00
Réserve légale		
106100 - Réserve légale	5 000,00	5 000,00
	5 000,00	5 000,00
Autres réserves		
106800 - Autres réserves	216 229,03	216 511,80
	216 229,03	216 511,80
Résultat de l'exercice	**86 374,74**	**68 661,23**
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**427 603,77**	**340 173,03**
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Emprunts		
164700 - Emprunts ets de crédit à de 1-5 ans		0,95
164800 - Emprunts ets de crédit à - 1 an	7 536,11	20 112,89
164910 - Emprunt N°10 40000/24mois		8 502,16
164920 - Emprunt N°11 10000/36mois	1 440,52	4 828,74
164930 - EMPRINT N°12 30000 S/24M	5 110,88	20 175,92
164940 - EMPRUNT N°13 30000S/36M	13 616,71	23 530,01
164950 - Emprunt N°14 100 000/36 mois	81 172,41	
164960 - Préfinancement CICE 2013 par OSEO	26 775,00	
	135 651,63	*77 150,67*
Découverts et concours bancaires		
512000 - Banque		34 895,56
		34 895,56
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	135 651,63	112 046,23
Emprunts et dettes financières diverses		
168800 - Intérêts courus	139,72	199,30
	139,72	199,30
Emprunts et dettes financières diverses - Associés		
455110 - ASSOCIE NC	16 747,79	6 747,79
455120 - ASSOCIE CV	25 020,34	24 749,52
	41 768,13	31 497,31
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
401000 - Fournisseurs	44 049,57	85 836,26
	44 049,57	85 836,26
Organismes sociaux		
431000 - Sécurité sociale	8 571,57	8 023,00
431100 - URSSAF 45	6 778,10	8 996,00
431110 - URSSAF 49	3 655,05	4 218,00
431111 - URSSAF 26	11 993,13	11 769,00
431200 - URSSAF 88	1 663,12	
437410 - ASSEDIC 45	1 131,73	
437411 - ASSEDIC	1 297,99	
437420 - ASSEDIC 49	587,59	
437430 - ASSEDIC 26	1 961,29	
437440 - ASSEDIC 88	276,65	
437500 - RETRAITE REUNICA	29 361,88	27 966,79
438600 - Charges sociales - charges à payer	12 072,43	10 789,00
	79 350,53	*71 761,79*

Bilan détaillé

	Net au 31/12/13	Net au 31/12/12
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires		
445500 - TAXE/CA A DECAISSER	20 250,00	13 213,00
445710 - TVA collectée	87 761,00	93 363,38
445800 - Régularisation de TVA collectée	1 183,51	1 510,66
445820 - TVA A RECUPERER		0,03
	109 194,51	*108 087,07*
Autres dettes fiscales et sociales		
448600 - Etat - autres charges à payer	22 477,93	18 369,43
	22 477,93	*18 369,43*
Dettes fiscales et sociales	211 022,97	198 218,29
TOTAL DETTES	**432 632,02**	**427 797,39**
TOTAL PASSIF	**860 235,79**	**767 970,42**

Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2013	31/12/2012
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	2 020 665		2 020 665	1 906 420
Chiffre d'affaires net			**2 020 665**	**1 906 420**
Production stockée			-11 500	-5 450
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			86	199
Autres produits			-988	479
Total produits d'exploitation (I)			**2 008 262**	**1 901 648**
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			508 658	557 126
Impôts, taxes et versements assimilés			37 750	29 316
Salaires et traitements			948 728	848 060
Charges sociales			431 311	387 574
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			26 044	29 744
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			332	103
Total charges d'exploitation (II)			**1 952 823**	**1 851 923**
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			**55 439**	**49 725**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			5	5
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilièrers de placement				
Total produits financiers (V)			**5**	**5**
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			4 636	4 324
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			**4 636**	**4 324**
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			**-4 631**	**-4 319**
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			**50 808**	**45 406**

Compte de résultat (suite)

	31/12/2013	31/12/2012
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	43	
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)	**43**	
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	**-43**	
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-35 610	-23 255
Total des produits (I+III+V+VII)	**2 008 266**	**1 901 653**
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	**1 921 892**	**1 832 992**
BENEFICE OU PERTE	**86 375**	**68 661**

(a) Y compris :
- Redevances de crédit-bail mobilier
- Redevances de crédit-bail immobilier
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) Dont produits concernant les entités liées
(4) Dont intérêts concernant les entités liées

Compte de résultat détaillé

	du 01/01/13 au 31/12/13 12 mois	%	du 01/01/12 au 31/12/12 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS						
Ventes de marchandises						
Production vendue						
706000 - Prestations de services	1 768 766,43	87,53	1 825 213,80	95,74	-56 447,37	-3,09
706100 - PRESTATION A L EXPORTATI	251 898,14	12,47	81 206,60	4,26	170 691,54	210,19
	2 020 664,57	100,00	1 906 420,40	100,00	114 244,17	5,99
Production stockée						
713400 - Variation encours product. servi	-11 500,00	-0,57	-5 450,00	-0,29	-6 050,00	111,01
	-11 500,00	-0,57	-5 450,00	-0,29	-6 050,00	111,01
Subventions d'exploitation						
Autres produits						
758000 - Produits divers gestion courante	-988,47	-0,05	478,94	0,03	-1 467,41	-306,39
791000 - Transfert de charges d'exploitati	85,62		198,59	0,01	-112,97	-56,89
	-902,85	-0,04	677,53	0,04	-1 580,38	-233,26
Total	**2 008 261,72**	**99,39**	**1 901 647,93**	**99,75**	**106 613,79**	**5,61**
CONSOMMATION M/SES & MAT						
Achats de marchandises						
Variation de stock (m/ses)						
Achats de m.p & aut.approv.						
Variation de stock (m.p.)						
Autres achats & charges externes						
606100 - Achats fournitures non stockable	8 683,92	0,43	6 364,52	0,33	2 319,40	36,44
606110 - Fournitures électricité	21 867,26	1,08	24 825,10	1,30	-2 957,84	-11,91
606120 - Fournitures eau	5 318,51	0,26	3 805,25	0,20	1 513,26	39,77
606300 - Achats de petit équipement	4 488,72	0,22	8 640,14	0,45	-4 151,42	-48,05
606310 - ENTRETIEN VEHICULE	10 096,88	0,50	11 991,58	0,63	-1 894,70	-15,80
606400 - Achats fournitures administrative	15 047,40	0,74	16 530,34	0,87	-1 482,94	-8,97
611100 - SOUS TRAITANCE LABORATO	21 903,86	1,08	28 825,16	1,51	-6 921,30	-24,01
611300 - SOUS TRAITANCE BUREAU	99 744,00	4,94	147 413,50	7,73	-47 669,50	-32,34
611400 - SOUS TRAITANCE SONDAGE	250,00	0,01	11 627,00	0,61	-11 377,00	-97,85
613200 - Locations immobilières	48 729,06	2,41	46 245,02	2,43	2 484,04	5,37
613500 - Locations mobilières	6 365,14	0,32	4 149,09	0,22	2 216,05	53,41
613700 - LOCATION MATERIEL XEROX	13 446,81	0,67	12 257,11	0,64	1 189,70	9,71
613800 - CONTRAT MAINTENANCE XE	19 935,70	0,99	18 160,45	0,95	1 775,25	9,78
613900 - CONTRAT MAINTEN STANDA	520,44	0,03	509,72	0,03	10,72	2,10
613910 - CONTRAT MAINT LD SYSTEM	514,00	0,03	999,00	0,05	-485,00	-48,55
615000 - Entretien et réparations	1 883,06	0,09	2 255,99	0,12	-372,93	-16,53
615400 - ENTRETIEN SONOMETRES	2 515,27	0,12	1 468,00	0,08	1 047,27	71,34
616000 - Primes d'assurance	5 718,02	0,28	6 527,05	0,34	-809,03	-12,40
616100 - Assurances multirisques	25 330,34	1,25	22 846,40	1,20	2 483,94	10,87
618100 - Documentation générale	5 111,80	0,25	3 041,32	0,16	2 070,48	68,08
618300 - Documentation technique	1 579,57	0,08	1 272,50	0,07	307,07	24,13
618400 - ACHATS PLANS CADASTRE	77,00		280,50	0,01	-203,50	-72,55
618500 - Frais de colloques, de séminaire	33 402,30	1,65	33 813,48	1,77	-411,18	-1,22
618600 - TRAVAUX INFORMATIQUE	1 831,64	0,09	3 180,88	0,17	-1 349,24	-42,42
618700 - COTISATION ASSOCIATIONS	2 211,00	0,11	1 236,00	0,06	975,00	78,88
621400 - Personnel prêté	10 199,15	0,50	5 174,90	0,27	5 024,25	97,09
622600 - Honoraires	2 436,00	0,12	2 322,00	0,12	114,00	4,91
622700 - Frais d'actes et contentieux	890,42	0,04	131,23	0,01	759,19	578,52
623000 - Publicité	3 606,75	0,18	1 808,00	0,09	1 798,75	99,49
623100 - Annonces et insertions	3 998,35	0,20	3 770,56	0,20	227,79	6,04

Compte de résultat détaillé

	du 01/01/13 au 31/12/13 12 mois	%	du 01/01/12 au 31/12/12 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
623400 - Cadeaux à la clientèle	491,90	0,02	815,08	0,04	-323,18	-39,65
623410 - CHEQUE CADEAUX EMPLOYE	300,00	0,01			300,00	
625000 - DEPLACEMENTS MISSIONS R	39 911,81	1,98	49 415,40	2,59	-9 503,59	-19,23
625100 - Voyages et déplacements	14 470,75	0,72	15 300,19	0,80	-829,44	-5,42
625110 - REMBOURSEMENT KILOMET	16 241,28	0,80	19 696,77	1,03	-3 455,49	-17,54
625120 - LOCATION VEHICULE	4 991,48	0,25	3 252,45	0,17	1 739,03	53,47
625130 - BILLET AVION OU TRAIN	23 233,72	1,15	9 745,91	0,51	13 487,81	138,39
625200 - Frais accessoires des véhicules	2 899,29	0,14			2 899,29	
626000 - Frais postaux	5 591,29	0,28	6 806,24	0,36	-1 214,95	-17,85
626100 - Frais de télécommunication	15 607,49	0,77	12 600,60	0,66	3 006,89	23,86
626200 - INTERNET E MAIL	4 692,17	0,23	4 823,17	0,25	-131,00	-2,72
627000 - SERVICES BANCAIRES	1 685,47	0,08	1 255,31	0,07	430,16	34,27
627300 - FRAIS PEE	573,13	0,03	539,15	0,03	33,98	6,30
628100 - Cotisation CGA	265,69	0,01	1 403,45	0,07	-1 137,76	-81,07
	508 657,84	25,17	557 125,51	29,22	-48 467,67	-8,70
Total	**508 657,84**	**25,17**	**557 125,51**	**29,22**	**-48 467,67**	**-8,70**
MARGE SUR M/SES & MAT	**1 499 603,88**	**74,21**	**1 344 522,42**	**70,53**	**155 081,46**	**11,53**
CHARGES						
Impôts, taxes et vers. assim.						
631200 - Taxe d'apprentissage	6 055,00	0,30	5 470,00	0,29	585,00	10,69
633300 - Formation continue (organisme)	21 182,38	1,05	14 828,43	0,78	6 353,95	42,85
635110 - Taxe professionnelle	4 017,00	0,20	2 682,00	0,14	1 335,00	49,78
635111 - TAXE PRO SEICHEBRIERES	131,00	0,01	127,00	0,01	4,00	3,15
635112 - TAXE PRO CHAMPTOCE	293,00	0,01	284,00	0,01	9,00	3,17
635113 - CFE26	450,00	0,02	441,00	0,02	9,00	2,04
635400 - Vignettes automobiles	244,50	0,01	489,01	0,03	-244,51	-50,00
635800 - Autres droits	1 601,40	0,08	1 485,38	0,08	116,02	7,81
635801 - CSG NON DEDUCTIBLE	910,60	0,05	844,63	0,04	65,97	7,81
637100 - Contribution sociale de solidarité	2 865,00	0,14	2 665,00	0,14	200,00	7,50
	37 749,88	1,87	29 316,45	1,54	8 433,43	28,77
Salaires et Traitements						
641100 - Remb d'imdemnités journaliéres	917 360,35	45,40	830 460,41	43,56	86 899,94	10,46
641150 - Remb titre transport 50%	967,55	0,05			967,55	
641400 - Indemnités et avantages divers	400,00	0,02			400,00	
644000 - Rémunération de l'exploitant	30 000,00	1,48	17 600,00	0,92	12 400,00	70,45
	948 727,90	46,95	848 060,41	44,48	100 667,49	11,87
Charges sociales						
645000 - CHARGES PATRONALES	354 984,67	17,57	310 743,51	16,30	44 241,16	14,24
646100 - Allocations familiales	877,00	0,04	291,99	0,02	585,01	200,35
646200 - Maladie	1 381,00	0,07	929,00	0,05	452,00	48,65
646300 - Vieillesse	2 695,00	0,13	3 098,00	0,16	-403,00	-13,01
646400 - Retraite complémentaire et facul	1 345,20	0,07	1 738,00	0,09	-392,80	-22,60
647000 - Autres charges sociales	31 009,19	1,53	30 063,70	1,58	945,49	3,14
647500 - Médecine du travail et pharmaci	2 184,16	0,11	1 517,56	0,08	666,60	43,93
648000 - Autres charges de personnel	26 774,71	1,33	30 200,74	1,58	-3 426,03	-11,34
648100 - INTERESSEMENT	10 060,00	0,50	8 991,00	0,47	1 069,00	11,89
	431 310,93	21,35	387 573,50	20,33	43 737,43	11,28
Amortissements et provisions						
681120 - Dot. amort. s/immobil. corporel.	26 044,31	1,29	29 744,35	1,56	-3 700,04	-12,44
	26 044,31	1,29	29 744,35	1,56	-3 700,04	-12,44

Compte de résultat détaillé

	du 01/01/13 au 31/12/13 12 mois	%	du 01/01/12 au 31/12/12 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Autres charges						
658000 - Charges diverses gestion coura	331,71	0,02	102,52	0,01	229,19	223,56
	331,71	0,02	102,52	0,01	229,19	223,56
Total	**1 444 164,73**	**71,47**	**1 294 797,23**	**67,92**	**149 367,50**	**11,54**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**55 439,15**	**2,74**	**49 725,19**	**2,61**	**5 713,96**	**11,49**
Produits financiers						
761000 - Produits de participations	4,62		5,46		-0,84	-15,38
	4,62		5,46		-0,84	-15,38
Charges financières						
661000 - AGIOS	3 638,63	0,18	3 748,42	0,20	-109,79	-2,93
661600 - Intérêts bancaires	997,00	0,05	576,00	0,03	421,00	73,09
	4 635,63	0,23	4 324,42	0,23	311,21	7,20
Résultat financier	**-4 631,01**	**-0,23**	**-4 318,96**	**-0,23**	**-312,05**	**7,23**
Opérations en commun						
RESULTAT COURANT	**50 808,14**	**2,51**	**45 406,23**	**2,38**	**5 401,91**	**11,90**
Produits exceptionnels						
Charges exceptionnelles						
671200 - Pénalités et amendes	43,40				43,40	
	43,40				43,40	
Résultat exceptionnel	**-43,40**				**-43,40**	
Participation des salariés						
Impôts sur les bénéfices						
695000 - Impôts sur les bénéfices	10 317,00	0,51	-23 255,00	-1,22	33 572,00	-144,36
699500 - Crédit d'impôt CICE	-32 358,00	-1,60			-32 358,00	
699700 - credit d'impot stagiaires et appre	-12 500,00	-0,62			-12 500,00	
699800 - credit impots interressement	-1 069,00	-0,05			-1 069,00	
	-35 610,00	-1,76	-23 255,00	-1,22	-12 355,00	53,13
RESULTAT DE L'EXERCICE	**86 374,74**	**4,27**	**68 661,23**	**3,60**	**17 713,51**	**25,80**

VOTRE BILAN 2013

Période du 01/01/2013 au 31/12/2013

Liasse fiscale

Direction Générale des Finances Publiques

Formulaire obligatoire (art. 223 du Code général des impôts)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 2065 (2013)

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Timbre à date du service

Exercice ouvert le	01/01/2013	et clos le	31/12/2013
Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble du groupe	☐		

Régime simplifié d'imposition ☐
Régime réel normal ☒

Adresse du service où doit être déposée cette déclaration: SIE RANGUEIL, 33 Rue JEANNE MARVIG, 31404 TOULOUSE CEDEX 9

Adresse du déclarant (quand celle–ci est différente de l'adresse du destinataire) et/ou adresse du siège social si elle est différente du principal établissement :

A IDENTIFICATION

Identification du destinataire: SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT, Rue Le Château, 31290 GARDOUCH

Insp.,IFU	N° dossier	N° Siret
651	610754	43511412900016

Préciser éventuellement : l'ancienne adresse en cas de changement :

le téléphone : 0534664342

B ACTIVITÉ

Activités exercées (souligner l'activité principale) : Ingénierie, études techniques

Si vous avez changé d'activité, cochez la case ☐

C RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION (cf.page 4)

1 Résultat fiscal ❶

Bénéfice imposable au taux de 33,1/3 %	Bénéfice imposable au taux de 15 %	Déficit (report de la lignes XO du 2058 A ou 372 du 2033 B)
13 799	38 120	0

2 Plus–values ❷

Plus-values à long terme imposables au taux de 15 % :

Résultat net de la concession et de la sous–concession de licences d'exploitation de brevet au taux de 15 % (ligne 17 du tableau n° 2059A ou 591 du 2033C) (sous déduction du montant imposé à 15% du cadre1) :

Plus-values à long terme imposables au taux de 19% :

Autres plus–values imposables au taux de 19% :

Plus-values à long teme imposables au taux de 0% :

Plus–values exonérées art. 238 *quindecies* :

3 Abattements et exonérations notamment en faveur des entreprises nouvelles ou implantées en zones d'entreprises ou zones franches (cocher la case selon le cas). Ces montants ne doivent pas être retranchés des résultats mentionnés en C–1 et C–2 ❸

Entreprises nouvelles art. 44 *sexies* ☐ Jeunes entreprises innovantes ☐ Zones franches urbaines ☐ Zone franche Corse ☐ Pôle de compétitivité ☐

Entreprises nouvelles art. 44 *septies* ☐ Zones franches d'activités art. 44 *quaterdecies* ☐ Autres dispositifs ☐ Zone de Restructuration de la défense art. 44 *terdecies* ☐

Sociétés d'investissements immobiliers cotées ☐ Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou – selon le cas) : Plus–values exonérées relevant du taux à 15 %

D IMPUTATIONS (cf.page 4)

Les crédits d'impôt indiqués aux 1 et 2 ci–dessous ne sont imputables que pour partie s'ils n'ont pas été comptabilisés par l'entreprise (66,66 %).

1. **Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédit d'impôt**
Impôt déjà versé au Trésor (Crédit d'impôt) indiqué sur les certificats joints au relevé de solde d'impôt sur les sociétés ou afférent aux primes de remboursement

2. **Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un Etat étranger, un territoire ou une collectivité territoriale d'Outre–Mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet Etat, territoire ou collectivité.** Total figurant en cartouche au cadre VII de l'imprimé n° 2066

E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (cf.page 4)

Recettes nettes soumises à la contribution 2,50%

Ebis COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTÉE DES ENTREPRISES (Pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 152 500 € HT)

En remplissant ce cadre vous certifiez remplir les conditions pour bénéficier de la mesure de simplification (notice de l'imprimé n° 1330–CVAE – Généralités), à ce titre vous êtes dispensé de déposer une déclaration n° 1330–CVAE.

Valeur ajoutée de référence: 1 588 783 Chiffre d'affaires de référence: 2 020 750

Date de cessation de l'activité soumise à la CVAE

Pour le calcul de la valeur ajoutée et du chiffre d'affaire, se reporter à la notice de la 1330–CVAE

ATTENTION : À COMPTER DES EXERCICES CLOS AU 31/12/2012 VOUS DEVEZ IMPÉRATIVEMENT DÉPOSER SOUS FORMAT TDFC. LE FORMULAIRE PAPIER NE SERA PLUS ADRESSÉ.

CGA ☐ **Viseur conventionné** ☐

Nom, adresse, téléphone, télécopie :
– Professionnel de l'expertise comptable :
– Conseil :
– CGA :
– N° d'agrément du CGA

EXPERTS-COMPTABLES LGS
28 Avenue François Mitterrand
31290 VILLEFRANCHE DE LAURAGAIS
05.34.66.60.00
05.34.66.60.01

À GARDOUCH, le 04/03/2014

Signature et qualité du déclarant: MONSIEUR VALLIER CHRISTIAN, Gérant

La charte du contribuable : des relations entre l'administration fiscale et le contribuable basées sur les principes de simplicité, de respect et d'équité. Disponible sur www.impots.gouv.fr et auprès de votre service des impôts.

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78–17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique et libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, un droit d'accès et de rectification, auprès de votre service des impôts.

Cegid Group

Formulaire obligatoire (art. 223 du Code général des impôts)

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS
ANNEXE A LA DÉCLARATION N° 2065

N° 2065 bis (2013)

Désignation de l'entreprise SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT
et Date de clôture de l'exercice 31/12/2013

(À ne remplir que sur les exemplaires «en continu»)

F RÉPARTITION DES PRODUITS DES ACTIONS ET PARTS SOCIALES, AINSI QUE DES REVENUS ASSIMILÉS DISTRIBUÉS (Voir renvois page 4)

1. Montant global brut des distributions correspondant aux intérêts, dividendes, revenus et autres produits des actions et parts sociales payables aux associés, actionnaires et porteurs de parts ❹	Payées par la société elle–même (a)	
	Payées par un établissement chargé du service des titres (b)	
2. Montant des distributions correspondant à des rémunérations ou avantages dont la société ne désigne pas le (les) bénéficiaire (s) ❺	(c)	
3. Montant des prêts, avances ou acomptes consentis aux associés, actionnaires et porteurs de parts, soit directement, soit par personnes interposées	(d)	
4. Montant des distributions autres que celles visées en (a), (b), (c) et (d) ci–dessus ❻ **(A préciser par nature sur les lignes e à h)**	(e)	
	(f)	
	(g)	
	(h)	
5. Montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI ❼	(i)	
6. Montant des revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI	(j)	
7. Montant des revenus répartis ❽	total (a à h)	

G RÉMUNÉRATIONS NETTES VERSÉES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIÉTÉS

Nom, prénoms, domicile et qualité (art. 48–3 à 6 ann. III au CGI) :
– SARL – tous les associés ;
– SCA – associés gérants ;
– SNC ou SCS – associés en nom ou commandités ;
– SEP et sté de copropriétaires de navires – associés, gérants ou coparticipants.

Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col. 1 à titre de traitements, émoluments, indemnités, remboursements forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société.

1	Pour les S.A.R.L. Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute propriété ou en usufruit 2	Année au cours de laquelle le versement a été effectué 3	Montant des sommes versées : à titre de traitements émoluments et indemnités proprement dits 4	à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement : Indemnités forfaitaires 5	Remboursements 6	à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les colonnes 5 et 6 : Indemnités forfaitaires 7	Remboursements 8
CANALI NADINE Rue LE CHATEAU 31290 GARDOUCH	399	2013	28 211				
VALLIER CHRISTIAN le bourg 45530 SEICHEBRIERES	401	2013	30 000				

Cegid Group

Formulaire obligatoire
(art. 223 du Code général des impôts)

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS
ANNEXE A LA DÉCLARATION N° 2065

N° 2065 Ter
(2013)

Désignation de l'entreprise SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT
et Date de clôture de l'exercice 31/12/2013

(À ne remplir que sur les exemplaires «en continu»)

H AFFECTATION DES VOITURES DE TOURISME

figurant à l'actif de l'entreprise ou dont celle-ci a assumé les frais d'entretien.
Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle.

Voitures affectées aux dirigeants ou aux cadres			Voitures utilisées pour les besoins généraux de l'exploitation		
Caractéristiques marque et puissance	Nom, qualité et adresse de la personne à laquelle la voiture est affectée	Propriétaire (P) ou non propriétaire (NP)	Caractéristiques marque et puissance	Service auquel la voiture est affectée	Propriétaire (P) ou non propriétaire (NP)

I DIVERS

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)

ADRESSES DES AUTRES ÉTABLISSEMENTS (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

J CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACÉES SOUS LE RÉGIME SIMPLIFIÉ D'IMPOSITION

RÉMUNÉRATIONS	Montant brut des salaires, **abstraction faite des sommes comprises dans les DADS et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés, figurant sur la DADS 1 ou modèle 2460 de 2012**, montant total des bases brutes fiscales inscrites dans la colonne 18 A. Ils doivent être majorés, le cas échéant, des indemnités exonérées de la taxe sur les salaires, telles notamment les sommes portées dans la colonne 20 C au titre de la contribution de l'employeur à l'acquisition des chèques–vacances par les salariés.	
	Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages	

K CE CADRE NE CONCERNE QUE LES ENTREPRISES PLACÉES SOUS LE RÉGIME SIMPLIFIÉ D'IMPOSITION MOINS-VALUES À LONG TERME (MVLT) (voir les explications figurant page 10 sur la notice n° 2033-NOT, n° 2033-C, Cadre III)

	Taux de 15 % (art. 219 I a *ter* et a*quater* du CGI)
MVLT restant à reporter à l'ouverture de l'exercice	
MVLT imputée sur les PVLT de l'exercice	
MVLT réalisée au cours de l'exercice	
MVLT restant à reporter	

L RÉGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIÉTÉS

Les entreprises placées sous le régime des groupes de sociétés doivent déposer cette déclaration en deux exemplaires (Articles 223 A à U du C.G.I.)

– Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante

– Résultat fiscal de cette société déterminé comme si elle n'était pas membre du groupe (report du résultat figurant sur le tableau n°2058 A *bis*).

bénéfice ou déficit (indiquer + ou - selon le cas)

plus ou moins-values à long terme imposables au taux de 15 %

plus ou moins-values à long terme afférentes à des cessions de titre de sociétés à prépondérance immobilière cotées et imposables au taux de 19%

Chiffre d'affaires TTC

plus ou moins-values à long terme imposables au taux de 0 %

– Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n^{os} d'identification de la société mère.

n° SIRET

Cegid Group

1

BILAN - ACTIF

DGFiP N° 2050 2013

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT — Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12

Adresse de l'entreprise Rue Le Château 31290 GARDOUCH — Durée de l'exercice précédent* 12

Numéro SIRET* 4 3 5 1 1 4 1 2 9 0 0 0 1 6 — Néant ☐ *

			Brut 1		Amortissements, provisions 2	Exercice N clos le, 31/12/2013 Net 3	N-1 31/12/2012 Net 4
	Capital souscrit non appelé (I)	AA					
ACTIF IMMOBILISÉ* – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB		AC			
	Frais de développement *	CX		CQ			
	Concessions, brevets et droits similaires	AF	46 250	AG	36 680	9 569	2 106
	Fonds commercial (1)	AH	11 000	AI		11 000	11 000
	Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK			
	Avances et acomptes sur immobilisa–tions incorporelles	AL		AM			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	4 904	AO	4 605	299	463
	Constructions	AP		AQ			
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	2 462	AS	1 997	465	903
	Autres immobilisations corporelles	AT	186 919	AU	121 899	65 019	67 178
	Immobilisations en cours	AV		AW			
	Avances et acomptes	AX		AY			
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT			
	Autres participations	CU		CV			
	Créances rattachées à des participations	BB		BC			
	Autres titres immobilisés	BD	160	BE		160	160
	Prêts	BF		BG			
	Autres immobilisations financières*	BH	4 290	BI		4 290	4 290
	TOTAL (II)	BJ	255 986	BK	165 182	90 804	86 101
ACTIF CIRCULANT – STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL		BM			
	En cours de production de biens	BN		BO			
	En cours de production de services	BP		BQ			11 500
	Produits intermédiaires et finis	BR		BS			
	Marchandises	BT		BU			
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW			
CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)*	BX	654 082	BY		654 082	637 149
	Autres créances (3)	BZ	43 052	CA		43 052	30 405
	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC			
DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : .....)	CD		CE			
	Disponibilités	CF	72 296	CG		72 296	
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3)*	CH		CI			2 814
	TOTAL (III)	CJ	769 431	CK		769 431	681 868
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW					
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM					
	Ecarts de conversion actif* (VI)	CN					
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	1 025 417	1A	165 182	860 235	767 970

Renvois : (1) Dont droit au bail : (2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : CP (3) Part à plus d'un an CR

Clause de réserve de propriété :* Immobilisations : Stocks : Créances :

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

Cegid Group

2 BILAN - PASSIF avant répartition

DGFiP N° 2051 2013

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT — Néant ☐ *

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

			Exercice N	Exercice N – 1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 120 000)	DA	120 000	50 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB		
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC		
	Réserve légale (3)	DD	5 000	5 000
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG	216 229	216 511
	Report à nouveau	DH		
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	86 374	68 661
	Subventions d'investissement	DJ		
	Provisions réglementées *	DK		
	TOTAL (I)	DL	427 603	340 173
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN		
	TOTAL (II)	DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP		
	Provisions pour charges	DQ		
	TOTAL (III)	DR		
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	135 651	112 046
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV	41 907	31 696
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	44 049	85 836
	Dettes fiscales et sociales	DY	211 022	198 218
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
	Autres dettes	EA		
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB		
	TOTAL (IV)	EC	432 632	427 797
	Ecarts de conversion passif* **(V)**	ED		
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	860 235	767 970
RENVOIS (1)	Écart de réévaluation incorporé au capital	1B		
(2)	Dont : Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C		
	Dont : Ecart de réévaluation libre	1D		
	Dont : Réserve de réévaluation (1976)	1E		
(3)	Dont réserve spéciale des plus–values à long terme *	EF		
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	323 754	350 647
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH		34 895

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

3 COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

DGFiP N° 2052 2013

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT — Néant ☐ *

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

		Exercice N France		Exercice N Exportations et livraisons intracommunautaires		Exercice N Total		Exercice (N – 1)
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB		FC		
	Production vendue – biens *	FD		FE		FF		
	Production vendue – services *	FG	2 020 664	FH		FI	2 020 664	1 906 420
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	2 020 664	FK		FL	2 020 664	1 906 420
	Production stockée*					FM	(11 500)	(5 450)
	Production immobilisée*					FN		
	Subventions d'exploitation					FO		
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)					FP	85	198
	Autres produits (1) (11)					FQ	(988)	478
	Total des produits d'exploitation (2) (I)					FR	2 008 261	1 901 647
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS		
	Variation de stock (marchandises)*					FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*					FW	508 657	557 125
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	37 749	29 316
	Salaires et traitements*					FY	948 727	848 060
	Charges sociales (10)					FZ	431 310	387 573
DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations – dotations aux amortissements*					GA	26 044	29 744
	Sur immobilisations – dotations aux provisions*					GB		
	Sur actif circulant : dotations aux provisions*					GC		
	Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD		
	Autres charges (12)					GE	331	102
	Total des charges d'exploitation (4) (II)					GF	1 952 822	1 851 922
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	55 439	49 725
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* **(III)**					GH		
	Perte supportée ou bénéfice transféré* **(IV)**					GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ	4	5
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL		
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM		
	Différences positives de change					GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO		
	Total des produits financiers (V)					GP	4	5
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions*					GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	4 635	4 324
	Différences négatives de change					GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT		
	Total des charges financières (VI)					GU	4 635	4 324
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	(4 631)	(4 318)
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	50 808	45 406

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Cegid Group

4 **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite)** DGFiP N° 2053 2013

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT — Néant ☐ *

			Exercice N	Exercice N - 1
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB		
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC		
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	43	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	43	
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	(43)	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	**(IX)**	HJ		
Impôts sur les bénéfices *	**(X)**	HK	(35 610)	(23 255)
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	2 008 266	1 901 653
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	1 921 891	1 832 992
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	86 374	68 661

RENVOIS

(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO		
(2) Dont	produits de location immobilières	HY		
	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous)	1G		
(3) Dont	– Crédit–bail mobilier *	HP		
	– Crédit–bail immobilier	HQ		
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous)	1H		
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	1J		
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K		
(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)	HX		
(9)	Dont transferts de charges	A1	85	198
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2	6 298	6 056
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3		
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4		
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 1 345 obligatoires A9 4 953			

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :

	Exercice N Charges exceptionnelles	Exercice N Produits exceptionnels
Pénalités, amendes fiscales et pénales	43	

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

	Exercice N Charges antérieures	Exercice N Produits antérieurs

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

Cegid Group

CHARGES ET PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS

Cocher la case si vous souhaitez remplir le renvoi 8 avec les données saisies ci-dessous ☒

Cocher la case si vous souhaitez l'affectation des charges et produits antérieurs par nature ☐

Si la case est cochée, le montant de la colonne "A" sera ajouté à la rubrique de la liasse fiscale.
Si la case n'est pas cochée, les montants sont déjà intégrés dans la rubrique de la liasse fiscale.

Désignation	672 - 772 A	Montants débiteurs B	Montants créditeurs C	Total A + B - C
CHARGES				
Achats de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Sous-traitance				
Crédit-bail mobilier				
Crédit-bail immobilier				
Location, charges locatives				
Personnel extérieur				
Autres achats et charges externes				
Impôts et taxes				
Salaires et traitements				
Charges sociales				
Autres charges d'exploitation				
TOTAL				
Intérêts et charges assimilés				
Impôts sur les bénéfices				
PRODUITS				
Ventes de marchandises				
Production vendue – biens				
Production vendue – services				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Transferts de charges				
Autres produits d'exploitation				
TOTAL				
Produits financiers				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				

Les colonnes B et C ne sont à servir que pour les charges et produits non comptabilisés en 672 et 772

Cegid Group

OPÉRATIONS EXCEPTIONNELLES

Cocher la case si vous souhaitez remplir le renvoi 7 avec les données saisies ci-dessous [X]

Désignation	Montants
DETAIL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Pénalités sur marchés	
Pénalités, amendes fiscales et pénales	43
Dons, libéralités	
Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice	
Subventions accordées	
Rappel d'impôts (autres qu'impôts sur les bénéfices)	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	
Autres charges	
Amortissements des immobilisations	
Amortissements dérogatoires	
Autres provisions réglementées sur immobilisations	
Provisions réglementées sur stocks	
Autres provisions réglementées	
Provisions pour risques et charges	
Provisions pour dépréciation	
TOTAL	43
DETAIL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Dédits et pénalités perçus sur achats et sur ventes	
Libéralités perçues	
Rentrées sur créances amorties	
Subventions d'équilibre	
Dégrèvement d'impôts autres qu'impôts sur les bénéfices	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	
Produits des cessions d'éléments d'actif	
Subventions d'investissement virées au résultat	
Autres produits	
Amortissements dérogatoires	
Autres provisions réglementées sur immobilisations	
Provisions réglementées sur stocks	
Autres provisions réglementées	
Provisions pour risques et charges	
Provisions pour dépréciation	
Transfert de charges	
TOTAL	

Cegid Group

5

IMMOBILISATIONS

DGFiP N° 2054 2013

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT — Néant [ ] *

(Ne pas reporter le montant des centimes)*

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

CADRE A IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice (1)		Augmentations: Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence (2)		Augmentations: Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste (3)	
INCORP.	Frais d'établissement et de développement TOTAL I	CZ		D8		D9	
INCORP.	Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL II	KD	47 510	KE		KF	9 740
CORPORELLES	Terrains	KG	4 904	KH		KI	
CORPORELLES – Constructions	Sur sol propre – Dont Composants L9	KJ		KK		KL	
CORPORELLES – Constructions	Sur sol d'autrui – Dont Composants M1	KM		KN		KO	
CORPORELLES – Constructions	Installations générales, agencements et aménagements des constructions * – Dont Composants M2	KP		KQ		KR	
CORPORELLES	Installations techniques, matériel et outillage industriels – Dont Composants M3	KS	2 462	KT		KU	
CORPORELLES – Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers *	KV	80 951	KW		KX	11 016
CORPORELLES – Autres immobilisations corporelles	Matériel de transport*	KY	34 041	KZ		LA	3 500
CORPORELLES – Autres immobilisations corporelles	Matériel de bureau et mobilier informatique	LB	51 053	LC		LD	6 492
CORPORELLES – Autres immobilisations corporelles	Emballages récupérables et divers *	LE		LF		LG	
CORPORELLES	Immobilisations corporelles en cours	LH		LI		LJ	
CORPORELLES	Avances et acomptes	LK		LL		LM	
CORPORELLES	TOTAL III	LN	173 412	LO		LP	21 008
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence	8G		8M		8T	
FINANCIÈRES	Autres participations	8U		8V		8W	
FINANCIÈRES	Autres titres immobilisés	1P	160	1R		1S	
FINANCIÈRES	Prêts et autres immobilisations financières	1T	4 290	1U		1V	
FINANCIÈRES	TOTAL IV	LQ	4 450	LR		LS	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		ØG	225 372	ØH		ØJ	30 748

CADRE B IMMOBILISATIONS		Diminutions: par virement de poste à poste (1)		Diminutions: par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence (2)		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice (3)		Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence – Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice (4)	
INCORP.	Frais d'établissement et de développement TOTAL I	IN		CØ		DØ		D7	
INCORP.	Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL II	IO		LV		LW	57 250	1X	
CORPORELLES	Terrains	IP		LX		LY	4 904	LZ	
CORPORELLES – Constructions	Sur sol propre	IQ		MA		MB		MC	
CORPORELLES – Constructions	Sur sol d'autrui	IR		MD		ME		MF	
CORPORELLES – Constructions	Inst. gales, agencts et am. des constructions	IS		MG		MH		MI	
CORPORELLES	Installations techniques, matériel et outillage industriels	IT		MJ		MK	2 462	ML	
CORPORELLES – Autres immobilisations corporelles	Inst. gales., agencts, aménagements divers	IU		MM		MN	91 967	MO	
CORPORELLES – Autres immobilisations corporelles	Matériel de transport	IV		MP	133	MQ	37 407	MR	
CORPORELLES – Autres immobilisations corporelles	Matériel de bureau et informatique, mobilier	IW		MS		MT	57 544	MU	
CORPORELLES – Autres immobilisations corporelles	Emballages récupérables et divers *	IX		MV		MW		MX	
CORPORELLES	Immobilisations corporelles en cours	MY		MZ		NA		NB	
CORPORELLES	Avances et acomptes	NC		ND		NE		NF	
CORPORELLES	TOTAL III	IY		NG	133	NH	194 286	NI	
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence	IZ		ØU		M7		ØW	
FINANCIÈRES	Autres participations	IØ		ØX		ØY		ØZ	
FINANCIÈRES	Autres titres immobilisés	I1		2B		2C	160	2D	
FINANCIÈRES	Prêts et autres immobilisations financières	I2		2E		2F	4 290	2G	
FINANCIÈRES	TOTAL IV	I3		NJ		NK	4 450	2H	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		I4		ØK	133	ØL	255 986	ØM	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

5 bis

TABLEAU DES ÉCARTS DE RÉÉVALUATION SUR IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES

2013
DGFiP N° 2054 *bis*

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Exercice N clos le : 31/12/2013

Les entreprises ayant pratiqué la **réévaluation légale** de leurs **immobilisations amortissables** (art. 238 bis J du CGI) doivent joindre ce tableau à leur déclaration jusqu'à (et y compris) l'exercice au cours duquel la provision spéciale (col. 6) devient nulle.

Désignation de l'entreprise : SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT

Néant [X] *

CADRE A

	Détermination du montant des écarts (col. 1 – col. 2) (1)		Utilisation de la marge supplémentaire d'amortissement			Montant de la provision spéciale à la fin de l'exercice [(col. 1 – col. 2) – col. 5 (5)]
			Au cours de l'exercice			
	Augmentation du montant brut des immobilisations	Augmentation du montant des amortissements	Montant des suppléments d'amortissement (2)	Fraction résiduelle correspondant aux éléments cédés (3)	Montant cumulé à la fin de l'exercice (4)	
	1	2	3	4	5	6
1 Concessions, brevets et droits similaires						
2 Fonds commercial						
3 Terrains						
4 Constructions						
5 Installations techniques mat. et out. industriels						
6 Autres immobilisations corporelles						
7 Immobilisations en cours						
8 Participations						
9 Autres titres immobilisés						
10 TOTAUX						

(1) Les augmentations du montant brut et des amortissements à inscrire respectivement aux colonnes 1 et 2 sont celles qui ont été apportées au montant des immobilisa– tions amortissables réévaluées dans les conditions définies à l'article 238 bis j du code général des impôts et figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice. Le montant des écarts est obtenu en soustrayant des montants portés colonne 1, ceux portés colonne 2.

(2) Porter dans cette colonne le supplément de dotation de l'exercice aux comptes d'amortissement (compte de résultat) consécutif à la réévaluation.

(3) Cette colonne ne concerne que les immobilisations réévaluées cédées au cours de l'exercice. Il convient d'y reporter, l'année de la cession de l'élément, le solde non utilisé de la marge supplémentaire d'amortissement.

(4) Ce montant comprend :
a) le montant total des sommes portées aux colonnes 3 et 4 ;
b) le montant cumulé à la fin de l'exercice précédent, dans la mesure où ce montant correspond à des éléments figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice.

(5) Le montant total de la provision spéciale en fin d'exercice est à reporter au passif du bilan (tableau n° 2051) à la ligne «Provisions réglementées».

CADRE B
DÉFICITS REPORTABLES AU 31 DÉCEMBRE 1976 IMPUTÉS SUR LA PROVISION SPÉCIALE AU POINT DE VUE FISCAL

1 — FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE AU DÉBUT DE L'EXERCICE .....

2 — FRACTION RATTACHÉE AU RÉSULTAT DE L'EXERCICE..... –

3 — FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE EN FIN D'EXERCICE..... =

Le cadre B est servi par les seules entreprises qui ont imputé leurs déficits fiscalement reportables au 31 décembre sur la provision spéciale.

Il est rappelé que cette imputation est purement fiscale et ne modifie pas les montants de la provision spéciale figurant au bilan : de même, les entreprises en cause continuent à réintégrer chaque année dans leur résultat comptable le supplément d'amortissement consécutif à la réévaluation.

Ligne 2, inscrire la partie de ce déficit incluse chaque année dans les montants portés aux colonnes 3 et 4 du cadre A. Cette partie est obtenue en multipliant les montants portés aux colonnes 3 et 4 par une fraction dont les éléments sont fixés au moment de l'imputation, le numérateur étant le montant du déficit imputé et le dénominateur celui de la provision.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

Cegid Group

6

AMORTISSEMENTS

DGFiP N° 2055 2013

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT

Néant [ ] *

CADRE A — **SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) ***

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement	TOTAL I	CY		EL		EM		EN	
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL II	PE	34 403	PF	2 276	PG		PH	36 680
Terrains		PI	4 440	PJ	164	PK		PL	4 605
Constructions	Sur sol propre	PM		PN		PO		PQ	
	Sur sol d'autrui	PR		PS		PT		PU	
	Inst. générales, agencements, aménagements des constructions	PV		PW		PX		PY	
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ	1 559	QA	437	QB		QC	1 997
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales., agencements, aménagements divers	QD	32 813	QE	11 354	QF		QG	44 167
	Matériel de transport	QH	26 628	QI	4 519	QJ	133	QK	31 014
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	39 426	QM	7 291	QN		QO	46 717
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT	
	TOTAL III	QU	104 867	QV	23 767	QW	133	QX	128 501
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		ØN	139 271	ØP	26 044	ØQ	133	ØR	165 182

CADRE B — **VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES**

Immobilisations amortissables	DOTATIONS Colonne 1 Différentiel de durée et autres		DOTATIONS Colonne 2 Mode dégressif		DOTATIONS Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel		REPRISES Colonne 4 Différentiel de durée et autres		REPRISES Colonne 5 Mode dégressif		REPRISES Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel		Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais établissements TOTAL I	M9		N1		N2		N3		N4		N5		N6	
Autres immob. incor–porelles TOTAL II	N7		N8		P6		P7		P8		P9		Q1	
Terrains	Q2		Q3		Q4		Q5		Q6		Q7		Q8	
Constructions – Sur sol propre	Q9		R1		R2		R3		R4		R5		R6	
Constructions – Sur sol d'autrui	R7		R8		R9		S1		S2		S3		S4	
Constructions – Ins. gales, agenc et am. des const.	S5		S6		S7		S8		S9		T1		T2	
Inst. techniques mat. et outillage	T3		T4		T5		T6		T7		T8		T9	
Autres immobilisations corporelles – Inst. gales, agenc am. divers	U1		U2		U3		U4		U5		U6		U7	
Autres immobilisations corporelles – Matériel de transport	U8		U9		V1		V2		V3		V4		V5	
Autres immobilisations corporelles – Mat. bureau et inform. mobilier	V6		V7		V8		V9		W1		W2		W3	
Autres immobilisations corporelles – Emballages récup. et divers	W4		W5		W6		W7		W8		W9		X1	
TOTAL III	X2		X3		X4		X5		X6		X7		X8	
Frais d'acquisition de titres de participation TOTAL IV	NL						NM						NO	
Total général (I+II+III+IV)	NP		NQ		NR		NS		NT		NU		NV	
Total général non ventilé (NP+NQ+NR)	NW		Total général non ventilé (NS+NT+NU)				NY		Total général non ventilé (NW-NY)				NZ	

CADRE C

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES*	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements		Montant net à la fin de l'exercice	
Frais d'émission d'emprunt à étaler			Z9		Z8	
Primes de remboursement des obligations			SP		SR	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

Cegid Group

7 PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

DGFiP N° 2056 2013

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT

Néant [X] *

	Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1		AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2		DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3		Montant à la fin de l'exercice 4
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers	3T		TA		TB		TC	
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A–II)	3U		TD		TE		TF	
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V		TG		TH		TI	
	Amortissements dérogatoires	3X		TM		TN		TO	
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3		D4		D5		D6	
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 *	IA		IB		IC		ID	
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées après le 1.1.1992 *	IE		IF		IG		IH	
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ		IK		IL		IM	
	Autres provisions réglementées (1)	3Y		TP		TQ		TR	
	TOTAL I	3Z		TS		TT		TU	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A		4B		4C		4D	
	Provisions pour garanties données aux clients	4E		4F		4G		4H	
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J		4K		4L		4M	
	Provisions pour amendes et pénalités	4N		4P		4R		4S	
	Provisions pour pertes de change	4T		4U		4V		4W	
	Provisions pour pensions et obliga–tions similaires	4X		4Y		4Z		5A	
	Provisions pour impôts (1)	5B		5C		5D		5E	
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F		5H		5J		5K	
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO		EP		EQ		ER	
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R		5S		5T		5U	
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V		5W		5X		5Y	
	TOTAL II	5Z		TV		TW		TX	
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations – incorporelles	6A		6B		6C		6D	
	– corporelles	6E		6F		6G		6H	
	– titres mis en équivalence	Ø2		Ø3		Ø4		Ø5	
	– titres de participation	9U		9V		9W		9X	
	– autres immobilisa–tions financières (1)*	Ø6		Ø7		Ø8		Ø9	
	Sur stocks et en cours	6N		6P		6R		6S	
	Sur comptes clients	6T		6U		6V		6W	
	Autres provisions pour dépréciation (1) *	6X		6Y		6Z		7A	
	TOTAL III	7B		TY		TZ		UA	
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	7C		UB		UC		UD	
	Dont dotations et reprises – d'exploitation			UE		UF			
	– financières			UG		UH			
	– exceptionnelles			UJ		UK			

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39–1–5e du C.G.I 10

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

Cegid Group

8 ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE *

DGFiP N° 2057 2013

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT

Néant [ ] *

CADRE A	ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	UL		UM		UN	
	Prêts (1) (2)	UP		UR		US	
	Autres immobilisations financières	UT	4 290	UV		UW	4 290
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	VA					
	Autres créances clients	UX	654 082		654 082		
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie * (Provision pour dépréciation antérieurement constituée UO)	Z1					
	Personnel et comptes rattachés	UY					
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ	220		220		
	Etat et autres collectivités publiques – Impôts sur les bénéfices	VM	42 293		42 293		
	Taxe sur la valeur ajoutée	VB	539		539		
	Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN					
	Divers	VP					
	Groupe et associés (2)	VC					
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR					
	Charges constatées d'avance	VS					
	TOTAUX	VT	701 425	VU	697 135	VV	4 290
RENVOIS (1)	Montant des – Prêts accordés en cours d'exercice	VD					
	– Remboursements obtenus en cours d'exercice	VE					
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	VF					

CADRE B	ÉTAT DES DETTES		Montant brut 1	A 1 an au plus 2	A plus d'1 an et 5 ans au plus 3	A plus de 5 ans 4
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y				
Autres emprunts obligataires (1)		7Z				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine	VG				
	à plus d'1 an à l'origine	VH	135 651	26 774	57 216	51 660
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A	139	139		
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	44 049	44 049		
Personnel et comptes rattachés		8C				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D	79 350	79 350		
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	8E				
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW	109 194	109 194		
	Obligations cautionnées	VX				
	Autres impôts, taxes et assimilés	VQ	22 477	22 477		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J				
Groupe et associés (2)		VI	41 768	41 768		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K				
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *		Z2				
Produits constatés d'avance		8L				
TOTAUX		VY	432 632	VZ 323 754	57 216	51 660
RENVOIS (1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice	VJ		(2) Montant des divers emprunts et dettes contrac–tés auprès des associés personnes physiques	VL	
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	VK	84 567	* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032		

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

Cegid Group

9 **DÉTERMINATION DU RÉSULTAT FISCAL** DGFiP **N° 2058-A 2013**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT — Néant ☐ * — Exercice N, clos le : 31/12/2013

I. RÉINTÉGRATIONS

							BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE	WA	86 374
Charges non admises en déduction du résultat fiscal	Rémunération du travail (entreprises à l'IR)	de l'exploitant ou des associés						WB	
		de son conjoint		moins part déductible*		à réintégrer :		WC	
	Avantages personnels non déductibles* (sauf amortissements à porter ligne ci–dessous)	WD		Amortissements excédentaires (art. 39–4 du C.G.I.) et autres amortissements non déductibles	WE			XE	
	Autres charges et dépenses somptuaires (art. 39–4 du C.G.I.)	WF		Taxe sur les voitures particulières des sociétés (entreprises à l'IS)	WG				
	Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058–B, cadre III)	WI	2 865	Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs non déductibles (cf. 2067–BIS)	XX			XW	2 908
	Amendes et pénalités	WJ	43						
	Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI*							XY	
	Impôt sur les sociétés (cf. page 9 de la notice 2032)							I7	9 248
Quote–part	Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un GIE	WL		Résultats bénéficiaires visés à l'article 209 B du CGI	L7			K7	
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Moins-values nettes à long terme	– imposées au taux de 15 % ou de 19 % (16 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu)						I8	
		– imposées au taux de 0 %						ZN	
	Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs*	– Plus–values nettes à court terme						WN	
		– Plus–values soumises au régime des fusions						WO	
	Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS)							XR	
Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé DONT *	Intérêts excédentaires (art. 39–1–3° et 212 du C.G.I.)	SU		Zones d'entreprises* (activité exonérée)	SW			WQ	910
	Déficits étrangers antérieurement déduit par les PME (art. 209C)	SX		Quote–part de 12 % des plus–values à taux zéro	M8				
							TOTAL I	WR	99 441

II. DÉDUCTIONS

							PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE	WS	
Quote–part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E. *								WT	
Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégrées dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau 2058–B, cadre III)								WU	2 665
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Plus-values nettes à long terme	– imposées au taux de 15 % (16 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu)						WV	
		– imposées au taux de 0 %						WH	
		– imposées au taux de 19%						WP	
		– imputées sur les moins–values nettes à long terme antérieures						WW	
		– imputées sur les déficits antérieurs						XB	
	Autres plus–values imposées au taux de 19 %							I6	
	Fraction des plus–values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée*							WZ	
	Régime des sociétés mères et des filiales * Produit net des actions et parts d'intérêts :	Quote–part des frais et charges restant imposable à déduire des produits nets de participation	2A					XA	
Mesures d'incitation	Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre–mer*.							ZY	
	Majoration d'amortissement*							XD	
	Abattement sur le bénéfice et exonérations*	Entreprises nouvelles – (Reprise d'entreprises en difficultés 44 *septies*)	K9	Entreprises nouvelles 44 *sexies*	L2	Jeunes entreprises innovantes (art. 44 *sexies* A)	L5	XF	
		Pôle de compétitivité (art. 44 *undecies*)	L6	Sociétés investissements immobiliers cotées (art. 208C)	K3	Zone franche Corse (art. 44 *decies*)	ØT		
		Zone franche urbaine (art. 44 octies et octies A)	ØV	Bassin d'emploi à redynamiser(art. 44 *duodecies*)	1F	Zone franche d'activité (art. 44 *quaterdecies*)	XC		
Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS)								XS	
Déductions diverses à détailler sur feuillet séparé		Déficits filiales et succursales étrangères article 209C	OT	Créance dégagée par le report en arrière du déficit	ZI			XG	44 858
							TOTAL II	XH	47 523

III. RÉSULTAT FISCAL

Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables :	bénéfice **(I moins II)**	XI	51 918
	déficit **(II moins I)**	XJ	
Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l'IS)*		ZL	
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS)*		XL	
RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE (ligne XN) ou DÉFICIT reportable en avant (ligne XO)		XN	51 918

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

Cegid Group

(ligne 1 à 1)

ETAT ANNEXE à : 9 - DETERMINATION DU RESULTAT FISCAL N° 2058-A

Désignation

SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT

I - REINTEGRATIONS DIVERSES

Libellé	Exercice N Montant
CSG NON DEDUCTIBLE	910

Cegid Group

(lignes 1 à 2)

ETAT ANNEXE à : 9 - DETERMINATION DU RESULTAT FISCAL

N° 2058-A

Désignation

SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT

II - DEDUCTIONS DIVERSES

Libellé	Exercice N Montant
CICE	32 358
CREDIT D'IMPOT STAGIAIRE	12 500

Cegid Group

(10) **DÉFICITS, INDEMNITÉS POUR CONGÉS À PAYER ET PROVISIONS NON DÉDUCTIBLES**

DGFiP N° 2058-B 2013

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT — Néant ☐ *

I. SUIVI DES DÉFICITS

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)	K4	
Déficits imputés (total lignes XB et XL du tableau 2058–A)	K5	
Déficits reportables (différence K4–K5)	K6	
Déficits de l'exercice (tableau 2058 A, ligne XO)	YJ	
Total des déficits restant à reporter (somme K6 + YJ)	YK	

II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS À PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES

Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39–1. 1e bis Al. 1er du CGI, dotations de l'exercice	ZT	

III. PROVISIONS ET CHARGES À PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT

(à détailler sur feuillet séparé)	Dotations de l'exercice		Reprises sur l'exercice	
Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39–1. 1e bis Al. 2 du CGI *	ZV		ZW	
Provisions pour risques et charges *				
	8X		8Y	
	8Z		9A	
	9B		9C	
Provisions pour dépréciation *				
	9D		9E	
	9F		9G	
	9H		9J	
Charges à payer				
c3s	9K	2 865	9L	2 665
	9M		9N	
	9P		9R	
	9S		9T	
TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T) à reporter au tableau 2058-A :	YN	2 865	YO	2 665
		ligne WI		ligne WU

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS (art. 237 *septies* du CGI)

Montant de la réintégration ou de la déduction		Montant au début de l'exercice	Imputations	Montant net à la fin de l'exercice
	L1			

CRÉDITS D'IMPÔTS

Crédit d'impôt en faveur de la recherche	JQ	32 358	Crédit d'impôt en faveur de la formation des dirigeants	JR		Crédit d'impôt famille	JS	
Réduction d'impôt en faveur du mécénat	JT		Crédit d'impôt investissement en Corse	JU		Crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage	JV	12 500
Crédit d'impôt afférent aux valeurs mobilières (BIC)	JW		Autres imputations	JX				

ENTREPRISES DE TRANSPORT INSCRITES AU REGISTRE DES TRANSPORTS (art. L3113–1 du code des Transports) (case à cocher) — XU ☐

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne YK du tableau 2058 B déposé au titre de l'exercice précédent.

Cegid Group

11 TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

DGFiP N° 2058-C 2013

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT — Néant ☐ *

ORIGINES			AFFECTATIONS		
Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	ØC		Affectations aux réserves – Réserve légale	ZB	
Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	ØD	68 661	Affectations aux réserves – Autres réserves	ZD	68 661
Prélèvements sur les réserves (à détailler) AUGMENTATION DU CAPITAL 70 000			Dividendes	ZE	
			Autres répartitions	ZF	70 000
Sous–total (à reporter dans la colonne de droite)	ØE	70 000	Report à nouveau	ZG	
TOTAL I	ØF	138 661	(N.B. Le total I doit nécessairement être égal au total II) TOTAL II	ZH	138 661

DISTRIBUTIONS (Article 235*ter* ZCA)

Montant total des sommes distribuées devant donner lieu au paiement de la contribution prévue à l'article 235 *ter* ZCA au titre de l'exercice — XV

RENSEIGNEMENTS DIVERS

			Exercice N :	Exercice N – 1 :
ENGAGEMENTS	– Engagements de crédit–bail mobilier (Précisez le prix de revient des biens pris en crédit–bail J7)	YQ	14 677	
	– Engagements de crédit–bail immobilier	YR		
	– Effets portés à l'escompte et non échus	YS		
DÉTAILS DES POSTES AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	– Sous–traitance	YT	121 897	187 865
	– Locations, charges locatives et de copropriété (dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois J8)	XQ	89 511	82 320
	– Personnel extérieur à l'entreprise	YU	10 199	5 174
	– Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions)	SS	3 326	2 453
	– Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages	YV		
	– Autres comptes (dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles ES 265)	ST	283 723	279 311
	Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052	ZJ	508 657	557 125
IMPÔTS ET TAXES	– Taxe professionnelle *, CFE, CVAE	YW	4 891	3 534
	– Autres impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers ZS)	9Z	32 858	25 782
	Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052	YX	37 749	29 316
T.V.A.	– Montant de la T.V.A. collectée	YY	350 988	326 518
	– Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations	YZ	73 758	87 464
DIVERS	– Montant brut des salaires (cf. dernière déclaration annuelle souscrite au titre des salaires DADS 1 ou modèle 2460 de 2012) *	ØB	917 360	
	– Montant de la plus–value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition *	ØS		
	– Effectif moyen du personnel * (*dont* : apprentis : handicapés) :	YP	33	29
	– Effectif affecté à l'activité artisanale	RL		
	– Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société *	ZK	%	2.00 %
	– Numéro du centre de gestion agréé * XP		– **Filiales et participations:** (Liste au 2059-G prévu par art. 38 II de l'ann. III au CGI) Si oui cocher 1 Sinon 0	ZR 0

REGIME DE GROUPE *

Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe.	JA	Plus-values à 15%	JK	Plus-values à 0%	JL		
		Plus-values à 19%	JM	Imputations	JC		
Groupe : résultat d'ensemble.	JD	Plus-values à 15%	JN	Plus-values à 0%	JO		
		Plus-values à 19%	JP	Imputations	JF		
Selon le cas, indiquer 1 si le bénéfice consolidé, 2 si le bénéfice intégré, 3 si régime de groupe.	JG	Indiquer 1 pour société mère, 2 pour filiale	JH	N° SIRET de la société mère	JJ		

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice n° 2058–NOT pour le régime de groupe).

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

Cegid Group

12 DÉTERMINATION DES PLUS ET MOINS-VALUES

DGFiP N° 2059-A 2013

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT — Néant ☐ *

A - DÉTERMINATION DE LA VALEUR RÉSIDUELLE

	Nature et date d'acquisition des éléments cédés* ①	Valeur d'origine* ②	Valeur nette réévaluée* ③	Amortissements pratiqués en franchise d'impôt ④	Autres amortissements* ⑤	Valeur résiduelle ⑥
I. Immobilisations* 1	CR/CB C4 CITROEN PEYRINS 07/01/2010	133		133		
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
11						
12						

B - PLUS-VALUES, MOINS-VALUES

	Prix de vente ⑦	Montant global de la plus-value ou de la moins-value ⑧	Qualification fiscale des plus et moins-values réalisées* Court terme ⑨	Long terme ⑩ 19 %	15 % ou 16 %	0 %	Plus-values taxables à 19 % (1) ⑪
I. Immobilisations* 1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							

II - Autres éléments 13	Fraction résiduelle de la provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés	+				
14	Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés	+				
15	Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale	+				
16	Amortissements non pratiqués en comptabilité et correspondant à la déduction fiscale pour investissement, définie par les lois de 1966, 1968 et 1975, effectivement utilisée	+				
17	Résultats nets de concession ou de sous concession de licences d'exploitation de brevets faisant partie de l'actif immobilisé et n'ayant pas été acquis à titre onéreux depuis moins de deux ans					
18	Provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins–values à long terme devenues sans objet au cours de l'exercice					
19	Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins–values à long terme					
20	Divers (détail à donner sur une note annexe) *					
	CADRE A : plus ou moins–value nette à court terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne) ⑨					
	CADRE B : plus ou moins–value nette à long terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne) ⑩		(A)	(B) (ventilation par taux)		(C)
	CADRE C : autres plus–values taxables à 19 % ⑪					

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

(1) Ces plus–values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 208 C et 210 E du CGI.

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

Cegid Group

13 AFFECTATION DES PLUS-VALUES A COURT TERME ET DES PLUS-VALUES DE FUSION OU D'APPORT

DGFiP N° 2059-B 2013

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT — Néant [X] *

A ÉLÉMENTS ASSUJETTIS AU RÉGIME FISCAL DES PLUS-VALUES À COURT TERME

(à l'exclusion des plus–values de fusion dont l'imposition est prise en charge par les sociétés absorbantes) (cf. cadre B)

Origine		Montant net des plus-values réalisées*	Montant antérieurement réintégré	Montant compris dans le résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
Plus-values réalisées au cours de l'exercice	Imposition répartie				
	sur 3 ans (entreprises à l'IR)				
	sur 10 ans				
	sur une durée différente (art 39 quaterdecies 1 ter et 1 quater CGI)				
	TOTAL 1				

Origine			Montant net des plus-values réalisées à l'origine	Montant antérieurement réintégré	Montant rapporté au résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
Plus-values réalisées au cours des exercices antérieurs	Imposition répartie					
	sur 3 ans au titre de	N-1				
		N-2				
	Sur 10 ans ou sur une durée différente (art. 39 quaterdecies 1ter et 1 quater du CGI) (à préciser) au titre de :	N-1				
		N-2				
		N-3				
		N-4				
		N-5				
		N-6				
		N-7				
		N-8				
		N-9				
	TOTAL 2					

B PLUS-VALUES RÉINTÉGRÉES DANS LES RÉSULTATS DES SOCIÉTÉS BÉNÉFICIAIRES DES APPORTS

Cette rubrique ne comprend pas les plus–values afférentes aux biens non amortissables ou taxées lors des opérations de fusion ou d'apport.

☐ Plus–values de fusion, d'apport partiel ou de scission (personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)

☐ Plus–values d'apport à une société d'une activité professionnelle exercée à titre individuel (toutes sociétés)

Origine des plus-values et date des fusions ou des apports	Montant net des plus-values réalisées à l'origine	Montant antérieurement réintégré	Montant rapporté au résultat de l'exercice	Montant restant à réintégrer
TOTAL				

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

Cegid Group

14 SUIVI DES MOINS-VALUES A LONG TERME

DGFiP N° 2059-C 2013

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT — Néant [X] *

❶ Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés
❷ Entreprises soumises à l'impôt sur le revenu

Rappel de la plus ou moins–value de l'exercice relevant du taux de 15 % ❶ ou 16 % ❷.	
Gains nets retirés de la cession de titres de sociétés à prépondérance immobilières non cotées exclus du régime du long terme (art. 219 I a *sexies*–0 bis du CGI) ❶ *.	
Gains nets retirés de la cession de certains titres dont le prix de revient est supérieur à 22,8 M€ (art. 219 I a *sexies*–0 du CGI) ❶ *.	

I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

Origine ①		Moins-values à 16 % ②	Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 16 % ③	Solde des moins-values à 16 % ④
Moins–values nettes	N			
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N-1			
	N-2			
	N-3			
	N-4			
	N-5			
	N-6			
	N-7			
	N-8			
	N-9			
	N-10			

II - SUIVI DES MOINS-VALUES À LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS *

Origine ①		Moins-values: À 19 %, 16,5 % (1) ou à 15 % ②	Moins-values: À 19% ou 15 % imputables sur le résultat del'exercice (article 219 I a *sexies*–0 du CGI) ③	Moins-values: À 19% ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a *sexies*–0 *bis* du CGI) ④	Imputations sur les plus-values à long terme: À 15 % Ou À 16,5 % (1) ⑤	Imputations sur le résultat de l'exercice ⑥	Solde des moins-values à reporter col ⑦ = ②+③+④−⑤−⑥ ⑦
Moins-values nettes	N						
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montant restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N-1						
	N-2						
	N-3						
	N-4						
	N-5						
	N-6						
	N-7						
	N-8						
	N-9						
	N-10						

(1) Les plus–values et les moins–values à long terme afférentes aux titres de SPI cotées imposables à l'impôt sur les sociétés relèvent du taux de 16,5 % (article 219 I a du CGI), pour les exer–cices ouverts à compter du 31 décembre 2007.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

Cegid Group

15

RÉSERVE SPÉCIALE DES PLUS VALUES A LONG TERME
RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS

DGFiP **N° 2059-D 2013**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

(personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)*

Désignation de l'entreprise : SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT — Néant [X] *

I SITUATION DU COMPTE AFFECTÉ A L'ENREGISTREMENT DE LA RÉSERVE SPÉCIALE POUR L'EXERCICE N

		Sous–comptes de la réserve spéciale des plus–values à long terme				
		taxées à **10** %	taxées à **15** %	taxées à **18** %	taxées à **19** %	taxées à **25** %
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N – 1)	1					
Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice	2					
TOTAL (lignes 1 et 2)	3					
Prélèvements opérés – donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés	4					
Prélèvements opérés – ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés	5					
TOTAL (lignes 4 et 5)	6					
Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 3 – ligne 6)	7					

II RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS* (5e,6e,7e alinéas de l'art. 39-1-5e du CGI)

montant de la réserve à l'ouverture de l'exercice ①	réserve figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'année ②	montants prélevés sur la réserve		montant de la réserve à la clôture de l'exercice ⑤
		donnant lieu à complément d'impôt ③	ne donnant pas lieu à complément d'impôt ④	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

Cegid Group

16

DÉTERMINATION DE LA VALEUR AJOUTÉE PRODUITE AU COURS DE L'EXERCICE

DGFiP **N° 2059-E 2013**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT — Néant [ ] *

Exercice ouvert le : 01/01/2013 et clos le : 31/12/2013 Durée en nombre de mois 12

I Production de l'entreprise

Ventes de marchandises	OA	
Production vendue – Biens	OB	
Production vendue – Services	OC	2 020 664
Production stockée	OD	(11 500)
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation	OE	
Subventions d'exploitation reçues et abandons de créances à caractère financier (en partie)	OF	
Autres produits de gestion courante hors quote–parts de résultat sur opérations faites en commun	OH	(988)
Transferts de charges refacturées et transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée	OI	85
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés	OK	
Plus–values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	OL	
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation	XT	
TOTAL 1	OM	2 008 261

II Consommation de biens et services en provenance de tiers (1)

Achats de marchandises (droits de douane compris)	ON	
Variation de stocks (marchandises)	OO	
Achats de matières premières et autres approvisionnements (droits de douane compris)	OP	
Variation de stocks (matières premières et approvisionnements)	OQ	
Autres achats et charges externes, à l'exception des loyers et redevances	OR	419 146
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location–gérance ou de crédit–bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois.	OS	
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	OU	
Autres charges de gestion courante hors quote–parts de résultat sur opérations faites en commun	OW	331
Abandons de créances à caractère financier (en partie)	OX	
Moins–values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	OY	
Taxes sur le C.A.autre que la TVA, contributions indirectes (droits sur les alcools et les tabacs...), T.I. P.P.	OZ	
Fraction des dotations aux amortissements afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location–gérance ou de crédit–bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	O9	
TOTAL 2	OJ	419 478

III Valeur ajoutée produite

Calcul de la Valeur Ajoutée TOTAL 1 - TOTAL 2	OG	1 588 783
Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur le 1329 et la 1330–CVAE)	SA	1 588 783

Pour les entreprises de crédit, les entreprises de gestion d'instruments financiers, les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance de toute nature, cette fiche sera adaptée pour tenir compte des modalités particulières de détermination de la valeur ajoutée ressortant des plans comptables professionnels (extraits de ces rubriques à joindre).

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes ON à OS, OW et OZ des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne OE, portées en ligne OU.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

Cegid Group

17 COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

DGFiP **N° 2059-F 2013**

Formulaire obligatoire (article 38 de l'ann. III au CGI)

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant directement au moins 10 % du capital de la société)

1/1 **(1)**

Néant ☐ *

EXERCICE CLOS LE 31/12/2013 N° SIRET 4 3 5 1 1 4 1 2 9 0 0 0 1 6

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT

ADRESSE (voie) Rue Le Château

CODE POSTAL 31290 VILLE GARDOUCH

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise	P1		Nombre total de parts ou d'actions correspondantes	P3	
Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise	P2	2	Nombre total de parts ou d'actions correspondantes	P4	800

I – CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique | Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions
Adresse : N° | Voie
Code Postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions
Adresse : N° | Voie
Code Postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions
Adresse : N° | Voie
Code Postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) | % de détention | Nb de parts ou actions
Adresse : N° | Voie
Code Postal | Commune | Pays

II – CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre **(2)** | Nom patronymique CANALI | Prénom(s) NADINE
Nom marital | % de détention 49.88 | Nb de parts ou actions 399
Naissance : Date 12021962 | N° Département 74 | Commune ANNECY | Pays
Adresse : **N°** | Voie Rue LE CHATEAU
Code Postal 31290 | Commune GARDOUCH | Pays FRANCE

Titre **(2)** | Nom patronymique VALLIER | Prénom(s) CHRISTIAN
Nom marital | % de détention 50.13 | Nb de parts ou actions 401
Naissance : Date 05041961 | N° Département 45 | Commune BELLEGARDE | Pays
Adresse : N° | Voie le bourg
Code Postal 45530 | Commune SEICHEBRIERES | Pays FRANCE

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.
(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle.
* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

Cegid Group

18 FILIALES ET PARTICIPATIONS

DGFiP **N° 2059-G 2013**

Formulaire obligatoire (art. 38 de l'ann. III au C.G.I.)

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait dont la société détient directement au moins 10 % du capital)

1/1 **(1)**

Néant ☒ *

EXERCICE CLOS LE 31/12/2013 **N° SIRET** 4 3 5 1 1 4 1 2 9 0 0 0 1 6

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE SARL GEOPLUSENVIRONNEMENT

ADRESSE (voie) Rue Le Château

CODE POSTAL 31290 VILLE GARDOUCH

NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE P5

Forme juridique | Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) | % de détention
Adresse : N° | Voie
Code Postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) | % de détention
Adresse : N° | Voie
Code Postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) | % de détention
Adresse : N° | Voie
Code Postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) | % de détention
Adresse : N° | Voie
Code Postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) | % de détention
Adresse : N° | Voie
Code Postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) | % de détention
Adresse : N° | Voie
Code Postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) | % de détention
Adresse : N° | Voie
Code Postal | Commune | Pays

Forme juridique | Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) | % de détention
Adresse : N° | Voie
Code Postal | Commune | Pays

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.
* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU DÉCLARANT

Cegid Group

Annexe 10

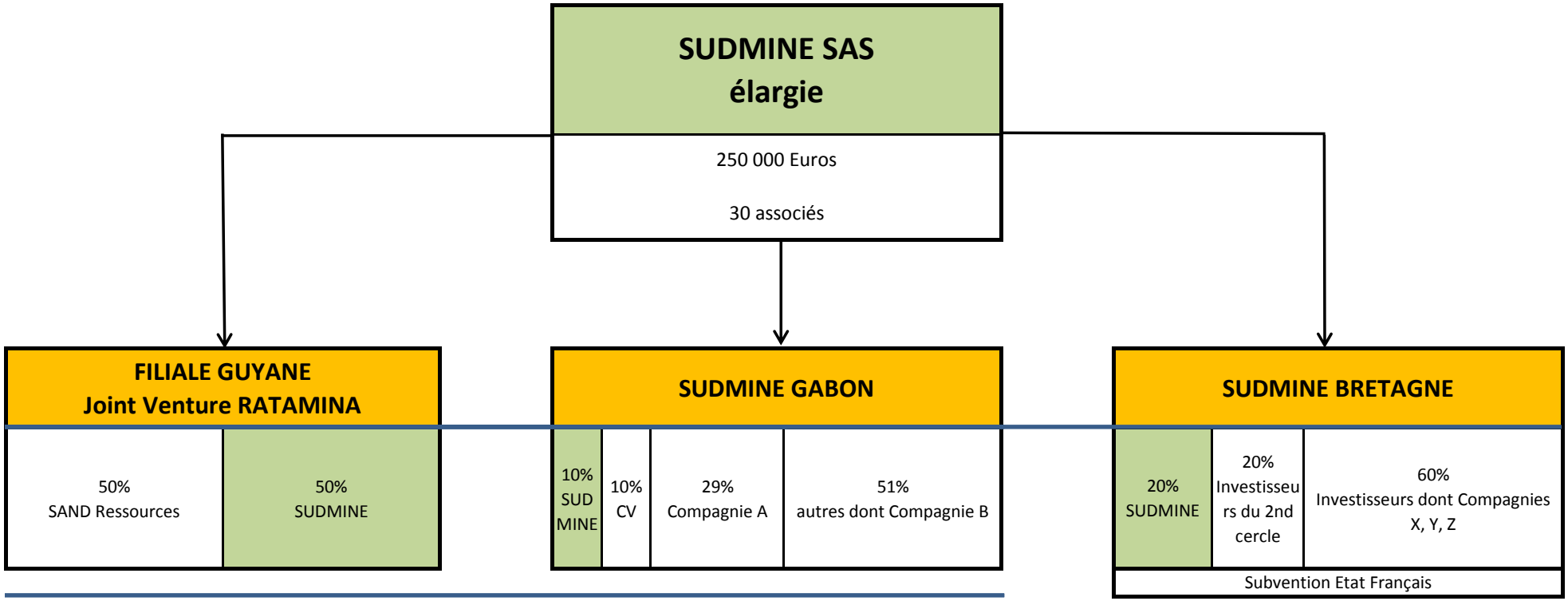
Hypothèse d'évolution de SUDMINE en structure de Holding.

Source : SUDMINE

ANNEE 2013

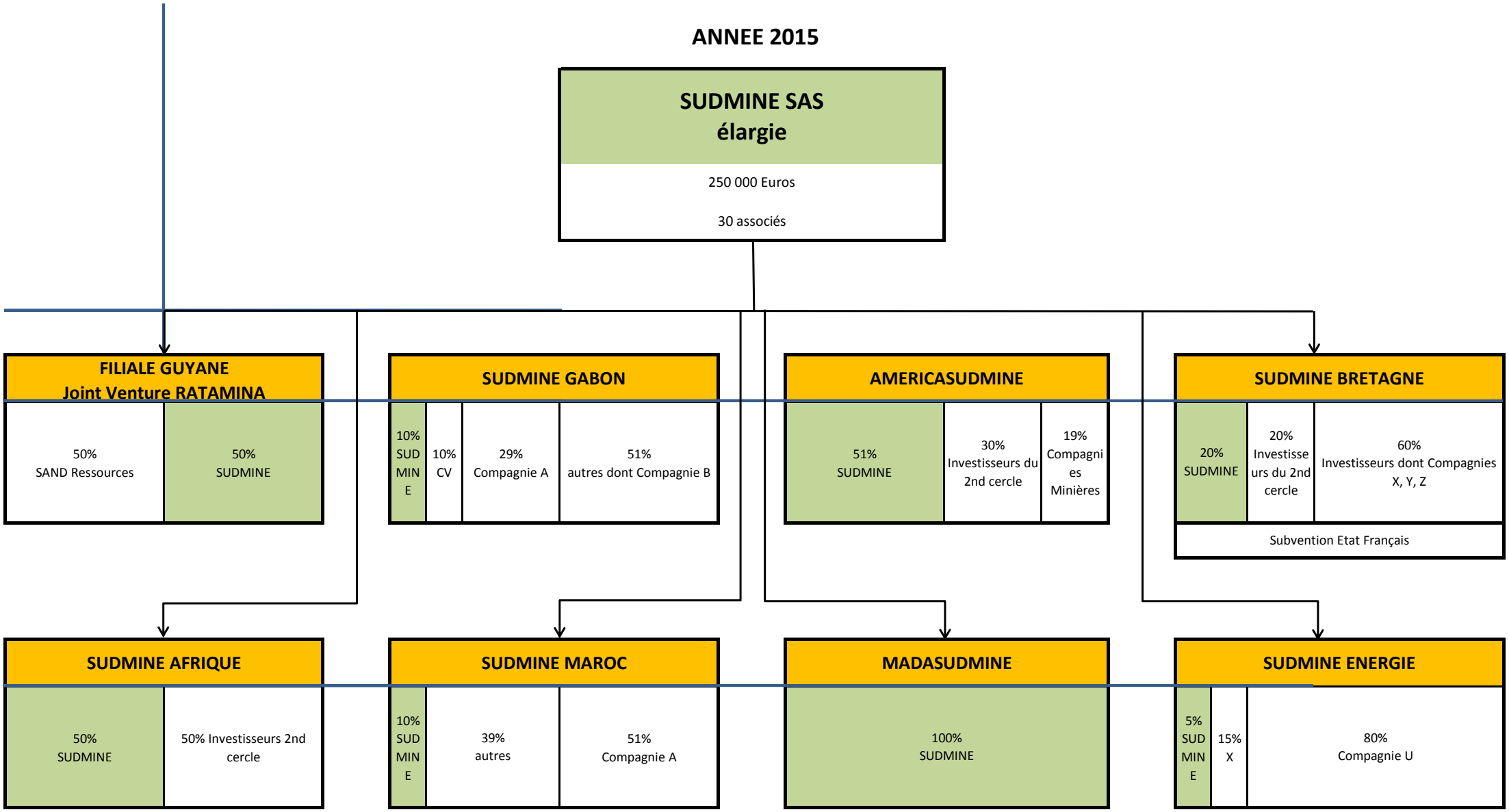
1er SEMESTRE 2013	2ème SEMESTRE 2013
SUDMINE SAS 115 000 Euros 20 associés	**SUDMINE SAS élargie** 250 000 Euros 30 associés ↓ **FILIALE GUYANE**
- 2 stagiaires - CDD occasionnels - Projet calcaires	- 2 stagiaires - CDD occasionnels - Projet calcaires

ANNEE 2014



- 3 stagiaires
- 1 géologue
- CDD occasionnels
- France, Guyane, Gabon

ANNEE 2015



- 3 stagiaires
- 1 géologue
- 1 Directeur salarié à plein temps
- 1 Président salarié à plein temps
- 1 Vice Président salarié à temps partiel
- Tous les pays

Annexe 11

Documents de préparation à la mise en place du Financement Participatif et de la Concertation Locale.

Source : SUDMINE

L'objectif de SUDMINE est de développer, à terme un **projet d'exploitation d'or primaire** en roche massive au niveau de la structure aurifère reconnue par le BRGM entre les années 1980 et 1990 ;

SUDMINE envisage ainsi de mettre en œuvre un **programme d'exploration court et ciblé** qui déploiera :

1) L'acquisition et la **compilation** de l'ensemble des données d'exploration du BRGM et la constitution d'un modèle géologique de la structure aurifère connue.

2) Une campagne de sondages destructifs et carottés.

3) Le développement d'un procédé de récupération de l'or astucieux, favorisant la voie gravitaire, limitant l'utilisation de produits chimiques et excluant dans un premier temps l'utilisation de cyanure.

4) Une campagne d'exploration « légère » sur le reste du PERM visant à mettre en évidence des extensions à la structure minéralisée déjà connue (géochimie sol essentiellement)

A l'issue d'une période de **3 ans**, SUDMINE conclura sur une **étude de pré-faisabilité technique**.

Le **budget pour ces travaux d'exploration** est estimé à **358 500 €**, et représente l'engagement financier minimal sur le PERM

SUDMINE souhaiterait établir un **partenariat avec des investisseurs privés** afin de financer ses travaux d'exploration et l'éventuelle mise en exploitation du gisement d'or qui pourrait en ressortir.

•

Qui sommes-nous ?

Fondée en janvier 2013 par un groupe géologues d'exploration seniors, minéralurgistes, géologues juniors, géologues environnementalistes, ingénieurs en génie civil, informaticiens…, SUDMINE est une compagnie minière junior d'exploration et d'exploitation minière, de droit français.

SUDMINE est sur le point d'obtenir **3 Permis Exclusifs de Recherche** (PER) pour l'or et substances connexes en **Guinée Conakry**.

Le secteur minier français se relance depuis quelques années, notamment avec l'émergence de nouvelles compagnies minières Françaises cherchant à développer des projets miniers sur le territoire métropolitain. De plus une volonté politique d'un retour de la mine en France commence à se dessiner avec l'attribution récente de Permis Exclusifs de Recherche de Mine dans la Sarthe et dans la Creuse.

SUDMINE souhaite s'inscrire donc dans cette dynamique de renouveau de la mine en France.

Nous contacter

Téléphone : 00 33) (0)2 38 24 86 02
E-mail : vallierchristian@orange.fr
Web : sudmine.fr

SUDMINE
2, Chemin du Château
45530 SEICHEBRIERES, FRANCE

En haut, filon de quartz à lamines de schistes noirs, en bas, niveau de chert présentant des disséminations de sulfures

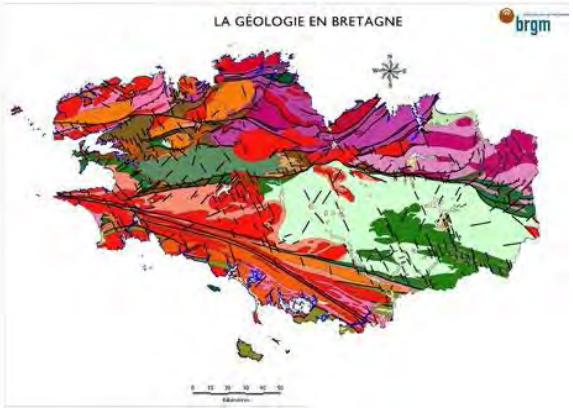
SUDMINE

Compagnie minière Junior Française et indépendante D'exploration et d'exploitation

Le projet de SUDMINE

Le Code minier français donne à un exploitant la possibilité de pratiquer des travaux d'exploration, via entre autres l'obtention d'un **Permis Exclusif de Recherches de Mine (PERM)**, et d'exploiter une mine, via l'obtention d'une **concession** ou d'un **Permis d'Exploitation (PEX)**.

Le titre minier est délivré par le ministre chargé des mines au demandeur qui a notamment justifié de ses **capacités techniques et financières** pour le valoriser dans un dossier de demande de titre minier (exploration ou exploitation).



SUDMINE souhaite déposer un dossier de demande de **Permis Exclusif de Recherches de Mine (PERM) pour or et substances connexes** en Bretagne. Ce titre minier d'environ 3,5 km^2 porte sur un **prospect aurifère mésothermal contrôlé par des zones de cisaillement d'extension locale**, en bordure d'un bassin volcano-sédimentaire.

Le prospect aurifère visé par SUDMINE

Des reconnaissances stratégiques (resserrement alluvionnaire, géologie et prospection marteau) et tactiques (géochimie et géophysique résistivité) menées par le BRGM (Bureau des Recherches Géologiques et Minières) entre 1985 et 1986 dans le cadre de l'inventaire minier français ont permis de mettre en évidence un **district aurifère** d'une trentaine de km d'extension Est-Ouest.

Le prospect visé par SUDMINE a ensuite fait l'objet d'une reconnaissance plus détaillée par sondages destructifs et carottés ayant abouti à la découverte **d'une importante structure aurifère de plus d'1 km de long**, montrant des traversées en sondages carottés de 1 m à **20,8 g/t Au** et 2 m à **12 g/t Au**.

Cette structure aurifère a ensuite fait l'objet de travaux miniers souterrains par galerie en 1991 dans le cadre d'un **PERM accordé au BRGM le 28 juillet 1989**. Ces travaux complémentaires ont abouti à une **étude d'orientation économique et 1990** qui concluait à des **ressources indiquées de 360 000 t de minerai à 8,15 g/t Au en moyenne, soit environ 3 t d'or**. Cette même étude a monté que 75% des ressources seraient exploitables en mine à ciel ouvert (75 m de profondeur).

Le prospect aurifère visé par SUDMINE est actuellement **libre de tout titre minier**.

Il a déjà fait l'objet de sondages destructifs et carottés ainsi que de travaux miniers ayant mis en évidence un potentiel de ressources 360 000 t de minerai à une teneur moyenne de **8,15 g/t Au**, soit près de **3 t d'or**.

Il se trouve au sein d'un **district aurifère d'ampleur régionale** (30 km en Est-Ouest) laissant entrevoir des possibilités d'extension.

Plages d'arsénopyrite et d'or dans un filon de quartz

Les minéralisations aurifères sont contrôlées par des zones de cisaillement d'extension locale affectant des formations volcano-sédimentaires silicifiées et bréchifiées de la base du Carbonifère.

4 types de minéralisations aurifères ont été reconnus par le BRGM :

- une minéralisation aurifère discrète, liée à certains niveaux de schistes noirs ;
- une minéralisation située dans un niveau de chert discontinu ou l'or est très fin, en inclusion dans les sulfures ;
- une minéralisation associée à un faisceau de veines quartzeuses plurimétriques à quartz, chlorite, carbonates, sulfures où l'or est libre et inclus dans l'arsénopyrite ou la pyrite ;
- une minéralisation encore mal caractérisée, recoupant des tufs hydrothermalisés.

SUDMINE SAS

Les 11 raisons d'investir dans l'or de Lopérec

Projet d'exploration minière de Lopérec

SUDMINE, le développement raisonné de la mine.

2014-2015

SUDMINE SAS est une junior d'exploration minière indépendante. Elle souhaite, forte de ses experts, acquérir un Permis Exclusif de Recherche Minière (PERM) à Lopérec pour l'or et des substances connexes. Une fois le projet d'exploration achevé, SUDMINE SAS aura alors le choix, soit exploiter à son compte l'or de Lopérec, soit vendre le projet à une société d'exploitation minière. Mais avant de lancer le programme d'exploration, elle doit réunir des fonds. Pour cela, elle ouvre son projet aux investisseurs externes. Ainsi, ce présent dossier a pour but de présenter efficacement le projet, sans se perdre en détails techniques. Néanmoins, les experts de SUDMINE SAS sont à disposition des lecteurs pour plus d'information. Pour en savoir plus sur SUDMINE SAS, nous invitons le lecteur à se rendre sur le site internet: SUDMINE.fr

Dossier réalisé par

Sustainable Mining

SUDMINE

Development

SUDMINE SAS 2, Chemin du Château 45 530 SEICHEBRIERES FRANCE
Tél : (00 33) (0)6 88 16 76 78 Fax : (00 33) (0)2 38 24 85 66
e-mail : vallierchristian@orange.fr
SAS au capital de 227 000 euros - RCS Orléans 790 856 850 - Code NAF 0990Z